

DANS LA PLAINE ORIENTALE

Trois ouvriers agricoles gravement blessés par un attentat en Corse

LIBRE PAGE 42

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Abonnement : 1,50 F par semaine, 1,50 F par mois, 1,50 F par trimestre, 1,50 F par semestre, 1,50 F par an. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements étrangers sont payables en francs ou en devises. Les abonnements sont envoyés par avion. Les abonnements sont envoyés par avion. Les abonnements sont envoyés par avion.

Tarif des abonnements page 27  
5, RUE DES ITALIENS  
75002 PARIS - CEDEX 10  
C.C.P. 4005-23 Paris  
Suisse : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

## L'Occident en quête d'une politique énergétique

Moins de quinze jours après la conférence mondiale de l'énergie, les 5 et 6 octobre à Paris, des ministres responsables des dix-neuf pays membres de l'Agence internationale de l'énergie apparaissent bienveillants et cherchent à valider simplement l'existence d'une crise mondiale, à Paris les gouvernements ont la possibilité de prendre des décisions. Le feront-ils ?

La France, qui a toujours refusé d'adhérer à l'A.I.E., mais ce sont les travaux par l'intermédiaire de la C.E.E. et de l'O.C.D.E. « signés » à plusieurs reprises l'indifférence d'un tel organisme. « Cette Agence n'a rien fait, et nous n'avons jamais regretté de ne pas y participer », répétait encore en mars M. de Giscard d'Estaing. De fait, en dehors d'un plan de répartition du pétrole entre les pays membres en cas d'embargo arabe — plan dont nul ne peut affirmer qu'il serait respecté — l'A.I.E. n'a guère à mettre à son actif que quelques accords de recherche.

Le temps n'est pourtant plus où l'alliance des principaux pays consommateurs — sous l'impulsion de M. Kissinger — était destinée à contraindre l'action de l'O.P.E.P. Il faut désormais prévoir le déséquilibre entre l'offre et la demande d'énergie qui ne manquera pas d'intervenir dans les dix années à venir. Si cette crise est occasionnée par une économie mondiale plus que morose et par l'arrivée sur le marché des pétroles de la mer du Nord, de l'Alaska et du Mexique, aucun équilibre n'est actuellement prévisible pour 1985. « Nous le savons déjà », affirme M. Lantier, directeur de l'Agence, en soulignant que l'on connaît, dès la fin des années 80, les gisements britanniques et norvégiens, comme ceux de l'Alaska.

Les perspectives énergétiques mondiales pour 1985, publiées en février par l'O.C.D.E., ont été ajustées pour tenir compte du ralentissement des programmes nucléaires dans les pays industrialisés, mais leurs conclusions restent valables : la demande de pétrole continuera d'être forte, les réserves de pétrole diminueront, la capacité de production des pays exportateurs ne dépassera pas 41 millions de barils. Comment s'assurer d'ailleurs que ces pays, particulièrement ceux dont la population est en forte croissance et les besoins financiers faibles — utiliseront à plein leur capacité d'extraction ?

Les ministres réunis à Paris vont donc tenter de définir des objectifs, de quantifier leurs importations de pétrole des dix années à venir, d'élaborer des principes détaillés applicables dans la mise au point des politiques nationales, de confirmer la nécessité des programmes nucléaires, enfin de donner une nouvelle impulsion à la recherche et au développement, notamment pour le charbon et l'énergie solaire. Ils doivent aussi examiner les résultats, dans le domaine de l'énergie, du « dialogue Nord-Sud », et envisager la possibilité d'engager de nouvelles discussions avec les pays en voie de développement comme avec les pays producteurs.

L'A.I.E. n'atteint-elle pas là ses limites ? Initialement machine de guerre destinée à faire baisser les prix du « brut » de l'O.P.E.P., elle a échoué en cette matière. Il n'est pas de tout certain qu'elle puisse devenir l'instrument de dialogue indispensable entre producteurs et consommateurs d'énergie face à la crise mondiale. Marquée par sa naissance, l'Agence internationale de l'énergie s'est trop confiée jusqu'ici à des problèmes pétroliers pour satisfaire un tiers-monde qui lui n'a jamais voulu isoler ce dossier de celui de l'ensemble des matières premières.

## Compromis entre Washington et Jérusalem

Après la rencontre Carter-Dayan, Israël juge encore possible la réunion de la conférence de Genève

À l'issue de plus de six heures de négociations pratiquement ininterrompues, un accord est intervenu dans la nuit de mardi à mercredi 5 octobre entre le président Carter et le secrétaire d'Etat, M. Cyrus Vance, d'une part, et M. Moshe Dayan, ministre israélien des affaires étrangères, d'autre part, sur un « document de travail » concernant la procédure de convocation de la conférence de Genève. Une déclaration américano-israélienne publiée à New-York indique que de nouvelles propositions pour surmonter les obstacles ont été formulées.

Il ressort de ce texte que les Israéliens obtiennent partiellement satisfaction puisqu'il est admis que les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité restent la base de la reprise de la conférence.

Aux termes de la déclaration commune américano-israélienne diffusée mercredi matin 5 octobre, à New-York, « les Etats-Unis et Israël sont d'accord pour estimer que les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité restent la base convenue pour la reprise de la conférence de Genève sur la paix et que tous les accords et ententes entre eux sur ce sujet demeurent valables ». Ce texte ajoute : « Des propositions pour surmonter les obstacles à la reconvoque de la conférence de Genève ont été formulées. Le ministre des affaires étrangères, M. Dayan, va consulter son gouvernement sur les résultats de ces discussions. Le secrétaire d'Etat, M. Vance, discutera de ces propositions avec les autres parties à la conférence de Genève. L'acceptation de la déclaration commune américano-israélienne du 1<sup>er</sup> octobre 1977 par les parties n'est pas une condition à la reprise de la conférence de Genève et à la poursuite de ses travaux ».

Au cours d'une conférence de presse, M. Dayan a déclaré qu'il était parvenu à un accord avec ses interlocuteurs américains sur un « document de travail » concernant la procédure de convocation de la conférence de Genève. Il a toutefois refusé de donner la moindre indication sur la teneur précise de ce document, soulignant que son gouvernement devait encore se prononcer sur ce texte. Il a estimé que Jérusalem approuverait sans doute ce document commun. M. Dayan n'a pas voulu se livrer à des prévisions sur la date à laquelle la conférence pourrait être convoquée, et a exprimé l'espoir qu'elle pourrait se tenir avant la fin de l'année.

### Pas de négociations avec l'O.L.P.

Le chef de la diplomatie israélienne a réaffirmé la position de son gouvernement, qui ne veut pas négocier à Genève avec l'O.L.P. « Nous ne négocierons pas sur la création d'un Etat palestinien », a-t-il souligné. « La question de savoir si Israël serait prêt à discuter de l'établissement d'une « entité palestinienne », comme le préconisent certains pays arabes, M. Dayan a répondu : « Je ne sais pas ce que cette entité peut être. Tout ce que je sais, c'est que nous ne négocierons pas à propos d'un Etat palestinien ».

M. Dayan a critiqué à plusieurs reprises la déclaration américano-soviétique qui parle des « droits légitimes des Palestiniens ».

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève. « Ce n'est pas une déclaration dont nous attendions qu'elle fut approuvée par Israël. Elle exprime les points de vue des Etats-Unis et de l'Union soviétique », a-t-il ajouté. M. Dayan a alors précisé qu'il n'avait subi aucune pression de la part des Américains, et qu'il n'avait jamais été demandé à Israël d'accepter la déclaration commune américano-soviétique.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

De son côté, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, qui se trouvait aux côtés de M. Dayan, a déclaré que, pour le gouvernement américain, l'acceptation de la déclaration américano-soviétique n'avait jamais constitué une condition préalable à la convocation de la conférence de Genève.

## Pressions américaines sur le Japon

Tokyo cède sur le yen mais pose ses conditions sur l'acier

L'épreuve de force, engagée entre Washington et Tokyo, évolue rapidement. Devant la décision du Trésor américain d'imposer des droits antidumping sur les importations de tôles fortes japonaises, le gouvernement nippon a accepté de réduire ses exportations d'acier vers les Etats-Unis, mais à plusieurs conditions : il demande notamment une réduction similaire des livraisons d'acier européen sur le marché américain.

Sur le second front — monétaire — de la lutte d'influence entre les Etats-Unis et le Japon, Tokyo a décidé de céder : la hausse du yen par rapport au dollar est sensible (261 yens pour 1 dollar, ce mercredi 5 octobre, contre 267 yens environ jusqu'en 27 septembre), même si, pour des raisons techniques (différences de taux d'intérêt qui découragent les spéculateurs), la monnaie américaine s'est légèrement reprise depuis quarante-huit heures (4.8970 F mercredi contre 4.8575 lundi). La valorisation du yen devrait être de nature à freiner les exportations japonaises, fort exorbitantes, au profit des ventes américaines. Dans la réalité, il n'est pas certain que ce réajustement se produise. Tokyo refusant toujours de relâcher la demande intérieure japonaise.

### De notre correspondant

Tokyo. — La valeur du yen a atteint ces deux derniers jours son cours le plus élevé depuis quatre ans par rapport au dollar (261,91 yens pour un dollar à la fermeture du marché des changes, mardi 4 octobre). Bien des financiers estiment que cette tendance va se poursuivre et que la monnaie japonaise qui, depuis sa récente revalorisation en juillet, semblait stabilisée aux alentours de 260 yens pour un dollar, pourrait sous peu « crever le plafond des 260 », comme ce fut le cas jeudi sur le marché de Londres.

Les milieux bancaires japonais admettent que cette revalorisation de leur monnaie est la conséquence de l'« admonestation » lancée au Japon par M. Blumenthal, secrétaire américain au Trésor (le Monde du 1<sup>er</sup> octobre). Celui-ci avait critiqué les Japonais pour la persistance de leur excédent commercial et les avait avertis que cette situation pouvait leur valoir des mesures de protectionnisme.

Pourtant, au risque d'envenimer les critiques, la Banque du Japon est intervenue massivement sur le marché des changes pour empêcher le yen de se valoriser au-delà de ce que le gouvernement a pour l'instant accepté sous la pression américaine. « Afin d'éviter les poussées spéculatives », affirme-t-on à la Banque centrale. Les Japonais paraissent cependant d'autant plus soucieux de ne pas relâcher les attaques contre leur politique monétaire que les dernières statistiques du commerce extérieur nippon sont loin de montrer une réduction de l'excédent chronique de la balance commerciale.

### Faut-il tant exporter ?

Au ministère du commerce et de l'industrie, on fait valoir que non seulement la nouvelle monnaie du yen va mettre gravement en difficulté de nombreuses petites entreprises qui travaillent avec des marges de profit étroites, mais que les mesures prises en septembre pour développer les importations « démontrent les efforts du Japon pour débarrasser la situation ». Il reste à savoir si ces mesures d'importation anticipée de 100 000 tonnes de blé et de maïs, augmentation des achats de produits agricoles et marins augmentant de 10 % à partir d'octobre des réserves en hydrocarbures) auront un effet sur l'excédent de la balance des paiements nippons (entre avril et août, celui-ci a déjà atteint 4,4 milliards). Beaucoup d'observateurs sont en tout cas sceptiques sur la portée réelle de ces mesures.

PHILIPPE PONS.

Selon une étude de l'Institut de recherche Nomura, même si la monnaie japonaise s'élevait à 260 yens pour 1 dollar (soit une revalorisation de 3,8 % par rapport au cours moyen de 270) l'excédent de la balance des paiements courants ne serait réduit que de 430 millions de dollars, ce qui est très peu sur un total qui devrait avoisiner pour l'année les 8,5 milliards de dollars, de l'avis même du gouvernement. En revanche, le nouveau cours du yen, précise Nomura, ralentirait de 1,2 point la croissance du produit national qui devrait atteindre cette année 6,7 %. Nomura conclut que la monnaie du yen freinera l'économie japonaise mais n'aura pratiquement pas d'influence sur la balance des paiements.

(Lire la suite page 39.)

## AU JOUR LE JOUR

### CONTROLE

Évoquant la loi « Informatique et libertés », M. Alain Peyrefitte a déclaré que « l'informatique est trop importante pour être confiée aux informaticiens », comme d'ailleurs on ne peut dire que la guerre est une chose trop importante pour être confiée aux militaires.

Certes, le risque de voir sa biographie encartée sur les fichiers, de sa vie prématinale jusqu'à son dernier souffle, comprenant le détail de ses moindres faits et gestes, prédisant s'il boit du thé ou du café, s'il fume du blond ou du brun, s'il préfère Martine Dietrich à Jacques Chirac, a de quoi faire frémir le citoyen dans l'intimité secrète serait ainsi perdue jour après jour.

Mais on se demande alors pourquoi le projet de loi prévoit que les membres de la commission chargée du contrôle des opérations seront nommés par le gouvernement : le contrôle est, en effet, quelque chose de trop important pour être confié aux contrôleurs. Tel est du moins l'avis de l'auteur.

BERNARD CHAPUIS.

## La gauche face aux grands problèmes nationaux

par MAURICE COUVE DE MURVILLE (\*)

Il peut paraître anachronique d'écrire encore sur le programme commun de la gauche, sur les intentions ou les résolutions des socialistes, des communistes et des radicaux de gauche dans l'hypothèse où ensemble ils accèderaient au pouvoir. Le temps serait d'avantage aux explications, c'est-à-dire à la découverte des raisons pour lesquelles c'est en définitive opérée en septembre la rupture des négociations engagées depuis le mois de mai pour la mise à jour du programme.

Sans doute est-il encore trop tôt pour le faire : rien n'est clair encore.

Bien sûr, c'est à propos des nationalisations que la crise a officiellement surgi. Cela n'est pas pour étonner : chacun sait que le P.C. est des trois anciens alliés, le seul à être vraiment socialiste, c'est-à-dire partisan d'une appropriation collective générale des moyens de production. Il a d'ailleurs à ce sujet obtenu en 1972, après d'âpres discussions, des concessions substantielles sur les nationalisations à prévoir. Les

deux autres partis sont bien d'accord dans la tradition si ancrée chez nous du dirigisme ou de l'étatisme, lequel multiplie les contrôles, ignore joyeusement les lois du marché et utilise largement les facilités de l'inflation. C'est bien pourquoi, d'ailleurs, ils avaient pu collaborer sans peine sous la IV<sup>e</sup> République avec le centre, aussi avec la droite. Mais la situation était à ce sujet exactement la même en 1972. Alors, pourquoi le drame en 1977 seulement ?

Je m'arrête sur cette remarque, sans essayer d'aller plus loin dans la recherche des motifs et des arrière-pensées. C'est une autre question que je voudrais traiter, sur laquelle les coalisés du programme commun sont restés pendant cinq années curieusement dans le silence ou l'équivoque. Ce qui justement m'a conduit à cette note sur le thème de cet article : quelle idée se font-ils de la France, de son rôle et de son destin dans le monde tel qu'il est aujourd'hui ? Autrement dit, quelle est leur politique étrangère et quelle est leur politique de défense ?

Cette dernière est la seule à avoir été mentionnée dans les polémiques passionnées multipliées pendant des mois, encore que le sujet n'ait guère été repris au moment de la rupture, comme s'il n'était pas vraiment capital.

(Lire la suite page 11.)

## COURBET AU GRAND PALAIS

### Le troisième homme

Le 31 décembre 1877, Courbet mourait à La Tour-de-Pellix, en Suisse, prosaïque, oublié, depuis le drame de la Commune, détruit et comme vidé de cette prodigieuse énergie créatrice qui avait stupéfié son époque, entouré son œuvre d'une rumeur de scandale, donné à celle-ci, comme disait Baudelaire, une « allure d'insurrection » permanente et débridée. Insurrection qui tenait moins à la nature des sujets et à la manière de peindre, inculte de force et de savoir, mais finalement toute traditionnelle, qu'à une volonté évidente de ramener la peinture à sa fonction première qui était pour lui de représenter, de dire ce qui est, sans commentaire d'histoire, de mythe ou de sentiment. Par rapport à Delacroix, ingrat et à leurs épigones, Courbet opposait à ses débuts comme le « troisième homme », celui qu'on n'attendait pas, un « massacreur de facilit



## idées

## L'ÉCRIVAIN ET SON DESTIN

## Jardins — Secrets

On s'en fout de votre enfance, mais on s'en fout de votre mère n'est porté un chapeau d'un mètre cinquante de circonférence sur lequel elle faisait courir un rat, mais on s'en fout de la marque de votre tricyle ; et on s'en fout de l'endroit où da Gouille vous a serré la main, vous léchant cet inoubliable — inoubliable pour vous — « Avez-vous l'heure jeune homme ? J'ai oublié ma montre ». Car, si vous avez remarqué que de sa manche dépassait la montre, nous avons droit à dix pages : « Le général m'éprouvait... Il s'amusait avec moi, ou bien... (l'homme qui écrit aujourd'hui se pèle en conjectures) le général m'avait posé cette question pour se libérer de l'embarras dans lequel, par ma remarque, mon coup d'œil, je l'avais mis. » Et c'est là, et c'est là, sur deux cents, trois cents, mille pages. Il y en a tant et tant qui écrivent qu'on se demande qui il y a le temps de se livrer au plaisir de déjouer ces joyeuses confidences ? Tout le monde se raconte.

A Paris, aujourd'hui, la page blanche est introuvable. Le président de la République a quelque chose à dire. On a quelque chose à dire sur le Président comme sur tout le monde. Comme il était drôle, affectueux, courageux. Ombreux mais charmant, n'ayant pas toujours jusqu'au bout. Au bout de rien. Une certaine peur — il faut bien que le public se reconnaisse. La petite histoire recouvre toujours l'autre, et défilent les admirations du « portraitiste », qui vont, é qui viennent, les faveurs de notre complicité. Que ce soit le président de la République, me bonne, le nain au visage, Mariéne Dietrich, — elle écrit, nous dit-on — ou son coiffeur qui, lui, plus malin, a dicté, il est admiré... et quel ? Des écrivains.

Un homme qui veut être considéré aujourd'hui est non seulement un homme qui a écrit mais un homme qui a lu. On s'invente des passions, triste manière de vivre, recommencer à vivre des mois ce qu'on n'a jamais vécu.

Des exceptions à ce manque de sincérité, à cette vanité : Simone Signoret, mais c'est une femme qui existe en dehors de son métier, elle existe en dehors de son passé. Elle sait que se souvenir, ce n'est pas faire remonter de la poussière d'agendas épuisés, quelques vieux coups d'adieu, ce n'est pas appeler à la rescousse trois ou quatre lambeaux glorieux pour en faire la scène et s'y planter au

par FRANÇOIS-MARIE BANIER

beau milieu pour réclamer, modestement, l'indispensable. Quand on lit jusqu'au bout ces confessions remplies de citations tronquées, de tirades exsangues, à force de les avoir accoués, on reste pantelant : quel cet homme que le hasard — ce diable de l'histoire — a placé dans de telles situations, cet homme qui a approché tant de éminentes personnes n'aura-t-il que bévues et quiproquos.

Tant pis d'être tombé dans la naïveté, sur le papier ils excitent. Leur nom sur la couverture d'un livre, comme... comme tout le monde. A qui saurait rester anonyme sa vie entière promettant la postérité, un cas dans le siècle : il s'est tu.

Il faut être très fort pour parler de soi. Il faut avoir du génie, car, là, on parle vraiment d'un autre. Dans la glace, on se voit toujours en face de soi un inconnu. Pour s'incarner, pour entrer dans le personnage, le talent, le bagou, ne suffisent plus. On est quel qu'un de si étranger à soi-même que l'humain ne peut se restituer tel qu'il est, à moins d'être Rousseau, Rembrandt, ou Balzac, qui, pour n'avoir jamais parlé de lui, court partout dans son œuvre.

Esi-ce parce que ce qui a été ne doit plus jamais être que les Mémoires mentent ou annulent, que les témoins sont si souvent de faux témoins ? Ainsi le présent garde au sursaut, sa nature qui est le mystère.

J'admire depuis longtemps quelqu'un. Il a dépassé quatre-vingts ans, c'est le seul homme qui, à mon sens, sache vivre. Mémoires, il a fait vivre, il a écrit, nous dit-on — ou son coiffeur qui, lui, plus malin, a dicté, il est admiré... et quel ? Des écrivains.

donneront de quel tablier le Sang d'un poète. Il prête parler de musées, d'objets, de maisons, de villes, de civilisations, que de l'homme. André Breton, Salvador Dalí, Igor Stravinski, Paul Eluard, René Crevel, Max Ernst, Aldous Huxley, Miro, de Chirico, Poussin, Laurens, Picasso, ont su reconnaître en Charles de Noailles — qui serait gêné par cet étalage incomplet de noms illustres pour qui, d'ailleurs, Marie-Laure et lui ont tant fait — les mérites de cet homme, aussi curieux que discret, aussi généreux qu'effacé. Il laissera derrière lui un livre qui n'est l'air de rien, le livre pour l'histoire, livre de patience et d'espérance : un livre sur les jardins. Mui propose d'ailleurs, un petit dictionnaire illustré. La photo — qui n'est pas de lui — prend plus de place que le commentaire qui rappelle étrangement celui des Caractères si ce n'est que La Bruyère n'avait pas toujours eu le coup d'œil heureux. De cette façon de choses, on peut tirer une leçon d'humanité.

Plus apte que quiconque à laisser le livre du siècle comme disent les adieux, Charles de Noailles a préféré au souvenir personnel ce livre simple, beau, clair. Et là où cet homme, qui n'est pas sans humour, nous joue un tour considérable, c'est qu'à travers Plantes de jardins méditerranéens (1), parlant de fleurs, d'arbres, de saisons, expliquant avec précision leur origine, leurs couleurs, ce qu'on peut en attendre — et rien d'autre, — il parle, magistralement des hommes. Dans une langue qui retrouve la pureté et l'aisance des beaux esprits du dix-huitième siècle, il nous dit qu'accepter la nature des plantes, c'est accepter les limites de l'homme. Est-ce note qui gâche tout en ajoutant l'espérance ? L'éclosion, sur soi, sur les autres, une folie ? Il faut se guérir de l'impossibilité : on ne change pas les hommes, on construit de meilleurs petits théâtres, c'est tout.

Les lettres de Charles de Noailles, quelques années après la guerre et la dans des revues d'horticulture, petits chefs-d'œuvre de langage, ont été au conseil des musées ou à ses amis jérôlimes, sa conversation, son allure, qui donna jadis à Marcel Proust l'envie de connaître cet homme, le montrent aujourd'hui comme un sage, mais dans un équilibre qui saura le reconnaître.

(1) Plantes de jardins méditerranéens. Larousse, 41 F, 143 pages. Photo de Mikael Warren.

## La famille selon Balzac

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les couples français refusent au pays ce troisième enfant que leur réclament à grands cris les pouvoirs publics. Tout au long du dix-neuvième siècle, à la fécondité souvent remarquable des couples catholiques de la bourgeoisie provinciale s'est opposée la stérilité volontaire de la bourgeoisie et de la noblesse urbaines.

De ce comportement, nous avons par chance un observateur exceptionnel dans Honoré de Balzac. Romancier du présent, accusé de copier servilement la réalité, il n'a ni créé ni imaginé l'histoire de son époque : il l'a photographiée. Quelle vision de la fécondité des couples français nous donne donc la Comédie humaine ? Celle-ci, en chiffres d'abord : sur soixante-dix couples de l'ensemble des romans, mariés entre 1809 et 1820, et dont on peut considérer la descendance comme arrêtée quand Balzac les met en scène, vingt-quatre n'ont eu qu'un enfant, vingt-sept en ont eu deux, onze en ont eu trois. Restent cinq familles de quatre enfants, deux de cinq et une de six. La fécondité moyenne de cet échantillonage des années du dix-neuvième siècle est donc à peine supérieure à deux enfants. C'est exactement — rencontre remarquable — celle des couples français de 1975.

Dans la société « possédante » de l'époque (ou aspirant à le devenir), telle du moins que l'a vue Balzac, trois couples sur quatre n'ont qu'un ou deux enfants, et le fait paraît alors si banal au romancier qu'il ne se donne guère la peine d'expliquer pourquoi le « troisième » est si obstinément

refusé : les parents ont du bien, ou veulent en amasser, la raison suffit.

Les Estorades, pour prendre un exemple entre dix (1), ne sont pas dans la gêne, tant s'en faut. Ils ont un château, des terres bien louées : M. de l'Estorade est député, pair de France, conseiller d'Etat. Renée de l'Estorade est une épouse croyante, intelligente, aimante. Elle a donné à son mari, dans les délais habituels, un garçon et une fille. Après quoi, et son mari étant souvent et longtemps absent, elle réduit à fort peu de chose « cette cohabitation conjugale dont le principal inconvénient », dit Balzac lui-même, est d'engendrer des enfants ». Elle prend des « précautions », quelle cache à son confesseur : « car, écrit-elle à une amie, nous ne devons compter qu'à nous-mêmes et à Dieu des moyens que nous employons pour perpétuer le bonheur au sein de nos maisons ».

Ce bonheur, il est bien entendu d'abord dans la restriction des naissances. « On peut avoir en mariage une douzaine d'enfants en se mariant à l'âge où nous sommes ; et, si nous les avions, nous ferions douze malheurs ».

Il y a certes de « belles familles » dans la Comédie humaine. Mais la vérité, à défaut de la morale, oblige Balzac à dire qu'elles sont plus souvent le fruit du vagabondage maternel que de nobles et pieux principes. Sur les cinq enfants des Colleville (2),

(1) Mémoires de deux jeunes mariées.  
(2) Les Petits Bourgeois.  
(3) La Femme de trente ans.

l'aîné seul est un fruit conjugal. Chacun des autres a pour père l'un des quatre amants identifiés de la belle Flavie Colleville, qui ne sait pas dire non. Le marquis d'Aiglemont (3) n'est pas logé à meilleure enseigne : son aîné, sur cinq enfants, peut porter son nom sans faire sourire. C'est du refus du « troisième enfant » que, dans le *Lys dans la vallée*, meurt finalement Mme de Mortsauf, et de la frustration sexuelle qui en est la condition et la conséquence.

Balzac indique assez clairement ce que sont, à son époque, les moyens de limitation des naissances : quelques drogues de bonne femme, le rapport interrompu, et surtout la continence forcée des femmes, l'impitoyable auto-fécondation. D'où le triste cortège des mal-aimées et des femmes malades de la Comédie humaine. Les maies des classes privilégiées s'en tirent mieux : tout leur est détail sexuel dans les classes « dévalorisées ». Il n'y a guère, dans toute l'œuvre du romancier, de condamnation portée contre les prostituées, qu'elles soient de haut vol ou de petite besogne. Et pour cause !

Ce n'est donc pas d'aujourd'hui que les impératifs de l'accumulation et de la transmission du capital, ou tout simplement du mieux-être, ont emporté sur les valeurs familiales traditionnelles. Balzac découvre les ravages du code civil qui, en imposant le partage égal des successions, a provoqué chez tous les possédants un refus très conscient de la troisième naissance.

JACQUES CELLARD.

## Lamennais, prophète maudit

par XAVIER GRALL

LES inquisiteurs et les filles aux tresses, sal par des adversaires sans honneur, trahi par la plupart de ses disciples, jeté comme un voyou dans la prison de Sainte-Pélagie, il finira par agoniser dans une mansarde sordide. Et mort, ce prophète restait à ce point redouté par l'ordre et craint par la puissance publique que Badinguet envoya deux escadrons surveiller son enterrement dans une fosse commune ! Il s'appelait Félicité de Lamennais. Il avait fallu une encyclique pour abattre son journal, *l'Avenir*. Il en avait fallu une autre pour condamner son long poème *Paroles d'un croyant*. Fallait-il qu'il fût un singulier écrivain pour faire trembler Rome par ses seules écrits.

Il est plus que temps de sortir ce curé maudit de la tombe anonyme. Cet homme de tous les tourments, je le verrais bien reposant en son pays, à Saint-Malo, près de Chateaubriand, dans le bruit tourmenté de la mer. Mon oubliuse Bretagne mériterait Lamennais un rêve immense, ultra-marin : achever, parachever, Dieu dans son souffle et sa justice ici et maintenant, vite, tout de suite. Ses luttes sont empreintes d'une impatience fiévreuse. On dirait que le temps le pousse par les épaules, le bouscule. C'est un bateau ivre qui court sur l'océan trouble du dix-neuvième siècle. Et se déchire dans la dou-

leur de ne pas trouver le port. Et il plonge dans les abysses. Lamennais est notre contemporain par ses ruptures et par ses doutes, par ses audaces et par ses déchirements. Il semble instable parce que sa pensée est prodigieusement mobile. Il semble léger parce qu'il est poète. Il paraît cendre, mais il brûle. Frère, il invoque, Socialiste et défroncé, il adore. C'est un Celte. Il fait sienne la loi des métamorphoses. Et derrière d'apparences paradoxes et une trompeuse valse de renements, on trouve chez lui une unité constante et magnétique : la passion de la liberté. Une passion ombreuse, quotidienne. O cher Féli ! je vous devine, je vous vois marchant dans les allées de la Chénale et vous entendez dire que l'Eglise n'est rien si elle ne délivre. Où est le schisme ?

Damnè considérable, il s'est battu pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat, pour le suffrage universel, pour la liberté de la presse et, ce que l'on sait moins aujourd'hui, pour la décentralisation démocratique et l'autodétermination des nations (écartées : l'Irlande, la Pologne). Sa controverse sur la liberté de l'enseignement elle-même ne lui était pas dictée par le souci des privilèges cléricaux, mais par son refus de confier aux Etats, quelle qu'en soit la nature, le monopole de l'instruction et de l'éducation. On chercherait en vain dans cette pensée sinueuse et progressiste, qui va de l'Essai sur l'indifférence aux articles de l'Avenir, la moindre restriction aux libertés individuelles et publiques. Vivalit-il de nos jours qu'on verrait surgir sa tête d'oiseau de proie aux grands yeux brillants et apostropher, chez Bernard Pivot, les régimes

faussement catholiques d'Amérique du Sud, fustiger les démocrates chrétiens d'Italie qui fourrent la main droite dans les basques épiscopales et la main gauche dans la poche du mulo, dénoncer la liberté surveillée de Prague et de Varsovie, soutenir les intellectuels soviétiques étirochoqués et brocarder Léonid Brejnev en maréchal-que-voilà... Non pas idéologue mais cœur vivant, sacré Féli !

Lamennais fut un journaliste prodigieux. Sa dialectique, il la sert d'une phrase nette, tantôt brillante, tantôt raide. Sous le génie du polémiste, on sent toujours monter la flamme d'une indignation vraie. Léon Bloy aura, parmi des visions splendides et des morosures nécessaires, des méchancetés infâmes. Mauriac donnera parfois dans la férocité vieille fille. Pas Lamennais.

Qui, sortons-le du tombeau, avec sa plume rouge, sa robe verte, sa redingote fripée, Henri Guillemin, qui n'est pas un béneux, rappelle qu'un jour Victor Hugo errait dans les travées de l'Assemblée nationale. Sur le pupitre du député socialiste Félicité de Lamennais, il lit un mot inscrit sur le bois. Ce mot, vous, députés de la V<sup>e</sup> République, que vous savez de droite ou de gauche, vous ne le devinez pas. C'est un mot fou, c'est un mot fabuleux, c'est le mot de tous les amants, de tous les mystiques, de tous les justes : AMER.

Tout Lamennais réside dans ce verbe. Il le lave des colonnes, il le lave de ses faiblesses, il le remet parmi nous dans la tumulte de l'histoire et la beauté de la vie. Monsieur Féli, nous vous disons bonjour.

## La voix de Mauriac

QUI ne se souvient de cette voix comme étouffée, que l'âge mûr sans l'altérer transmet à la vieillesse ? Elle est inoubliable ; et en même temps nous savons bien, nous qui cherchons désespérément à ressusciter dans notre mémoire telle ou telle phrase, que ce n'est pas la voix de Mauriac, mais celle de l'écriture. Tout se tient, en effet, nous ont été ravis à jamais, nous savons bien que ce qui se dissout en nous, beaucoup plus vite que dans la terre leur cadavre même, c'est la voix des mots. Tout cela était vrai hier, mais ne l'est plus aujourd'hui. Ne venons-nous pas d'entendre la voix de la Callas ?

La voix de Mauriac aussi, ou a pu l'entendre tous les soirs, du lundi au vendredi, du 1<sup>er</sup> août au 29 septembre, puis que France-Culture avait décidé de rediffuser les quarante entretiens radiophoniques que Mauriac avait eus avec Jean Amrouche en 1952. Il y a vingt-cinq ans. On peut discuter le principe de ces rediffusions. Mais il est bon aussi — et même nécessaire — que Radio-France, et plus spécialement France-Culture, œuvre de temps à autre sur un large public ses archives sonores, dont la richesse est immense. C'est ce qui vient d'être fait pour Mauriac. Non par hasard, mais parce que l'Association parisienne des Amis de François Mau-

riac, dont l'infatigable animateur est M. André Scaillet, de l'université de Nanterre, avait fêté à sa manière le quatre-vingt-dixième anniversaire de Mauriac, en 1975 par un colloque à la Sorbonne (1). On peut dire qu'il a donné un coup de main à la mémoire de Mauriac, et que l'Association des Amis de Mauriac, dont se tient, en effet, nous avons donc réentendu longuement la voix de Mauriac parlant de sa vie et de ses personnalités à Jean Amrouche, qui avait été le pionnier de ce que Claudel nommait des « mémoires improvisés ». Il ne fallait pas moins que la patience infinie et l'ouverture de l'homme très cultivé que fut Jean Amrouche pour réussir dans ce genre difficile avec des interlocuteurs aussi différents que Claudel et Mauriac.

D'un bout à l'autre de ces entretiens, François Mauriac ne cesse pas d'être totalement, pleinement, lui-même. Il nous introduit avec une extrême simplicité dans sa confidence, comme à chacun des auditeurs était le questionneur et que nous fussions assis auprès de Mauriac devant un feu de sarments un soir d'automne, vers la fin des vendanges à Maïagar. Un des grands charmes de la radio, et même de la télé, c'est l'impression d'intimité, de

familiarité qu'elles donnent, par contraste avec leur énorme diffusion.

Pourrait-elle donner, c'est un laps de temps considérable, non seulement dans la vie d'un homme, mais aussi dans la durée d'un siècle. Il importait donc de l'écouter et de l'écouter par des commentaires contemporains. Ainsi chaque émission d'une demi-heure était coupée en deux moitiés : la première occupée par Mauriac et Amrouche ; la seconde par un dialogue actuel entre M. André Scaillet, qui fut vraiment l'Amrouche d'aujourd'hui, et telle ou telle personne de notre temps qui, ayant écouté Mauriac, exprimait librement son point de vue sur ce qu'il venait d'entendre.

Cette seconde partie de l'émission, aussi intéressante que la première, et plus inattendue, a eu le mérite de montrer tout ensemble, au bout de vingt-cinq ans, ce qu'il y a en Mauriac de toujours actuel et ce qu'il y a de lointain. Il est passé beaucoup de choses en ces vingt-cinq ans. Mauriac a été témoin de la plupart d'entre elles, non pas de toutes. Mais cela va plus loin. On pourrait dire, je crois, que la ville d'Arles, dont il a été le chroniqueur génial et inoubliable, n'a cessé, en ce quart de siècle, de s'enfoncer chaque jour un peu plus sous les eaux. Nous avons été, écoutant Mauriac, comme des archéologues qui montent en avion pour mieux apercevoir les traces d'une ville romaine disparue, mais qui a laissé son empreinte sur le sol.

Nous voyons alors quelle est la vraie dimension de cet écrivain français que Graham Greene a voulu faire connaître aux lecteurs de la *l'Unité* anglaise, et qui est vraiment un de ces classiques dont notre pays a le goût et le secret. Il est impossible de ne pas évoquer Racine, de ne pas évoquer Pascal, à propos de Mauriac, et cette querelle de la grâce qui remplit tout le Grand Siècle.

Voilà donc Mauriac embaumé dans un Panthéon où les fleurs ne se fanent jamais. C'est certainement la gloire dont il avait rêvé, et qui ne lui est point refusée.

Reste pourtant cette voix blessée, vivante et frémissante, qui est encore parmi nous et qui vibre dans la moindre de ses phrases...

JACQUES MADAULE.

(1) Ce colloque a, depuis, été publié chez Grasset. Le siège de l'Association parisienne est 173, bd Saint-Germain, 75006 Paris.

## OUBLIEZ LE FRANÇAIS.



Pendant 2 semaines, vous dialoguez à 4 ou 5, selon la méthode Berlitz, 7 h 30 par jour avec des étrangers qui vous enseignent leur langue. Ou à mi-temps pendant 4 semaines. C'est simple et efficace. Demandez le calendrier des stages à : Opéra : 742.13.39 - Nation : 346.12.65 - Panthéon : 633.98.77 - Futeaux : 772.18.16 - Boulogne : 609.15.10 - St-Germain-en-Laye : 973.75.00 - Versailles : 950.08.70.

"STAGE INTENSIF" BERLITZ



Le Monde

# diplomatie

## LE « DÉGEL » DES RELATIONS EST-ouest ET SES CONSÉQUENCES

AUX NATIONS UNIES

### Le discours de M. Carter a été dominé par l'impératif du rapprochement avec Moscou

De notre correspondant

Nations unies (New-York). — Le discours que M. Jimmy Carter a prononcé mardi 4 octobre devant l'Assemblée générale des Nations unies a surpris et même déconcerté la plupart de ses auditeurs. « Le point est de Jimmy Carter, mais les mots sont d'Henry Kissinger », a dit un diplomate. Bien que centré sur le thème de la sécurité et du désarmement, le discours a été dominé par le plan des idées exprimées, se distinguant nettement des grandes lignes de la politique étrangère pour suivre le thème tenu par M. Carter que les impératifs du rapprochement avec l'U.R.S.S. Le discours politique profond de ce discours — une certaine réaffirmation

tion du condominium américano-soviétique — contredisait l'hommage rendu à l'Organisation internationale en s'y rendant, non pas en coup de vent comme ses prédécesseurs mais d'un jour en jour.

Cette longue visite correspond au souci de moralisation de la politique étrangère américaine affirmé par M. Carter, qui a reçu en février M. W. Schmidt à Washington de façon particulièrement chaleureuse, et qui, dans plusieurs discours, a réaffirmé l'importance que le gouvernement

américain accorde à l'ONU. C'est en vain cependant qu'un chercheur dans le discours du chef de la Maison Blanche une allusion aux droits de l'homme, une référence à la conférence de Belgrade, qui commençait ses travaux le même jour, ou encore au dialogue Nord-Sud, qui figure parmi les priorités de la majorité des délégués présents. Dans les couloirs du palais de verre, après l'allocution du président américain, les diplomates soviétiques ne cachaient pas leur satisfaction. Ils se croyaient visiblement revenus aux plus beaux

LOUIS WIZNITZER.



(Dessin de KONG.)

### « Les États-Unis sont désireux d'aller aussi loin que possible dans la réduction des armements nucléaires »

New-York (Nations unies) (Reuters). — Dans son discours prononcé mardi 4 octobre devant l'Assemblée générale des Nations unies, le président Carter a longuement insisté sur la délimitation du monde, proposant à nouveau une réduction massive des armements nucléaires américains et soviétiques et affirmant que les États-Unis n'utiliseront leur force qu'en défense.

« Les États-Unis sont désireux d'aller aussi loin que possible, compte tenu des intérêts de notre sécurité, dans la limitation et la réduction des armements nucléaires. Nous sommes maintenant prêts à les réduire, sur une base de réciprocité, de 10, de 20, voire de 50 %.

Puis nous nous sommes vu offrir pour assurer une transition adéquate en Namibie », a-t-il déclaré. « Il est cependant essentiel, a-t-il ajouté, que tous les pays extérieurs fassent preuve de modération dans leurs initiatives au Zimbabwe et en Namibie, de façon que la règle de la majorité puisse prévaloir et qu'un conflit de plus en plus large n'embrase la partie méridionale du continent africain. »

tenances des Nations unies et des organisations régionales telles que l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) et l'Organisation des États américains (O.E.A.).

Evocant les problèmes africains, le chef de la Maison Blanche a déclaré que Washington appuyait les efforts de la Grande-Bretagne visant à assurer une accession pacifique de la majorité noire au Zimbabwe (Rhodésie) et participait directement à ceux qui sont déployés aux Nations unies en vue d'assurer l'indépendance de la Namibie (Sud-Ouest africain).

« Nous invitons instamment l'Afrique du Sud et les autres pays à soutenir le projet de règlement des problèmes du Zimbabwe et de coopérer de manière encore plus étroite pour assurer une transition adéquate en Namibie », a-t-il déclaré.

« Dans le but d'établir la dépendance des nations à l'égard de l'armement nucléaire, le discours soviétique ici, au nom des États-Unis, que nous n'utiliserons pas les armes nucléaires, sauf en cas de légitime défense, c'est-à-dire en cas d'attaque nucléaire ou conventionnelle contre les États-Unis, leur territoire ou leurs forces armées, ou d'une attaque similaire contre nos alliés », a-t-il déclaré.

Le président américain a souligné que le régime de la paix ne serait pas assuré tant que les arsenaux de guerre n'auraient pas été neutralisés une fois pour toutes. « Tout en visant cet objectif, les pays du monde souhaiteront être suffisamment armés pour défendre leur sécurité », a-t-il ajouté. « Le but des États-Unis est d'assurer la paix. C'est pour cette raison que notre position militaire et nos alliances demeureront aussi fortes que nécessaire pour décourager une attaque », a-t-il dit. M. Carter, qui a rencontré le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Andreï Gromyko, la semaine dernière, a indiqué qu'un accord important entre Washington et Moscou sur la limitation des armements stratégiques était en vue. Evocant par ailleurs les négociations en cours entre les deux superpuissances sur l'interdiction des essais nucléaires, il a dit : « Mon pays pense que le temps est venu de mettre fin à toutes les expériences d'engins nucléaires, quelle que soit leur prétendue justification, pacifique ou militaire. »

M. Carter a affirmé, d'autre part, que l'existence d'armes nucléaires aux États-Unis, en Union soviétique, en Grande-Bretagne, en France et en Chine ne devait pas plus inciter les autres États à se doter d'un armement nucléaire que pousser les pays nucléaires à le disséminer. « Elle impose plutôt aux pays qui sont en mesure d'exporter des carburants et des technologies nucléaires à des fins pacifiques l'obligation de prendre toutes les précautions nécessaires pour ne pas contribuer directement ou indirectement à la fabrication d'engins nucléaires », a-t-il dit. « Réduisant des armes conventionnelles, il a indiqué que son pays avait commencé à réduire le volume de ses exportations. « Nous avons pris les premières mesures en ce sens, mais nous ne pourrions pas aller plus loin », a-t-il dit. « Enfin », a-t-il précisé, « l'Amérique doit y avoir un effort de la part de tous les pays, à l'est aussi bien qu'à l'ouest, au Nord comme au Sud, en vue de répondre aux aspirations de l'humanité en ce qui concerne le développement de l'homme et de sa liberté. »

M. Carter a indiqué que, dans cette perspective, les États-Unis sont favorables au renforcement des compé-

### A LA CONFÉRENCE DE BELGRADE

### Le souci de renforcer la détente n'éclipse pas les préoccupations concernant les droits de l'homme, le désarmement et le désordre économique mondial

De notre envoyé spécial

Belgrade. — Les délégués à la réunion de Belgrade sur les suites de la conférence d'Helsinki ont entamé le débat public, mardi matin, 4 octobre. Après la lecture de messages du maréchal Tito et de M. Waldheim, la conférence a commencé l'audition des cinq premiers orateurs représentant la Suisse, les Pays-Bas, la Roumanie, la Norvège et le Portugal. Elle entend, mercredi matin, ceux de la République de Saint-Marie, de la Suède, de la Bulgarie, de la Yougoslavie et de la Turquie. A ce rythme de cinq orateurs par séance, la conférence devrait finir son débat public vendredi soir.

Dès cette première journée, il est apparu que, en dépit des nombreuses divergences de vues opposant entre elles les délégations des pays de l'Ouest, de l'Est et des pays neutres et non alignés, celles-ci se rejoignent toutes sur quelques points importants. Si importants même qu'on peut

parler d'un véritable élargissement des perspectives et des préoccupations qui ont conduit les trente-cinq membres de la C.S.G.E. à signer l'acte final. La détente reste la préoccupation majeure des participants. Le problème de la défense des droits de l'homme n'est pas pour autant écarté. Les représentants de la Suisse et de la Norvège ont par exemple, de façon très ferme, insisté sur le fait que la défense des droits de l'homme n'est pas une affaire étrangère, il a affirmé que le problème des droits de l'homme devait être traité « de façon réaliste et responsable » et qu'« il ne devait pas être traité des conditions politiques, économiques, sociales, culturelles et autres, qui sont différentes dans chaque pays ».

### Les pays industrialisés et le sous-développement

Ce thème n'a cependant donné lieu à aucune attaque agressive de la part des orateurs occidentaux, qui se sont gardés de déplorer notamment les pays coupables de violation des droits de l'homme qu'ils dénonçaient et de citer un cas précis en la matière. L'atmosphère n'est visiblement pas à la confrontation. Il est significatif d'ailleurs que, dès le premier jour de cette réunion, des membres de la délégation américaine, et M. Goldberg lui-même, aient tenu à converser avec des journalistes européens parmi lesquels se trouvaient plusieurs Soviétiques. A cette occasion, les uns et les autres ont laissé entendre que les États-Unis recherchaient à Belgrade une meilleure application de l'acte final dans tous les domaines, mais qu'il n'y avait pas de confrontation.

Le représentant de Lisbonne, qui a insisté sur la défense des droits des travailleurs portugais à l'étranger, au nombre d'environ deux millions, et a annoncé le dépôt d'un projet de recommandation de l'acte final

assurant cette défense dans de meilleures conditions, a pris soin de distinguer le problème des droits des travailleurs émigrants de celui des droits de l'homme, « afin », a-t-il déclaré, « d'éviter toute polémique ».

Mais la caractéristique de la conférence se situe déjà ailleurs : dans l'élargissement des perspectives des signataires de l'acte final, que leur incapacité actuelle de maîtriser leurs difficultés économiques et sociales incitent, ainsi qu'à l'engagement réel sur les voies de l'interdépendance, tout au moins à l'envisager. Comme l'a dit en effet M. Waldheim dans son message à la conférence : « Les nations d'Eu-

rope, de même que les États-Unis et le Canada, font face à un double défi : d'abord, elles doivent consolider la paix et élargir les domaines de la coopération sur le continent européen, ensuite elles doivent faire en sorte que leurs réalisations en Europe contribuent à faire progresser les problèmes globaux urgents tels que le développement économique et le désarmement. L'abri desquels ne peuvent se mettre ni l'Europe ni aucune autre région. » Et M. Waldheim de rappeler que 70 % des dépenses d'armement, qui dans les cinq dernières années, se sont élevées à un chiffre vertigineux de 1 800 milliards de dollars, proviennent des pays rassemblés à Belgrade.

De fait, tous les orateurs ont insisté mardi sur la nécessité d'une limitation des armements. Le représentant de la Roumanie, M. Lipatti, n'a pas craint de

demande la liquidation simultanée des deux alliances militaires existant en Europe. Un « véritable anachronisme », a-t-il dit. Il a, comme le représentant de la Suisse, souligné l'intérêt pour les petits pays de ces réunions périodiques des signataires de l'acte final, qui leur permettent de défendre leurs intérêts et de participer aux décisions communes. Il a donc demandé que soient fixés la date et le lieu de celle qui suivra la réunion de Belgrade. Tout permet de croire que ce lieu sera Madrid.

Mais le désarmement n'est pas le seul thème abordé à Belgrade. On n'aurait jamais tant parlé jusqu'à ce jour, parmi les trente-cinq, du nouvel ordre économique international.

Il semble que les pays européens, de l'Est et de l'Ouest, tous industrialisés, soient en train de prendre conscience de leurs responsabilités tant en matière d'armement que dans le domaine de l'aide au développement.

JEAN SCHWCE

### A Rome

### DES UKRAINIENS SE DÉCLARENT INQUIETS DU RÔLE QUE JOUE LE VATICAN A LA CONFÉRENCE DE BELGRADE

Cité du Vatican (A.F.P.). — Des Ukrainiens venus du monde entier fêter les quatre-vingt-cinq ans du cardinal Józef Szyp, archevêque majeur de Lvov, se sont déclarés, mardi 4 octobre, à l'occasion de la réunion de la conférence de Belgrade, inquiets de la question de la défense des droits de l'homme, et plus particulièrement de la liberté religieuse, n'a pas cessé d'être soulevée très clairement, a précisé l'un porte-parole.

Les Ukrainiens ont rappelé l'importance qu'ils attachent à la reconnaissance — jusqu'à présent repoussée par le pape — de l'autonomie de leur Église sous forme de patriarchat, comme c'est le cas des autres Églises orientales. Ils reprochent à la curie romaine de ne pas permettre l'élection de la hiérarchie de l'Église ukrainienne, conformément à la tra-

dition orientale, où l'ordination de prêtres marie.

M. Vladimir Kolyk, porte-parole des Ukrainiens du groupe français, a indiqué que le cardinal vatican avait refusé aux auditeurs à son groupe, qui sera toutefois reçu par le pape à l'audience générale de ce mercredi.

Selon le porte-parole du groupe ukrainien, les vaticanistes du Vatican de reconnaître un patriarchat ukrainien auraient pour cause principale l'espérance du Saint-Siège d'obtenir de Moscou certaines concessions sur d'autres points.

Quarante-huit citoyens soviétiques ont observé une grève de la faim d'une journée le mardi 4 octobre, à l'occasion de l'ouverture de la conférence de Belgrade, pour « protester contre les arrestations et les condamnations » de membres du comité pour la surveillance des accords d'Helsinki. Parmi eux on relève les noms de Mmes Irina Valitova, femme de M. Orlov, actuellement en prison, Irina Jolkovskaja et Ludmila Ginzburg, respectivement femme et mère de M. Ginzburg, également en prison, Tatiana Khodorovitch, actuellement responsable du fonds de solidarité des étudiants, et Tatiana Turchina, femme de M. Turchina, qui était un des fondateurs du comité, mais qui a obtenu l'autorisation de quitter l'Union soviétique après avoir été arrêté pendant quelques jours.

Les milieux dissidents de Moscou ont annoncé, d'autre part, le mercredi 28 septembre que trente-cinq détenus des camps de travail n° 35, 36 et 37 dans l'Oural commencent une grève de la faim pour attirer l'attention sur leur situation. — (Corresp.)

M. Brown, secrétaire américain à la Défense, entreprend cette semaine un voyage en Europe. Il participera, notamment, les 11 et 12 octobre à Bari (Italie), à la réunion ministérielle du groupe des plans nucléaires de l'OTAN au cours de laquelle la question de l'introduction des bombes à neutrons en Europe sera étudiée. M. Brown s'entretiendra ensuite à Belgrade de questions bilatérales ayant trait à la défense. — (A.F.P.)

**Bernard-Henri Lévy**  
La barbarie à visage humain

« Lévy le renégat »  
Der Spiegel

« Un jeune orateur au romantisme désespéré. »  
The Observer

« Bernard-Henri Lévy ramène en cause toute la culture française contemporaine »  
Corriere della Sera

### Le Monde

dossiers et documents

NUMÉRO D'OCTOBRE

- LA CONQUÊTE SPATIALE
- LA RÉGION RHONE-ALPES

Le numéro : 220 F



## DIPLOMATIE

La visite à Paris du général Torrijos

### M. Valéry Giscard d'Estaing a manifesté une « certaine compréhension » à l'égard des projets de traités sur le canal de Panama

Le chef du gouvernement de Panama, a été reçu le mardi 4 octobre à l'Élysée par M. Giscard d'Estaing. Le général Omar Torrijos poursuivait, par une visite-éclair en France, une tournée de trois semaines dans une dizaine de capitales, destinée à mobiliser le plus grand soutien international possible en faveur des projets de traités entre son pays et les États-Unis sur l'avenir du canal de Panama.

Les textes signés le 7 septembre à Washington en présence de la plupart des chefs d'État latino-américains rencontrent, en effet, de fortes réticences au Sénat américain, qui doit examiner la ratification au début de l'année prochaine.

Le général Torrijos est à peu près assuré d'obtenir une forte majorité à l'occasion du référendum qui doit avoir lieu à Panama le 23 octobre. De petits groupes d'extrême gauche ont, certes, manifesté leur opposition au projet, estimant qu'il faisait la part trop belle aux États-Unis : des étudiants ont déjà, à plusieurs reprises, provoqué des désordres dans le capitale et ont même, le mercredi 4 octobre, incendié la voiture de l'ambassadeur de Washington qui passait sur le campus de l'université de Panama. Mais la gauche plus modérée, communisante notamment, tout comme les plus importantes organisations conservatrices, ont appuyé un texte qu'elles jugent au moins mesuré, compte tenu du rapport des forces.

Le général Torrijos peut donc consacrer l'essentiel de son temps — à moins de trois semaines du référendum — à convaincre les alliés des États-Unis du bien-fondé des textes signés le 7 septembre. Il peut en espérer de discrètes pressions sur Washington, dont les sénateurs ne pourraient pas ne pas tenir compte. De ce point de vue, l'escorte de Paris lui aura valu quelque satisfaction : le chef de gouvernement de Panama a indiqué, à l'occasion d'un déjeuner que lui offrait au Quai d'Orsay M. Jean-François Deniau, récemment nommé secrétaire aux affaires étrangères, qu'il avait rencontré à l'Élysée « une certaine compréhension ». La France, nous a-t-on indiqué au Quai d'Orsay, « ne peut évidemment que se montrer satisfaite d'un

### DEUX MINISTRES GUINÉENS ONT ÉTÉ REÇUS À L'ÉLYSÉE

Deux membres du gouvernement guinéen, MM. Fily Cissoko, ministre des affaires étrangères, et Sekou Cherif, ministre du développement rural, ont été reçus à leur demande, mardi 4 octobre, par M. Giscard d'Estaing. À l'issue de l'audience, ils ont déclaré avoir été mandés par le président Sekou Touré pour demander la remise aux autorités de Conakry d'un ressortissant guinéen responsable de l'agression commise, le 28 septembre, contre l'ambassade de Guinée à Paris (la Monda du 30 septembre) et arrêté en compagnie de cinq Français.

Les deux ministres ont affirmé, d'autre part, que ces incidents avaient pour but de saboter les efforts des deux chefs d'État visant à normaliser les relations entre la France et la Guinée. Ils ont précisé que le voyage en Guinée de M. Giscard d'Estaing n'était nullement remis en cause et qu'il aurait lieu à une date qui sera fixée ultérieurement.

### M. DE GUIRINGAUD COMMENCE SA VISITE AU CANADA

Ottawa (Reuter). — M. Louis de Guiringaud, ministre français des affaires étrangères, était attendu ce mercredi 5 octobre à Ottawa, d'où il se rendra ensuite à Québec. Il va donc s'entretenir avec les autorités fédérales avant de rencontrer M. René Lévesque et de préparer la visite que celui-ci doit faire le mois prochain en France.

M. Lévesque aurait récemment déclaré que le Québec pourrait se tourner vers la France et le Canada, et que le Québec ne peut laisser la France indifférente, en déclarant que celui-ci n'est pas une politique de non-ingérence.

M. de Guiringaud, qui vient d'assister à New-York à l'Assemblée générale des Nations unies, est le deuxième membre du gouvernement français à se rendre en quelques semaines au Canada, où l'a précédé M. Alain Peyrefitte, ministre de la justice. Il doit avoir deux séances de travail avec M. Don Jamieson, ministre canadien des affaires extérieures. Il sera également reçu par le premier ministre, M. Pierre Trudeau.

Sur le plan bilatéral, priorité sera donnée aux résultats de la commission mixte économique franco-canadienne, laquelle concentre ses travaux sur la coopération dans les domaines de l'énergie et de l'industrie. Il est également possible que soient évoqués les problèmes nucléaires. Paris qu'il redoute une prolifération nucléaire, le Canada a suspendu cette année ses ventes d'uranium brut à la C.E.E. et au Japon, et la politique d'indépendance que mène la France à cet égard s'est révélée un obstacle dans les négociations sur la reprise des livraisons, ajoutée à celle de source canadienne.

Au nombre des problèmes bilatéraux en suspens figure également l'indemnisation du Canada, dont les installations militaires ont été reprises par la France lors de son retrait des structures militaires intégrées de l'OTAN.

M. Giscard d'Estaing a reçu, le mardi 4 octobre, M. Danko, le Dan Dinko, secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique, qui lui a fait part, en tant que chef de l'État, de la demande d'adhésion à l'A.C.C.T. de la République de Djibouti. M. Dan Dinko a, d'autre part, exposé au président de la République les activités et des programmes de l'Agence dont la conférence générale se tiendra à Abidjan du 14 au 18 décembre 1977.

## PROCHE-ORIENT

APRÈS LA DÉCLARATION AMÉRICAINO-SOVIÉTIQUE

### JÉRUSALEM : les éclaircissements de Washington sont utiles mais insuffisants

Jérusalem. — Les deux entretiens qu'ont eus dans la nuit de mardi à mercredi 5 octobre, à New-York, le président Carter et M. Moshe Dayan paraissent avoir abouti à un résultat assez satisfaisant pour les deux parties. Il est possible que des consultations aient lieu ce mercredi au chevet de M. Begin, toujours hospitalisé à Tel-Aviv.

Le climat des rapports israélo-américains s'est nettement amélioré après les multiples apaisements fournis mardi par les dirigeants des États-Unis, et particulièrement par le président Carter dans son discours à l'Assemblée générale des Nations unies. Ce discours, pour rassurant qu'il ait été, ne laisse pas moins dans l'ombre certains points qu'Israël juge inquiétants. L'organe travailliste Davar résume dans son titre la réaction de Jérusalem : « Le discours de Carter est un retour aux définitions précédentes, mais pas une renouveau aux nouvelles ». Pour Israël, il est capital que le président Carter ait réaffirmé sa définition de la paix, son refus d'imposer une solution, et son attachement aux résolutions du Conseil de sécurité fixant les conditions de convocation. Les objectifs de la conférence de Genève.

### Un soupir de soulagement

Lorsque le président américain parle des « droits légitimes des Palestiniens », après être parvenu à un accord à ce sujet avec l'Union soviétique, il ne fait pas de doute pour les Israéliens que ces droits « ne peuvent être que la création d'un État palestinien indépendant et viable ». Sur ce point très important, Jérusalem déplore que le président n'ait pas été plus explicite.

Il y a tout lieu de croire que, au cours des deux entretiens de la nuit dernière, M. Moshe Dayan n'a pas manqué de demander au président américain les éclaircissements souhaités. Ces éclaircissements n'ont pas dû être jugés suffisants, comme paraît en témoigner le passage du communiqué israélo-américain publié ce mercredi à New-York faisant état des réserves d'Israël au sujet de la déclaration américano-soviétique.

L'atmosphère est en tout cas sensiblement allégée, et les assurances américaines au sujet de la poursuite de l'aide économique et militaire ont fait passer un profond soupir de soulagement. Le ministère des finances a fait savoir ce mercredi qu'aucune disposition en vue d'instaurer un

De notre correspondant

« régime d'exception » n'était envisagé.

Dans une déclaration à la radio, le directeur général du comité des présidents de toutes les organisations juives américaines, M. Ju-

dah Helman, a indiqué que la crise actuelle dans les rapports entre les deux pays a permis de constater qu'Israël jouissait d'une immense sympathie dans l'opinion et au Congrès américains.

ANDRÉ SCAMAMA.

### La répression en Iran A L'ÉGLISE SAINT-MERRI

#### Des fidèles venus de loin...

L'imam Hussein Ahmad est assis sur une ample chaise d'école. Turban blanc, grande cape noire, il dresse de ses yeux d'un long réquisitoire contre l'iran, son pays : « Il y a des hommes qui sont torturés. Il y a des personnes qui sont tuées sans que l'on sache pourquoi. En prison ou dans les rues. En moins d'un an, soixante-dix personnes ont subi ce sort. Il y a des années et des années que cela dure. Le gouvernement dit : « C'est la faute de la gauche, c'est la faute des communistes. » Mais dans les prisons il y a aussi des religieux. Aux côtés de l'imam, un homme approuve. C'est Reza Hassan, de son nom de guerre. Il demande la libération immédiate de deux chefs religieux : Taleghani et Montazeri. Il cite les noms d'Ezzatollah Saheli, membre du Mouvement de libération de l'Iran de Mehdi Hashemi et de Lotollah Meymami, membres des Combattants du peuple.

La scène a lieu dans l'église Saint-Merri, à l'angle des rues Saint-Martin et de la Verrerie, Paris-4<sup>e</sup>. Depuis le lundi 3 octobre, 14 heures, quatre-vingts Iraniens y occupent, de fait, une chapelle latérale (nos dernières éditions). Ils observent une grève de la faim. Devant les photographes, leurs visages se dissimulent sous des casques pour éviter le spectacle de la Sayak, police politique iranienne dont ils demandent la dissolution. Ce sont les « religieux combattants d'Iran ».

Un petit nombre d'entre eux sont spécialement venus d'Iran et d'Irak ou de Syrie. Les autres sont des étudiants musulmans

qui vivent en Europe. Parmi eux, une dizaine de femmes. Atmosphère de bivouac élané, de dévotion. Les affiches et les calligraphies trahissent de diversité aux murs de la chapelle. Le visage de S.E. Ayatollah Khomeyni, en exil, est partout présent. Alors, ce sont des religieux ? Non, répondent-ils : « Pour nous, musulmans, la politique et la religion ne font qu'un. Sauf, comme la répression est de plus en plus dure à l'encontre des musulmans, le gouvernement, qui ne veut pas l'avouer, nous taxe de marxisme. Le chah ne nous laisse qu'une seule solution : la lutte armée. Nous voulons une société libre et juste. »

Les religieux combattants d'Iran comptent rester dans l'église Saint-Merri jusqu'à samedi prochain et prolonger jusqu'à ce jour leur grève de la faim pour faire entendre leur message. L'équipe du centre pastoral de Beauchamp a « été mise devant la fait accompli ». Elle déclare : « L'église a été occupée, mais nous n'avons pas l'intention de demander l'intervention de la police. Nous sommes solidaires de toutes les luttes contre les tortures. » Cela dit, Mgr Daniel Pézard, évêque auxiliaire de Paris, n'a pas « entendu » les occupants alors qu'il célébrait un office, mardi 4 octobre au soir, à la mémoire de Steve Biko, le noir sud-africain mort en prison (la Monda datée 18-19 septembre) ; organisée par le Comité catholique contre la faim et pour le développement, ainsi que par le centre pastoral Beauchamp, la messe avait lieu devant les quatre-vingts Iraniens.

LAURENT GRELSAMER.

## A TRAVERS LE MONDE

### Algérie

M. MOHAMED BENTAHIA, ministre algérien des finances, a signé avec la Banque mondiale à Washington un accord portant sur un prêt de 80 millions de dollars pour financer la construction du nouveau port de Djénat (ex Djénat), sur la côte est. Avec les deux prêts consentis par la Banque mondiale au mal pour financer des projets dans les secteurs routier et éducatif, le montant total des crédits accordés à l'Algérie pour l'exercice 1978-1979 s'élève à 170 millions de dollars. — (Corresp.)

### Angola

DANS UN COMMUNIQUÉ daté de Paris, l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) a annoncé, mardi 4 octobre, avoir complété la dernière portion utilisable de la ligne ferroviaire de Benguela, qui relie le port de Lobito à la frontière saoté. — (A.F.P.)

### Argentine

M. BER GELBAUD est décédé le 4 octobre à Washington. Ancien ministre des finances dans le dernier cabinet du général Peron, il avait été accusé par les autorités argentines de détournement de fonds publics. M. Ber Gelbaud avait été privé de la nationalité argentine. — (A.F.P.)

SIX HOMMES ONT ÉTÉ TUÉS PAR LA POLICE le 4 octobre à Avellaneda, près de Buenos-Aires, alors qu'ils détenaient en otage une employée de l'entreprise Fiat. Les six hommes ont été tués par des policiers argentins de détournement de fonds publics. M. Ber Gelbaud avait été privé de la nationalité argentine. — (A.F.P.)

LA DISPARITION DE M. PEDRO PABLO ROMERO, secrétaire général des Ligues agraires de la Province de Corrientes, nous est signalée à Paris. M. Romero a été vu par sa famille pour la dernière fois il y a trois mois à Resistencia, dans la province de Chaco. Il était alors en très mauvais état physique, à la suite, pense-t-on, des tortures qu'il avait subies.

### Autriche

M. ERNST-EUGEN VESELSKY, secrétaire d'État à la chancellerie fédérale du gouvernement autrichien, a donné sa démission mardi 4 octobre au chancelier Kreisky, qui l'a acceptée. Cette démission était attendue à la suite des divergences qui s'étaient récemment manifestées entre la chancellerie et son secrétaire d'État à propos des détails de mise en

œuvre du programme gouvernemental d'assainissement économique. — (A.F.P.)

### Colombie

UN NOUVEAU REMANIEMENT MINISTÉRIEL est intervenu le 3 octobre à Bogota après la démission des ministres de l'Agriculture, des finances et de l'énergie et des mines. Le président Alfredo Lopez Michelsen a nommé M. Rodrigo Arias à l'Agriculture, M. Alfonso Palacio Rudas aux finances et M. Eduardo Gaitan à l'énergie et aux mines. L'équilibre entre le parti libéral et le parti conservateur est maintenu dans le nouveau cabinet, qui avait déjà été modifié le 27 septembre à la suite de la démission du ministre de l'Intérieur, M. Rafael Fardo Buelvas, et de son remplacement par M. Alfredo Araujo Grau. — (A.F.P.)

### Espagne

AMNISTY INTERNATIONAL se déclare très préoccupée par le sort de dix otages de la région militaire San-Fernando, à Figueras (Catalogne). L'organisation a adressé le 4 octobre un télégramme de protestation au commandant de la IV<sup>e</sup> région militaire. — (A.F.P.)

### Éthiopie

DANS UN COMMUNIQUÉ diffusé le 4 octobre à l'ONU, l'Éthiopie se déclare hostile à tout cesse-le-feu dans l'Ogaden « tant que les forces d'agression n'en seront pas complètement retirées ». Le communiqué souligne que la Somalie est l'État agresseur à face auquel l'Éthiopie a le droit de se défendre. La radio d'Addis-Abeba et le ministre éthiopien des affaires étrangères ont d'autre part catégoriquement démenti l'information, de source somalienne, selon laquelle une partie des troupes éthiopiennes stationnées en Ogaden avaient été transférées en Éthiopie. — (A.F.P., Reuter.)

### Pérou

LA DATE DE L'ÉLECTION DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE a été fixée par le gouvernement péruvien au 4 juin 1978. Ses fonctions prendront fin en juillet 1978. Durant cette période, le gouvernement continuera de légiférer par décret. Des élections générales auront lieu, a déjà annoncé le gouvernement de Lima, en 1978. — (Corresp.)

### Sénégal

M. MAJHEMOUT DIOP, président du parti africain de l'indépendance (PAI), formation légale d'opposition marxiste léniniste, a demandé lundi 3 octobre, la libération de M. Mamme Lass Dia, directeur du mensuel satirique dakarois le Politicien, arrêté, il y a dix jours pour révolte et publication de documents enlevés aux archives d'un tribunal. — (A.F.P.)

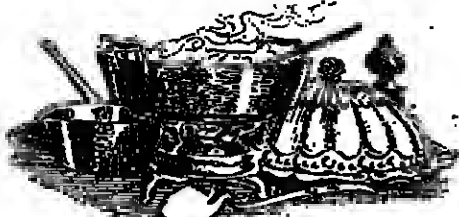
### Thaïlande

LE GENERAL KRIANGSAK CHAMANAND, ancien commandant en chef adjoint des forces armées et « homme fort » du régime de Bangkok, a été nommé commandant en chef en remplacement du maréchal de l'air Kamol Dechachungsa, atteint par la limite d'âge, le samedi 1<sup>er</sup> octobre. — (A.F.P.)

### Yougoslavie

CERTAINS « EXCES NATIONALISTES » dans le monde littéraire sont condamnés avec vigueur par Kommunist, organe de la Ligue des communistes de Yougoslavie. La revue stigmatise les écrits du publiciste croate Igor Mandis, un poète du Serbe Tanasle Madenovitch, publié dans la gazette littéraire Krijesna Novine, et le « discours » prononcé publiquement par l'écrivain serbe Dobrica Cosich devant l'Académie serbe des sciences. Ce « discours » représente une « plate-forme d'opposition et de nationalisme contraindre à l'évolution autogestionnaire, démocratique et socialiste du pays », écrit la revue. — (A.F.P.)

### Entre Gourmets au Vert Bocage "Ris de Veau Normande"



Le Vert Bocage est l'un des 700 restaurants parisiens qui acceptent la Carte American Express. 96, bd de la Tour-Maubourg - Paris 7<sup>e</sup>. Tél. 551.48.64. Fermé le Dimanche.

### Dégustation chez Bofinger "Carré d'Agneau Provençale"



Bofinger est l'un des 700 restaurants parisiens qui acceptent la Carte American Express. 5, rue de la Bastille - Paris 4<sup>e</sup>. Tél. 272.87.82. Fermé le Dimanche.

### La Carte American Express est honorée par des milliers de restaurants.



En France. Et à l'étranger.

ceinture noire de la motoculture maniable puissante robuste

une gamme complète de MOTOCULTEURS

ISEKI

YVAN BEAL & C<sup>o</sup>

21, Av. de l'Industrie 93110 CLAMART (93) 20.00.00

NOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_



## AMÉRIQUES

# Porto-Rico en quête d'identité

## II. — Rêves d'argent

De notre envoyé spécial ALAIN-MARIE CARRON

Découverte par Christophe Colomb en 1493, l'île de Porto-Rico a connu, après une tentative de révolte vite réprimée, trois siècles de colonisation tranquille sous la domination d'Espagnols puis de Français. L'entrée de l'île dans le monde moderne a commencé en 1897, avant de devenir, en 1900, une possession américaine. Mais l'économie de l'île n'a jamais pris son départ.

San-Juan. — Devant nous passent les processions ammassées des familles qui vont et viennent de la plage. Vêtements sombres, petite minorité d'ascendance noire. Des gamins batailleurs courent assez près des voitures pour faire hurler leur mère, pas assez cependant pour que le père — virilement impassible — donne à l'incident un brevet de sérieux en talochant le premier gosse qui passe à sa portée. Dans une vieille Pontiac décapotable paraissent deux gaillards et deux filles, coples conformes de ce que l'on peut voir sur les plages de Los Angeles ou de Miami. Leur voiture s'arrête brusquement quand un cent-volant multicolore s'élève au-dessus du capot. Ils attendent avec un mépris léonin l'enfant inquiet qui vient l'enlever, absorbé par une valise lente de mandibules écarlates avec défile de

chewing-gum probablement fabriqué dans le New-Jersey. Nous sommes dans la vieille carlinonnette rouillée de José, militant du Mouvement socialiste populaire, groupement marxiste-léniniste, partisan de l'indépendance et au socialisme donc respectueux des règles de la clandestinité. L'être révolutionnaire à Porto-Rico doit être aussi difficile qu'à Las Vegas. L'ambiance n'y est pas, mais à une fois inévitable, mais aussi une incertitude qui rend son témoignage précieux.

« Je sais que ceux-ci ne sont pas vraiment pauvres, concède-t-il en regardant la foule à travers le pare-brise. L'argent américain est partout, distribué à Porto-Rico. Cela rend plus difficile la prise de conscience. Il n'y a pas de travail on peut bénéficier de l'assurance chômage. En outre, l'aide sociale aux familles (70 % des familles sont concernées) peut atteindre 220 dollars par mois pour une famille de cinq personnes. Les coupons d'alimentation gratuits (Food stamps) sont presque comme de l'argent. Mais tout cela ne peut pas être considéré comme de l'argent. Ici on peut toujours se débrouiller, un peu de travail, un peu de bricolage. Le troisième, nous appelons ça « jouer du piano à l'envers », c'est-à-dire voler l'argent. On ne peut pas le faire. Beaucoup se tirent d'affaires de cette façon. »

Malgré l'économie portoricaine leur rapporté, en 1976, 1 800 millions de dollars, sous forme de dividendes, d'intérêts, etc. Ce n'est pas mal pour un pays qui n'a guère que 3 millions d'habitants.

Mais pour l'année fiscale 1974-1975, la dernière dont on ait les statistiques complètes, le P.N.B. a baissé de 2,4 %, les investissements de 10,5 %, les exportations de 12,9 %. Le chômage atteint, selon les estimations, de 29 à 40 % de la population active. Le revenu annuel par tête d'habitant est pourtant passé, de 1960 à aujourd'hui, de moins de 500 dollars à environ 2 000 dollars. Il ne faut pas toutefois entretenir d'illusions sur l'égalité de la répartition de la richesse. 10 % des familles s'en partagent plus de 88 %, alors que 40 % des familles doivent se contenter de 8,9 %.

Les premières années de la présence américaine eurent des effets

notables. Les quelques fabriques locales furent ruinées par les importations de produits des États-Unis. Mais, autour des années 50, s'ouvrit un temps béni, qui reçut l'appellation passablement fantaisiste de « bootstrap » (littéralement : « tirant de la botte ») correspondant à « aide-soi, le Ciel ! » (en occurance les États-Unis) l'aidera. Le gouvernement portoricain envoya des émissaires aux États-Unis pour

De fait, la dette privée est énorme puisqu'elle atteignait 5,3 milliards de dollars en 1975. En outre, dans un pays où 60 % des familles sont dans un état médical déficient, il se dépense chaque année 1 milliard de dollars au jeu. Les combats de coqs sont rationalisés et nationalisés. Ils se déroulent désormais dans une enceinte moderne, sous une profusion de néon. Mais sur les chaises, la passion est toujours la même. Les « grands parleurs » ne viennent guère qu'une fois par semaine, jouer jusqu'à des milliers de dollars. Chaque combat voit revenir la foule des petits parieurs, des intoxiqués. Certains se libèrent de leur anxiété en hurlant comme des fous et en brandissant leurs poignées de billets verts. D'autres, se tiennent dans un état de prostration et ont des sueurs froides au moment de parler. Un homme d'une quarantaine d'années avec des cheveux moyens nous a avoué avoir perdu l'année précédente 10 000 dollars à ce jeu.

S'il n'avait pu parachever sa

ruine ce jour-là, il aurait eu la ressource d'aller aux courses de chevaux, elles aussi encouragées par les autorités locales. Restent les casinos, qui se trouvent dans des lieux touristiques où il fait bon perdre son argent lorsqu'on est un Portoricain animé de quelque ambition sociale. Le quartier des grands hôtels, avec ses palmiers et ses belles voitures, ses tables de jeux et ses restaurants — sa prostitution et sa drogue — est le mirage qui paracheve le conditionnement du jeune Portoricain sans travail. Il rêve du dollar comme les premiers colons espagnols arrivés dans l'île rêvaient du Pérou. Le tourisme rapporte à l'île environ 5 % de ses revenus et progresse, après un déclin dans les années 60, quand des terroristes placèrent des bombes devant la porte des grands hôtels. Depuis lors, les mouvements extrémistes basés dans l'île (on n'est jamais sûr de ce que vont faire ceux de New-York) ont renoncé à cette tactique, qui mettrait plus de personnes au chômage qu'elle ne faisait avancer la révolution.

### Du pétrole ?

Nationalistes et indépendantistes de tout poil ont eux aussi leur rêve d'argent : celui qu'apporterait le pétrole. Des recherches géologiques avaient été entreprises à partir de 1973 par des sociétés américaines afin de définir des zones susceptibles d'accueillir des centrales nucléaires pour la production d'électricité. Ces sociétés se sont aperçues, et leurs amies les compagnies pétrolières par la même occasion, qu'il y avait 85 % de chances de trouver du pétrole sur la côte nord de l'île. Les réserves seraient de dix-huit cents millions à quatre milliards de barils. Les Portoricains ne l'ont appris qu'en 1976, mais, depuis lors, les cercles informés « tirent des plans sur la comète. L'homme de la rue ne veut pas y croire pour le moment. Quand on lui en parle il répète ce leitmotiv des manuels scolaires : « Nous sommes un petit pays sans ressources. »

Les partis politiques supputent les profits possibles : 13 milliards de dollars net sur vingt-cinq ans, dans l'hypothèse la moins optimiste. Ce pactole, surtout s'il est distillé au compte-gouttes, ne constituerait pourtant pas la naissance. Les États-Unis ne continueraient pas à prendre leur charge l'assistance sociale de l'île (800 millions de dollars par an rien qu'en « food stamps ») si les autorités revendiquaient le contrôle d'exploitation de ses retombées. Rien n'indique non plus que

les grandes compagnies pétrolières soient prêtes à restreindre leur appétit. Il existe un précédent, la découverte à la fin des années 60 d'importants gisements de cuivre. Une campagne de « défense du patrimoine » lancée par les mouvements indépendantistes n'a jusqu'ici retardé la mise en exploitation.

Il semble, au contraire, que les compagnies nord-américaines aient procédé à Porto-Rico des conditions beaucoup plus désavantageuses que celles qu'elles accordent à des pays latino-américains comme l'Équateur. Avec ou sans pétrole, Porto-Rico est un marché captif des États-Unis : l'île est le cinquième importateur des produits américains du monde, et son commerce se fait exclusivement sur des bases et aux tarifs américains. L'oncle d'Amérique s'aperçoit qu'il n'y a plus beaucoup de possibilités d'argent facile dans le monde clos que constitue cette petite île. Peut-être est-il temps de racheter en bloc et de passer le tout aux profits et pertes, ou de se retirer discrètement, tout en protégeant ses investissements.

(1) Il y a deux millions aujourd'hui.

### Prochain article :

### LE STATUT INTROUVABLE



(Dessin de PLANTU.)

### Toujours plus de dettes

Mais son succès se ralentit, et ses conséquences négatives se font de plus en plus sentir. L'agriculture est délaissée, la population déserte massivement les campagnes, non seulement vers les villes, mais vers les États-Unis, où près de sept cent cinquante mille Portoricains (1) s'établiront entre 1945 et 1964. Cette saignée est facilitée, encouragée par les autorités portoricaines et américaines, car, très vite, on s'aperçoit que le développement industriel en cours ne parviendra pas à suivre le rythme de la croissance démographique. Le chômage augmente et, avec lui, la dépendance à l'égard des États-Unis. Le gouvernement portoricain, dont les ressources sont insuffisantes, est obligé de laisser à l'initiative privée étrangère le coût, et donc le choix, de certaines infrastructures et dépenses sociales entraînées par le développement économique. Comme il ne peut lui-même financer le chômage, il se tourne vers Washington et devient chaque jour davantage le parasite du Trésor fédéral.

La part que les fonds fédéraux représentent dans l'économie portoricaine passe de 10 % du P.N.B. de l'île en 1968 à 30 % en 1975. Ce palliatif ne suffit pas. Pour occuper ses administrés, autant que pour s'acquiescer une clientèle électorale, le gouvernement embauche sans retenue (le nombre des personnes payées par l'État passe de cent cinquante mille à cent cinquante-cinq mille entre 1969 et 1973). Ce qui veut dire

que la dette publique gonfle dangereusement. Elle passe de 1,5 milliard de dollars en 1969 à 6,6 milliards en 1975. Cette dette est évidemment financée pour l'essentiel par des prêteurs américains. En 1967, chacun n'eût pas fait le succès de la formule, s'écriant : « Si le développement stagne depuis lors, les habitudes de consommation demeureront. Quatre-vingt-trois pour cent des familles portoricaines ont la télévision. Si les programmes sont en espagnol, l'esprit, les tics de langage et les attitudes sont nord-américains. On trouve plus de « latinité » dans les petites stations radiophoniques de la Californie du Sud, qui sont pourtant coincées entre Los Angeles et le Nevada. Il y a une voiture pour trois habitants. Les autoroutes aux abords de la capitale, les dimanches soirs, connaissent des embouteillages parisiens. On voit là de vieilles voitures, mais pas beaucoup plus que dans les pays développés. Le crédit fonctionne à plein. Ainsi que nous le faisons remarquer le propriétaire d'un petit restaurant dans la banlieue de San-Juan : « Maintenant, si je veux acheter une maison, je peux emprunter l'argent. Si je veux une voiture, ou un réfrigérateur, je rachète à crédit. Vous voyez que je pourrais faire cela si les États-Unis n'étaient pas là ? »

## Pierre Pierrard interroge LE GRAND RABBIN JACOB KAPLAN



### Justice pour la foi juive.

Cet exceptionnel témoignage d'un homme de foi et de courage fait connaître l'histoire contemporaine du judaïsme en France et la vie des communautés israéliennes avec leurs traditions et leurs prières, leur enseignement et leurs liens fraternels. La patience, le courage et la ferveur d'une vie. 288 pages - 38 F.

le Centurion

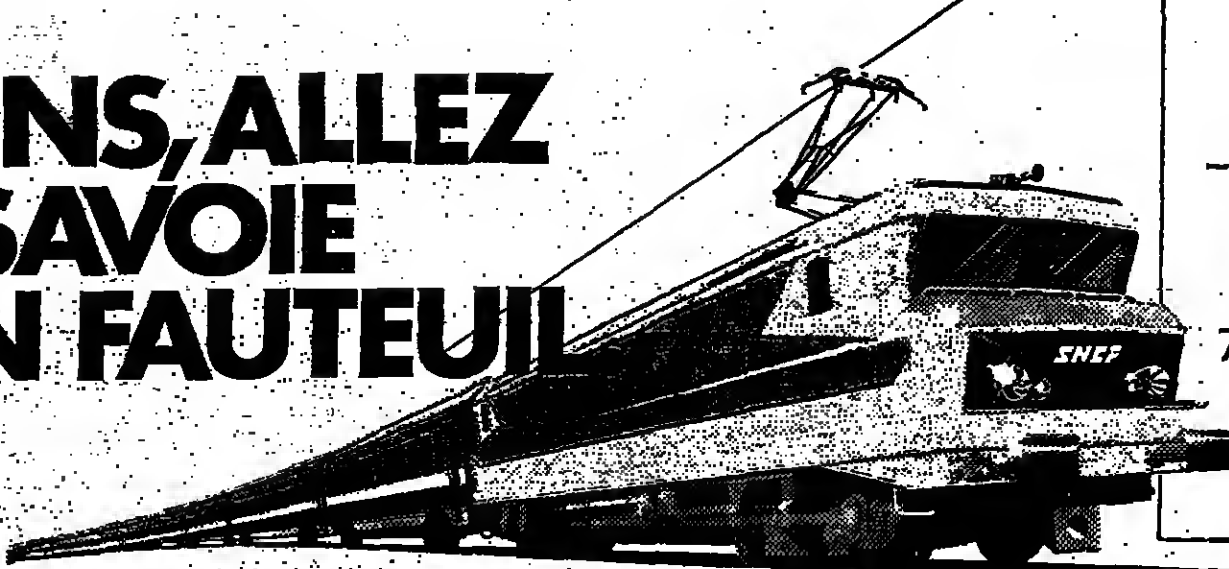
## L'École des Secrétaires de Direction

Enseignement privé



La section destinée aux étudiants ouvrira le 3 novembre en raison des examens de Faculté 15, rue Soufflot, 75240 Paris Cedex 05, tél. 326-44-20

# PARISIENS, ALLEZ EN SAVOIE DANS UN FAUTEUIL



Chaque jour, 2 trains Corail — 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> classes — vers la Savoie. Départ de Paris-Gare de Lyon à : 7h48 et 18h19.

Sous réserve de modifications.

SNCF REDECOUVREZ LE TRAIN.



# EUROPE

## Espagne

### Madrid engage des négociations sur l'avenir du Pays basque

De notre correspondant

Madrid. — Aussitôt après avoir rétabli la Généralité de Catalogne (1), le gouvernement méditerranéen a commencé les négociations sur un régime de pré-autonomie pour le Pays basque. Le ministre des régions, M. Manuel Clavero, a reçu, le 1<sup>er</sup> octobre, à Madrid, trois parlementaires basques représentant les principales formations de la région (parti nationaliste, parti socialiste ouvrier et Union du centre démocratique). A l'issue de la réunion, qui a marqué officiellement l'ouverture des pourparlers, les interlocuteurs du ministre ont affirmé que les difficultés à affronter n'étaient ni graves ni insurmontables. Déjà, une délégation de députés et sénateurs avait exposé au président Suarez le projet d'autonomie provisoire approuvé par l'Assemblée des parlementaires basques, lequel prévoit la création de « Juntas generales » dans les provinces de Biscaye, de Guipuzcoa et d'Alava, ainsi que d'un conseil fédéral du Pays basque.

Le gouvernement est convaincu que le maintien de l'ordre ne suffit pas, a déclaré lundi M. Clavero, et qu'il faut désormais agir politiquement. La montée de la violence dans les provinces du nord, en septembre, a incité Madrid à sortir de l'inaction, au moment même où les partis représentés aux Cortes représentaient l'initiative dans la rue, après avoir longtemps laissé la monopole des mobilisations populaires aux groupes extraparlementaires. On estime aussi que M. Adolfo Suarez s'est engagé d'entamer le dialogue avec les Basques, après avoir satisfait les revendications catalanes, afin d'obtenir, aux Cortes, l'appui du groupe parlementaire formé par les minorités nationales : c'est peut-être sur la vingtaine de voix des nationalistes basques et catalans, le parti gouvernemental, l'Union du centre démocratique, est assuré, en effet, de la majorité à la Chambre des députés, où de dures batailles législatives l'attendent ces prochaines semaines. Une grande manifestation est prévue, le 7 octobre, à Bilbao, pour célébrer le quarante et unième

anniversaire du gouvernement basque, aujourd'hui en exil. Il semble qu'elle sera boycottée par les diverses organisations révolutionnaires qui réclament l'indépendance et ont manifesté leur opposition aux pourparlers en cours. Selon les groupes euzkaldun (basques), les interlocuteurs du gouvernement sont issus d'élections qui n'ont pas reflété le panorama politique de la région, en raison des interdictions imposées à la plupart des formations révolutionnaires. L'extrême gauche estime qu'un régime d'autonomie ne peut être négocié qu'après de nouvelles élections — en l'occurrence, les municipales, — étant entendu que l'objectif final est l'indépendance.

Les groupes « euzkaldun » sont l'expression politique de l'ETA, l'organisation clandestine divisée aujourd'hui en deux branches : l'ETA politico-militaire, qui vient d'annoncer qu'elle renonce à la lutte armée pour se consacrer aux « mobilisations de masse », et l'ETA militaire, qui a choisi exclusivement la voie de la guérilla. Dans une interview à l'hebdomadaire Egin, de Bilbao, un dirigeant de l'ETA politico-militaire vient d'indiquer que son organisation avait décidé de reléguer la lutte armée au second plan pour privilégier l'action politique.

Une telle déclaration n'engage évidemment ni l'autre branche du mouvement : l'ETA militaire a annoncé, au contraire, voici quelques jours, qu'elle continuait la lutte armée contre « l'oppression nationale » et pour « construire le socialisme en Euzkadi ». Elle a indiqué en même temps qu'elle avait fusionné avec les commandos spéciaux de l'ETA politico-militaire qui ont abandonné leur organisation quand celle-ci a accepté de prendre contact avec le gouvernement. Suarez et décidé de participer aux élections du 15 juin.

CHARLES VANHECKE.

(1) Le décret-loi est publié au Journal officiel de ce mercredi 5 octobre.

### Trente prisonniers de droit commun menacent de se suicider si leur sort n'est pas amélioré

De notre correspondant

Madrid. — La révolte des prisonniers continue en Espagne. Depuis l'émeute de Carabanchel, qui pendant plusieurs jours, en juillet, a opposé la police à des centaines de mutins, dans la principale prison madrilène, les troubles n'ont pas cessé dans les établissements pénitentiaires d'un bout à l'autre du pays. Une trentaine de prisonniers de droit commun incarcérés à Basauri, près de Bilbao, et appartenant à la COPEL (Coordination des prisonniers en lutte) ont lancé un appel qui vient d'être diffusé par un comité d'appui à l'organisation. Les trente détenus menacent de se suicider collectivement si aucune amnistie n'est accordée à ceux que l'Espagne appelle des « prisonniers sociaux » et que la COPEL considère comme « des victimes de la société capitaliste ».

« Ce qu'éprouvent tous les prisonniers sociaux, disent les signataires de l'appel, c'est un sentiment de solitude et de désespoir, face à une société qui ne s'intéresse à aucun des problèmes qui les englobent. Notre anxiété et notre désespoir sont tels que nous sommes prêts à nous suicider en masse, afin que nos revendications soient enfin satisfaites ».

Les trente détenus se plaignent que la réforme du régime pénitentiaire adoptée le 2 septembre dernier ne soit pas appliquée dans la prison de Basauri, où sont enfermés environ deux cents délinquants de droit commun. Ils se plaignent de la censure qui continue d'être exercée sur leur correspondance, des restrictions à l'entrée des journaux dans les cellules, de l'impossibilité de recevoir leur famille dans l'intimité. Ils estiment que les bouleversements socio-politiques en Espagne devraient s'accompagner de mesure de grâce en faveur d'une catégorie de détenus qui, autant que les prisonniers politiques, sont les victimes de quarante ans de répression et d'arbitraire.

Les trente protestataires de Basauri menacent de se couper les veines et de refuser toute assistance médicale. Selon un avocat de Bilbao, les autorisations de se suicider ont été refusées ces dernières semaines dans la prison basque.

Un projet de loi d'amnistie est actuellement à l'étude aux Cortes, mais il ne concerne que les personnes condamnées pour des faits politiques. Les partis d'opposition se sont mis d'accord sur un projet unique, prévoyant une amnistie totale pour tous les faits antérieurs au 15 juin 1977, date des

élections législatives. Le parti gouvernemental, l'Union du centre démocratique, a élaboré un autre projet, qui exclut des bénéfices de l'amnistie les auteurs de « délits de sang » et ceux qui ont commis des actes assortis d'un racket ou d'une demande de rançon.

Le lundi 3 octobre, la majorité et l'opposition ont décidé de rédiger un seul projet qui sera débattu en séance dans la COPEL (Coordination des prisonniers en lutte) ont lancé un appel qui vient d'être diffusé par un comité d'appui à l'organisation. Les trente détenus menacent de se suicider collectivement si aucune amnistie n'est accordée à ceux que l'Espagne appelle des « prisonniers sociaux » et que la COPEL considère comme « des victimes de la société capitaliste ».

## Danemark

### M. JOERGENSEN ANNONCE UNE PROCHAINE RÉFORME FISCALE

(De notre correspondante.)

Copenhague. — Le Parlement danois (Folketing) a ouvert solennellement, mardi 4 octobre, sa session annuelle. Le premier ministre, M. Anker Joergensen, a notamment annoncé qu'il proposait aux députés une réforme fiscale et la création d'un impôt « juste » sur les plus-values foncières. Il a insisté sur le fait que la lutte contre le chômage resterait son principal souci au cours des prochains mois.

Contrairement à l'attente, M. Joergensen n'a fait aucune allusion au remaniement de son cabinet (le 5 octobre) et aux raisons pour lesquelles il a renoncé à élargir son équipe avec des membres d'autres partis. Il a seulement déclaré qu'il espérait continuer à « collaborer utilement » avec les trois formations — les libéraux, les radicaux et les conservateurs — qui avaient appuyé le plan de crise adopté au début de septembre par la Chambre danoise.

En politique étrangère, le premier ministre a insisté sur les avantages que l'appartenance du Danemark à la C.E.E. apportent au pays. Une commission spéciale fera cependant le bilan de l'expérience, ainsi que le prévoit une résolution votée au dernier congrès social-démocrate de septembre. M. Joergensen a rappelé, d'autre part, que le Danemark appuierait pleinement les candidatures de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce, à Bruxelles.

CAMILLE OLSEN.

## République fédérale d'Allemagne

### SANCTIONS CONTRE LES ÉLÈVES OFFICIERS QUI S'ÉTAIENT LIVRÉS A UNE MASCARADE ANTISÉMITES

Bonn (A.F.P.). — Le ministère de la défense ouest-allemand a annoncé mardi 4 octobre que le commandement de la Bundeswehr avait suspendu, avec effet immédiat, les onze élèves officiers de l'université militaire de Munich qui s'étaient livrés le 18 septembre dernier, après de copieuses libations, à une mascarade antisémite (le Monde du 30 septembre).

Au cours de cette manifestation, des cartons portant le mot « Juif » avaient été symboliquement brûlés, et les élèves officiers avaient entonné des chants nazis. Le général von Helldorf, inspecteur général adjoint de la Bundeswehr, qui avait été chargé d'une enquête suite les faits révélés par le journaliste Rudi- chow, le 29 septembre, a estimé qu'il s'agissait d'un « comportement abominable ». Il a interdit le port de l'uniforme et toute activité de service aux intéressés. Ceux-ci doivent rester à Munich, à la disposition des autorités militaires. Ils n'ont pas, toutefois, été mis aux arrêts, mais des mesures disciplinaires ou des actions en justice pourront être prises ultérieurement, après une enquête approfondie, a déclaré le porte-parole du ministère de la défense.

(Lire page 27 l'article de Claude Sarraute.)

## Union soviétique

### Le débat sur la nouvelle Constitution a mis en relief certaines plaies du régime

De notre correspondant

Moscou. — Qu'étaient-ils devenus ? On ne les avait pas acceptés ni repoussés par la Commission constitutionnelle, les quatre mois de discussions sur le projet de nouvelle loi fondamentale de l'U.R.S.S., dont M. Brejnev a rendu compte le mardi 4 octobre devant le Soviet suprême, ont été le théâtre de discussions si vives que la Commission ou la presse ont reçu d'autres propositions qui — pour reprendre l'expression de M. Brejnev — « n'ont pas été acceptées parce qu'elles étaient inacceptables » et dont on n'entendait jamais parler.

La sélection opérée par M. Brejnev est cependant intéressante, ne serait-ce que parce qu'elle n'est pas due au hasard. Elle donne une image assez fidèle de quatre mois de discussions qui ont révélé certaines des préoccupations des Soviétiques : M. Brejnev s'est adressé à son opinion publique pour approuver ou refuser ses suggestions, mais avec le souci de montrer qu'aucune n'avait été négligée. En participant à la discussion du projet de loi, les députés du Soviet suprême ont en effet rédigé de véritables « cahiers de doléances » qui touchent aussi bien à l'amélioration des conditions de vie qu'à la vie politique et sociale.

Sans doute les grands équilibres de la Constitution n'ont pas été remis en question, mais on s'en est tiré des conclusions sur le caractère purement « formel » de la discussion. On a noté que les amendements proposés ont été introduits dans le texte initial. Ils se concernent pas seulement des points secondaires ou des détails de formulation, mais un point, la Commission constitutionnelle a même fait un pas en arrière, en renvoyant à l'abaissement de dix-huit ans l'âge de l'éligibilité au Soviet suprême, comme le prévoyait le texte initial.

La majorité des propositions énoncées par M. Brejnev, celles qui ont été acceptées comme celles qui ont été refusées, ont un caractère commun : elles vont dans le sens de la centralisation du processus de la répression des « marginaux », de ceux qui ne veulent pas se plier aux règles de vie socialistes. Ainsi, des dizaines de milliers de personnes ont-elles demandé l'aggravation des peines contre les gens qui refusent de participer à un « travail social utile », un renforcement de la lutte contre l'absentéisme, l'alcoolisme et autres « phénomènes antisociaux ». Leur sera donné satisfaction. D'autres proposent même d'introduire dans la Constitution une clause sur la durée des congés en fonction de l'intensité et de la qualité du travail.

La discussion et le discours de M. Brejnev ont attiré l'attention sur quelques plaies de la vie sociale en U.R.S.S., qui, pour être considérées comme des « survivances », n'en ont pas moins fait l'objet de réformes. On a ainsi insisté sur l'absence de discipline du travail, sur l'abus de pouvoir, la prévarication et autres pratiques frauduleuses, au-dessous de la table, au formalisme bureaucratique.

Dans leur zèle à lutter contre la spéculation, certains citoyens soviétiques proposent de supprimer ou de réduire le loyer

Brighton. — M. Callaghan a prononcé mardi 4 octobre, un grand discours « électoral ». Il s'est exprimé avec prudence, refusant de livrer une date même approximative, pour la future consultation générale. Son évocation de la Terre promise, a semblé-t-il, impressionner les militants qui, après l'avoir écouté dans un silence attentif, lui firent une longue ovation.

« Les vingt prochaines années ne ressembleront en rien à ce que le pays a connu depuis la révolution industrielle », a dit le premier ministre. Les richesses pétrolières de la mer du Nord, bien utilisées, peuvent transformer notre avenir économique d'une manière qui était inconcevable il y a dix ans. Cette « vision » en rose ne provoqua aucun murmure. Pourtant, nombreux furent les commentateurs qui, irrités par la légèreté de M. Callaghan, éprouvèrent quelques doutes sur les prévisions du premier ministre et spéculèrent qu'il s'agissait en priorité d'un problème de cœur.

Mais la majorité des militants, conscients d'entrer dans une période préélectorale, ne veulent pas gâcher la chance du Labour d'emporter les prochaines élections. Jamais une conférence tra-

## Grande-Bretagne

### AU CONGRÈS TRAVAILLISTE

### Nos richesses pétrolières peuvent transformer notre avenir économique d'une manière qui était inconcevable il y a dix ans

déclare M. Callaghan

De notre envoyé spécial

vailliste ne fut aussi docile, presque soumise, dans la perspective d'un succès électoral. Les leaders de la gauche du parti, MM. Benn et Shore, respectivement ministres de l'énergie et de l'environnement, ont préféré rentrer leurs griffes, cherchant seulement à renforcer leur emprise sur l'appareil du parti : les élections au conseil exécutif ont permis à la gauche de conserver ses positions, mais sans les améliorer notablement.

## Priorité à l'industrie

M. Callaghan a tenu aux militants un langage ferme, mais habile, affirmant ses responsabilités de chef de gouvernement, sans renier les idéaux socialistes : « Nous devons offrir à notre peuple la vision d'une société plus juste, aux aspirations élevées ». Au sujet de l'utilisation des revenus du pétrole de la mer du Nord, il a déclaré qu'il fallait arriver à un équilibre entre les investissements nécessaires à l'industrie, l'amélioration des services sociaux et le remboursement des dettes de la Grande-Bretagne. Il a souligné qu'en tout cas ces « bénéfices » devaient aller au « peuple », et non aux compagnies multinationales, ajoutant qu'il donnerait la priorité à la modernisation de l'industrie afin qu'elle puisse rivaliser avec ses concurrents mondiaux.

M. Callaghan a repris les arguments du chancelier de l'Échiquier, M. Healey, en confirmant qu'il y aurait deux opérations de relance de l'économie, l'une à l'automne, l'autre au printemps, à condition que les syndicats fassent preuve de modération, car si l'augmentation des salaires dépasse 10 %, les prix risquent de flamber à nouveau. Mais surtout, il a lancé un défi aux syndicats et au patronat : « Ne nous encouragez pas en paroles, tout en nous affaiblissant par des déclarations de principes. Nous voulons des salaires et de prix justes. Soutenez-nous, ou alors refusez-vous notre confiance ».

Après avoir évoqué les diverses mesures déjà prises pour réduire le chômage, M. Callaghan a annoncé la signature, avec le gouvernement polonais, d'un important contrat de construction de vingt-cinq navires assurant à huit mille ouvriers des chantiers navals. Il a souligné avec fierté que Ford avait choisi la Grande-Bretagne comme nouvelle base de

ses investissements et de son développement dans la Communauté européenne. Enfin, toujours dans le contexte préélectoral, M. Callaghan, sollicitant l'appui des nationalistes écossais et gallois, annonce que le gouvernement allait déposer à nouveau son projet de loi sur la dévolution de pouvoirs à Edimbourg et à Cardiff, en escomptant que le groupe parlementaire travailliste le soutiendrait unanimement. Il laisse entendre que, si cela était nécessaire (beaucoup de travaillistes ont rejoint les conservateurs dans l'opposition au projet), il forcerait la décision en établissant la procédure dite de la « guillotine » (la limitation de la durée des débats). Après quoi, Ecosse et Galles se prononceraient par voie de référendum. Il est clair que M. Callaghan veut pouvoir mener une campagne électorale en Ecosse et au pays de Galles, en soulignant que le gouvernement travailliste a tout fait pour assurer aux deux provinces un système d'autonomie élargie.

## Les observateurs communistes

La conférence s'achève ainsi sans remous ni éclats vers sa fin. L'intérêt des journalistes se concentre maintenant sur la présence exceptionnelle de communistes étrangers invités à titre d'observateurs, à commencer par celle de M. Carrillo, le chef du P.C. espagnol, très recherché par les commentateurs et les photographes. MM. Deols et Napolitano, qui représentent les P.C. français et italien, restent dans l'ombre. C'est la première fois que des communistes sont invités au congrès travailliste. Il semble que le choix des observateurs ait été inspiré par le Foreign Office aux dirigeants travaillistes qui, malgré leur anticommunisme déclaré, semblent vouloir élargir le dialogue, surtout avec les représentants de l'eurocommunisme, des P.C. de l'Est européen (Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie). Ni le P.C. tchécoslovaque ni le P.C. soviétique n'ont été invités.

L'arrivée de M. François Mitterrand, invité comme « délégué fraternel » et représentant d'un parti membre de l'Internationale socialiste, était attendue avec intérêt. Le chef du parti socialiste français aura l'honneur de s'adresser à l'Assemblée du Labour comme il y a quelques années l'avait fait le chancelier Schmidt lorsqu'il était dans l'opposition.

HENRI PIERRE.

# AFRIQUE

## De Nouakchott à N'Djaména

### LES PAYS DU SAHEL REDOUTENT UNE NOUVELLE SÉCHÈRESSE

De Nouakchott (Mauritanie) à N'Djaména (Tchad), la paille brute de la pluviométrie enregistrée ces dernières semaines suscite une vive inquiétude. Les six pays du Sahel craignent d'autant plus un retour de la sécheresse qu'ils viennent à peine de se réveiller de celle qui les avait cruellement frappés de 1972 à 1975. Le Niger et le Mali ont bénéficié en 1976 de récoltes exceptionnelles, mais ce n'est pas le cas de la Haute-Volta, de la Mauritanie et du Tchad, qui sont incapables de faire face à leurs besoins alimentaires.

Le gouvernement de Ouagadougou sollicite une aide immédiate de 50 000 tonnes de céréales. Au Tchad, le général Malloum vient de réclamer l'aide de Paris pour faire face à une situation alimentaire particulièrement difficile, encore aggravée par la rébellion dans les provinces du Nord. Le ministre de la coopération, M. Robert Gailley, s'est d'ailleurs rendu à N'Djaména, week-end dernier pour examiner avec les dirigeants tchadiens leurs besoins immédiats.

C'est notamment en Mauritanie que la situation paraît la plus préoccupante. Les autorités sont en effet confrontées, outre la sécheresse, à la guérilla mauritanienne et coûteuse du Front Polisario.

En 1976, la production céréalière mauritanienne était évaluée à 26 000 tonnes pour une population de 2 millions quatre cent mille habitants, ce qui faisait apparaître, selon les autorités, un déficit de 160 000 tonnes. Le cheptel, qui comptait près de 11 millions de têtes en 1972, n'avait pas encore rattrapé ce niveau. — (Reuters.)

● M. Robert Gailley, ministre de la coopération, en visite officielle en Empire Centrafricain, a été reçu mardi 4 octobre par l'empereur Bokassa 1<sup>er</sup>.

## Rhodésie

### LE GÉNÉRAL INDIEN PREM CHAND EST NOMMÉ « REPRÉSENTANT SPÉCIAL » DES NATIONS UNIES

Le secrétaire général des Nations unies, M. Kurt Waldheim, a annoncé, mardi 4 octobre, la nomination de son « représentant spécial » en Rhodésie. Il s'agit du général indien Prem Chand. Selon la résolution adoptée la semaine dernière par le Conseil de sécurité (le Monde du 1<sup>er</sup> octobre), le général Chand doit rapidement avoir des consultations avec le futur commissaire résident britannique, lord Carrver, au sujet des dispositions militaires nécessaires à l'établissement et au

maintien du cessez-le-feu. Ils finiront ensemble un programme d'action et un itinéraire en Afrique australe pour prendre contact avec les principales parties intéressées au conflit. Tous deux ont déjà été invités par M. Smith à se rendre à Salisbury.

(Agé de soixante et un ans, le général Prem Chand a été commandant en chef des forces de l'ONU dans l'ancien Congo belge en 1962. Il a occupé les mêmes fonctions à Chypre de 1970 à 1976.)

**TWA.**  
**Chaque jour le premier 747 pour New York.**

Départ : 12 h 00.  
Seule TWA offre autant de vols quotidiens vers les USA.



**N°1 sur l'Atlantique**

TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.



# ASIE

## Chine

### Moscou est disposé à « promouvoir de meilleures relations » avec Pékin

De notre correspondant

Pékin. — L'agence Chine nouvelle a diffusé, mardi soir 4 octobre, le texte du message adressé à Pékin par le président du Soviet suprême et le conseil des ministres de l'U.R.S.S. à l'occasion du vingt-huitième anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine. Sur le fond, ce message diffère assez peu de celui envoyé l'an dernier par Moscou dans les mêmes circonstances. On relève toutefois que les Soviétiques réitérent cette année ce qu'ils avaient omis de faire en 1976 : leur proposition d'un accord réciproque « de reconnaissance à l'usage ou à la menace de la force » (formulée pour la première fois en 1971). Le message affirme, d'autre part, que l'U.R.S.S. est prête « à promouvoir de meilleures relations » entre les deux pays, et rappelle que cet état d'esprit « a trouvé son expression dans toute une série de propositions pratiques qui n'ont pas perdu leur signification, même aujourd'hui ». Les Soviétiques se placent donc cette année sur un plan de rapports entre Etats strictement bilatéral, alors qu'en 1976 ils avaient évoqué la « normalisation des relations », en précisant qu'elle « répondrait aux aspirations des peuples de [nos] pays, intéressés à la construction du socialisme et du communisme, à la consolidation de la paix et de la sécurité dans le monde ».

● A l'occasion de la fête nationale, les médias provinciaux chinoises ont annoncé de nouveaux mouvements au sein de la hiérarchie militaire. M. Wu Ko-hua, ancien commandant des unités ferroviaires de l'armée, remplace M. Liu Hsiang-yuan à la tête de la région militaire de Chengtu, au sud-est du pays. M. Hsiang Chung-hua succède à M. Kuang-ching, nommé commissaire politique en chef de l'armée, comme commissaire politique de la région de Canton. Deux autres personnalités militaires remplacent aussi : M. Fu Chung-pi, promu en mars 1976, et le général Hung Hsueh-chih, promu en 1969.

Des signes aussi légers ne permettent évidemment de tirer aucune conclusion sérieuse. Aussi bien doit-on également tenir compte de signes récents moins positifs, comme les confidences de M. Teng Tiao-ping le 14 septembre, à des visiteurs japonais annonçant que la Chine n'avait pas l'intention de renouveler son traité d'amitié avec l'U.R.S.S. (conclu en 1950 pour une période de trente ans), celui-ci ayant « déjà virtuellement cessé de lui-même d'exister ».

Certains observateurs étrangers, représentants de pays du tiers-monde notamment, considèrent cependant que de tels propos n'occulteraient pas l'évolution des relations inter-étatiques entre la Chine et l'U.R.S.S. vers un style de rapports moins agressifs pouvant éventuellement s'accompagner d'une reprise des échanges économiques correspondant aux intérêts des deux pays.

ALAIN JACOB.

## Inde

### Le gouvernement fait appel contre la libération de Mme Gandhi

New-Delhi (A.F.P.). — Le gouvernement a interjeté l'appel, mardi 4 octobre, auprès de la Haute Cour de Justice de New-Delhi, de la décision prise le même jour par un magistrat de libérer sans conditions Mme Gandhi, arrêtée la veille et accusée de corruption et d'abus de pouvoir.

Selon le gouvernement, le magistrat — vice-président d'un tribunal de la capitale — n'était pas habilité à prendre cette décision et l'ancien premier ministre aurait dû être placé sous mandat de dépôt ou libéré sous caution. Les autorités ont fait savoir que la constitution du dossier d'accusation était en cours et que l'enquête, portant en particulier sur le contrat passé entre la Compagnie française des pétroles et le gouvernement indien serait menée à son terme. Mme Gandhi, un ancien ministre du pétrole et le chef de cabinet du ministre, M. B. Vohra, sont accusés d'avoir favorisé l'attribution à la C.F.P. d'un contrat de forage d'une valeur de 174 millions de dollars alors qu'une compagnie américaine aurait été disposée à exécuter les travaux pour 4 millions de dollars. La compagnie française, indique l'agence américaine A.P., n'est accusée d'aucune malversation. Le rapport du service de police spécialisé dans les affaires de corruption cité par A.P. révèle que le contrat a été signé le 6 avril 1977, c'est-à-dire après le changement de gouvernement à New-Delhi. Toutefois, selon le rapport, M. Vohra, resté quelque

temps à son poste, a été « avec une hâte inconvenante pour conclure cette transaction avant que le nouveau ministre du pétrole ne prenne ses fonctions » et a omis de le mettre au courant de l'affaire.

Les personnes arrêtées en même temps que Mme Gandhi ont été relâchées avec ou sans caution. Le Congrès, ancien parti gouvernemental, a annoncé que le dimanche 10 serait « un jour de lutte contre la répression ». Bien qu'elle soit tenue de rester à la disposition de la police, Mme Gandhi a entrepris une tournée dans l'Etat du Gudderat, dont le premier ministre, M. Desai, est originaire, et a été accueillie par environ vingt-cinq mille personnes à son arrivée à Bombay.

## Sri-Lanka

### UN RÉGIME PRÉSIDENTIEL EST INSTITUÉ

Colombo (A.F.P.). — Le Parlement a adopté, mardi 4 octobre, un amendement constitutionnel établissant un régime présidentiel. Dans le système précédent, le premier ministre disposait de pouvoirs importants, et le chef de l'Etat jouait un rôle très effacé. L'amendement a été voté uniquement par les membres du parti gouvernemental — le parti national unifié — qui dispose de la majorité constitutionnelle des deux tiers au sein de l'Assemblée législative. Les deux principaux

mouvements d'opposition, le Front uni de libération tamoul et le Parti de la liberté ancienne formation gouvernementale, n'ont pas participé au scrutin. L'amendement n'évoque à aucun moment les problèmes de la minorité tamoule en dépit des affrontements meurtriers qui l'ont opposée en août à la majorité cinghalaise. D'autre part, l'ancien premier ministre, Mme Bandunaike, a déclaré qu'un système présidentiel conduira à l'instauration d'une « dictature ».

## Vietnam

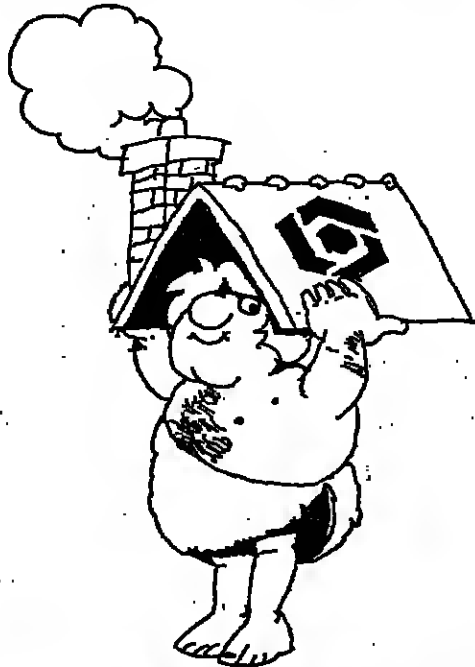
### Hanoï invite discrètement Phnom-Penh à la réconciliation

A deux reprises au cours des derniers jours, Hanoï a adressé au Cambodge des appels pour une amélioration des relations entre les deux pays, qui n'ont cessé de se détériorer depuis la fin de la guerre en 1975. Le 3 octobre, le quotidien du P.C. vietnamien, *Nhan Dan*, a publié un éditorial commentant la situation dans la corne de l'Afrique et intitulé « S'unir contre l'impérialisme est la voie qui mène le peuple vers la victoire ». Mais c'est sans doute à la frontière khéméro-vietnamienne, où se sont déroulés de nombreux et sanglants incidents (le *Monde* des 5 et 19 août), que pensait l'auteur de l'article, bien plus qu'au conflit qui oppose la Somalie à l'Éthiopie.

On peut lire dans cet éditorial que, « tout comme dans les autres régions du monde nous entendons en Asie du Sud-Est, la situation en Afrique orientale montre que (...) le néo-colonialisme américain et celui de ses alliés cherchent à tirer profit des plus petites différences, des tréfonds desaccords laissés par l'histoire ou provoqués intentionnellement entre différents peuples pour les pousser dans une tuerie réciproque ».

Un avertissement ou une invitation à négocier ? D'autre part, le message adressé par le P.C. vietnamien à l'occasion de l'appartenance au grand jour du P.C. khmer daté du 23 septembre, affirmait que « le P.C. et le peuple du Vietnam ont constamment travaillé pour préserver et développer les relations spéciales entre les partis et les peuples du Vietnam et du Cambodge sur la base du respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale réciproque, de la non-ingérence dans les affaires des autres, du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien ».

Dire que le P.C.V. avait fait des efforts pour préserver les bonnes relations avec le Cambodge revient en fait à laisser entendre que le Cambodge n'a pas agi de même. S'agit-il d'un avertissement ou d'une invitation à négocier ? Tous deux est-il que ces appels sont intervenus au moment où M. Pol Pot se rendait à Pékin, peut-être pour y rechercher un appui chinois. — P. de B.



## aider les hommes à mieux se loger

Dans la chimie, parmi les groupes de niveau international, nous ne sommes ni les plus grands, ni sans doute les plus ingénieux.

Le chiffre d'affaires annuel de DSM\* équivaut cependant à plus de 20 milliards de francs — ce qui nous classe au 16<sup>e</sup> rang de la chimie mondiale et parmi les 50 plus grandes entreprises européennes.

Bien que nous n'ayons pas la prétention de savoir tout faire (pas encore...), DSM s'est fixé pour objectif de faciliter la vie des hommes en leur aidant à faire face à leurs besoins essentiels, tels que se loger.

Savez-vous, en effet, que DSM, à partir de pétrole et de gaz naturel, de sable, de chaux ou d'argile, produit de la chaleur, fabrique des matériaux de construction et des maisons, et aussi des peintures, des céramiques, des isolants.

Savez-vous que DSM produit des matières plastiques et à partir d'elles, des articles ménagers, des meubles, des équipements sanitaires, et beaucoup d'autres "objets" qui concernent l'habitation et la vie quotidienne de l'homme.

En fait, croyons-nous, nos progrès sont dus à notre expérience — 75 ans d'ancienneté cette année — et peut-être aussi à notre caractère hollandais à qui l'on reconnaît ténacité et rigueur. Entreprise d'Etat au dynamisme affirmé, nous faisons de notre mieux pour aider les hommes à vivre mieux.



Si vous souhaitez en savoir plus sur le groupe DSM, le Département Information PO Box 65 Heerlen Holland est à votre disposition.

\*DSM, c'est d'abord : Nederlandse Stoomketel, en néerlandais; Dutch State Mines, en anglais; Mines d'Etat néerlandaises, en français. Aujourd'hui, DSM signifie "chimie" dans toutes les langues du monde.

28<sup>ème</sup> Anniversaire de la République populaire de Chine

**SAMEDI 8 OCTOBRE**

**MUTUALITE**

de 15 h. à 24 h.

**LA CHINE**

Un an après la mort de Mao Tse-toung

● *Exposés* : « Vies et travail en Chine », « Les Chinois dans leur quartier »

● *La Chine au jour le jour* : la mort de Mao Tse-toung

● *Exposés* : « La République de la Chine », « Les Chinois dans leur quartier »

● *Exposés* : « La République de la Chine », « Les Chinois dans leur quartier »

Association des Amis Franco-Chinois, 52, rue Montreuil, 75014 Paris — 543-57-14

**Sofia?**

**AUSTRIAN AIRLINES**

Les horaires les plus pratiques en Europe et vers le Proche-Orient

Austrian Airlines 12, rue Anber, Paris - Téléphone 2663466

**Seule TWA offre autant de vols quotidiens vers les U.S.A.**

**N°1 sur l'Atlantique**

**TWA**

TWA, la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

TWA. Chaque jour premier vol vers New York







# LA CRISE DE L'UNION DE LA GAUCHE ET SES RÉPERCUSSIONS

## Les positions des partis restent figées

Le comité directeur du Mouvement des radicaux de gauche et le comité central du parti communiste ont signé, mercredi 5 octobre, pour faire le point sur l'impasse dans laquelle est engagée l'union de la gauche. Le comité directeur du parti socialiste s'est réuni pour sa part samedi 8 et dimanche 9 octobre.

Aucun indice ne laisse présager une reprise des négociations. M. Mitterrand a expliqué mardi, aux secrétaires fédéraux de son parti, que le seul moyen de « faire réfléchir » le P.C.F. consistait pour le P.S. à se montrer ferme. Le soir même, à Nanterre, M. Marchais réaffirmait que la nationalisation des filiales des neuf groupes industriels inscrits dans le programme commun constituait pour les communistes une revendication essentielle sur laquelle ils ne sauraient transiger. Chacun reste donc sur ses positions, d'autant que M. Fabre a expliqué sur Antenne 2 que

les propositions du P.C.F. n'étaient pas acceptables par les radicaux de gauche. Faute d'un accord sur un programme de gouvernement, la gauche commence à se préoccuper de négocier au moins un accord électoral. Les socialistes ont déjà annoncé qu'ils entendaient rester fidèles à la règle du désistement en faveur de celui des candidats de gauche qui est arrivé en tête au premier tour de scrutin.

Le P.C.F. ne semble pas pressé de se prononcer, et M. Marchais a répondu que le problème ne se situait pas au niveau électoral, déplorant que ses partenaires paraissent clore, d'ores et déjà, le débat sur le programme.

Chaque parti s'attache à mobiliser ses troupes. Le P.C.F. va intensifier son action dans les entreprises. L'Humanité-Dimanche va publier, à partir du 19 octobre, des pages spéciales consacrées à cette action. La direc-

tion du P.S. se félicite, pour sa part, du refus de « postuler de parti » qui semble souder la formation socialiste. Face au P.C.F., les socialistes serrent les rangs. En revanche, la désignation des candidats pour les élections législatives fait apparaître des tensions entre la majorité et la minorité du P.S. en raison, semble-t-il, d'une certaine poussée du C.E.R.S.

Au cours de la réunion des secrétaires fédéraux du P.S., il a été fait état d'une certaine hostilité des militants communistes à l'égard des socialistes au sein des entreprises. En revanche, aucune répercussion grave de la crise de l'union de la gauche n'a été, pour l'instant, enregistrée au sein des conseils municipaux de gauche élus en mars dernier. Pour ces municipalités, le test décisif sera le vote des budgets et les retrouvailles entre communistes et socialistes n'ont pas lieu.

THIERRY PFISTER.

## Débats et interrogations au sein de la C.G.T.

La commission exécutive de la C.G.T. a, le 4 octobre 1977, confirmé en termes catégoriques la position prise par les dirigeants de la centrale dès le début de la crise sur l'actualisation du programme commun. Néanmoins, deux membres de la commission (sur une centaine) ont voté contre la déclaration publiée à l'issue de la réunion, fait assez rare dans les délibérations de la C.G.T.

« Le seuil minimum des nationalisations inclus dans le programme commun a été fixé en 1972 afin d'ouvrir la porte à un processus de rupture décisive avec les orientations et la politique du régime actuel, déclare la C.G.T. La C.G.T. a jugé comme tel, bien qu'étant en retrait par rapport à son propre programme d'action (...). C'est sur ces bases essentielles que la C.G.T. conçoit l'actualisation du programme commun et la réalisation de la rupture avec le régime de gauche soutenu par les travailleurs (...). Cette réaffirmation s'inscrit dans le cadre des responsabilités que la C.G.T. a prises en 1972, et qu'elle entend assumer pour que la grande espérance des travailleurs se réalise effectivement en 1978. »

Commentant ce texte devant la presse, MM. Ségué et Krauski ont repris les arguments déjà exprimés le 22 et le 26 septembre. « Depuis cinq ans, a dit le secrétaire général de la C.G.T., nous expliquons aux travailleurs ce que signifient les nationalisations. Nous nous en sommes entretenus avec les trois partis de gauche. Jamais nous n'avons vu de la C.F.D.T. et de la F.E.N. nous reprocher une lecture maximaliste du programme commun. Si le fait de redire en septembre 1977 la même chose que ce que nous disions en septembre 1972, indispose l'un ou l'autre des partenaires, cela ne nous pose pas de problème, à nous. Nous souhaitons seulement que ceux qui s'en trouvent gênés disent pourquoi ce qui était juste bon depuis cinq ans devient mauvais aujourd'hui. »

La C.G.T. veut éclairer le débat, a-t-il été répété, mais en aucun cas n'entend se poser en arbitre. À aucun moment, les dirigeants cégétistes n'ont mis en cause tel ou tel parti : ils se refusent à porter un jugement sur aucun d'eux.

Pourtant, selon les syndicalistes eux-mêmes, les délibérations de la commission exécutive ont été fort longues sur ce thème.

Pourquoi ? Les participants, a dit M. Ségué, ont apporté des témoignages sur l'inquiétude de ceux qui sont concernés par les nationalisations, leurs inquiétudes, voire leur stupeur. Il y a ceux qui s'interrogent sur les causes du désaccord. Il y a aussi, dans quelques cas, ceux qui s'interrogent sur la légitimité de la déclaration de la C.G.T. du 22 septembre. Aucune organisation n'a pris cette attitude, qui est parfois celle de certaines individualités.

En fait, les deux voix « contre » sont celles de M. Claude Germon, rédacteur en chef du Peuple, organe officiel de la C.G.T., et de M. Pierre Carassus (Union départementale de Paris). Le premier avertit posé la question dans l'Unité, organe du P.S., le 21 septembre : « Rien ne doit être fait, écrit-il, qui porte atteinte au crédit de la C.G.T. et à son indépendance syndicale. »

Des dirigeants cégétistes, connus pour leur étiquette socialiste, comme MM. Duhamel et Larose (membres du bureau), estiment que le comportement de la centrale est sans équivoque. À la base, les militants ou les sympathisants des divers bords sont moins convaincus, et les discussions sont fréquentes dans les ateliers ou les bureaux. Ces réactions diverses ne sont pas sans répercussions sur les relations interparties. Si la C.G.T. ne peut aucune occasion pour souligner ses convergences avec la C.F.D.T. et si les cégétistes se gardent de verser de l'huile sur le feu, le climat s'est de nouveau rafraîchi avec la F.E.N. Cela a été sensible lorsque M. Henry a rencontré M. Ségué le 26 septembre pour préparer la suite de la grève générale du 24 mai. En effet, les dirigeants de la F.E.N. se trouvaient, politiquement, plus proches de M. Bergeron, qu'ils avaient reçu le même jour, si dans la mouvance socialiste, les enseignants trouvent des identités de vue avec Force ouvrière, leurs relations avec la C.F.D.T. sont toujours plus ou moins tendues. Si bien que l'organisation d'une grande journée d'action, sans doute en novembre, est un objectif vers lequel les militants ne se hâtent que lentement.

JOANINE ROY.

## M. Marchais : les socialistes ont fermé la porte sans regret apparent

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a déclaré, mardi 4 octobre à Nanterre : « Nous ne pouvons pas aller plus loin, plus avant, parce que, avec la question de la mise en cause par nos partenaires des neuf nationalisations prévues en 1978, nous sommes parvenus au point limite qui sépare la politique gouvernementale des travailleurs de celle que met en œuvre Giscard d'Estaing. »

« On a dit que les discussions entre les partis de gauche avaient échoué à cause des questions idéologiques, c'est une contre-vérité. (...) »

« Est-ce qu'il ne faudrait pas voir dans la perspective de ministères communistes appliquant avec leurs alliés un programme de transformations sociales et économiques profondes, qu'il ne faudrait pas voir là une des raisons pour lesquelles le parti socialiste a changé ? C'est une question. Mais ce qui est une certitude, c'est que, malheureusement, ne fait plus de doute aujourd'hui, c'est ce fait-là : le changement du parti socialiste. (...) Les dirigeants du parti socialiste maintiennent fermement de leurs positions, qui sont à vingt pas derrière le programme commun signé en 1972. Ils savent qu'une telle attitude rend l'accord impossible. Mais leur choix semble fait. Ils ont

fermé la porte sans regret apparent. Plusieurs déclarations indiquent même qu'ils envisagent le cours légitime d'un gouvernement socialiste sans les communistes. En bref, tout le monde : le parti socialiste se désolidarise pour aujourd'hui, de l'union de la gauche. (...) »

« Dimanche dernier, François Mitterrand a semblé définitivement tourner la page. (...) Je ne répondrai plus affirmé. Et il n'a parlé que d'une chose, comme s'il n'y avait que cela qui, en définitive, intéressait vraiment : la possibilité d'un accord électoral entre socialistes et communistes. (...) »

« Je veux le dire avec la plus grande netteté et la plus grande fermeté : ce qui est à l'ordre du jour entre les partis de gauche, ce n'est pas un accord de désistement rétrograde aux élections ! Ce qui est à l'ordre du jour, ce qu'attendent les travailleurs, tous ceux qui veulent le changement démocratique, c'est la conclusion d'un bon accord entre les partis de gauche autour de la politique nouvelle dont le pays a besoin. Un bon accord sur un bon programme pour gagner en mars et pour changer vraiment : voilà ce qui est et ce qui reste notre objectif ; voilà à quoi nous consacrerons toutes nos forces. Mais, nous, les communistes,

## M. Mitterrand : seule notre fermeté peut conduire le P.C.F. à réfléchir

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, s'est adressé mardi 4 octobre aux secrétaires fédéraux du P.S. pour leur expliquer les négociations sur l'actualisation du programme commun. Il a expliqué qu'un « événement nouveau » paraît se produire : si les socialistes maintiennent leurs positions, « il ne se produira rien si nous venons à le lâcher. (...) »

« Le programme commun reste le point fixe à partir duquel le parti socialiste continue d'enseigner l'avenir. Ce programme constitue à représenter les engagements que nous avons pris. (...) Le P.S. n'est pas à la merci de tel ou tel article de l'Humanité. Ce n'est pas cela que nous fera changer d'un pouce. Nous sommes prêts à discuter à tout moment, mais seule notre fermeté peut conduire le P.C. à réfléchir. (...) »

M. Claude Estier, porte-parole du P.S., a indiqué que les secrétaires fédéraux ont adopté, à l'unanimité, une motion de confiance et de solidarité envers la direction du parti. M. Estier a souligné la satisfaction des dirigeants socialistes face aux réactions de la base du P.S. « Habituellement, a souligné M. Estier, lorsqu'il y a des phases de difficulté avec le parti communiste, nous sommes souvent pris de vitesse par les machines communistes. Or il apparaît que, à la fois, notre propre organisation a été rapide, efficace, et a permis aux responsables départementaux de disposer des éléments d'explication et d'information. (...) »

La note technique d'une douzaine de pages distribuée par la direction du P.S. aux premiers secrétaires fédéraux de ce parti traite successivement des différents points de désaccord apparus entre les partenaires de la gauche, lors des discussions d'actualisation du programme commun : nationalisations, foras de frappe, offices fonciers agricoles, municipalisation des sols urbains, droit de vote des travailleurs immigrés.

Sur le premier thème — auquel sont consacrés les deux tiers de la note — le P.S. confirme qu'il a proposé à ses partenaires l'application « intégrale » du programme commun : nationalisation de toutes les banques privées (etors que le P.G. « voulait, à la demande du M.R.G., faire une exception en faveur des petites banques régionales ») ; nationalisation des grandes compagnies d'assurances privées ; nationalisation des neuf groupes industriels de 1972 et de leurs deux cent vingt-sept filiales contrôlées à 98 % (le Monde du 24 septembre) ; adjonction à cette liste « d'un nombre restreint de filiales » possédées actuellement à moins de 98 % par les neuf groupes, mais « représentant un élément important pour la mise en œuvre de la stratégie industrielle » de la gauche et ayant « un caractère de monopole ou de services publics » (le Monde du 21 septembre) ; enfin nationalisation de quatre sociétés « régies dans le champ de 1972 » pour « mettre en échec les manœuvres de certains groupes en vue d'échapper à la nationalisation ». La liste de ces quatre firmes est nouvelle (on ne parlait jusqu'ici que de la première).

Althom-Atlantique (gros équipements, centrales thermiques et nucléaires) : 30.400 salariés et même 77.100 avec ses filiales majoritaires parmi lesquelles neuf firmes contrôlées à plus de 98 % : Ateliers et chantiers de Bretagne ; Althom Sevelienne ; Catag ; Delta-Althom ; S.E.M.T. ; S.L.K.L. ; Sogeca ; Sogot ;

## M. Fabre : nous refusons le capitalisme d'État

M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, a déclaré, mardi 4 octobre, au cours du journal d'Antenne 2 : « Les nouvelles propositions du parti communiste sur les nationalisations sont apparues au-delà de ce que les radicaux de gauche ont accepté en 1972. Nous avons fait nous-mêmes des concessions en 1972. Peut-être pouvons-nous dire, nous aussi, aujourd'hui : nous n'avons pas plus loin. (...) »

« Le P.C. doit revenir au point de départ. (...) »

M. Fabre a, d'autre part, affirmé que son mouvement ne

pourrait accepter d'aller vers « une société de capitalisme d'État avec une délimitation, une centralisation, d'autoritarisme ». « C'est cela, a-t-il dit, qui est en cause. Nous ne désespérons pas que la porte se rouvre un jour et que nous allions tenter à nouveau de reprendre le dialogue. (...) »

Il a conclu : « Chaque fois qu'il se passe quelque chose dans la gauche, un jour espoir s'empare de la majorité. Nous sommes dans le même état d'esprit. Nous avons un certain nombre d'options. Nous allons « expliquer au pays qui attend un changement. Ce changement, nous pouvons l'apporter. »

## Le P.S. donne des précisions sur les entreprises qu'il propose de nationaliser

Une note technique d'une douzaine de pages distribuée par la direction du P.S. aux premiers secrétaires fédéraux de ce parti traite successivement des différents points de désaccord apparus entre les partenaires de la gauche, lors des discussions d'actualisation du programme commun : nationalisations, foras de frappe, offices fonciers agricoles, municipalisation des sols urbains, droit de vote des travailleurs immigrés.

Sur le premier thème — auquel sont consacrés les deux tiers de la note — le P.S. confirme qu'il a proposé à ses partenaires l'application « intégrale » du programme commun : nationalisation de toutes les banques privées (etors que le P.G. « voulait, à la demande du M.R.G., faire une exception en faveur des petites banques régionales ») ; nationalisation des grandes compagnies d'assurances privées ; nationalisation des neuf groupes industriels de 1972 et de leurs deux cent vingt-sept filiales contrôlées à 98 % (le Monde du 24 septembre) ; adjonction à cette liste « d'un nombre restreint de filiales » possédées actuellement à moins de 98 % par les neuf groupes, mais « représentant un élément important pour la mise en œuvre de la stratégie industrielle » de la gauche et ayant « un caractère de monopole ou de services publics » (le Monde du 21 septembre) ; enfin nationalisation de quatre sociétés « régies dans le champ de 1972 » pour « mettre en échec les manœuvres de certains groupes en vue d'échapper à la nationalisation ». La liste de ces quatre firmes est nouvelle (on ne parlait jusqu'ici que de la première).

Althom-Atlantique (gros équipements, centrales thermiques et nucléaires) : 30.400 salariés et même 77.100 avec ses filiales majoritaires parmi lesquelles neuf firmes contrôlées à plus de 98 % : Ateliers et chantiers de Bretagne ; Althom Sevelienne ; Catag ; Delta-Althom ; S.E.M.T. ; S.L.K.L. ; Sogeca ; Sogot ;

Unelco. Cette entreprise est née de la fusion d'Alstom, issu de la C.G.E., avec les Chantiers de l'Atlantique.

Le Matériel téléphonique (L.M.T.), dont le groupe américain L.T.T. a vendu en 1976 sa participation majoritaire (68 %) à Thomson-C.S.F., L.M.T. emploie 5.500 salariés.

Le Carbone Loraine (chimie, métallurgie de haute technologie), dont Ugin-Kuhlmann a vendu sa participation de 34 % à la Morgan Crucible. Ugin-Kuhlmann possède de son côté 35 % du Carbone Loraine, qui emploie 3.500 personnes, dont 45 % d'Ugin-Carbone et contrôle vingt-trois filiales étrangères.

Les Applications techniques du Ouest (ex-Iouan-Quétin) : appareils de laboratoire, équipements de chirurgie dentaire, vendu par Roussel-Uclaf à Crucet-Loire.

Le P.S. rappelle enfin qu'il a proposé des prises de participations majoritaires, pouvant, à terme, atteindre 100 %, dans quatre sociétés sidérurgiques : Marne-Wendel, Denain-Nord-Est-Longwy, Schneider, Chiers-Châtillon (par transformation en actions des prêts publics, par acquisition directe), ainsi que dans le secteur du pétrole (C.F.P., C.F.R., Total) et celui de l'automobile (Peugeot-Citroën).

Ces propositions conduisent le P.S. sur ce point, au-delà du texte de 1972, où jamais le terme de filiale ne figura dans les passages dressant la liste des nationalisations. « Le P.S. a pris à tout moment à reprendre les négociations et d'autant que le parti communiste ait « jusqu'ici refusé de prendre en considération » ces suggestions qui « constituent pourtant une base pour la reprise des discussions ». (...) »

La note socialiste affirme que le P.C. « semble vouloir parvenir à un programme commun de type nouveau, faisant une part plus large à ses propres conceptions. Le P.S., qui ne partage pas cette vision, ne peut pas accepter ce nouveau programme. (...) »

## Moscou?

**AUSTRIAN AIRLINES**  
Les horaires les plus pratiques en Europe et vers le Proche-Orient  
Austrian Airlines 12, rue Anber, Paris - Téléphone 246-54-88

**tielsa**  
technique internationale de la cuisine  
à votre goût et selon votre budget  
**ENEZ CHOISIR VOTRE CUISINE**  
dans une collection de 40 modèles  
aux lignes et coloris étonnants sur 450 m<sup>2</sup> d'exposition  
**POUR CHOISIR IL FAUT AVOIR LE CHOIX**

**CENTRE DE DOCUMENTATION ET DE VENTE TIELSA**  
281, rue du Faubourg St-Antoine, 75011 Paris - tél. 628.46.27  
Métro Nation  
ouvert du lundi au samedi inclus de 10 h 30 à 19 h

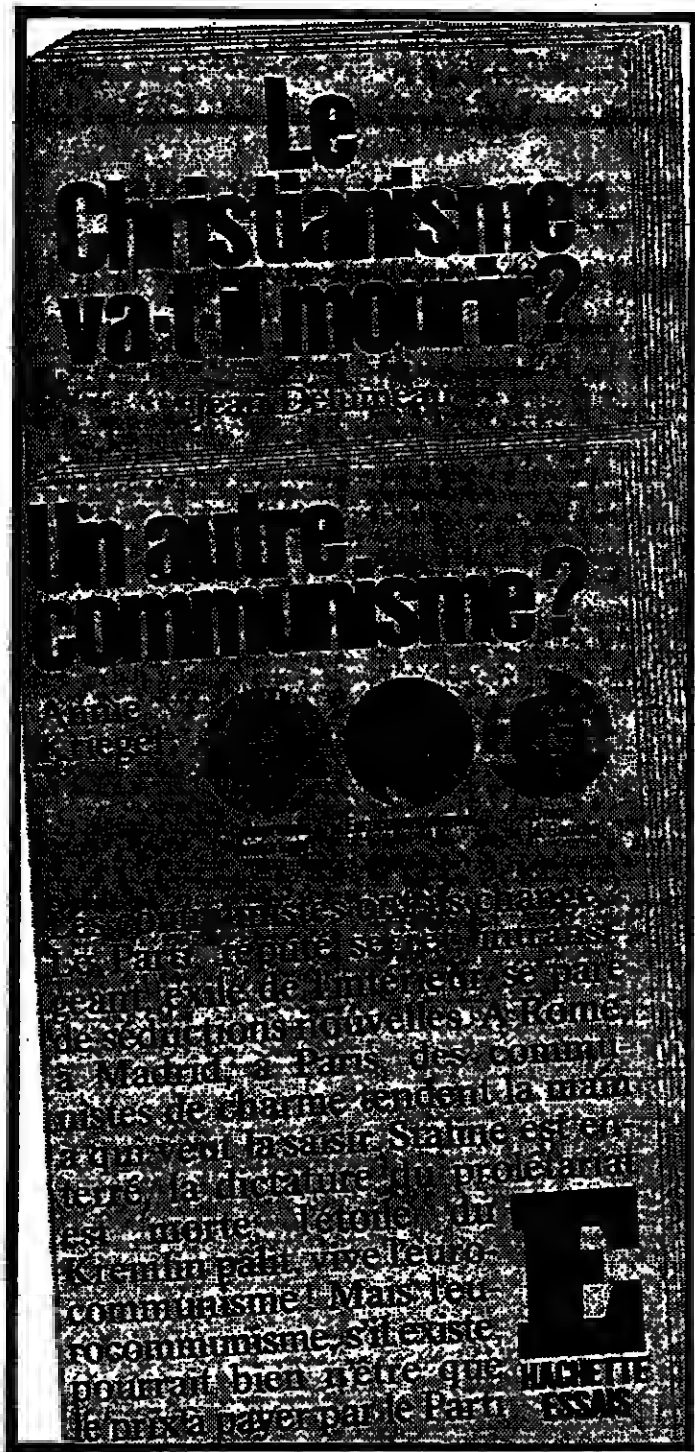
**Renoma/Matignon**

Pour bouger cet hiver choisissez ce blouson en toile, boutons et ganses cuir.

**renoma**  
Sa coupe est simple, confortable, avec poches sur les côtés. Col et poignets sont en bord côtelé. 3 couleurs - 650 F.

**19, Av' Matignon**  
Une adresse d'homme





**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR SCIENTIFIQUE**

**PRESUP** CLASSE PRÉPARATOIRE  
(Avant « MÉDECINE » « VÉTÉ » « AGRO ») :

ADAPTATION aux méthodes de l'Enseign. Supérieur

MISE A NIVEAU ou RECYCLAGE pour tous bacheliers

**NADAUD** ENSEIGNEMENT PRIVÉ  
19, rue Jussieu, PARIS (5<sup>e</sup>)  
707-13-38 ou 76-05

## POLITIQUE

### Deux libres opinions

#### La fin d'une espérance ?

par JEAN CHARBONNEL (\*)

Nous pourrions parler sans complexe aux hommes de gauche. Nous sommes libres à leur égard comme ils sont libres vis-à-vis de nous. Nous les avons combattus sans concessions quand nous avons pensé que leur action ne correspondait pas à l'idée que nous nous faisons de la France et des Français. Depuis 1974, nous avons soutenu leur effort parce que nous avons cru qu'il était le seul, après notre échec des élections présidentielles, à pouvoir s'inscrire dans la perspective historique de progrès et d'indépendance que de Gaulle nous avait fidèle, le seul qui pouvait amener le pays à sortir de la crise où l'enfonçaient un peu plus chaque jour l'insécurité et le conservatisme de la majorité giscardienne.

Mais ce combat de la gauche, nous le concevions comme un élan, celui de plusieurs forces rassemblées autour d'un projet commun. L'unité à laquelle la gauche semblait parvenue était très vite devenue une des raisons majeures de notre adhésion. Nous espérons même pouvoir signer son programme, car nous attendions de l'actualisation entreprise non seulement la mise à jour qui s'imposait, mais encore une réponse aux critiques que nous avions formulées à son égard.

Or cette grande espérance, qui était celle de millions de Français, paraît aujourd'hui s'estomper. Elle risque même demain de disparaître. Comme des millions de Français, nous nous interrogeons et, sans vouloir donner à la gauche de conseils ni de leçons, nous nous permettons, à notre tour, de l'interroger.

Que veut aujourd'hui la gauche ?

La gauche veut-elle prolonger le bail d'une droite à bout de souffle qui, en trois ans, a singulièrement réduit le rayonnement de la nation dans le monde, arrêté son équipement, compromis son avenir économique, accru les inégalités qui, déjà, pesaient sur la société française, triple le nombre des chômeurs ?

La gauche veut-elle retourner aux démons de son passé qui avaient, pendant des années, relégué loin d'elle bien des esprits libres et des consciences généreuses ?

La gauche veut-elle consolider cette sorte de Yalta intérieur qui, après les déchirements de 1920, l'a si souvent divisée contre elle-même ?

La gauche veut-elle s'abandonner à la tentation d'une troisième force qui, une fois de plus, unirait de vrais conservateurs et de faux progressistes et, coupés des forces du travail et de la jeunesse, ne tarderait pas à conduire le pays à une nouvelle impasse, peut-être plus grave encore que celle où il se trouve actuellement ?

La gauche veut-elle désespérer silencieusement ? Il ne s'agit pas de poser cette question, comme jadis, pour tenter de dissimuler les hontes d'un « goulag », mais pour aller au fond des choses. La gauche veut-elle, la gauche peut-elle, plonger dans le désespoir tous ceux, et d'abord les plus démunis, qui avaient espéré de sa victoire une amélioration de leur sort ?

La gauche veut-elle désespérer le tiers-monde qui aspire à la justice, les peuples qui luttent pour leur indépendance, tous ceux qui, dans des pays et sous des régimes différents, attendent encore quelque chose d'une France rendue à sa vocation de coopération et de progrès ?

Qui, la gauche le veut-elle ?

Nous ne le croyons pas : nous ne pouvons pas le croire. Mais certains le veulent peut-être en son sein, au point de préférer les facilités immédiates d'une rupture aux difficultés problèmes d'un accord de fond à long terme. S'il en est ainsi, ils doivent le dire clairement et rapidement.

Mais si la gauche refuse de s'abandonner aux forces de mort, si lui est encore possible de faire un bon usage de la crise qu'elle traverse : elle pourrait même en sortir renforcée, ne serait-ce que parce qu'elle aurait ainsi montré qu'elle est capable de se dépasser et de surmonter les apparentes fatalités de l'histoire.

(\*) Ancien ministre, maître de Brive, président de la Fédération des républicains de progrès (gaullistes d'opposition).

## LES DIFFICULTÉS

#### « Changer de cap »

par MICHEL MOUSEL (\*)

La journée du 28 septembre a vu la gauche franchir un pas de plus dans la logique de l'absurde. François Mitterrand et Georges Marchais ont, chacun au nom du programme commun et de l'union de la gauche, creusé un peu plus le fossé qui les sépare. Ils ont apporté, de surcroît, deux confirmations : le premier en reconnaissant que l'ampleur du désaccord est sans commune mesure avec le seul problème des nationalisations ; le second en exprimant sa crainte (pour ne pas dire plus) que le P.S. ait changé de stratégie.

La P.C.F. et le P.S. s'installent donc dans la crise, sans la moindre lueur d'un arrangement. Après ce qui s'est dit, un rapatriement hâtif paraîtrait d'ailleurs bien artificiel, et la droite ne manquerait pas de l'exploiter. Une médiation ? Elle serait tout aussi illusoire, piégée d'avance dans le même scénario de discussions qui a conduit à la rupture : il suffit de constater l'écho que les deux leaders ont donné à la tentative exprimée tel-même par Jean-Pierre Chevènement pour s'en convaincre.

Pourtant, le désarroi des travailleurs, dont nous avons chaque jour de multiples témoignages, montre bien à quel point le besoin d'unité suit sa dynamique propre, indépendamment des tentes, des méfiances et des polémiques. Cela mérite réflexion. Lorsqu'on affirme que la crise est sans issue, on part implicitement de l'hypothèse que le seul chemin de l'unité est celui de l'union de la gauche et du programme commun, tels qu'on les a connus depuis 1972. Est-il bien sûr que ce soit le seul chemin ?

Il faut bien se poser la question puisque, dans le négatif, le pire peut arriver. Pas seulement la poursuite de la déunion, le risque d'une victoire de la droite, mais, au-dessus du marché, la réalisation du mal que le P.C.F. craint avant tout : un P.S. libéré de ses attaches à gauche et offrant à Giscard d'Estaing la divine surprise d'une possible troisième force. Mais ce n'est pas encore insupportable, pourvu que tous ceux qui veulent sincèrement d'autres perspectives politiques s'y mettent, et si on trouve un chemin qui ne conduise pas eux mêmes impasses.

Le premier point de passage obligé, c'est de changer la nature même de l'unité. Quel contraste entre le spectacle télévisé et l'aspiration unitaire à la base ! Alors, pourquoi ne pas s'appuyer sur celle-ci pour qu'elle constitue l'élément moteur du dépassement des contradictions ? Il n'est pas trop tard pour mettre en œuvre ce qui a été écarté depuis six ans, la possibilité pour l'unité populaire de se structurer à la base, dans les entreprises et les quartiers, de se donner les moyens de débattre et d'élaborer ses propres revendications... En constituant ainsi un « desu unitaire » très serré, on garantirait à coup sûr beaucoup plus les chances de battre la droite qu'en se contentant de réunions plus ou moins houleuses d'état-major.

La seconde, c'est d'écarter ce qui est contingent — et notamment ce qui dépendra en définitive du rapport de forces réel créé en 1978 — pour s'attaquer à l'essentiel, au fond. Et l'essentiel, c'est ce que chacun attend d'abord d'une victoire de la gauche : comment sortir de la crise autrement que par les épreuves politiques d'assurés en usage en Europe ? Cela oblige à ouvrir quatre chapitres au moins qui ont été traités, mais, peu ou pas du tout, dans l'actualisation du programme commun :

— L'emploi, pour répondre à l'aspiration de chacun d'avoir un emploi et de « vivre au pays » ;

— Les égalités, et pas seulement de salaires, mais de mode de vie, de formation, entre hommes et femmes ;

— Les nouveaux droits des travailleurs dans l'entreprise, pour développer leur contrôle et progresser concrètement dans le sens de l'autogestion ;

— La maîtrise du développement économique et social, en fonction des besoins librement exprimés, et par des moyens excluant la dégradation des conditions et de la sécurité de l'existence.

Alors on pourra parler autrement qu'en un dialecte juridico-financier, des nationalisations, de la fiscalité, de la politique internationale, etc. Bien sûr, nous disons pour notre part que chacune de ces grandes questions exige des réponses anticapitalistes que nous avons énoncées. Mais qu'on accepte au moins de partir des objectifs immédiats, et qu'on tente de se mettre d'accord. Un accord même limité sur ces objectifs vaudra bien mieux que le risque d'un compromis partiel entre des fractions de la droite et de la gauche !

Cette dynamique unitaire, nouvelle dans sa forme et son contenu, comporte un corollaire : la nécessité qu'y participent, chacune à sa manière, le plus grand nombre de forces populaires, politiques, syndicales, du cadre de vie, écologiques, etc. : de nouveaux interlocuteurs pour une nouvelle unité, faite de quoi les mêmes causes produiraient les mêmes effets. Et, tout particulièrement, les forces du courant antagoniste : les problèmes qu'elles posent se sont retrouvés en filigrane dans les discussions récentes, et il vaudra bien mieux qu'elles s'expriment sans interprètes.

C'est bien la raison pour laquelle le P.S.U. a pris la responsabilité d'adresser un appel aux travailleurs et à leurs organisations pour qu'on sorte de l'impasse par cette seule voie possible. Espérons que, contre la résignation, d'autres se joindront à nous.

(\*) Membre du secrétariat national du P.S.U.

résidence

# BUFFON

18 à 24 rue Lecourbe Paris 15<sup>e</sup>

**DU STUDIO AU 6 PIECES**

prix ferme et non révisable

*Comogi*

74, rue Saint-Lazare, 75002 Paris  
Tél. 320.34.00

A 100 mètres de l'avenue de Breteuil, c'est le cœur de Paris. Des arbres des commerçants, un grand lycée, des écoles, une piscine. Tout le charme d'un quartier résidentiel, au carrefour des 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> arrondissements.

Bureau de vente ouvert tous les jours de 14 h à 18 h sauf Dimanche, le Samedi de 11 h à 13 h et de 14 h à 18 h.

**BON A DECOUPER**

Nom : \_\_\_\_\_

Prénoms : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_

Fonction : \_\_\_\_\_

**France-Isolation**

4 RUE OSCAR ROTY, 75015 PARIS - TÉL. : 533.82.22

**économisez l'énergie**  
**supprimez les courants d'air !**  
(et le bruit pour le plaisir...)

Nous avons mis au point un procédé permettant la réalisation de survitrages, ouvrants, adaptables à toutes fenêtres, qui vous fera réaliser de grandes économies.

**BON POUR L'ENVOI D'UNE DOCUMENTATION**

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

N° : \_\_\_\_\_ Rue : \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_



## La gauche face aux grands problèmes nationaux

# WEL

## RESPONSABLE DES VENTES FRANCE

120/140.000 F.  
PARIS

## INGENIEURS COMMERCIAUX EXPORTATION

Chaudronnerie lourde  
CHALON SUR SAONE

## INGENIEUR DE VENTES

80/100.000 F.  
+ voiture  
Moteurs électriques  
PARIS

Une société française appartenant à un groupe multinational et fabricant des matériels électroniques, recherche le responsable de ses ventes en France auprès des administrations. Dépendant du directeur commercial, il animera plusieurs ingénieurs de ventes et sera responsable de la réalisation d'un chiffre d'affaires de l'ordre de 100 millions de francs. Il négociera lui-même au plus haut niveau des marchés importants et aura, un rôle marketing dans l'orientation des développements produits et systèmes dans un marché extrêmement évolutif. Agé d'au moins 35 ans, ingénieur de formation, il aura l'expérience de la vente de matériels électroniques ou électromécaniques, principalement auprès des administrations et l'habitude de traiter avec des services techniques. Ecrire à Y. Blanchon, réf. B.9.256.

Réalisant un important programme d'investissements, la division chaudronnerie de Creusot-Loire, 1.500 personnes (C.A. 320 millions de F. dont plus de la moitié à l'exportation) recherche deux ingénieurs pour son service commercial, afin de développer et diversifier sa clientèle à l'exportation dans le domaine de la pétrochimie. Ils seront responsables de la prospection des marchés, des offres, de la négociation des contrats et de la gestion des commandes, en liaison étroite et avec le support des services techniques et des approvisionnements de la division. Agés de 28 ans au moins et de niveau ingénieur, ayant une parfaite connaissance de l'anglais, ils justifieront d'une expérience de quelques années dans la négociation d'équipements lourds de préférence sur les marchés à l'exportation et dans le domaine pétrochimie ou off-shore. Ils auront des connaissances en métallurgie, soudage et chaudronnerie. Ces postes de très grand avenir demandent une disponibilité et une mobilité totales. Ecrire à Y. Blanchon, réf. B. 9.255.

La division électrique d'un groupe britannique aux activités très diversifiées, spécialisée dans la fabrication et la vente de moteurs électriques standards crée dans le cadre de son expansion, un bureau de ventes à Paris, dont elle cherche le responsable. Celui-ci dépendant de la direction marketing à Londres et opérant dans un cadre de large autonomie sera responsable du développement des ventes en France. Il prospectera et suivra la clientèle (bureaux d'études et services achats) et établira les propositions (toutes les questions administratives incombant initialement à la société anglaise). Agé d'au moins 30 ans, de formation technique supérieure en électricité, ayant de bonnes connaissances de base en anglais, il aura quelques années d'expérience dans la vente d'équipements électriques. Ecrire à M.S.L., réf. M.175.

Pour chacun de ces postes adresser un bref curriculum vitae à Paris, en spécifiant bien la référence. Pour les annonces portant la référence B., aucune information ne sera transmise sans autorisation préalable des candidats. Les réponses concernant les postes directement rattachés à la société anglaise, devront être envoyées à la société anglaise. La lettre doit donner, sur et l'emplacement porte la mention "conditionnelle" signifiant que la lettre porte en tête les noms des Sociétés auxquelles elle ne doit pas être communiqué.

73, Bd HAUSSMANN 75008 PARIS - Tél. 266.04.93 - 11, PL. A. BRIAND 69003 LYON - Tél. (78)62.08.33

Europe - Amériques Nord et Sud - Afrique - Australie - Moyen et Extrême Orient

**NE MANQUEZ  
SURTOUT PAS LES**

# **PRIX EXCEPTIONNELS**

**SUR 7 NIVEAUX**

## **AUX TROIS QUARTIERS**

**BOULEVARD DE LA MADELEINE - PARIS**

**RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER**



## POLITIQUE

### M. Sarre dénonce l'« illusionnisme » de l'action du maire de Paris

M. Georges Sarre, président du groupe socialiste du Conseil de Paris, a dénoncé, mardi 4 octobre, au cours d'une conférence de presse, l'« illusionnisme » et l'ambiguïté, qui, selon lui, caractérisent la politique du maire. Après avoir critiqué l'action passée et présente de M. Chirac, M. Sarre a estimé que « tous les vrais problèmes demeurent », notamment celui de l'emploi. Il a enfin exprimé l'inquiétude de son groupe à l'égard des orientations du budget de la Ville pour 1978, telles que M. Chirac les a indiquées dans ses colonnes. (« Le Monde » du 23 septembre).

M. Georges Sarre a tout d'abord précisé que, aux yeux des socialistes, « Paris n'est pas pour M. Chirac une fin en soi. Avant d'être un bastion idéologique, il se révélera le moment venu, c'est-à-dire après la prise de possession de la capitale, le lieu d'un combat pour la démocratie et la justice sociale. M. Chirac a surtout « en son habileté » de ne pas avoir compris les projets de l'ancien Conseil qui étaient valables — tels les dossiers de la capitale à « une fois » en avant dans l'histoire et la civilisation. M. Sarre a également souligné que M. Chirac a « habillé » de son nom des projets de l'ancien Conseil qui étaient valables — tels les dossiers de la capitale à « une fois » en avant dans l'histoire et la civilisation. M. Sarre a également souligné que M. Chirac a « habillé » de son nom des projets de l'ancien Conseil qui étaient valables — tels les dossiers de la capitale à « une fois » en avant dans l'histoire et la civilisation.

### ANCIENS COMBATTANTS

#### M. Jean-Jacques Beucler a pris ses fonctions

M. Jean-Jacques Beucler a pris, le mardi 4 octobre, ses nouvelles fonctions de secrétaire d'Etat aux anciens combattants, en remplacement de M. Bord.

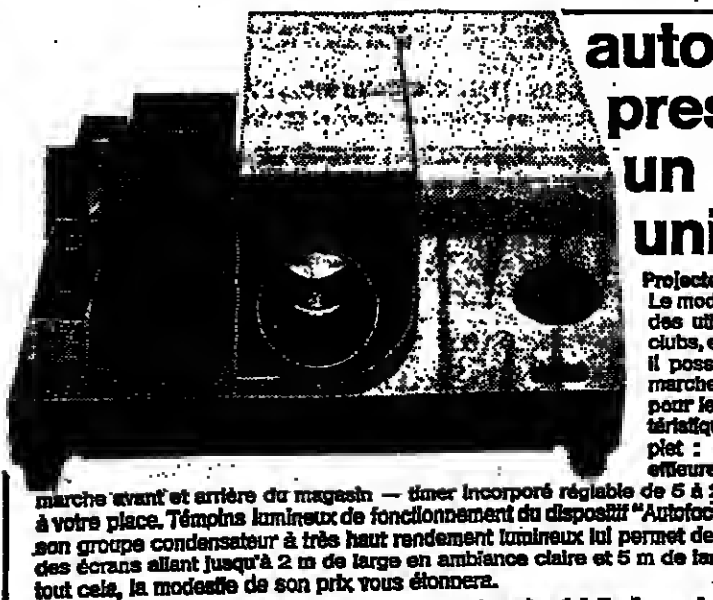
Pour sa première apparition officielle, M. Beucler rendra le jeudi 6 octobre, à 10 heures, la flamme à l'Arc de triomphe en présence de M. Jacques Chirac, maire de Paris, du préfet de police et du préfet de région.

M. Jean-Jacques Beucler, ancien élève de Saint-Omer, a participé en tant qu'officier aux opérations d'occupation de l'Alsace, de la Sarre, de la Rhénanie, de la Basse-Saxe, de la Prusse, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de l'Autriche, de l'Italie, de la Grèce, de la Turquie, de l'Espagne, du Portugal, du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie, de la Libye, de l'Égypte, de la Syrie, du Liban, du Yémen, de l'Irak, de l'Iran, du Pakistan, de l'Afghanistan, du Bangladesh, du Népal, du Sri Lanka, du Malaisie, du Singapour, du Brunei, du Japon, de la Corée du Sud, de la Corée du Nord, de la Chine, de l'Inde, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de la France.

Salon 1978

**MERCEDES**

ouvert samedi et dimanche  
96, av. de Suffren 75015 Paris  
Laos-Paris 567.79.20



**autofocus prestinox... un projecteur universel**

Projecteur Prestinox 624 AF. Le modèle le plus prestigieux. Le préféré des utilisateurs les plus exigeants, des clubs, des entreprises, des collectivités, etc. « Autofocus » comme le 624 AF, il possède une télécommande pour la marche avant et arrière et il est équipé pour le fond d'écran. D'autres caractéristiques en font un appareil très complet : touches digitales lumineuses à effleurement pour le commandement de la marche avant et arrière du magasin — timer incorporé réglable de 5 à 25 secondes qui change les vues à votre place. Température lumineuse de fonctionnement du dispositif « Autofocus », enfin, et c'est très important, son groupe condensateur à très haut rendement lumineux lui permet des projections de vues 24x36 sur des écrans allant jusqu'à 2 m de large en ambiance claire et 5 m de large en ambiance sombre. Malgré tout cela, le modèle de son prix, vous étonnera.

**prestinox**

Prix relevé à Paris en Avril 1977 : 790 F TVA incluse. Rem à découper pour recevoir une documentation gratuite. Demander à : Prestinox B.P. 6, route de Tremblay - 92420 VILLEPRINTE non adresser.

## JUSTICE

### DES MODIFICATIONS POURRAIENT ÊTRE APPORTÉES AU PROJET DE LOI SUR LE SECRET DE L'INSTRUCTION

La direction des affaires criminelles et des grâces du ministère de la justice a réuni, mardi 4 octobre, une conférence de presse pour examiner les réactions suscitées la semaine dernière par l'annonce d'un projet de loi sur le secret de l'instruction. Le projet de loi, présenté le 23 septembre, traitant de la délimitation de la présomption d'innocence, a suscité de nombreuses réactions. La chancellerie ne s'est pas montrée défavorable à certaines modifications qui pourraient être apportées au projet.

Tout d'abord, les pouvoirs du juge d'instruction pourraient être étendus à des communications destinées à recueillir les preuves matérielles de la commission des faits, sans lui reconnaître la mission d'informer le public, qui relève selon la chancellerie du rôle des journaux (presse écrite et parue), il paraît ainsi admis que la limitation des pouvoirs du juge d'instruction — introduite par le Conseil d'Etat — bien que fondée dans son principe, est trop stricte dans son application.

Une seconde modification consisterait à préciser que le délit d'obstacle à la présomption d'innocence ne serait commis que par une personne de mauvaise foi. Enfin, pourraient être exclues du champ d'application du nouveau texte les infractions dans lesquelles une infraction aurait été commise publiquement et les faits que l'intéressé aura reconnus.

D'autre part, la chancellerie a l'intention de désigner, dans le ressort de chaque cour d'appel, un magistrat spécialement chargé des relations avec la presse, et envisage de mettre en place un séminaire de formation.

### LA DÉLIVRANCE ÉCOLOGIQUE THÈME DU XVII<sup>e</sup> CONGRÈS DE CRIMINOLOGIE

Le dix-septième congrès français de criminologie, organisé par l'Association française de criminologie, aura lieu à Nice à partir du 10 octobre. Il aura pour thème « la délivrance écologique ». Les différents aspects de cette forme d'écologie, qui concerne les infractions commises dans les zones protégées, seront examinés ainsi que les différentes législations.

### « LE CRI DE LA MISÈRE »

(De notre correspondant.)  
Dijon. — M. Louis Aymé, juge au tribunal des référés, vient de rendre une ordonnance d'expulsion de trente-cinq grévistes, depuis quatre semaines, empêchant l'approvisionnement et la sortie des produits fabriqués dans la zone industrielle de Châtillon. La Duchesse de Bourgogne, une société contrôlée par le groupe Nestlé-Sopad.

Pourrait M. Aymé, qui est vice-président du tribunal de Dijon, écrit notamment : « Attendu que dans ce différend, il n'y a pas de litige, qu'il soit pour partie le cri de la misère... » C'est sans doute la première fois, à Dijon, qu'un magistrat rend une telle ordonnance. Les grévistes ont été expulsés de la zone industrielle de Châtillon, où ils étaient installés depuis quatre semaines. Les salaires ne dépassent pas 1 500 francs par mois.

### Inculpation

Un homme assisté par une personne en danger après le meurtre d'une septuagénnaire.

Trois personnes, dont l'identité n'a pas été révélée, ont été inculpées, lundi 3 octobre, de non-assistance à personne en danger, pour le meurtre d'une septuagénnaire, qui avait été assassinée par un individu, qui avait été assassiné par un individu, qui avait été assassiné par un individu.

Les enquêteurs estiment que la lutte a été d'une extrême violence, qu'elle a duré plus d'une heure, entre 1 heure et 2 heures du matin, et que les victimes immédiates n'avaient pas pu se défendre.

### Grève

#### à la GIMADE

Le personnel de la GIMADE (Comité géographique d'entraide) est en grève depuis le lundi 3 octobre, à 14 heures. La section syndicale C.F.D.T., dont c'est le premier mouvement revendicatif de cette nature à la GIMADE, demande notamment à l'administrateur de cette association, régie par la loi de 1901, la réouverture de la négociation collective, la suppression de la prime de rendement, la suppression de la prime de rendement, la suppression de la prime de rendement.

Le malaise qui règne parmi le personnel salarié de la GIMADE — soixante-dix personnes, dont environ la moitié sont syndiquées — est le résultat de la suppression de la prime de rendement, la suppression de la prime de rendement, la suppression de la prime de rendement.

Le premier, entré en grève, est le secrétaire général de la GIMADE, qui a été remplacé par un adjoint.

### M. Hector Villalon est remis en liberté

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a rendu, le mardi 4 octobre, un arrêt déclarant M. Hector Villalon, inculpé depuis le 26 juillet dernier de complicité dans l'enlèvement de l'ancien directeur général de Fiat-France, M. Lorenzo Berelli-Beaumont. L'inculpé devra verser une caution de 300 000 francs et se soumettre à un contrôle judiciaire avec obligation, notamment, de déposer son passeport au greffe et de se présenter au commissariat de police de sa résidence parisienne. M. Charles Francou, premier juge d'instruction, lui avait accordé la liberté sous contrôle judiciaire et après versement d'une caution de 50 000 F, le 12 septembre, mais le parquet avait fait appel de cette ordonnance.

## Faits et jugements

### L'objectif

et la délimitation européenne des droits de l'homme.

Le tribunal correctionnel de Montpellier, présidé par M. Joseph Delorme, a rendu, lundi 3 octobre, M. Gérard Barthélemy, vingt-huit ans, agriculteur à la commune de Lézignan, à l'égard de la commune de Lézignan, à l'égard de la commune de Lézignan, à l'égard de la commune de Lézignan.

Ce texte reconnaît, selon le tribunal, « un droit permanent à l'objection de conscience », et on ne saurait, en conséquence, « faire grief à Barthélemy, qui n'a pas revendiqué le statut d'objectionnaire au moment de l'accomplissement de son service militaire, d'avoir changé de conviction postérieurement, alors qu'il se trouvait en position de réserviste ». — (Corresp.)

Le mariage de Graciele Ortiz-Pattin. — La police genevoise a refusé d'indiquer si les navires de Graciele Ortiz-Pattin avaient de nouveaux contacts avec la famille et si une rançon avait été réclamée en échange de la libération de la fille. Le père de cette dernière a annoncé la télévision que les enquêteurs lui avaient promis de rester en dehors de toute négociation.

M. Gérard Nteoud a été condamné, mardi 4 octobre, à quatre mois de prison avec sursis et 1 000 francs d'amende par la cour d'appel de Besançon. La cour d'appel a confirmé la condamnation prononcée le 5 janvier par le tribunal de grande instance de Vesoul. M. Nteoud avait eu une altercation avec des policiers au cours d'une opération de collage d'affiches dans la nuit du 8 au 10 décembre 1976 à Gray (Haute-Saône) ; un agent de police avait été blessé d'un coup de poing à l'arête sourcilienne. Le Monde du 20 septembre par M. Nteoud avait été condamné à deux mois de prison avec sursis et 300 francs d'amende par la cour d'appel de Besançon.

Le camion au million. — Trois mille des pièces contenues dans le camion arrêté le 27 juillet à la gare de marchandises de Lyon-Beynot ont été retrouvées, le 29 septembre, par les policiers de la brigade de répression du banditisme dans un local du 10, rue de la République, où elles se trouvaient à l'intérieur de leur sacchet d'origine.

Le locataire du box, M. Michel Bakhian, trente-sept ans, sans profession, demeurant 29, rue des Anneliers, à Paris (20<sup>e</sup>), a reconnu les avoir achetées au prix de 675 francs l'unité à un individu dont il a refusé de dévoiler l'identité. Il a été conduit devant M. Jean Beyer, le juge chargé d'instruire l'affaire, qui l'a fait écrouer le 1<sup>er</sup> octobre.

Le Syndicat national des syndics administrateurs judiciaires vient de se créer. Son conseil est composé de M. M. Doucet, président ; Bellard et Solme, vice-présidents ; Libert, secrétaire national ; Bonnet, secrétaire adjoint ; Lagrange, trésorier ; Langlade, délégué ; membres : (219, boul. Raspail, 75014-Paris).

### Les poursuites

contre M. Chirac.

Le septième chambre correctionnelle de Marseille, qui examinait mardi 4 octobre le procès en diffamation intenté par M. Gaston Deferré, maire de Marseille, député des Bouches-du-Rhône (P.R.), contre M. Jacques Chirac, maire de Paris, député de la Corrèze (R.P.R.), rendra son jugement le 15 octobre.

Après la déclaration du maire de Paris, reproduite dans le quotidien le Méridional, selon laquelle M. Deferré aurait fait « main basse sur la ville de Marseille », le maire de Marseille avait intenté une action, en diffamation, le 13 avril contre M. Chirac. René Merle, directeur du journal le Méridional, et l'un des rédacteurs de cette publication.

Le 2 juin, la septième chambre correctionnelle de Marseille avait rejeté la citation contre M. Chirac, le maire de Marseille, ayant omis de demander la levée de son immunité parlementaire. En revanche, elle l'avait reconnue valable pour ce qui concernait M. Merle et le rédacteur du journal le Méridional.

Mardi 4 octobre, une seconde citation introduite par M. Deferré a été examinée. M. Jean Gallot, le défenseur de M. Chirac, a affirmé que M. Deferré avait saisi le tribunal pendant une session parlementaire et après le délai de prescription de trois mois prévu en matière de diffamation.

Selon M. Paul Lombard, avocat de M. Deferré, la seconde citation a été envoyée à M. Chirac hors session parlementaire. Faisant référence à deux arrêts de la Cour de cassation, il a en outre déclaré que les poursuites entamées contre un parlementaire hors session devaient continuer après l'ouverture de la nouvelle session.

### Des détenus, militants

et sympathisants

des NAPAP

font la grève de la faim.

Neuf détenus — huit à la maison d'arrêt de la Santé et à celle de Saint-Maurice — ont commencé, entre le samedi 4 et le mercredi 23 septembre, une grève de la faim pour obtenir la reconnaissance de leurs droits essentiels et la simple application de la loi.

Pour trois d'entre eux, MM. Michel Lapeyre, Frédéric Oriach et Jean-Paul Gérard, militants des Noyaux armés pour l'autonomie populaire (NAPAP), une conférence de presse a été tenue lundi 4 octobre. Leurs avocats et des membres de leur famille ont expliqué que depuis leur arrestation, le 13 mai dernier (le Monde du 28 mai), ils n'ont pu recevoir aucune visite (le Monde du 5 août), « bien que se trouvant à l'extérieur de la prison » et qu'ils étaient privés de transport d'urgence de première catégorie, ce qui relève du tribunal correctionnel.

Les autres détenus, MM. José Cerrada, Ignace Congado, Jean-Paul Nunes, José Proulx, Michel Serbounet et Philippe Thard, s'affirment libertaires et antiautoritaires pour les quatre premiers, sympathisants des NAPAP pour les deux autres. Ils réclament eux aussi le droit au parole libre, le droit de se réunir dans la journée, la levée de la censure dans leur correspondance et l'application des dispositions relatives à la mise en liberté de droit après une détention provisoire de trois mois.

## CORRESPONDANCE

### Les difficultés des sociétés d'économie mixte

Après la publication de deux articles sur les difficultés des sociétés immobilières d'économie mixte de la région parisienne (le Monde des 22 et 29 septembre), nous avons reçu de M. Jean Collet (P.C., adjoint au maire de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), une lettre dans laquelle il explique notamment :

1) En ce qui concerne la contribution de la ville de Vitry au redressement de la situation financière de la SEMISE, on ne voit pas sur quoi vous fondez l'estimation élevée à 602 millions de francs de la participation de la ville. Celle-ci s'est limitée pour 1976 à sa participation dans l'augmentation du capital actuellement appelée à hauteur de 50 %, soit 2450 millions. On ne peut y ajouter des opérations d'acquisitions de terrain à destination d'équipements publics pour le compte de la ville ;

2) Concernant les prétendues erreurs de gestion, il conviendrait plutôt d'établir clairement les responsabilités du gouvernement, savoir : les non-paiements financiers qu'il avait pris (subventions, prêts, etc.) ;

3) Concernant la SEMISE, voici les conséquences du non-respect par l'Etat de ses engagements : — Retard de plusieurs années

dans l'attribution des avances et des subventions promises par l'Etat ;

— Retard dans le règlement des dettes propres à l'Etat pour ses acquisitions de terrain ;

— Retard dans les autorisations de programmes.

Tandis que les taux bancaires augmentent et que les durées d'amortissement des emprunts sont ramenées de trente à vingt et même à quinze ans.

Tout cela aboutissant à votre propre conclusion, c'est-à-dire un « dérapage des coûts de construction » sans que les collectivités locales soient responsables de cette situation.

Concernant votre article, il est curieux de constater que vous évaluez la contribution de la ville de Vitry à 602 millions de francs, alors que, dans le rattachement, vous détaillez le coût du « sauvetage » de la SEMISE à 263 millions pour les banques, 106 millions pour les autres actionnaires (dont la commune de Vitry fait partie pour 50 %) et 10 millions pour l'Etat. Total : 469 millions.

Le chiffre concernant l'apport de la commune de Vitry-sur-Seine au « sauvetage » de la SEMISE est extrait d'un rapport de l'Inspection générale des finances postérieur de quelques semaines à ce règlement.]



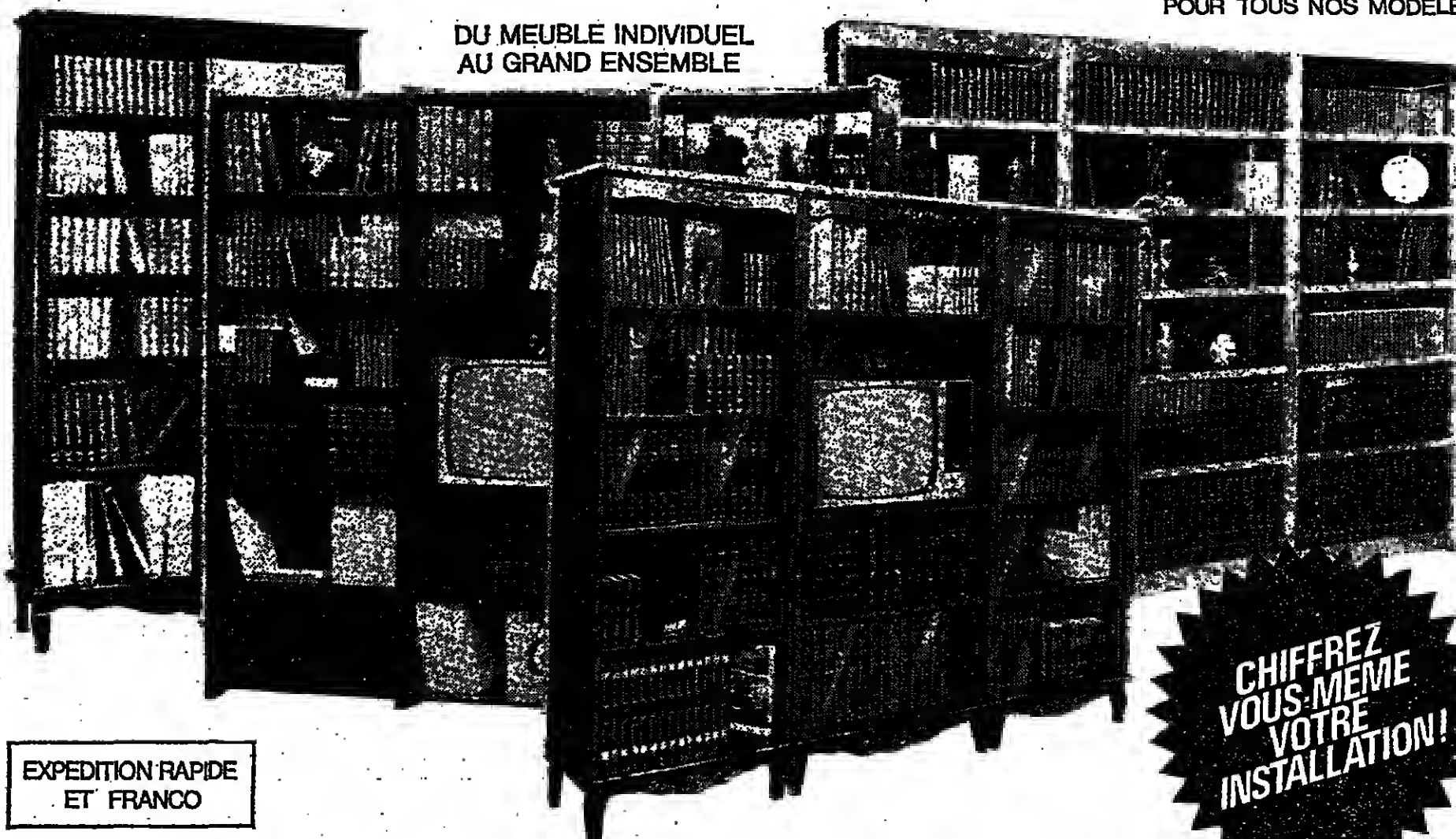
# LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

La plus moderne des maisons spécialisées ATP. sa au cap. de 642.360 F - 61, rue Froidevaux, 75014 PARIS

**150**  
**MODELES VITRES**  
tous Superposables - Juxtaposables  
Démontables - Accordables

DU 1<sup>er</sup> AU 16 OCTOBRE  
**SALON**  
DU MOBILIER ET DE LA DECORATION  
PARC DES EXPOSITIONS PORTE DE VERSAILLES  
BATIMENT 2 - ALLEE E - STAND 2E5

**150**  
**COMBINAISONS D'ASSEMBLAGE**  
Par simple pose - Sans fixation  
POUR TOUS NOS MODELES



DU MEUBLE INDIVIDUEL  
AU GRAND ENSEMBLE

EXPEDITION RAPIDE  
ET FRANCO

CHIFFREZ  
VOUS-MÊME  
VOTRE  
INSTALLATION!

**MODELES**

**STANDARDS**

Étagères en multipl., côtés en aggloméré bois. Placages acajou traité ébénisterie, vernis cellulosique satiné, teinte acajou, s'harmonisant avec tous les styles. Fonds contreplaqués. Vitres coulissantes avec onglets, bords doux.

**RUSTIQUES**

Étagères en multipl., montants en aggloméré, placage acajou traité ébénisterie, vernis mat satiné, teinte noyer. Sur les montants, en façade, moulures de style. Dessus et socle débordants avec moulures de style amovibles sur les côtés pour juxtaposition.

**CONTEMPORAINS**

Ces magnifiques modèles sont réalisés en profilé aluminium, anodisé brossé, et en stratifié blanc ou noir. Montage et démontage très facile, notice de montage et clé jointes. Possibilité de vitrage par glaces ou Persol.

MEUBLES pour COLLECTIVITES - MEUBLES de STYLE, Spécialité de LOUIS XVI - SECRETAIRES, BUREAUX, etc...  
DEPARTEMENT SUR MESURES - DEVIS RAPIDE ET GRATUIT

**Installez-vous ULTRA-RAPIDEMENT... TRES FACILEMENT, vous-même**

NOTICES DETAILLEES DE MONTAGE JOINTES

**10 HAUTEURS - 10 PROFONDEURS - 10 LARGEURS - PLUSIEURS COULEURS et BOIS**

## EXPOSITIONS :

- ouvertures tous les jours même le samedi
- \* AMIENS : 3, rue des Chaudronniers
  - \* BORDEAUX : 19, rue Bouffard
  - \* CLERMONT-FERRAND : 22, rue G. Clemenceau
  - \* GRENOBLE : 59, rue Saint-Laurent
  - \* LILLE : 65, rue Esquermois
  - \* LIMOGES : ZAC de BEAUBREUIL
  - \* LYON : 9, rue de la République
  - \* MARSEILLE : 109, rue Paradis
  - \* MONTPELLIER : 8, rue Sévère
  - \* NANTES : 18, rue Gambetta
  - \* NICE : 8, rue de la Boucherie (Vieux-Ville)
  - \* RENNES : 18, quai Emile-Zola (près du Musée)
  - \* STRASBOURG : 11, av. du Gal-de-Gaulle
  - \* TOULOUSE : 2 et 3, quai de la Daurade
  - \* TOURS : 5, rue Henri-Barbuse
  - \* BRUXELLES LIEGE GENEVE
- \* Fermé le lundi matin — Fermé le lundi

**PRIX IMBATTABLES!**

nous conseillons de prendre les mesures précises de l'emplacement à meubler.

**BON** pour un catalogue GRATUIT  
à retourner à LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES  
75680 PARIS CEDEX 14

Veuillez m'envoyer sans engagement votre CATALOGUE  
BIBLIOTHEQUES VITRES contenant tous détails : hauteur,  
largeur, profondeur, bois, contenance, prix, demande de  
dents, etc...

N° \_\_\_\_\_

M. \_\_\_\_\_

à \_\_\_\_\_

ville \_\_\_\_\_ code postal \_\_\_\_\_

ou par téléphone **633.73.33** 24-HEURE SUR 24 (répondeur automatique)  
"EN-MONTARNASSE" 61, rue Froidevaux, PARIS 14 MAGASIN OUVERT TOUS LES JOURS  
MEME LE SAMEDI de 9h à 19h METRO: Denfert-Rochereau, Galté, Edgar-Corinet AUTOBUS: 28-38-68-68

## Parmi nos dernières réalisations.

Ambassade de Belgique, des Etats-Unis.  
Conseil de l'Europe à Strasbourg. Pré-  
fectures de la Somme, de l'Isère.  
Bibliothèque Municipale de Montpellier.  
Universités de Paris, de Poitiers, de  
Rennes. Sciences Politiques, Ecole  
Supérieure de Physique et Chimie.  
Centre Universitaire Dauphine. Facultés  
des Sciences de Paris, Bordeaux, de  
Lille, de Marseille, de Rennes. Facultés  
des Sciences Pharmaceutiques de Tours,  
et de Clermont-Ferrand. Facultés de  
Médecine de Lyon et de Marseille.  
Ecole Polytechnique de Paris. Ecole  
des Mines de Paris. Ecole Normale  
d'Instituteurs à Grenoble. Ecole  
Nationale d'Aviation Civile de Toulouse.  
Laboratoire de Toxicologie à Nantes.  
MGEN à Nice. Centre National de  
Recherches Scientifiques à Lyon. Clubs  
Hôtel de Val Thorens, la Clusaz, de  
Méribel. Ministères de l'Équipement et du  
Logement, de l'Économie et des Finances,  
de l'Intérieur, de l'Agriculture, etc...



# La mort la moins chère

Mais, si de telles armes n'ont apparemment pas leur place dans la panoplie française, en revanche l'état-major des armées n'exclut pas l'éventualité d'un armement de puissance réduite, conçu pour l'efficacité de ses dommages collatéraux.

En réalité, des considérations financières militent en faveur d'une telle attitude, et leur influence est loin d'être négligeable. Dans leurs calculs, les états-majors favorisent toujours l'arme qui leur garantit le plus grande efficacité pour le minimum de dépenses.

On explique aisément, dans les états-majors, que les armes nucléaires tactiques de la France — dont la puissance équivaut, à l'heure actuelle, à celle de la bombe d'Hiroshima, et pour lesquelles existent des formations tactiques de leur emploi au terrain — provoqueraient des destructions telles qu'on pourrait imaginer des circonstances dans lesquelles un adversaire, doutant de leur usage, engagerait néanmoins la bataille. C'est pourquoi, des stratégies, tournant la dos à la dissuasion fondée sur le menace, se déclarent partisans de l'acquisition d'armes nucléaires — comme la bombe à neutrons — chouteuses pour leurs facilités d'utilisation.

C'est ainsi que la bombe à érosion est jugée d'une efficacité redoutable en regard d'un prix de revient à peine une fois et demi supérieur à celui d'une charge classique de trinitro-toluène. Si les études démontrent — comme il en est question en première approximation — que la bombe à neutrons coûte deux à trois fois moins cher que la bombe nucléaire classique, les états-majors s'estimeront autorisés à en réclamer d'urgence la production en série.

A l'heure où le gouvernement français se prépare à présenter aux Nations unies un plan de désarmement qui serait complet, général, progressif et contrôlé, le soin de ses techniciens à mettre au point — dans le secret de leurs laboratoires — des armes qui procureraient la mort la moins chère et de quoi indigner les plus endurcis.

**JACQUES ISNARD.**

**M.I.D.E.S.T.**  
Palais des Expositions - Place de la Foire-Exposition  
67000 STRASBOURG-WACKEN  
Tél (88) 35.57.08 - 35.57.09 - 35.57.10  
Télex: M.I.D.E.S.T. 890900

Washington (Reuters). — L'Union soviétique est aujourd'hui en mesure d'abattre des engins spatiaux militaires américains, mais les Etats-Unis n'ont pas les moyens opérationnels de faire de même avec les engins soviétiques, a déclaré mardi 4 octobre à Washington le secrétaire américain à la défense, M. Harold

Il a indiqué que les Etats-Unis avaient maintenant entrepris la mise au point préliminaire d'un système anti-satellites pour faire pièce à la capacité soviétique en la matière. « Les Soviétiques ont une capacité opérationnelle qui pourrait être utilisée contre certains satellites. Je trouve cela quelque peu inquiétant », a

Les fonctionnaires du Pentagone ont précisé ensuite que M. Brown faisait allusion aux satellites d'espionnage à basse altitude. Les Etats-Unis ont mis au point un système anti-satellite dans les années 60, mais ils l'ont abandonné parce qu'il n'était pas très efficace, ont-ils ajouté.

Tous les efforts américains dans le domaine de la recherche spatiale militaire étaient concentrés jusqu'à présent, sur le développement de systèmes défensifs, tels que des satellites de reconnaissance, de télécommunications et d'alerte aérienne avancée, a expliqué M. Brown.

**Selon M. Bourges**

Un jeune Français sur cinq échappe à l'incorporation sous les drapeaux, prédise le ministre de la défense, M. Yves Cochet, en réponse à Jean-Marie Peltier, élu député P.R. de la Moselle, qui l'interrogeait (*Journal officiel* du 1<sup>er</sup> octobre 1977) sur les raisons des dispenses et d'ajournements aux obligations du service national en 1976. Les décisions de dispense et d'exemption du service national comptabilisées chaque année concernent, selon M. Bourges, des jeunes gens rattachés à des classes différentes

À l'1<sup>er</sup> juillet 1977, la situation était la suivante : on a compté 4216 jeunes Français et déclarés dispensés (pupilles de la nation, soutiens de famille, doubles nationaux et responsables d'exploitation familiale). 21 392 jeunes Français. On a été déclarés exemptés (dispense physique ou définitive) 10 609. Soit une instance d'opposition, 1 697 jeunes Français, et un appel direct (radiations, résidents à l'étranger), 8 388 ; soit, au total, 85 551 dispensés et exemptés, ce qui représente 20,24 % de la classe ; et, donc, 79,75 % des jeunes Français sont soumis à l'incorporation.

## RELIGION

## La catéchèse déborde les frontières de l'Église

[illegible]

sérénité qui inspire la réflexion. L'Église hiérarchique est moins divisée que certains le croient. Les combats de Vatican II sont loin. Tout simplement, ils ont porté leurs fruits : les responsables de diocèses, qui sont des pasteurs plutôt que des hommes de doctrine, semblent avoir pris les conséquences de la mission pour leur compte. Ils se sont éloignés d'une catéchèse apologetique pour attentive à sa portée évangélique. Chacun connaît l'histoire de ce jeune qui avait toujours le premier prix de catéchisme, mais qui affirmait à qui voulait l'entendre qu'il n'avait pas la foi. Les catéchètes apprennent mieux à accompagner l'élève, à lui donner un esprit, à rendre la charité intérieure et à préparer les voies de la sainte eucharistie.

Les évêques — qui, soit dit en passant, boudent de plus en plus souvent le latin au profit de leur langue maternelle — ne se sont pas attardés sur des questions de méthode et de pédagogie. Excepté une ou deux interventions sur l'opportunité de ne pas abandonner la récitation de quel-

ques formelles-clés et de prières de base (par exemple Mgr Dermot Ryan, archevêque de Dublin, l'Irlande), les auteurs ont subtilisé les idées de ces auteurs catholiques, ont-ils dit, sous des formes différentes, se doit de transmettre la doctrine dans son intégrité, à l'aide de paroles solides, éprouvées, et de puiser dans les approximations aventureuses qui n'ont pas reçu le label de l'autorité. Le cardinal Salazar, directeur général et chef de la congrégation romaine de l'éducation catholique, a été très net. Il a déploré l'impact sur l'opinion de certains théologiens minimant l'orthodoxie de l'Église.

## L'anticatéchisme

L'importance des communautés de dimension réduite relayant plus ou moins la paroisse ne sem-

bie plus s'chapper à personne.  
 Les catholiques n'est pas l'adhésive,  
 exclusive, exclusive, exclusive, exclusive,  
 des catholiques mais de tous les croyants.  
 Les lieux de la cathédrale se sont  
 déplacés ; elle se développe non  
 seulement à la parole, à l'école,  
 dans la famille, dans des groupes  
 chrétiens, mais aussi dans les médias.  
 Les pères du synode comprennent de  
 mieux en mieux que la télévision  
 ou la presse sont des instruments  
 d'éducation ou de démolition de  
 soi. Ici nous sommes à l'aise, très  
 sérieusement, avec le computer.  
 Si l'instruction religieuse dans les  
 jeunes reste capitale, celle des  
 adultes l'est encore davantage.  
 Le cardinal Karol Wojtyła, archevêque  
 de Cracovie, n'hésite pas à par-

### Antériorité et « circularité »

Le premier évêque français intervenir fut Mgr. Roger Etienne Genty, archevêque de Marseille et président de la conférence épiscopale de France. Il d'abord nota que, si le pourcentage de non-catholiques était en augmentation, la cathédrale n'en demeure pas moins un « service ecclésial ayant son statut propre » et que « ne peut devenir une « entreprise privée. Ilorda à l'Institut de chacun ». Evêques et prêtres ont donc à exercer une double tâche : d'impulsion et de discernement ».

Importante remarque dans la conjoncture actuelle, où l'on se

## Les évêques sont-ils passifs ?

### De notre correspondant

Rome. — Un livre, dont la parution est imminente, risque de faire quelque bruit en Italie et au Vatican. Son auteur est Mgr Luigi Bettazzi, évêque d'Orava (Piémont), connu pour ses prises de position peu conformistes en matière religieuse et sociale.

Publié par l'éditeur turinois Gribaudi, l'ouvrage a pour titre *Farsi uomo, confessioni di un vescovo* («Devenir homme, confessions d'un évêque»). *Mgr Bettazzi* y développe les thèmes qui lui ont valu d'être traité — selon ses propres termes — de « complice de la gauche, évêque rouge, béneux du

communisme ». On doit, en effet, à cet ancien aquilone du cardinal Lerario à Bologne toute une série de démarches et de déclarations en faveur des électeurs de la gauche chrétienne, au cours de l'élection des évêques par les fidèles. Le dernier « exploit » de ce franc-tireur de cinquante-quatre ans fut l'envoi, il y a quelques mois, de deux lettres ouvertes sur les questions de laïcité à tous les évêques et secrétaires généraux de la démocratie chrétienne et du parti communiste.

**Comme Mgr Camara.**  
Les idées de Mgr Bettazzi sont très proches de celles de Mgr Helder Camara (Réféc) ou de Mgr Guy Riobé (Orléans). Mais, en Italie, elles prennent une résonance particulière. Dans le livre, on apprend que la conférence épiscopale ita-

l'ennemi reste dépendante du Saint-Siège. Il ne faut pas, en tout, écrit l'évêque d'Ilorra, ni risquer d'encourager une certaine passivité des évêques. Ils peuvent se sentir davantage poussés à connaître le monde, à faire des prises ailleurs qu'en élaborer eux-mêmes de nouvelles pour à présenter des suggestions au pape et à ses collaborateurs. Cela vaut en particulier pour les problèmes économiques. Il y a bien, lors la conférence épiscopale, une minorité qui est contraire à cette attitude mais elle n'a guère les moyens de se faire entendre, même l'autorité.

Bienvenue d'autres affirmations de M. Robert Solé, qui ont princi- pal d'entre autres. Celles-ci, par exemple : « Les évé- nements devraient encourager la classe moyenne à se tourner vers une vie plus d'aspéct politique, pauvre de moyens économiques, pauvre d'appareils technologiques, pauvre de se- cours, mais riche de la possibilité de contrôler sa vie à l'instar de nous-mêmes, à une attitude d'indépendance et d'engagement envers la communauté. » « Quand les gens se sentent seuls, ils cherchent à se réunir. Ils recueillent les voix des riches et des puissants, au lieu de se tourner vers les convictions idéologiques et idéologiques. » « Le monopole de la révolution et de la défense des classes sociales est en fait le monopole à qui professe des idéologies non chrétiennes, il y a quelque chose qui ne va pas. »

ROBERT SOLÉ

**ROBERT SOLÉ**

parfois tendance à donner une priorité à la vie par rapport à l'enseignement : « L'annonce de la Parole de Dieu précède et fonde l'expérience religieuse du chrétien et non l'inverse. C'est pourquoi, nous ne pouvons pas engendrer la foi. Affirmer cette anteriorité de la profession de foi sur la vie de foi, c'est reconnaître deux réalités qui sont fondamentales, surtout à notre époque : premièrement, la foi, et deuxièmement, la foi, et donc l'absence de Dieu dans la vie et dans les engagements des chrétiens ; deuxièmement, l'absence de la foi, et donc la solution de la vie des chrétiens à l'égard leur déposité ».

» Cependant, tout cathésiste qui entend l'annonce de la Parole de Dieu possède une expérience humaine, une expérience de la vie. Il n'a pas de réactions devant la proposition de la foi et sa compréhension du langage cathésistique.

L'évêque a exprimé le désir que cette question soit approfondie par la synode lors des prochaines réunions de groupes. Il convient, en effet, d'examiner de quelle sorte d'ambiguïté l'on parle quand on dit que le théologien, par exemple, est un homme de la foi. Car, entre foi et vie, il y a réciprocity de service et pour ainsi dire « circularité ». Les normes chrétiennes ne procèdent pas d'un système mais d'un discernement qui se fait à partir des attitudes du Christ.

**HENRI FESQUET.**

● **RECTIFICATIF.** — Après la publication, dans le *Monde* du 29 septembre, de la supplique adressée à Paul VI concernant les travaux du synode sur la catéchèse, émise par une trentaine de prêtres et de religieux, et une soixantaine de laïcs, nous avons reçu la mise au point suivante :

On nous prie de préciser que le Père Epeigne, fondateur des Frères missionnaires des campagnes, n'est plus supérieur de cet ordre religieux depuis 1961. « Cette présentation est d'autant plus dommageable, nous écrit le prieur général de l'ordre, qu'aucun membre de notre institut n'aurait accepté de signer ce texte ».

L'abbé Marie-Jean Mossand, qui succède à l'abbé Bernard Feillet à la chapelle Saint-Bernard de Montparnasse, y célébrera l'eucharistie, le samedi 8 et le dimanche 9 octobre, pour marquer l'entrée dans ses nouvelles fonctions. Originaire du diocèse de Besançon, l'abbé Mossand, soixante-cinq ans, était directeur adjoint du service interdiocésain des tram-vaux immobilières.

L'abbé Feillet, précise la revue diocésaine de la région parisienne *Présence et Dialogue*, demeure en rapport avec les milieux catholiques de la région. Une nouvelle nomination, tandis que l'abbé Pierre Tallec, présenté après sa mutation à la cathédrale de Bourges, par Jean-Baptiste Bernini, successeur possible de l'abbé Feillet, est nommé pour une année, « en mission d'études et de recherches ».

« Les congrégations plus ou moins laïques », ainsi que les membres de la communauté de la rue de Valenciennes, sont également, au moins provisoire, de ce qu'on a appelé l'affaire Feillet-Bernini. L'abbé Feillet, dit-il, et Bernard, qui s'en est déclaré très satis-

---

**ça peut  
rapporter**

**Table 1**

**LOTO**

 **MIRABEAU**  
CONCESSIONNAIRE  
**71 AV DE VERSAILLES PARIS 16<sup>e</sup>**  
(PONT MIRABEAU) Tél.: 524.46.66  
**Nouvelle gamme 6 cylindres, modèles 1978**



## SCIENCES

Transmise à l'A.I.E.A. par le Club de Londres

### La « charte » des exportations de technologie nucléaire est définitivement établie

Le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.), devrait recevoir, dans les prochaines semaines, plusieurs textes élaborés par les quinze pays du Club des pays exportateurs de technologie nucléaire qui s'est régulièrement réuni, à Londres, depuis 1975 (1). La décision en a été prise au cours de la dernière réunion du Club de Londres, les 20 et 21 septembre dernier. Cette « charte », qui fixe des règles auxquelles acceptent de se soumettre les quinze pays, harmonise leurs politiques d'exportation dans le but de limiter les risques de prolifération nucléaire, diffère peu des textes initialement adoptés à la fin de 1975 par les sept premiers pays du Club et qui avaient donné lieu au début de 1976 à un échange de lettres entre leurs gouvernements.

Les règles adoptées par les quinze sont, dans l'ensemble, plus restrictives que celles qui ont été fixées par le traité de non-prolifération des armes nucléaires (T.N.P.), puisqu'elles imposent aux pays acquiescants non signataires du T.N.P. de soumettre les installations qu'ils achètent au contrôle international. Elles n'ont cependant pas été adoptées au prix de discussions serrées, les Français, indiquent-ils à Paris, ayant dû notamment se battre pour qu'elles n'aient pas pour effet de limiter ces pays à s'aligner complètement sur le T.N.P. Les Américains, les Britanniques, les Canadiens et les Soviétiques voulaient en particulier que le pays acheteur mette sous contrôle international non seulement l'installation ou les matières stratégiques faisant l'objet d'un contrat avec un pays exportateur, mais l'ensemble de ses activités nucléaires. La France, qui n'est pas signataire du traité, a refusé que soit de la sorte instituée une « carte forcée » du T.N.P.

#### Les principales mesures

Une prochaine réunion du Club de Londres sera organisée « dès que cela sera jugé approprié », cette expression recouvrant des positions bien divergentes : les Britanniques, par exemple, souhaitent que le Club continue régulièrement ses rencontres, les Français estiment, pour leur part, qu'une telle réunion n'aura pas d'objet tant que ne sera pas achevé le « programme international d'évaluation du cycle du combustible nucléaire ». Rappelons que ce « programme », dit à l'initiative du président Carter, sera « lancé » au cours d'une première réunion d'experts, du 19 au 21 octobre prochain à Washington ; prévu pour durer deux ans, il étudiera huit « chapitres » recouvrant tous les aspects des cycles de combustible nucléaire possibles (le Monde date 2-3 septembre). La « charte » adoptée par les membres du Club de Londres compte, dans sa dernière rédaction, trois textes. Le premier fixe les règles applicables aux transferts de technologie nucléaire : le deuxième énumère la liste des matériels soumis à ces règles ; le

troisième précise les garanties de protection physique que le pays acheteur doit s'engager à exercer sur ces matériels.

● **POUR LES PAYS SIGNATAIRES DU T.N.P.**, les règles ajoutent de nouveaux engagements à ceux déjà souscrits au titre du traité (engagement à ne pas procéder à des explosions nucléaires ; mise sous contrôle international de l'ensemble des activités nucléaires).

— Le client devra respecter des « standards » concernant la protection physique des installations ou des matériels qui lui sont vendus.

— Il s'engage, pour une durée de vingt ans, à ne pas reproduire, pour lui-même ou pour un pays tiers, les installations vendues (ce que les Anglo-Saxons appellent « non copyright ») sans les mesures, à leur tour, sous contrôle international.

— Il s'engage à ne pas rétroceder à un pays tiers les installations vendues sans en avoir obtenu les mêmes conditions.

— Surtout, il ne peut pas dénoncer ces règles, alors qu'il peut toujours dénoncer le T.N.P. pour des raisons par lui jugées graves.

● **POUR LES PAYS NON-SIGNATAIRES DU T.N.P.**, les règles adoptées par les quinze, en plus des précédentes, prévoient :

— L'engagement d'une utilisation à des fins pacifiques ;

— La mise sous contrôle international de l'installation vendue.

Dans les milieux français, on se plaît à souligner que le contrat signé avec le Pakistan pour la livraison d'une installation de traitement respecte l'ensemble de ces règles.

Le texte ajoute, d'autre part, que, pour ce qui concerne les installations « sensibles » que sont les usines d'enrichissement et de retraitement, le pays vendeur devra « recommander » à son client de les construire dans le cadre d'installations « multinationales » ou « régionales ». Certains pays, comme le Canada, avaient souhaité que cette internationalisation soit obligatoire ; la France, notamment, s'y est opposée.

Enfin, les quinze se sont entendus, au cours de leur dernière réunion, sur les « sanctions » applicables au client qui violerait ses engagements : certains voulaient un embargo automatique, au cas, par exemple, où il ferait exploser un engin nucléaire ; faisant toujours valoir que ce serait imposer le T.N.P. à des pays qui ne l'ont pas signé, et qui ont donc le droit de se mettre au point de tels engins par leurs propres moyens, la France s'y est une nouvelle fois opposée. Il est finalement prévu que, en cas de violation supposée ou reconnue, les quinze se réuniront pour en établir, si c'est nécessaire, la ma-

tiérialité, et jurer des mesures à prendre.

La liste des matériels et matières soumis à ces règles comporte notamment, en plus des matières fissiles (au-dessus d'une quantité jugée « insignifiante ») : tous les réacteurs, à l'exception de toutes petites installations de recherche ; les cuves de réacteur ; les barres de contrôle ; le graphite pur de « qualité nucléaire » ; les tubes de zirconium (2) au-dessus d'une certaine quantité ; les pompes primaires de réacteur ; certaines machines de chargement et de déchargement de combustible, etc. ; les installations d'enrichissement, de retraitement, de fabrication du combustible nucléaire ; l'eau lourde et les installations permettant de la fabriquer.

Le troisième texte, sur les garanties de protection physique, reprend pour l'essentiel les recommandations de l'A.I.E.A.

X. W.

(1) En plus des Etats-Unis, qui en avaient suscité la création, le Club de Londres réunissait initialement le Canada, la France, la Grande-Bretagne, le Japon, l'Union soviétique et la R.F.A. En avril, ils ont été rejoints par la Belgique, le Tchecoslovaquie, la R.D.A., l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, la Suède et la Suisse.

(2) Le zirconium entre notamment dans la composition des gaines entourant le combustible nucléaire.

UNE EXPOSITION AU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE

### Sciences et techniques soviétiques

Le Palais de la découverte accueille, jusqu'au 3 novembre, une exposition, « Science et technique en U.R.S.S. », qui permettra au public de voir divers appareils et maquettes relatifs à l'astronautique soviétique, l'énergie nucléaire, la métallurgie, l'électrochimie. Deux autres expositions sont organisées parallèlement : « L'urbanisme en U.R.S.S. » à l'Agora de la ville nouvelle d'Evry, jusqu'au 18 octobre, et « L'enseignement supérieur en U.R.S.S. », du 17 au 30 octobre, à l'école d'architecture et des arts décoratifs de Grenoble.

Les visiteurs du Palais de la découverte pourront voir quatre maquettes d'engins spatiaux : la sonde Mars-3, premier objet à se poser sur cette planète en février 1971, un satellite de télécommunications Molnya, et un satellite Météor de mesures météorologiques ; enfin, le satellite Orel, conçu dans le cadre de la coopération franco-soviétique, et qui a permis d'étudier les aurores boréales.

Sont aussi exposées une calculatrice de poche électronique et une chaîne haute-fidélité, qui sont de bons témoins de l'actuel développement économique de l'U.R.S.S. On peut voir aussi un bel ensemble de cristaux artificiels, y compris des diamants.

Dans le domaine de l'énergie nucléaire, l'U.R.S.S. expose la maquette d'un Tokamak-10 d'étude de la fusion thermonucléaire, celle du réacteur à neutrons rapides SN-600 refroidi au sodium liquide, et qui doit avoir un rapport de surrégénération de 1,4 ; autrement dit, il produira 140 grammes de plutonium chaque fois qu'il consommera 100 grammes d'uranium. Il y a aussi des maquettes

montrant les deux types de centrales nucléaires dont s'équipe l'U.R.S.S.

L'inauguration de cette exposition a été l'occasion, pour M. Jacques Sourdis, secrétaire d'Etat à la recherche, de rappeler l'importance de la coopération entre les deux pays dans le domaine de la recherche scientifique. Un programme d'approfondissement de cette coopération a été adopté, le 30 septembre, lors du voyage de M. Raymond Barre à Moscou. Il porte sur les neuf thèmes de l'astronomie, de la chimie, de la géologie, de la sismologie, des sciences de la vie, de la biomédecine, de l'agronomie, de l'énergie solaire et de la biologie marine. La coopération dure maintenant depuis une dizaine d'années, et le ministre a rappelé quelques conditions nécessaires à son épanouissement : la stabilité des contacts entre laboratoires, la nécessité de « dépasser les frontières administratives », et celle d'une évaluation critique des résultats. — M. A.

\* Palais de la découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris, tous les jours sauf lundi, de 10 heures à 18 heures. Prix d'entrée, 3 F.

# Traitement réparti, ou Confusion répartie?

Pour résoudre votre problème de traitement réparti, la plupart des sociétés d'informatique se contentent de vous apporter leur solution toute faite. En fournissant sa solution sur vos besoins, Hewlett-Packard vous évitera beaucoup de déboires. Et beaucoup de confusion.

Si votre investissement en matériel informatique est déjà important, la première chose à éviter c'est un plan de traitement réparti de données qui risque de faire vieillir votre installation ou d'être lui-même dépassé dans quelques années.

Hewlett-Packard peut simplifier les problèmes d'implantation de la puissance de traitement. Nos systèmes peuvent vous aider à tirer le meilleur parti de votre système actuel, à informatiser de nombreuses fonctions que vous exécutez actuellement par des moyens manuels et vous laisser la maîtrise centrale grâce à des liaisons avec votre gros ordinateur. De plus ils peuvent s'adapter aux changements.

Ces performances globales font du HP 3000 l'ordinateur idéal au niveau du département de l'entreprise. En effet, vous pouvez recourir à ses services pour des problèmes aussi divers que : traitement des commandes, gestion des stocks, comptabilité analytique et calcul des besoins matières.

Vous constaterez une amélioration considérable du rendement dans votre usine, votre bureau de vente ou votre centre de distribution. En même temps, vous disposerez d'un meilleur système de saisie des données pouvant réduire les erreurs de saisie et donc

les coûts de transmission. En outre, notre système peut évoluer facilement, soit au sein d'un département, soit dans le cadre d'un réseau d'ordinateurs.

#### Un réseau d'ordinateurs à votre disposition.

Notre nouveau logiciel transforme un ensemble de HP 3000 en un réseau extrêmement simple et fonctionnel. A partir d'un terminal, vous pouvez utiliser les programmes, les fichiers et les données répertoriés dans n'importe quel HP 3000 interconnecté. Il suffit pour cela d'identifier l'ordinateur auquel vous voulez parler et vous êtes connecté.

Avec la même facilité, vous pouvez transférer des programmes et des fichiers d'un HP 3000 à l'autre et exécuter en même temps un traitement local et un traitement éloigné.

De cette façon, les points éloignés peuvent obtenir beaucoup plus rapidement des informations précises et d'actualité que lorsqu'ils sont tributaires d'un ordinateur central surchargé.

#### Comment un petit ordinateur exécute les travaux d'un gros ordinateur.

Grâce à la polyvalence du HP 3000, le système peut exécuter des programmes en traitement par lots pendant que vous obtenez des informations de l'ordinateur sur un terminal.

Vous pouvez utiliser également jusqu'à six langages de « gros ordinateur », exécuter de grands programmes et élaborer un logiciel rapidement et à peu de frais, (cet aspect prend toute son importance quand on considère la

montée en flèche des coûts de programmation).

Le moniteur d'exploitation est si évolué qu'il constituera le cœur de l'ordinateur pendant de longues années. Vous pouvez donc ajouter des éléments à votre système sans avoir à abandonner vos anciens programmes. De plus, la souplesse caractéristique du HP 3000 vous permettra de faire face à l'évolution des besoins en matière de traitement réparti.

#### Exploitation des données brutes.

Votre gros ordinateur dispose d'une base de données pour regrouper des informations apparentées au sein de fichiers facilement accessibles. Cette possibilité est tout aussi importante au niveau des points éloignés pour permettre aux utilisateurs d'obtenir instantanément les éléments d'information dont ils ont besoin, et sous une forme facilement compréhensible.

Le HP 3000 dispose d'une fonction de gestion de base de données extrêmement efficace pour faire apparaître des imprimés, des titres, des en-têtes de pages et des colonnes. Et grâce au logiciel DS/3000, vous pouvez appeler n'importe quel fichier HP 3000 du réseau.

#### Un bon produit ne suffit pas.

L'assistance vient toujours en tête des préoccupations de Hewlett-Packard, avant et après la vente, avec formation sur place et documentation complète. Près de 1 000 ingénieurs-systèmes et ingénieurs de maintenance, répartis dans 65 pays, assurent la maintenance et peuvent proposer leur assistance à la mise au point de programmes d'application.

Si vous voulez voir plus clair dès maintenant en matière de traitement réparti, renvoyez-nous le coupon joint.

HEWLETT  PACKARD

France: B.P. 70, 91401 Orsay Cedex - Tél. 907 78 25

Bon à renvoyer à Hewlett-Packard France, Z.I. de Courtabœuf, B.P. 70, 91401 Orsay Cedex.

Je désire recevoir votre documentation sur le traitement réparti sans confusion.

Nom \_\_\_\_\_

Fonction \_\_\_\_\_

Société \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

FG



**CAPEL**  
habille en long  
comme en large

• Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003 Paris, 272.25.09.  
• Capel Rive Gauche : centre com. Mairie-Montparnasse 75015 Paris, 538.73.84.  
• Capel Madeleine : 28 bd Madeleine 75008 Paris, 286.34.21.

Préparation annuelle

**SC.PO**

sur place (3 centres à Paris) ou par correspondance

- Examen d'admission 1<sup>er</sup> année ;
- Préparation sélective 2<sup>ème</sup> année ;
- Soutien en cours d'A.P.

CEPES : 722.94.54 ou 745.94.19

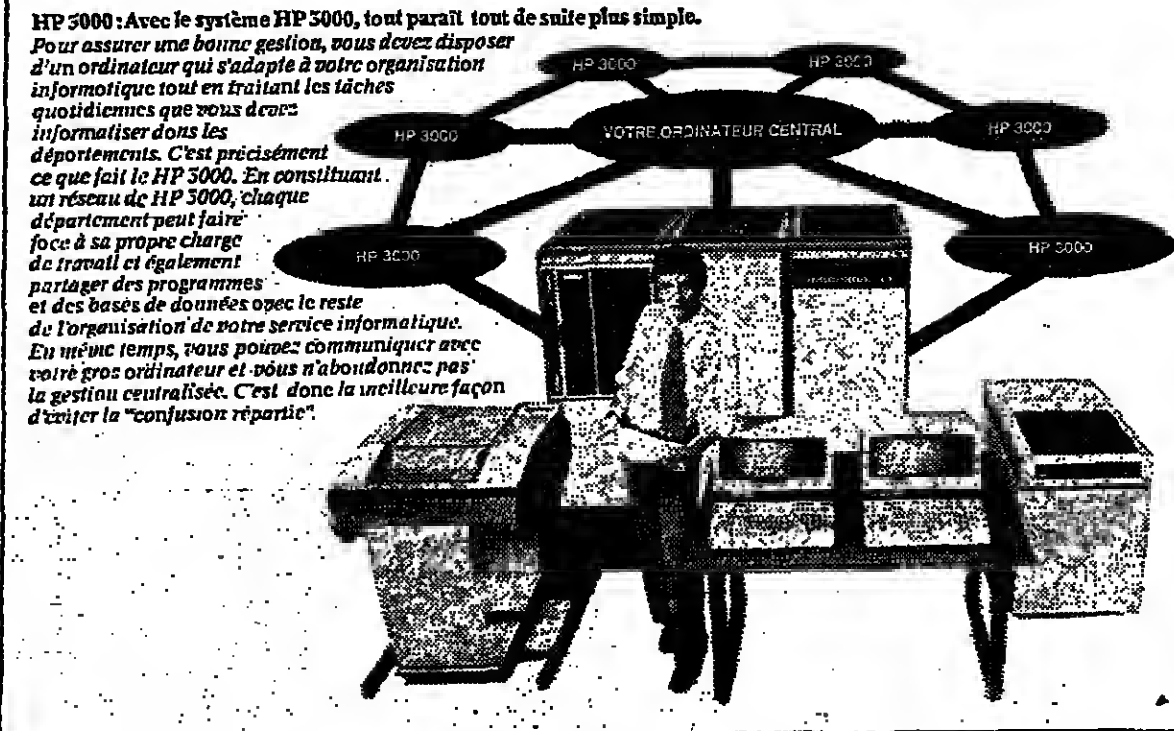
NOTRE

**Télex**

POUR VOS COMMUNICATIONS

nos services vous permettent de communiquer avec les autres. Vos correspondances sont réceptionnées par télex : rapidité et efficacité.

**Service Télex**  
43.21.62 + 345.00.28  
85, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS





**CLUB ANGLAIS**  
ENGLISH SPEAKING CLUB  
Séances hebdomadaires de conversation avec professeurs d'anglais et d'anglais parlants.  
Aux vacances (et de l'été), séjours d'été en Angleterre, Espagne, Allemagne, Italie.  
TARIF SPECIAL JEUNES.  
21, rue des Beaux-Arts à Paris 12 - 01-45 45 45

**Centre ISTH** Centre  
**AUTEUIL - TOLBIAC**  
Institut privé des Sciences et Techniques Humaines  
**PRÉPARATIONS ANNUELLES OCTOBRE À JUIN**  
Examen d'entrée à :  
**SC PO**  
• Entrée en 1<sup>re</sup> année  
• Soutien en cours d'AP  
• Procédure admission  
en 2<sup>e</sup> année  
• Préparation par correspondance  
TAXES COUPURES DE RESSORTIE  
DEPUIS 1963  
AUTEUIL 5, rue de Valenciennes  
75019 Paris - Tél. 224 00 02  
TOLBIAC 93, av. d'Italie  
75013 Paris - Tél. 216 82 36

**APPRENEZ L'ANGLAIS EN ANGLETERRE**  
★ Hébergement et école dans la même maison.  
★ 5 heures de cours par jour, pas de fin de semaine.  
★ Petits groupes (maximum 8 étudiants).  
★ Enseignement dans toutes les langues, Laboratoire de langues modernes.  
★ Ecole reconnue par le ministère de l'Éducation anglaise.  
★ Pêche, loisirs, chasses, sports, etc. Situation tranquille bord de mer.  
Écritures aux :  
REGENCY HOUSE  
KENT, G.A.  
Tél. : 0161 512-12  
ou : Mrs. G. Smith,  
4, rue de la Préfecture,  
91 SAUNON.  
Tél. : 0152-24-33 en soirée.

(Publicité)  
**Diplômes pour un emploi**  
La COMPAGNIE EUROPÉENNE DE FORMATION PERMANENTE (C.E.F.P.), dans le cadre de ses programmes « Formation - Emploi » prépare aux diplômes d'hautes études demandés par les employeurs : Chambre de Commerce britannique, Chambre de Commerce espagnole, Cambridge First Certificate, Foundation International Lengua Española. Début des cours le 4 octobre. Tous les programmes, pour les salariés, donnent lieu à une Convention de Formation avec les entreprises. Les étudiants individuellement bénéficient de conditions particulières. Les programmes d'espagnol intensif sont pris en charge par les ASSOCIÉS pour les personnes à la recherche d'un emploi. - C.E.F.P. - 9, boulevard Bonne-Nouvelle, 75003 PARIS - Tél. : 233-67-08.

**EPDSM** enseignement privé  
4, place St Germain des Prés  
(rue de Rennes) 75001 PARIS  
Tél. : 222-66-20 / 540-42-31  
**AMÉNAGEZ VOTRE TEMPS POUR ACQUÉRIR UNE QUALIFICATION**  
ENSEIGNEMENT PRIVE A DISTANCE  
"Préparation aux diplômes d'État"  
• Baccalauréat de Technicien F.S.  
• Brevet de Technicien Supérieur, S.T.S., en 2 ans  
5 Options : Secrétariat, Tourisme, Distribution  
**CERTIFICAT DE FORMATION PROFESSIONNELLE**  
en formation accélérée d'un an  
Secrétariats : Médical, Touristique, de Direction  
"Possibilité d'Enseignement combiné cours Ours et à Distance"  
**EPDSM** 4, place St Germain des Prés  
(rue de Rennes) 75001 PARIS  
Boulevard de la République et à retourner  
Demande de documentation sans engagement  
NOM :  
Adresse :

(Publicité)  
**ÉDUCATION DE L'ENFANT**  
stage destiné aux pédiatres, au personnel médical et aux membres de l'enseignement  
du 14 novembre 1977 au 31 janvier 1978  
Inscriptions : UNIVERSITÉ DE PARIS-VII, Services Formation Permanente, Route de la Touraille, 75271 Paris Cedex 12, tél. 374-12-60, poste 323 et 374-22-26

**efot**  
vous prépare aux  
**CARRIÈRES ARTISTIQUES**  
DESIGN • GRAPHISME • DESIGN •  
DÉCORATION d'ARCHITECTURE INTÉRIEURE  
PHOTOGRAPHIE et AUDIOVISUEL  
Programmes complets de formation : méthodes adaptées  
aux exigences professionnelles • Stages de fin d'année  
Cours du jour, Cours du soir, Formation Permanente  
des adultes en cycle court et séminaires  
RENSEIGNEZ-VOUS CE JOUR  
504 61 33 (Madame Moreau) ou sur place  
100, rue de Valenciennes, 75019 Paris - Tél. 224 00 02

**ANGLAIS**  
usuel ou commercial  
six niveaux avec disques  
ou cassettes  
Egalement :  
**ALLEMAND**  
et **ESPAGNOL**  
CELEC  
Formation par correspondance  
Organisme privé  
10390 La Rivière-de-Corps  
(25) 79-16-86

**CENTRE SUPÉRIEUR D'ÉTUDES COMMERCIALES C.E.C.**  
Enseignement privé par correspondance  
Préparation aux carrières comptables  
☐ Brevet professionnel de comptable  
☐ Probatoire  
☐ D.E.C.S.  
☐ EXPERTISE COMPTABLE  
☐ Commissariat aux comptes de sociétés  
Documentation gratuite sur le centre de votre choix (cocher ci-dessus).  
NOM :  
PRÉNOM :  
ADRESSE :  
CODE POSTAL :  
VILLE :  
51, rue du Bois-de-Boulogne  
92200 Neuilly-sur-Seine France  
Tél. Paris 747.00.30

**ÉCOLE NOUVELLE DE GENOVI**  
DE DROIT DES ÉTRANGERS  
Préparation  
aux Examens d'État de  
L'EXPERTISE COMPTABLE  
Quelques places  
encore disponibles !  
**B.T.S.**  
2<sup>e</sup> Année  
Cours du jour  
100, rue de Valenciennes, 75019 Paris  
Tél. 224 00 02

## ÉDUCATION

A Clermont-Ferrand

### Un professeur licencié fait la grève de la faim dans un centre d'apprentissage

Quatre cent cinquante élèves sont privés de cours

De notre correspondant

Clermont-Ferrand. — Le Centre de formation des apprentis du bâtiment de Clermont-Ferrand a fermé ses portes le mardi 4 octobre. La décision avait été prise la veille au terme d'une réunion extraordinaire de l'association pour la formation professionnelle dans le bâtiment et les travaux publics, qui gère l'établissement. A l'origine de la crise : la grève de la faim commencée depuis dix jours par un professeur d'enseignement général de Français et de législation. M. Paul Banny, maître ouvrier militant C.F.D.T., licencié en juin dernier et qui réclame sa réintégration. L'enseignant travaillait depuis quatre ans au centre. Malgré la décision de l'association gestionnaire, l'enseignant continue sa grève de la faim dans la salle des professeurs. Quatre cent cinquante apprentis, répartis en dix classes, sont privés de cours. Au mois de juin, le comité central de coordination de l'apprentissage du bâtiment des travaux publics avait décidé de supprimer quinze postes d'enseignants dans l'ensemble des centres dont il assure en France la coordination. A cette même époque, un accord national avait été signé par la direction et les syndicats prévoyant la mutation ou le reclassement des licenciés. L'accord fut appliqué pour quatorze enseignants, mais M. Banny fut laissé pour compte. Son licenciement avait reçu l'aval des services de la direction départementale du travail et de la main-d'œuvre.

Réaffecté, M. de Rodat, président de l'association gestionnaire, déclara : « Je préfère que le centre ferme ses portes plutôt que de voir la dégradation de M. Banny. C'est chose faite depuis mardi. Une grande partie des vingt enseignants du centre de Clermont-Ferrand considèrent que la mesure prise à l'encontre de M. Paul Banny s'inscrit dans un contexte de « répression ». « En sept ans », rappelle la section C.F.D.T. dix-neuf personnes ont été sanctionnées, dont sept licenciés ou contraints à démissionner. Le 23 septembre, la très grande majorité des enseignants avaient débrayé pour demander le respect des accords nationaux.

Le conseil d'administration de l'association gestionnaire comprend six représentants des employeurs, six représentants des

salariés (trois C.G.T., deux C.F.D.T. et un G.G.C.), ainsi que deux du C.F.A. de Clermont-Ferrand. Le directeur de l'établissement, un représentant de la municipalité de Clermont-Ferrand, et un représentant de la chambre de commerce et d'industrie. Le président, au cours de cette réunion, avait déclaré : « Si M. Banny quitte le centre, il recevra son salaire jusqu'à connaissance du résultat du recours déposé auprès du ministre du travail par le C.F.D.T. En revanche, si l'enseignant continuait la grève de la faim dans l'établissement, il considérerait que les cours ne pourraient être décaissés normalement et proposait la fermeture du centre. Seule la C.F.D.T. s'est opposée à la proposition. La C.G.T., tout en condamnant les licenciements, considère d'un mauvais œil le type d'action engagé par M. Banny. « Il est regrettable, déclarent les délégués du C.F.D.T., que l'enseignant n'ait pu se faire au niveau des syndicats de personnel. La fermeture du centre n'est rien d'autre, en effet, qu'un abus de pouvoir du président, et elle ne se justifie pas. »

Mardi, dans la salle des professeurs du C.F.A. de Clermont-Ferrand, des représentants de la C.F.D.T. ont fait son éloge. Le jour de grève de la faim, entouré de ses collègues et amis de la C.F.D.T.

JEAN-PIERRE ROUGER.

**Grève pour un demi-poste à Périgueux**  
**LES LYCÉENS ATTENDENT TOUJOURS LA RENTRÉE**

La rentrée n'a toujours pas eu lieu pour les élèves du lycée technique Albert-Claude de Périgueux (Dordogne). Depuis le 15 septembre, les agents techniques sont en grève pour obtenir un demi-poste supplémentaire. De ce fait, l'intérieur — où sont accueillis les trois quarts des élèves — ne peut héberger les lycéens venant de régions périphériques éloignées. Les enseignants techniques ont également débrayé.

Une centaine de lycéens ont manifesté, le mardi 4 octobre, dans les rues de Périgueux pour demander le respect des cours. La veille, les parents d'élèves avaient rencontré le recteur de l'académie de Bordeaux. Au cours de cette entrevue, M. Renaud Paulhan devait expliquer, qu'il manquait des postes dans le lycée — de la ville, mais que ce n'était pas une raison suffisante pour se mettre en grève.

Le Père Jean-Michel de Falco vient d'être nommé directeur de l'Institut supérieur de pédagogie (I.S.P.) par Mgr Pompadour, recteur de l'Institut catholique de Paris. Le Père de Falco, qui réside directeur des classes élémentaires de l'école Bosquet, succède à l'I.S.P. à M. Bernabé.

Fondé en 1963, l'I.S.P. réunit des chercheurs et des enseignants en pédagogie. Il doit évaluer prochainement, dans les locaux restaurés de l'ancien palais abbatial de Saint-Germain-des-Près à Paris. L'âge de trente-neuf ans, le Père de Falco était depuis 1974 directeur du centre d'information sur les techniques d'enseignement (département audiovisuel de l'I.S.P.).

Une délégation de la Fédération des conseils de parents d'élèves, conduite par M. Jean Cornet, a rejoint mardi 4 octobre une délégation du personnel enseignant, composée de M. Pierre Mauroy et Pierre Bérégovoy, membres du secrétariat, et de M. Louis Merzmann, député. Les deux délégations ont renouvelé leur opposition à la réforme Baby. Elles ont aussi constaté leur accord sur l'objectif de la création d'un grand service public, gratuit et renouvelé d'éducation nationale, intégré, sur une base nationale, et selon une procédure négociée, sans spoliation ni monopole, les établissements privés recevant des fonds publics, en assurant des garanties à tout leur personnel.

### Sciences Po.

• Préparation "Parallèle"  
• Préparation "Fleuve Tempé"  
IPEC  
46, bd Saint-Michel  
633.81.23 / 033.45.67  
Enseignement Supérieur Privé

APRÈS NEUF ANS D'EXISTENCE

### Fermeture de la crèche « sauvage » des Beaux-Arts à Paris

Après deux heures d'occupation, une trentaine de manifestants ont évacué, mardi 4 octobre vers 13 h 30, le bureau du sous-directeur de l'école nationale supérieure des beaux-arts à Paris. La police avait été appelée, mais l'évacuation s'est effectuée sans heurts. Les manifestants voulaient obtenir la réouverture de la crèche « sauvage » installée dans les locaux de l'école. Lundi matin, à la rentrée, les parents avaient trouvé la porte de la crèche fermée et clouée. Un avis du directeur annonçait : « La grève de la faim des enseignants dans l'établissement, qui pourrait avoir des conséquences graves sur la sécurité, de surcroît, les activités du Centre d'activités des enfants des Beaux-Arts. »

La crèche « sauvage » des Beaux-Arts, née des rêves de mai 1968, avait résisté à bien des « coups de chien ». Installée depuis l'automne 1969 dans les locaux de l'école, elle prit de l'extension dans la nuit du 1974 sous forme de « dômes » imaginés par des étudiants et des professeurs d'architecture (le Monde du 28 décembre 1974). Mais le spectacle de ces formes rebondies indisposait quelques riverains et les dômes furent rasés. Jusqu'à l'été dernier, la crèche avait regagné deux pièces et une cuisine dans un bâtiment de l'école. Aujourd'hui, elle est officiellement fermée.

A l'évidence, l'administration, qui s'était vu imposer la crèche, ne se réjouissait guère de la présence des enfants. Elle fermait cependant les yeux et même... ouvrait la porte-monnaie. Les parents d'élèves des Beaux-Arts pour la plupart, ou résidents du quartier, payaient 250 francs par mois (nourriture et couchages compris). Mais les cinq « permanents » étaient rémunérés par l'école. L'an dernier, le directeur avait encouragé les parents à demander l'agrément de la Préfecture municipale de Paris (P.M.P.). Agrément accordé pour une année, reconductible sous réserve qu'une éducation diplômée fut recrutée, ce qui fut fait pour cette rentrée 1977.

Si la sécurité est le seul motif de la fermeture — et tous les parents sont prêts à reconnaître qu'il n'est pas prudent de faire passer quatre enfants dans deux pièces sous les échafaudages, pourquoi ne pas avoir cherché un autre local, une autre formule avec les parents, au lieu de licencier les enseignants ? L'unité pédagogique n° 6, celle de l'architecture, la plus contestataire au sein de l'école des beaux-arts venant d'être transférée à l'autre bout de Paris, il restait un abri qu'il était tentant de nettoyer.

Car la crèche des Beaux-Arts n'est pas une crèche comme les autres : les parents y sont chers

eux. Ils s'occupent eux-mêmes des enfants, les accompagnent en groupes au cirque, font la cuisine avec eux ; les horaires sont souples, de 9 heures à 19 heures. Et cela dure depuis huit ans. La direction de l'école et le cabinet du ministre de la culture vont proposer de « recenser » les enfants dans des crèches voisines, s'il en existe avec des places disponibles. Si la crèche des Beaux-Arts est définitivement fermée, elle aura disparu le jour même où Mme Nicole Pasquier, députée nationale à la condition féminine, repart à l'étranger, est tombée d'accord avec le président de la République pour administrer « qu'il n'y a pas d'urgence de crèches » et qu'il « faut trouver des solutions ».

CHARLES VIAL.

### DEUX NOUVEAUX CENTRES DE TÉLÉ-ENSEIGNEMENT POURRAIENT ÊTRE INSTALLÉS EN PROVINCE

Le Centre national de télé-enseignement (C.N.T.E.), qui emploie cinq cents agents techniques et administratifs et quatre cents enseignants qui assurent l'enseignement par correspondance (1), ne sera pas transféré de Vanves (Hauts-de-Seine) à Rennes. C'est ce qu'on indique au ministère de l'Éducation, en réponse aux rumeurs de transfert qui circulent depuis plusieurs semaines parmi le personnel du centre. Il a bien été envisagé, à la demande de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), de décentraliser certains services dépendant du ministère de l'Éducation, mais ces projets sont aujourd'hui abandonnés. En revanche, il est prévu d'installer deux nouveaux centres de télé-enseignement, dont l'un à Rennes. Ces deux centres s'ajouteraient aux six qui existent déjà (Grenoble, Lille, Lyon, Rouen, Toulouse, Vanves).

Alerté par les personnels du centre de Vanves affiliés à la C.G.T., au S.N.E.S. (Syndicat national des enseignants de second degré) et au S.N.A.U. (Syndicat national de l'administration universitaire), M. Guy Ducloux, député communiste de Hauts-de-Seine, avait déposé une question orale à l'Assemblée nationale, le 28 septembre, demandant les raisons d'un transfert qui n'est pas prévu, et les conséquences négatives sur les conditions de travail des personnels et « aboutissant en fait au démantèlement et au dépeçage de cet indispensable service public ».

(1) Le Monde du 24 février.

## POLICE

### Armons-nous...

« Les fonctionnaires et agents des administrations publiques chargés d'un service de police ou de répression sont autorisés à acquérir et à détenir des armes et munitions des catégories 1 (98 1, 2, 3, 4, 5 et 6. »

Cet article d'un arrêté du 12 mars 1973 suscite aujourd'hui quelque émoi dans les rangs de la police. Depuis quelques mois, le ministère de l'Intérieur a décidé de mettre en pratique ce texte vieux de plus de quatre ans en suggérant aux fonctionnaires, à grand renfort de notes de service, d'acheter eux-mêmes les armes que nécessite leur mission (1). En ces périodes d'austérité, l'économie est d'importance — un pistolet de calibre 8 millimètres coûte, au bas mot, 1 600 F — même si, pour ne pas se montrer trop pingre, l'administration, à défaut de « prime d'outillage », offre de payer les cartouches.

Mais une telle disposition entraîne aussi à brève échéance un risque de prolifération d'armes de tous calibres. Gardiens de la paix comme inspecteurs, tant soit peu fortunés vont pouvoir acheter, avec la bénédiction de leur employeur, Smith et

Wesson, 357 Magnum, pistolet-mitrailleur, voire mitrailleuse ou fusil-mitrailleur (ces deux dernières armes figurant au paragraphe 4 de la première catégorie). Alors que l'emploi des armes par la police est déjà jugé parfois abusif, qui ne craint de contrôler l'usage d'une gigantesque panoplie de dizaines de milliers d'armes de toutes les calibres ? — J. S.

(1) Contrairement à une idée répandue, de nombreux sautoirs de personnes sont autorisés à détenir des armes : outre les policiers et agents des « services de répression », sont concernés par ces dispositions les fonctionnaires « exposés à des risques d'agression », les porteurs ou convoyeurs de valeurs ou de fonds, les ordonnateurs, les officiers généraux du cadre de réserve, les officiers de réserve et les sous-officiers d'active. Les entreprises « qui se trouvent dans l'obligation d'assurer la sécurité de leurs biens ou la garde-garde de leurs personnes » sont également autorisées à acquérir et à détenir des armes de catégorie 1 (à l'exception du paragraphe 4) et 4. Les membres des associations sportives de tir peuvent détenir de six à douze armes de calibre 8 millimètres au moins, carabines et fusils de tout calibre ou de quatrième catégorie à percussion centrale (moins de 8 millimètres).

La C.F.D.T. et la réforme des structures de la police. — « Les mesures initiales n'ont été que le sucre qui permettait de faire passer la dragée », a déclaré mardi 4 octobre M. Georges Guillermon, secrétaire général de l'Union fédérale C.F.D.T. de la police nationale, à propos des réformes initiales et structurelles de la police décidées par le ministère de l'Intérieur (la Monnaie des 3 et 23 septembre). M. Guillermon a notamment critiqué le projet de réforme du code de procédure pénale tendant à attribuer la qualité d'officier de police judiciaire à tous les inspecteurs et à certains officiers de la police en tenue, texte qui devrait être discuté au Parlement lors de la présente session. « Sous couvert d'une meilleure efficacité, cette réforme met en place des structures que nous n'hésitons pas à qualifier de dangereuses pour les libertés individuelles et collectives », a déclaré M. Guillermon.







## Une sélection



« Harlan County U.S.A. »  
vu par Beonnati.

## Cinéma

**LES INDIENS SONT ENCORE LOIN**  
de Patricia Moraz  
(Lire notre article page 19.)

**AU-DELA DU BIEN ET DU MAL**  
de Liliana Cavani

La réalisatrice de *Portier de nuit* ou *encore choquer*. D'une autre façon : inspiré de certains épisodes de la vie de Nietzsche, son dernier film raconte une expérience à trois de « nouvelle morale » à la fin du dix-neuvième siècle. On admirera la reconstitution d'époque de la Visconti, la sûreté d'une mise en scène créatrice d'atmosphères tendues et troublantes.

**PARADIS D'ÉTÉ**  
de Gunnar Lindblom

Une grève dans une ville minière du Kentucky filmée en « cinéma direct » par une jeune femme qui se veut militante politique avant d'être réalisatrice. L'engagement aux côtés des mineurs luttant pour leurs libertés syndicales et leur dignité. Une réalité sociale brutale et le juste regard d'une cinéaste sur une Amérique dont Hollywood ne rend jamais compte.

**HARLAN COUNTY U.S.A.**  
de Barbara Kopple

Une grève dans une ville minière du Kentucky filmée en « cinéma direct » par une jeune femme qui se veut militante politique avant d'être réalisatrice. L'engagement aux côtés des mineurs luttant pour leurs libertés syndicales et leur dignité. Une réalité sociale brutale et le juste regard d'une cinéaste sur une Amérique dont Hollywood ne rend jamais compte.

**UN AUTRE HOMME, UNE AUTRE CHANCE**  
de Claude Lelouch

Pendant le siège de Paris, la fille d'un douanier reproche à un jeune photographe de prendre dans une église transformée en hôpital des images des opérés. Quelques semaines plus tard, ils partent tous les deux pour l'ouest de l'Amérique. Ainsi commence le plus beau film de Lelouch, western campagnard, poème d'amour, où Geneviève Bujold confirme son talent et sa vérité.

**PADRE PADRONE**  
de Paolo et Vittorio Taviani

L'éducation d'un petit berger sarde qui construit sa liberté en découvrant la culture mot à mot. Adapté du témoignage de Gavino Ledda, palme d'or du Festival de Cannes, c'est un des bonheurs de cet automne.

**ANNIE HALL**

Woody Allen (Alvy Singer) raconte sa vie et parle d'Annie Hall (Diane Keaton), qu'il aime. On ne va pas pleurer pour ça, mais comprendre, grâce au rire, l'Amérique d'aujourd'hui.

**LA MACHINE**  
de Paul Vecchiali

Comment précipite-t-on un assassin vers la guillotine ? Un règlement froid et logique sur les rouages d'une société qui n'a pas aboli la peine de mort, un film qui nous obtient en pleine conscience.

**UNE JOURNÉE PARTICULIÈRE**  
d'Ettore Scola

La rencontre exemplaire d'un homosexuel et d'une mère de famille, par une journée de mai 1939, où Mussolini accueille Hitler. La radio, dans la cour, diffuse la voix du fascisme pendant que Loren et Mastroianni confrontent leur humilité.

— ET AUSSI : Le Diable probablement, de Robert Bresson (un monde fini pour des jeunes sans Dieu) ; Valentin, de Ken Russell (avec Nureev, deux mythes en miroir) ; L'Amour en herbe, de Roger Andrieu (l'amour fou et contrarié de deux adolescents) ; Cet obscur objet du désir, de Luis Buñuel (l'anarchie des sens et l'explosion de l'ordre bourgeois).

## Théâtre

**ZOUC**  
au Palace

Elle revient, la solitaire Vaudoise, tout en noir : après l'Albion, le R'Albion. Elle arrive avec d'anciennes histoires — son histoire qui a déjà tant fait rire — et d'autres composées depuis, moins amères, plus sarcastiques. Elle accroche ses images d'angoisse à des clips d'œil railleurs. Elle a travaillé encore son art de la grimace, du théâtre.

**LA JEUNE FILLE VIOLAINE**  
au Biothéâtre

Plus que quatre jours (dernière le samedi 8) pour voir cette pièce de Cyprien de Jean-Pierre Dusseaux, dans une très belle mise en scène de Jean-Pierre Dusseaux.

**EROSTRATE**  
au Mouffetard

C'est le Misanthrope revu et radical (Alceste tire dans la foule). Mise en scène et interprétation par une filiale de l'entreprise Vitez-Mesguich, donc passionnante.

**LE BATEAU POUR LIPALIA**

à la Comédie des Champs-Élysées

Un dramaturge soviétique du troisième âge, frais comme l'ail, Alexei Aronovitch, a su écrire une histoire d'amour entre deux personnes qui frisent la soixantaine, une ancienne actrice et un vieux chirurgien. La pièce est jouée actuellement dans toutes les grandes capitales. Chez nous, Édouard Fautourel et Guy Tréjean sont parfaits.

**PAS D'ORCHIDÉES POUR MISS BLANDISH**  
à la Porte-Saint-Martin

Le grand beau ténébreux bizarre de notre théâtre populaire, Robert Hossein, transforme un policier célèbre de « Série noire » en un spectacle envoûtant, sous-marin, assez cinématographique. Excellents dialogues par l'auteur de San Antonio.

**BERNADETTE ROLLIN**  
à la Vieille Grille

Actrice gaie et gracieuse, chanteuse à la voix claire et ombreuse, Bernadette Rollin, comme une magicienne, par ses images de belles histoires et chansons, nous fait courir les mers, les pays, les gens d'ailleurs. Une aventure fraternelle.

— ET AUSSI : Ce soir je perds, au Petit Bain (Alain Sachs triste et drôle, tout seul dans le grand hôtel Novotel, un nouveau lieu du café-théâtre).

## Musique

**NIGERIA ET MALI**  
au Festival d'automne

(Lire notre article page 17.)

**DEUX NUITS À L'OPÉRA**  
avec l'IRCAM et P. Boulez

Deux concerts exceptionnels, avec l'Orchestre de Paris, sous la direction de Boulez : la création européenne, le lundi 10 octobre, de la Symphonie d'Elliot Carter, et, le lendemain, de la Symphonie vocale, extraite de l'opéra de B. A. Zimmermann : Die Soldaten, jamais joué en France, alors qu'il s'agit d'une œuvre maîtresse du répertoire lyrique contemporain. En seconde partie de ces deux soirées, le Chœur de Barbe-Bleue, de Bartók, en langue originale (avec Y. Minton, S. Nimsgerg et J.-L. Borraut).

**L'INTERPRÉTATION DE LA MUSIQUE**  
de Haydn à Schubert

La Fondation pour l'art et la recherche a choisi l'Agora d'Eury pour y tenir un colloque international, imaginé par Dimitry Markovitch, les 13, 14 et 15 octobre, sur les thèmes : les instruments, l'interprétation, le répertoire et l'édition. Une vingtaine de communications, chaque jour, de 9 heures à 17 heures, et, le soir, un concert réunissant des artistes qui illustrent diverses tendances sur des instruments anciens. (Renseignements au 238-05-26).

**NOUVELLE LUTHERIE**  
à la Biennale

Après les instruments des frères Lemmenier, le 5 octobre, la lyre électronique de Pierre-Jean Crozes, le 12 : une lyre en altuglas aux cordes munies de capteurs électromagnétiques. (Musée d'Art moderne de la Villa de Paris, concerts tous les mercredis, à 18 h 30.)

**LATIF AHMED KHAN**

Découvert au dernier Festival de Rennes, un percussionniste virtuose de l'Inde du Nord qui renouvelle l'art du tabla. (Palais des Glaces, le 7 octobre, à 20 h 30.)

— ET AUSSI : Pierrot lunaire au Nouveau Carré, tous les soirs, à 21 heures, jusqu'au 9 octobre, par le groupe Contrastes. Erwartung de Schoenberg (avec J. Martin), jeudi 6 au grand auditorium de Radio-France, sous la direction de G. Amy. Le même soir, salle Pleyel, à 21 h 30, récital de Victoria de Los Angeles (de Scarlatti à Debussy avec un dénouement par l'Esplanade). Rentrée de l'Ensemble intercontinental (vendredi 7, à 20 h 30, au Théâtre de la Ville) : créations et reprises d'Alcina, Méfano, Tahra et Halfter. Samedi 8, à l'abbaye de Royaumont, M. Béroff, A. Dumay, B. Pasquier, F. Lodon et P. Amoyal se retrouvent l'espace d'un soir pour les quintettes de Schumann et de Brahms (renseignements chez Durand). Les Concerts Colonne ouvrent leur saison au Châtelet dimanche 9, à 18 h 30, avec Schoenberg, Liszt et Beethoven sous la direction de J.-S. Béreau, avec G. Tacchino en soliste. E. Bergel dirige B.-L. Gelber et l'English Chamber Orchestra (Pleyel, lundi 10, à 20 h 30), tandis que le Quatuor Via Nova réunit Debussy et Franck le lendemain à Saint-Séverin (à 21 heures).

## Expositions

**GUSTAVE COURBET**  
au Grand Palais

(Lire notre article page 17.)

**LES COLLECTIONS DE LOUIS XIV**  
à l'Orangerie

Les plus précieux dessins, manuscrits, albums ayant appartenu à Louis XIV. Les collections très riches d'œuvres graphiques du roi avaient été constituées, notamment, par l'acquisition, en 1671, de plus de cinq mille dessins appartenant à Esmerald Jacob, lesquels sont à l'origine de l'actuel cabinet des dessins du Louvre. L'exposition comprend également des pièces provenant de la Bibliothèque nationale et de Versailles. Un regroupement exceptionnel de dessins italiens, flamands, allemands, de la Renaissance, et d'artistes contemporains de Louis XIV témoignant de la place que le goût du temps leur accordait.

**LA BIENNALE DE PARIS**  
au Palais de Tokyo

Un panorama électricité de la jeune production contemporaine. Rien d'inédit : d'une manifestation à l'autre, les biennales se ressemblent. Celle-ci fait encore plus largement que la précédente le point sur les artistes « individuels » qui s'abandonnent chacun, avec des techniques marginales, un petit système esthétique particulier. Elle donne aussi une place particulière à la vidéo et à la descendance conceptuelle. Elle propose enfin une plongée dans l'art des pays d'Amérique latine.

**HOMMAGE A RAOUL DUFY...**

Les Dufy des collections du Musée national d'Art moderne. Toutes les toiles, entourées d'un choix d'une soixantaine de dessins, gouaches et aquarelles. Pour le centenaire de la naissance du peintre.

... et **CLAES OLDENBURG**  
au Centre Georges-Pompidou

Deux cent vingt-six numéros pour une rétrospective des dessins, aquarelles et estampes du plus démythifié des pop-artistes américains, bien connu pour ses sculptures colorées, en plâtre et en vitrail, d'objets courants : hot dogs, sandwichs, cigarettes, grandeur Gargantua.

— ET AUSSI : Grands et Jennes, au Grand Palais (un Salon, quatre cent cinquante artistes, presque tous les courants contemporains) ; Illustration européenne, au Centre Georges-Pompidou (deux cent cinquante affiches, images publicitaires, d'animation, sélectionnées en 1977) ; Martonnetes et Martonnetes d'Afrique noire, au Musée de l'homme au programme du Festival d'automne.

## Variétés

**JACQUES BERTIN**  
à la Cour des Miracles

Un des plus importants chanteurs français d'aujourd'hui. Une écriture de poète simple et forte, lyrique dans sa nudité, une finesse presque animale pour faire surgir la réalité (20 h 30).

**PHILIPPE VAL**  
à la Mûrissier de bananes

Val sans Patrick Font. Des chansons-cris, de très beaux textes en forme de cascade d'images, d'émotions et de révolte (du 5 au 22 octobre, à 23 h 15).

## Danse

**MERCE CUNNINGHAM**  
à Nanterre

L'itinéraire d'un créateur qui a élargi l'espace de la danse à la mesure de notre environnement. Le Théâtre des Américains présente en danse soirée ses plus récentes chorégraphies, ainsi que deux « Soirées » (6 et 13 octobre), des répétitions et un débat public. (Samedi 8.)

**CAROLYN CARLSON**  
à l'Opéra

Carolyn Carlson met le point final à sa trilogie *This That and The Other*. L'ensemble de l'ouvrage constitue une sorte de vaste poème dansé en cinq parties. Il sera représenté dans son intégralité le 9 et le 14 octobre, à 14 h.

**HELIOGABALE**

au Théâtre de la Ville  
Une vision toute déjantée d'un thème emprunté à un visionnaire, Artaud.

— ET AUSSI : Graciela Martinez au Centre culturel du Marais (un onirisme pop) et Dominique Bagonet à Créteil (petite compagnie devient grande).

**Les Enfants du Placard**  
un film de BENOÎT JACQUOT  
A PARTIR DU 12 OCTOBRE

SAINT-SÉVERIN - MAC-MAHON - ACTION LA FAYETTE  
OLYMPIC ENTREPOT

**HARLAN COUNTY U.S.A.**  
une autre Amérique...  
un film de Barbara Kopple  
OSCAR HOLLYWOOD 1977  
DE QUEL COTÉ ÊTES-VOUS !

REOUVERTURE LE 17 OCTOBRE  
à l'espace Cardin, avec Michel Bouquet, Éléonore Hirt, dans ALMIRA, une pièce de Pierre-Jean de San Bartolomé, mise en scène de Jean-Louis Thamin. Location ouverte.

**LA BRUYÈRE - Dir. VITALY QUAT QUAT D'AUDIBERTI**  
Loc. : TRI. 76-99 et agences

**SYNDEAC**  
Le Syndicat National des Directeurs d'Entreprises d'Action Culturelle recrute :  
UNE DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE  
Ce poste conviendrait à personne connaissant bien l'Action Culturelle et ayant des compétences juridiques.  
Envoyer de toute urgence curriculum vitae et photo au secrétariat du SYNDEAC :  
B.P. 93 - 58004 NEVERS CEDEX.

**jean harlow contre billy the kid**  
Merveilleux spectacle, d'une force et d'une beauté d'acier, et en même temps d'une intelligence foudroyante. Un superbe moment.  
MICHEL FOUCAULT  
Une énergie considérable. C'est un séraphin... j'ai compris qu'il était au sommet sur moi.  
ALLEN GINSBERG  
**RECAMIER BOURSEILLER**  
3, rue Récamier - location 548.63.81 - M<sup>re</sup> Séverine-Bobylone

**ÉLYSÉE-MONTMARTRE**  
72 boulevard Rochechouart  
75018 PARIS, TÉL. 508.63.79  
Midi - Soirée - Samedi 19 h - 21 h  
**YVES SIMON**  
Première partie : SAHO et DAVID ROSE  
A partir du 1<sup>er</sup> octobre - 21 h - 1<sup>er</sup> dimanche

**HENRYK SZERYNG**  
violin  
Salle Pleyel  
9 octobre 1977  
à 17 h 45  
et l'Orchestre Lamoureux  
dir. Kenneth Klein  
Beethoven - Tchaïkovsky  
**PHILIPS**

**COMPAGNIE RENAUD-BARRAULT**  
**THEATRE D'ORSAY**  
GRANDE SALLE  
**HAROLD ET MAUDE**  
en alternance  
le mardi 18 octobre  
**LA VIE OFFERTE**  
7, quai A.-France - tél. 548.38.53 - ences

**PETIT ORSAY**  
**MADAME DE SADE**  
Mishima - Pleyra de Mendiargues  
mise en scène Jean-Pierre Granval  
en alternance  
les jeudis 6 - 13 - 20 - 27 octobre  
**LES LIBERTES DE LA FONTAINE**



## Patricia Moraz et « Les Indiens sont encore loin »

« POUR  
FILMER  
LA VIE  
IL FAUT  
LA METTRE  
EN SCÈNE »

« Dans quelle mesure peut-on généraliser le propos de votre film, Les Indiens sont encore loin ? »

— C'est la Suisse, mais ça aurait pu être la France, l'Allemagne ou l'Angleterre (et je songe à *Family Life*), qui n'importe quel pays d'Europe, avec des conditions économiques et politiques semblables. Et quand je parle de l'école, le lieu de l'humiliation, c'est un discours général.

« Il s'agit de la génération qui est venue juste après mai 68, et ça me fait penser à mes dix-sept ans, en 1967. On n'avait pas vécu la guerre, on n'avait pas eu l'occasion de s'illustrer. On rêvait d'être des héros, il y avait des livres sur la Résistance, sur le rôle qu'y avaient joué les femmes. C'était aussi la guerre d'Algérie, et on avait que la encore les femmes participaient. Le barytème a pris ainsi d'autres formes, ce n'est plus le bel. — Ça reste peut-être l'amour, mais pas les fantômes, les termes de la rencontre amoureuse se définissent autrement.

« Cependant le personnage de Jenny Kern est daté. Le film est daté. On dit bien qu'elle est morte en décembre 1976. Et le décalage entre ce que l'on pense aujourd'hui et, par exemple, au début du siècle, est montré. Le mal de vivre, disons la détresse, de Tonio Kroger, est inscrit au tableau noir. A cette époque-là, un garçon pouvait espérer être un poète. Tandis qu'avec la critique des valeurs culturelles, de la place de l'artiste dans la société, il me semble difficile aujourd'hui de se rassurer avec une ambition simplement individualiste.

« Une génération entière de lycéens parisiens qui ont eu seize ans en 1968 a été moralement touchée : beaucoup se retrouvent dans les hôpitaux ou les prisons. Et nous est tombé dessus quand nous avions vingt-cinq ans et un passé militant. Nous avons été arrêtés dans un élan social, mais nos bases étaient solides. Pour les adolescents, il y a eu une telle rencontre entre la révolte individuelle et l'histoire, que l'histoire, après, n'a plus jamais été à la hauteur, et qu'ils n'ont pas pu apprendre à vivre le décalage.

## Nourrir l'imaginaire

« Car l'adolescence est un âge très fragile. Toutes les tribus primitives ont un rituel de passage. Depuis qu'il y a l'organisation sociale, on a toujours trouvé des solutions, on a toujours veillé sur les adolescents. Plus maintenant. La communion solennelle, le bac, étaient nos rituels de passage. Mais ils ne correspondent plus à rien. Ils ont perdu leur sens. On donne aujourd'hui aux adolescents l'illusion qu'ils ont des privilèges d'adultes, sans en avoir conquis les droits, on en fait tout de suite des consommateurs. Il n'y a pas de place pour eux, et c'est finalement la catastrophe, la destruction.

— Considérez-vous que votre film est politique ?

— J'appartiens à la génération qui a revendiqué la politisation de l'art, et maintenant, ça se retourne un peu contre nous. La politisation de nous les artistes, entre autres par la télévision, est telle que ce n'est plus en prenant la politique directement comme sujet, que l'on touche les gens. Ça redéfinit l'importance de faire appel à l'émotion, de nourrir l'imaginaire.

« On m'a beaucoup dit que le film n'était pas politique, que c'était même la dérision de la politique. Je trouve que révéler la façon dont l'ordre social se constitue à travers le meurtre d'une adolescente, c'est attaquer gravement le monde, c'est une interprétation, un appel au changement. Il n'y a pas de modèle inscrit dans le film pour définir une orientation à prendre. Mais ce n'est pas parce qu'il y a deux militants

désenchantés qu'il y a désenchantement de la pratique politique. Dans le hors-champ du film, Guillaume et Mathias ont peut-être un autre type de discussions : nous ne les voyons qu'à travers Jenny et Lise, au café. Personne ne dit la même chose à tout le monde, on est tous morales, multiples. Au cinéma, on aime voir des personnages monolithiques, qui promettent une identité de fer à travers tout le film. C'est plus rassurant. Dès qu'ils sont montrés en interaction avec les autres, on est déçus.

— Revenons en arrière. Comment passe-t-on de la vidéo documentaire au cinéma traditionnel, avec une fiction et des personnages ?

— Avant, j'écrivais des scénarios. Et puis, en 1969, est apparu le vidéo. Pour les scénaristes, c'était très important, c'était la possibilité d'aller chercher à la base la matière brute de notre travail. J'écrivais à ce moment-là les *Petites Fugues*, avec Yves Kersin, et j'étais attirée qu'on puisse ainsi mettre en fiction la réalité des gens. C'était tellement atroce ce que je voyais autour de moi. Bien sûr, mon ambition, comme celle de n'importe quel cinéaste, c'était de filmer la vie. S'est alors développée l'idée de faire du « cinéma direct ». Après 1968, on ne pouvait plus ignorer que la plupart des gens n'avaient pas

Gaumont qui dit ça, le cinéma est une représentation, une manipulation. On montre les choses, mais pas telles qu'elles sont : comme on les ressent. Quel est l'instrument qui regarde ? C'est le metteur en scène, qui est son propre outil de contrôle.

« La supériorité de la fiction sur le documentaire, c'est qu'elle permet d'aller plus rapidement à l'essentiel. Elle apporte la densité, elle donne un poids de réalité, alors que c'est généralement l'inverse dans le documentaire. On est passif, submergé, il est difficile de sortir du sujet. Comment dans un documentaire aurais-je pu parler à la fois de Lausanne, des gens qui travaillent dans les cafés, de la politique, de l'influence germanique, de l'adolescence, de ce que c'est qu'être enseinte pour une adolescente ? On peut dire beaucoup plus par la fiction, parce que l'on construit un ensemble.

« Une fiction vaut par les règles qu'elle se donne pour sa représentation. Le fait des *Indiens* avance par ellipses. Chaque scène est une unité de temps, tous les personnages sont vus en présence de Jenny. Il y a la famille, l'école, le café. Il n'y a pas de regard totalisant sur les gens mais une cohérence entre ce qu'ils disent et l'endroit où ils le disent. Anna est de passage, elle est filmée de profil. Chaque personnage est représenté par son comportement et dans son rapport aux autres. C'est

inutile à la survie immédiate, alors on se demande si on a le droit. Que le cinéma coûte si cher en fait une question d'éthique. Il faut que la plus-value soit restituée. Il y a une responsabilité évidente.

« Longtemps j'ai douté qu'il soit important de prendre la parole, mais un moment arrive où l'envie de dire quelque chose est la plus forte. On se met à avoir une certaine confiance dans le regard que l'on porte sur ce qu'on a vécu et ce que l'on voit. A moins de l'envisager comme une carrière, qu'il s'agisse de spectacle ou du témoignage d'un auteur, c'est tardif, le cinéma. Enfin, pour moi. De toute façon, l'essentiel, actuellement, serait de pouvoir exercer son métier avec un minimum de continuité.

## Parler d'argent

« Le cinéma est un moyen d'expression complet, parce que c'est une pratique. L'artiste comme l'intellectuel peut penser qu'il est au-dessus des conflits. Le cinéaste ne peut pas les oublier : il est touché par une grève d'acteurs. Son métier est en relation directe avec la société, donc l'économie, et il passe par des techniques à maîtriser. Ça peut être un obstacle, et c'est pour ça qu'on loit au cinéma la médiocrité. Mais ces difficultés sont la garantie que le cinéma ira de plus en plus loin.

« Pour un réalisateur, il y a une période qui va de quatre à huit semaines, pendant laquelle il est confronté à l'existence d'autres gens, dont il utilise le savoir, à qui il doit rendre compte de ce qu'il veut représenter. Sade écrivait seul dans sa chambre, mais en voyant *Salò*, je me suis dit que Pasolini avait été obligé de s'expliquer sur tout, pour passer à la réalisation.

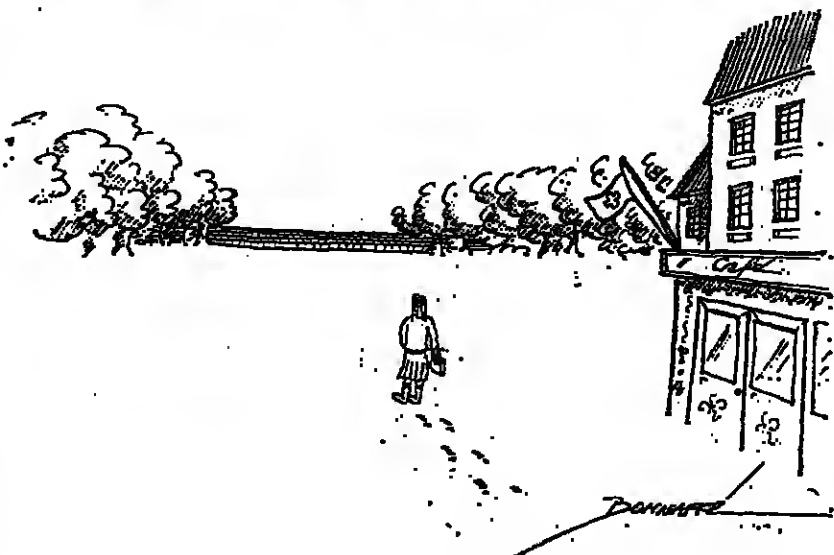
« Les quelques semaines de tournage sont une étape. Il y a toutes les autres : la solitude de l'écriture, la production. On se met à parler d'argent, on apprend presque le prix de la représentation des choses. On sait qu'un coucher de soleil c'est une journée de travail. Et si pleut ? Et si le soleil ne se couche pas ? Une simple phrase du scénario peut coûter entre trois et dix millions. On est amené à se poser des questions sur l'utilité du coucher de soleil. Puis il y a le montage, on récupère le film pour écrire une histoire avec un nombre de phrases limité.

« Avec l'amont que j'ai derrière moi, je préfère le cinéma à tout. C'est sans doute la nécessité d'appartenir à l'histoire, de témoigner. Contrairement au théâtre, qui est le lieu de l'imaginaire, on travaille avec une matière visible qui parle, et qui est la réalité. C'est pour ça, par exemple, que l'on ne peut pas se tromper d'acteur, car la caméra révèle le moindre frémissement. Imaginer un film, c'est faire parler les signes qu'on reçoit en masse, s'arrêter pour les regarder, et les organiser pour leur donner un sens. Un lieu peut devenir totalement représentatif d'un état d'âme, d'un comportement, d'une situation.

— Comment ça s'est passé pour Les Indiens sont encore loin ?

— A l'origine, il y a eu une image, le corps d'une adolescente dans la neige et un son, morte de froid et d'épuisement. L'école, les cafés, les rues de Lausanne, dont je me suis souvenue, en écrivant ici, à Paris, ont secrété l'histoire de Jenny Kern. Mais ce décor, nous l'avons toujours modifié, recomposé, à l'exception des salles de classes. Par exemple, le café est devenu comme la synthèse des cafés lausannois. Et pour la photo, Renato Berta a recréé la lumière tout en respectant les sources naturelles.

Propos recueillis par CLAIRE DEVARREUX.



la parole. Le cinéma, avec son coût, ne pouvait pas la leur donner. La télévision de l'époque, avec ses cadences et sa censure, ne pouvait pas non plus. Voilà pourquoi nous avons choisi de faire un film en vidéo, dans un asile psychiatrique. C'était un microcosme, le moyen d'aborder les questions qui se posaient alors, sur le travail, la marginalité, etc.

« Dans un documentaire, qui parle ? Celui qui est filmé ou celui qui filme ? Les deux, naturellement, mais l'ambiguïté est là. On filme les gens parce qu'ils étaient les porte-parole de ce que nous avions en nous. C'est pour ça que le titre a été *Voyage dans le Lot-et-Cher*, c'était un vrai travail de cinéaste. Son documentaire est construit selon une dramaturgie aussi rigoureuse que celle des meilleurs scénarios de la grande époque hollywoodienne.

« Mais avant de monter *Voyage dans le Lot-et-Cher*, j'ai décidé d'en revenir à la fiction.

— La fiction, pour filmer la vie ?

— Pour filmer la vie, il faut la mettre en scène. Le cinéma ce n'est pas la vie, comment peut-on le croire, c'est la

fonctionnement de cet ensemble qui m'intéresse, ce n'est pas un cinéma « clinique », qui objective les individus en mettant froidement en évidence leurs symptômes.

« De même pour Jenny. On n'entre pas dans sa chambre à coucher, on ne sait pas les rapports qu'elle a avec son corps, ce n'est pas un film psychologique sur une intimité. J'ai écrit toute sa vie, celle de sa grand-mère, celle de ses parents, et je me suis appuyée sur cette base pour ne regarder que ce qui émerge en des lieux où l'on peut rendre visite à quelqu'un. C'est pour que l'explication de sa mort ne soit pas centrée sur Jenny. Car ce n'est pas sa faiblesse qui est en cause, c'est la société qui a créé cette faiblesse. La société, représentée par des relais, les parents, les professeurs, les psychiatres, les films, relais que j'ai seulement suggérés, car les attaques individuelles sont dérisoires.

— Qu'est-ce que c'était, qu'est-ce que c'est, pour vous, devenir, être cinéaste ?

— Les gens de mon âge ont été marqués par Sartre qui a mis en évidence la responsabilité du créateur. Avoir la conscience de ce qui se passe ailleurs ça peut être un handicap. L'art, c'est

**LIMOUSE**  
exposition du 22 septembre au 29 octobre  
ARTCURIAL  
9 avenue Matignon Paris 8  
du mardi au samedi  
de 10 h 30 à 19 h 30

**CHOREGRAPHISME**  
Notre nouvelle ligne de sculptures et bijoux en br  
VERNISSAGE  
Espace PIERRE GARDIN  
1, av. Gabriel, Paris 9  
le jeudi 6 octobre, 18 h 30  
**ilias LALAOUNIS**  
PARIS : 364, RUE SAINT-HONORE - TEL : 261 55 55  
ATHÈNES - GENEVE - ZURICH - BERNE

**PARIS-SCULPT**  
52, rue Sasseau (8<sup>e</sup>)  
**PETITES SCULPTURES 77**  
Octobre

**LE TRINERIE**  
23, rue de Fleury - 544-72-83  
Accrochage  
du 27 septembre au 15 octobre  
des PEINTURES de la GALERIE  
Dans le cadre de l'École à la pro-  
mière exposition, avec le concours  
du ministère de la Culture et de  
l'Enseignement  
YVES KERSIN  
texte de José Pélissier  
du 28 oct. au 29 nov. 1977

**MAISON DU DANEMARK**  
142, Ch. Elysées, 2<sup>e</sup> étage 75008 Paris  
**IB BRAASE**  
Sculptures  
21.1 de 12 h à 19 h  
Dim. et fêtes de 11 h à 19 h  
jusqu'au 16 octobre - entrée libre

**GALERIE LAMBERT**  
**SAKURAI**  
14, rue Saint-Louis-en-l'Île  
PARIS (4<sup>e</sup>)

**GALERIE REGARDS**  
48, rue de l'Université (7<sup>e</sup>)  
du 14 h à 19 h (et lundi 25-10-22)  
**GUADAGNUCCI**  
MARBRES  
Du 5 octobre au 5 novembre  
Vernissage mer. 5 oct. (18 à 20 h)

**NEW-YORK**  
**FELIX VERCEL**  
présente  
**SCULPTURES DE G. CHARPENTIER**  
entourées d'un choix  
d'œuvres majeures de  
CHAGALL, PASCIN, SOUTINE  
KISLING, ROUAULT, PICASSO  
6-29 OCTOBRE  
9, AVENUE MATHIGNON  
PARIS 8<sup>e</sup> 256.25.18

**Simone Badinier**  
15, rue Guénégaud, 75006 PARIS - TEL. 633-04-38  
**BRITTA GIP**  
PAYSAGES DE SUÈDE ET DE LA CÔTE D'AZUR  
Du 6 au 31 octobre 1977

**GALERIE MARIE-JANE GAROCHE**  
54, rue du Faubourg-Saint-Honoré (8<sup>e</sup>) - 673-11-53  
**MARCEL PELTIER**  
Jusqu'au 30 octobre

La Foire d'Art pour tous ceux  
qui s'intéressent à l'art  
moderne. L'avant-garde  
tient la vedette de cette ex-  
position. Environ 200  
éminentes galeries de 15  
pays présentent tableaux,  
sculptures et objets d'art du  
20<sup>ème</sup> siècle : expression-  
nisme, cubisme, dadaïsme,  
surréalisme, Op Art, art  
cinétique, photoréalisme,  
documentations, objets  
sonores, film. Garantie  
d'authenticité pour tout  
acquéreur. Parc des Ex-  
positions Cologne-Deutz.  
Chaque jour de 10 à 20 h.  
**Internationaler  
Kunstmarkt  
Köln 1977  
26-31.10.  
26-31.10.  
Foire internationale d'Art  
Cologne 26.-31.10.1977**



NOTES PHOTOS

Ballets bleus 1900



Ce pourrait être un titre de Détection : le baron allemand pédéraste décevait de jeunes Siciliens. Le baron von Gloeden était un polisson : établi à Taormina au début du siècle, il passa sa vie à dénuder de petits garçons pauvres et à les faire poser, couronnés de fleurs ou d'attributs, dans une démarche d'adolescents mystiques et antiques, souvent voluptueux. Des tambourins ou des discoboles à la main, des flûtes de satyre aux lèvres, les adolescents semblaient statufiés entre les ruines d'un temple, descendus des frises d'un fronton. D'autres fois, mollement étendus sur un amoncellement de peaux de bête, de palmes, de tapisseries de soies, ils prenaient tristement des airs de martyrs chrétiens et lascifs. Le baron était généralement l'emploi de la feuille de vigne.

Ces tableaux viciants 1900 sont bien sûr follement pompiers et ne manquent ni de ridicule ni de charme. La police mussolinienne vit d'un mauvais œil cette esthétique décadente et perverse et confisqua une grande partie des photos. Moro, le camériste du baron, réussit à en préserver quelques-unes. Les Editions du Chêne sortirent, il y a deux ans, un très bel album, Taormina début de siècle, qui reproduisait un certain nombre de tirages originaux de son Gloeden. La Remise du Parc, ancien atelier d'artiste aménagé en galerie, à deux pas du trou des Halles, propose aujourd'hui une vingtaine de tirages inédits, des photos plus sages, moins détraquées que celles du livre, vendues entre 1 500 francs et 3 000 francs. Celle du petit garçon qui coupe les cheveux de sa sœur, déguisée en princesse, pourrait être une photo de Lewis Carroll.

\* Photographies du baron von Gloeden. La Remise du Parc, 2, impasse des Bourdonnais. Jusqu'au 30 octobre.

Aragon intime ?

On ne peut qu'avoir de la tendresse pour Aragon, pour ce gentil monsieur aux cheveux blancs, à la silhouette si sympathique. Jean-Louis Rabreau l'a photographié de 1971 à 1977, au hasard des jours, des rencontres, des amis. Ses photos sont présentées dans leur ordre chronologique et on avance dans ce livre comme si on se promenait soi-même avec Aragon, comme si c'était un ami. Les métamorphoses annoncées par le titre sont très quotidiennes : ce jour-là Aragon a les cheveux longs, cet autre jour il les a courts et il porte un chapeau ; cette fois il est en peignoir devant son petit-déjeuner, cette autre fois en costume dans un avion. Des temps de pose très courts : Aragon est là en mouvement, il marche, il parle, il s'écrit, il rejette son café de cravate, il vit. Il regarde très rarement l'objectif et parfois il lui arrive de mettre la main devant en ayant l'air de dire : cessons de jeu.

Sous ces photos court un texte d'Aragon écrit à la main, nature, emprunté à la Mise à mort et Théâtre/Roman : des réflexions, des questions, des réponses, parfois un peu tristes, sur la vie et sur le temps (ce qu'il importe, la vieillesse, ça unifie l'âme, sinon la peau). Jean-Louis Rabreau, photographe, est quasiment inattaquable derrière le nom de son modèle et de son éditeur. Un Aragon intime, pourquoi pas ? Mais on voit mal ce qui différencie ces « instantanés » d'un reportage qu'on aurait fait un matin sur la vie privée du poète. Aragon n'a pas eu le chic de se laisser séduire par un bon photographe. La postface de Danièle Salenac, délire froid et sophistiqué sur la mémoire photographique, est intéressante.

HERVÉ GUIBERT.

\* Aragon ou les métamorphoses. Photos en noir et blanc de Jean-Louis Rabreau. Gallimard, 54 F.

A FLORENCE

Les manifestations du sixième

Un ingénieur de machines

On comprend très bien pourquoi les Florentins ont voulu faire un sort à l'anniversaire de Filippo di ser Brunelleschi, né il y a six cents ans au bord de l'Arno. Trois ou quatre expositions d'une grande rigueur documentaire, un congrès international de spécialistes, une floraison de livres et d'articles, une ville qui, pendant six mois, en un, se met aux couleurs d'un artiste du passé ; c'est maintenant l'arsenal nécessaire à toute célébration au plus haut niveau, comme on dit, celle qui doit, à partir d'une œuvre prise dans l'histoire, justifier une « hérédité » comparable à ce qu'on voudrait obtenir pour un grand contemporain (les funérailles nationales avec un discours de Malraux).

Le cas de ce Pippo est bien choisi, parce qu'on ne peut être plus florentin que ne le fut ce petit homme à la réplique mordante, intraitable dans la discussion, immensément capable, conscient de l'être et généreux dans l'invention. Après tout, le couple qu'il a trouvé le moyen de construire, quand tout le monde balisait les bras, est toujours là, cet énorme dresse au milieu de la conquête du val d'Arno, dont elle donne merveilleusement l'échelle. Cette masse aux formes bien tendues déclare à elle seule le bien-fondé du mémorandum de 1420, où Pippo exposa la manière d'élever la coque d'un armada, sans cibles, ce qui commençait par bien faire dire le conseil de fabrique.

Documents en main

La genre d'activité qui fut celle de ce natif ardent prend aujourd'hui une résonance particulière : c'est l'homme de l'aménagement moderne réussi. Orfèvre et sculpteur au départ, il devient architecte à quarante ans, parce que c'est le moyen d'organiser l'espace humain. Dans une ville préoccuper l'attention à ses choix, aux proportions des bâtiments, à la tenue de la rue, il apportait les solutions qu'il imposait. Une nostalgie du grand style architectural qui manque à nos sociétés s'exprime dans cette célébration fort bien conduite.

Les documents originaux — surtout s'ils sont de parchemin — ont toujours leur séduction. Ici, ils ne manquent pas : Florence est une ville de notaires et de comptables, et il en est résulté, quand on s'est mis à faire l'histoire, des publications d'archives qui ont fait date, les érudits devenant un peu notaires à leur tour. Ces pièces, d'ailleurs interrogées, révèlent mille détails et permettent de restituer avec une belle pré-

cision l'arrière-plan socio-économique aussi bien que le climat intellectuel. En présentant une exposition documentaire sur Brunelleschi, l'« Archivio di stato » a derrière lui un siècle et demi de haute érudition. Rien ne tombe à vide de ces manuscrits indicatifs, la mention de Lapi, le père, notaire à Sainte-Marie-Nouvelle, les déclarations d'impôts de Pippo (fort négligé en ces matières), les paiements de la Fabrique (très important pour savoir, de Ghiberti et de Filippo, qui recevait et donc comptait le plus), les dossiers de chaque édifice, les témoignages de l'extraordinaire renommée de l'architecte dans toute l'Italie, et les campagnes des intellectuels en sa faveur (1).

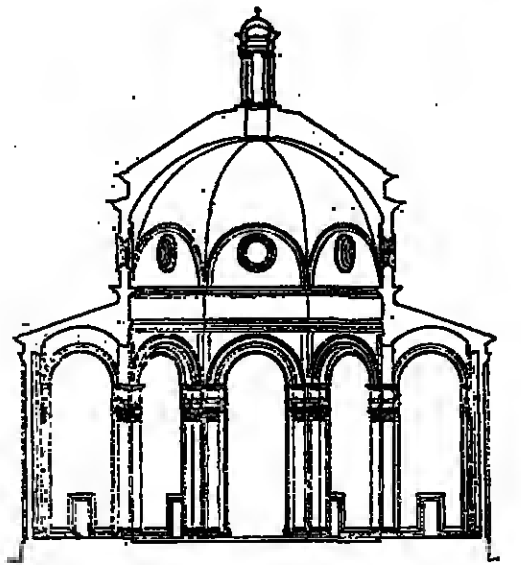
C'est l'occasion de retrouver en relief quelques textes, dont la force du « Gras Menusier », énorme « canular » agencé par Pippo, et l'importante biographie de l'architecte rédigée dès 1480 par un humaniste, Manetti, l'atmosphère si vivace et tendue de la Florence du Quattrocento, cette « aria », cet air subtil et incertain, à laquelle on a fini par attribuer le caractère inventif de la Renaissance. Les vieux Florentins ne craignent personne en fait de campanilisme. C'était, en fait, une incessante bousculade d'idées et souvent une mêlée paralysante. On a l'impression que l'affaire de la coupole inachevée avec ce tambour vide provoquait atterrissements et discussions tous les soirs. Checco avait une idée. Quand Brunelleschi élabora la merveilleuse sacristie de Saint-Laurent — qui est une coupole réduite posée sur un cube aux membrures impeccables de pierre sarrasine grise — on raconte que les curieux étaient si nombreux, si envahissants, qu'ils gênaient le travail des maçons. C'est la Florence.

On avait bien entendu, le matin des concours. Rien de plus fascinant que de mettre deux forces en concurrence. Brunelleschi en eut quelque chose, si il est assez passionné de repasser par ces péripéties, avec les pièces mêmes sous les yeux. En 1401, concours — fameux entre tous — lancé par la corporation de Calimala pour la seconde porte du Baptême : les deux reliefs de bronze doré, celui du vainqueur, Ghiberti, d'une maîtrise admirable, et du second, Brunelleschi, vigoureux mais trop complexe, sont face à face dans l'exposition qu'il revenait au Bargello d'organiser sur « Brunelleschi sculpteur » (2). Après la souplesse de Ghiberti, Pippo rencontre, dans un concours amical, vers 1410-1415 peut-être, son camarade Donatello : ces deux crucifix de bois, restaurés et analysés comme ils ne l'avaient jamais

été encore, se dégage, par contraste, la dominante monumentale et sévère propre à Brunelleschi. Deux formules toutes contraires pour une même clientèle.

Brunelleschi était un formidable inventeur de machines, de mécanismes à l'échelle de grues, palans, etc., un technicien complet, et il faut probablement considérer ses exercices sur la perspective comme un aspect de ces préoccupations pour la mise au point des maquettes et des dessins d'architecture (ses panneaux de 0,30 x 0,30 représentant la Basilique et la Palais vieux ont disparu, mais les biographes les décrivent avec grande attention). C'était une sorte d'ingénieur polyvalent, annonçant Léonard, qui, justement, a recopié dans ses carnets des recettes d'engins et des plans de Brunelleschi. On consultait celui-ci pour des éléments, des digues, des fortifications ; il dirigeait d'extraordinaires mises en scène de théâtre sacré dans les églises. Il aurait sans doute valu le peine d'insister aussi sur l'aspect du personnage. Nous aimons voir fonctionner les équipements d'autrefois (3).

Il était difficile de traiter les architectures, puis-



La dixième Biennale

Du Palazzo Strozzi au Grand Hôtel.

VINGT ans après... ce n'est pas le roman d'Alexandre Dumas, mais une réalité présente que la fuite du temps embrume inéluctablement. Grand Hôtel... ce n'est pas le roman de Vicki Baum ni le film qui en fut tiré, mais le constat positif d'un changement irréversible qu'enferme une modification des forces politiques dans tous les domaines et, pour ce qui nous occupe, dans celui de l'art, qu'il soit vu sous l'angle d'une optique commerciale ou celui de l'optique désintéressée du musée.

Qu'un parti bien encadré, ambitieux et démagogique — et quelles que soient la couleur de la chemise et la forme du salut — se lève au pouvoir ou au demi-pouvoir avec un « compromis historique », voilà qui fait glisser d'un coup une Biennale internationale d'antiquaires qui est dite « culturelle » dans un processus qui conduit peu à peu sans défaillance au nivellement par le bas, à une démocratisation qui n'est que l'euphémisme d'une médiocratisation. Le changement de décor est le reflet apparent de ce processus, car, quels qu'en soient les modèles, justifiés ou non, on en éprouve les conséquences inévitables : d'attirer une nouvelle clientèle moins fortunée, se contenter d'œuvres d'art qui, tout en demeurant parfaitement honnêtes, ne sont plus du rang de l'exception qui se payait à prix d'or. Dans cette perspective, on ne voit pas très bien ce que les musées devraient ici chercher comme nourriture pulcra, en fin de compte, et l'on tombe en arrêt devant un ouvrage peint ou sculpté de tout premier plan, l'ouvrage en question non si vende — pas à vendre — est bloqué et inventorié en tant que richesse du patrimoine national. Et c'est fort bien, on applaudit au principe, mais fonderait-il encore que l'ouvrage soit bécoté par les yeux de tous. La magie inopinée et temporaire à la lumière d'une Biennale le fera vite rentrer en berceau de son propriétaire, à moins que le propriétaire n'en soit lui-même un jour dépossédé par une autorité qui tient pour peu de chose la sauvegarde de la personne humaine. Ainsi on constate, en toute objectivité, un abaissement général de la qualité de ce qui est offert, les prix demeurent relativement hauts en millions de livres papier chiffon, pouvant satisfaire cependant une nouvelle classe sociale à revenu moyen, se formant un goût et un besoin dont l'efficacité et la tension atteindraient difficilement le vibrato des cordes propre aux choses supérieures.

Donc, changement de décor, ce qui ne signifie nullement que l'on ne puisse trouver derrière ce décor bien des choses enviables. Seulement

l'envie s'est déclassée, de biennale en biennale, jusqu'à ce dernier ressac. Du Palazzo Strozzi au Grand Hôtel, il n'y a que dix minutes de marche, mais une césure qui pourrait laisser entrevoir la fin d'un temps que les lois sociales ou économiques tentent d'abolir. Les murs en brossage du Strozzi, derrière lesquels s'étouffait la rumeur monotone des rues étroites de la ville médiévale, n'habitent plus ces échanges d'art déjà vieux de vingt ans. Le Grand Hôtel, dont la fonction exprime, devient le refuge d'exposants plus nombreux encore qu'auparavant — mais la valeur n'attend pas le nombre d'exposants... toutefois, sans pessimisme professionnel, on constate : il n'y a pas à déplorer le laisser de l'ancien, même si l'on a quelque regret du charme secrettement défendu du Strozzi, larmes inutilisées, pas de monchoix mesdames, les instruments de mesure, puisque, parallèlement à l'activité commerciale tenue à l'ex-Grand Hôtel, sont organisées au Palazzo, que l'on n'aurait pas voulu voir absolument déserté, des expositions se voulant culturelles, faisant un peu miroir à l'ancien, sur des thèmes d'accès aussi faciles que populaires comme la poste et la philatélie, l'aéronautique et la navigation spatiale, les instruments scientifiques, l'art de la table, de quel satisfaire tous les impératifs de la culture pour tous, tandis que l'ex-Grand Hôtel accueille les nouveaux venus à la curiosité. L'art va-t-il ainsi s'enliser dans un marécage politique ? Une esthétique à credo éthique peut seule permettre aux plus simples de s'élever et d'atteindre à la compréhension des plus hautes cimes.

La Foire !

« D'une manifestation où l'art avait la primauté sur le commerce, une suprématie a priori sur les valeurs fiduciaires, on a voulu faire une foire, en bien ! ou l'a. Des convives du Strozzi, le visiteur est passé à un dédale de deux cent quarante chambres d'hôtel reliées par d'étroits couloirs, où chacun peut se perdre aisément ou se heurter à des barrières de plantes vertes, sinon à des cordons, mais un circuit fléché de rouge, au sol et sur les murs, autorise la lunatique à s'y retrouver sur cinq niveaux donnant sur la Piazza. Opérant et sur l'eau toujours basse de l'Arno baigné de lumière toscane. Ce qui est presque miraculeux, c'est d'avoir su transformer ces chambres en autant de stands dont l'exiguïté est fréquemment le lot. Le chef d'étage ou la camériste ne sont plus là pour indiquer votre numéro de chambre, et l'on risque de tomber par inadvertance sur une

salle de bains à découvert lorsque l'exposant n'a pas pris la précaution de dissimuler baignoire, lavabo et bidet. L'imagination seule peut suppléer aux secrets d'alcôve évanouies, aux sourires printaniers des jeunes mariés en voyage de noces, aux souvenirs des manies de la vieille touriste anglaise arrivant de Venise avec les *Sonnes* de Venise de Ruskin dans une main et dans l'autre la laisse de son caniche habillé d'une couverture écossaise. Tout cela, et tous ceux-là ont fait place à environ cent vingt antiquaires italiens et vingt-trois étrangers. S'il y a miracle à doubler ce nouveau cap de Bonne-Espérance — affreuse ironie de la toponymie — c'est bien cette subtile transformation d'un immeuble à fonction hôtelière en un sériel où l'œuvre façonnée au sein est caillée, cirée, vernissée, bichonnée aussi précieusement que les incalculables suivantes d'un sultan d'Arabie. On jalousie l'incroyable habileté artisanale des Italiens, leur sens décoratif et leur goût qui leur permettent d'un tour de main d'opérer la transmutation du banal en des glorieuses et plus diversement personnalisées. Celles qui sont les plus réussies et les plus avenantes sont évidemment celles qui ont su respecter l'unité des objets dans le temps et dans l'espace de la *stanz*, évitant la surcharge de fouillis.

A cet égard, peu nombreux sont les stands qui ont observé le règle théâtrale, mettons-les à l'honneur : Camiciotti, curieusement, s'est fait le spécialiste de mobiliers français du dernier quart du dix-neuvième siècle copiant servilement le mobilier original du siècle précédent, avec un brio et une maîtrise étonnantes dans le façonnage aussi bien du bois que des bronzes. Beurdeley et d'autres sont infiniment respectables pour un travail si soigné dans le feubourg Saint-Antoine de 1875-1880, où un style Louis XV et Louis XVI règnent sur les valeurs fiduciaires, on a voulu faire une foire, en bien ! ou l'a. Des convives du Strozzi, le visiteur est passé à un dédale de deux cent quarante chambres d'hôtel reliées par d'étroits couloirs, où chacun peut se perdre aisément ou se heurter à des barrières de plantes vertes, sinon à des cordons, mais un circuit fléché de rouge, au sol et sur les murs, autorise la lunatique à s'y retrouver sur cinq niveaux donnant sur la Piazza. Opérant et sur l'eau toujours basse de l'Arno baigné de lumière toscane. Ce qui est presque miraculeux, c'est d'avoir su transformer ces chambres en autant de stands dont l'exiguïté est fréquemment le lot. Le chef d'étage ou la camériste ne sont plus là pour indiquer votre numéro de chambre, et l'on risque de tomber par inadvertance sur une

GALERIE ALEPH  
35, rue de l'Université, Paris (7<sup>e</sup>)  
261-05 114 à 119 h  
**W. SPITZER**  
Peintures récentes  
Expos. prolongée jusqu'au 15-10

GALERIE NATHALIE NORDRABAT  
41, rue de Valenciennes (7<sup>e</sup>) - 261-22-29  
**TRIADO**  
Du 28 sept. au 15 oct.

Gat. des ED. DE L'ERMITAGE  
**MECKSEPER**  
GRAVURES

33, r. Henri-Barbuse-S\* - 033-71-44  
Du mardi au samedi de 10 à 19 h  
Jusqu'au 19 novembre

Galerie Jacob  
28, rue Jacob (7<sup>e</sup>) - 033-90-06  
**DILASSER**  
Peintures récentes  
4 octobre - 4 novembre

GALERIE BERRI-SAINT-HONORÉ  
30, rue de Miromesnil, 75008 Paris - 263-00-66  
**GARDON**  
du 5 au 29 octobre

GALERIE CLAUDE REMERY  
3, pl. de Marché-Sainte-Catherine  
272-04-93  
**ROUILLY LE CHEVALLIER**  
Dessins, gravures, pastels  
Dim. 14 h 30 - 19 h 30. Jusq. 30 oct.

GALERIE PRINCIPLE  
12, r. Ferronnerie-1<sup>re</sup>, 223-18-11 (12 à 19 h)  
**SAINT-CRICQ**  
Peintures - Assemblages - Reliefs - 6-31 oct.

GALERIE ARTA - GENEVE  
17, Grand-Rue, 1<sup>er</sup> étage  
tél. : 51-12-77  
Jacqueline NORDMANN  
Claude RUSCH  
Exposition des œuvres de :  
DANIEL DEZEUXE, CHRISTIAN  
JACARD, JEAN-MICHEL MEURICE, JEAN-YVES PINCEMIN, CLAUDE VIALAT

GALERIE DES GRANDS AUGUSTINS  
18, rue des Grands-Augustins (7<sup>e</sup>) - 323-35-85  
**CLAUDE LE BOUL**  
présenté par MICHEL LANCELOT  
4 octobre - 19 novembre



## centenaire de Brunelleschi qui annonçait Léonard

quelles sont visibles depuis des siècles sur les deux rives de l'Arno. Les questions qui concernent ces édifices fameux entre tous ont été évoquées, et même en partie renouvelées avec espérance, par une présentation non des dessins de Pippo (il n'en existe aucun), mais des copies, relevés, études, propositions, réalisées d'après ses œuvres par des corrèges et des héritiers (4). Quelques pièces sur lesquelles il a été beaucoup discuté sont donc réunies, avec des observations qui éclairent les vicissitudes des édifices. Ainsi le fût de l'Arno, d'une plume délicate, Fra Bartolomeo a fait un croquis de la façade des Innocents, avec l'indication du portique (sans doute vers 1501, quand il était moine au couvent voisin de Saint-Marc).

Le dessin aquarellé traditionnellement attribué à Giuliano de Sangallo, qui offre un projet de portail à trois baies, pour Santo Spirito, est à lui seul tout un problème. Il oblige à repasser en imagination l'histoire de cette église capitale de la rive gauche, qui fut la dernière invention de Pippo. Quand il mourut, en 1446, il n'y avait encore que les fondations de la croisée du transept. Le parti était vrai-

ment d'une originalité, d'une clarté, d'une force esthétiques, les chapelles creusant les murs comme une ondulation, et on devait le sentir à l'extérieur. Il n'en fut rien. Il y avait des crédits (vingt-cinq de revenus de la gabelle du sel), mais les travaux étaient exécutés par des gens qui ne pouvaient pas interpréter une formule trop difficile et trop neuve. Quarante ans plus tard, en 1488, sur l'avis de la demande du conseil de Fabrique, préoccupé de l'achèvement de la façade, une de ces assemblées houleuses où s'affrontaient les épiscopales, en l'occurrence Giuliano de Majano, qui était en faveur du parti traditionnel de trois portes, et son rival Giuliano da Sangallo, qui soutenait l'idée de quatre ouvertures, dont avait parlé — sans autre précision — le grand Pippo. Majano l'emporta dans le vote. Sangallo était furieux. Mais l'on suppose que le dessin des Offices, trois baies très ornées, avec lunettes et oculi, a été élaboré par lui, pour rattraper son infortune. D'ailleurs, la famille nombreuse des Sangallo n'a cessé, par le suite, de vouloir s'inspirer du maître, et ce sont pour beaucoup leurs dessins qu'on recueille les Offices.

### Exaltation de l'architecte

Au tour du surprenant octogone de l'église des Anges interrompue faute de crédits en 1457, — et autour du noyau central du Palais Pitti (qu'on a eu tendance à retirer à Brunelleschi ces dernières années), les documents graphiques apportent des indications dont il faut tenir compte. Cette présentation — qui n'est autre qu'une apparence — permet ainsi de mettre en évidence deux faits essentiels. Brunelleschi était le génie inventif, bouillonnant, difficile à suivre, qui multipliait les propositions nouvelles, sans avoir le temps de les traduire en dessins d'exécution. Cet homme changea le cours de l'architecture occidentale, par sa conviction que l'édifice est un « organisme » qui doit être conçu globalement comme un objet rythmique à trois dimensions, dès le départ. D'où la nécessité d'un nouveau mode de « représentation » de l'architecture et sa mise au point de la perspective. D'où, également, la tentation de renvoyer la décision de détail à l'exécution, sur le chantier. Lui manquant, les méseventures ne pouvaient que se multiplier; et les biographes ont dû convenir que l'admirable Pippo ne cessait d'être trahi par les exécutants et les continuistes; son œuvre —

à part le coupole — a manifestement souffert de mauvais achèvements.

On comprend, enfin, le soutien sans réserve des intellectuels florentins pour la cause de Brunelleschi. L'admiration des contemporains de Laurent de Médicis, une génération après le mort de Pippo, prêche à celle qu'expriment leurs descendants cinq siècles plus tard. Il fallait, en l'occurrence, le défendre contre des critiques dont on devine l'apreté. Ils le faisaient d'autant plus volontiers que le chef-d'œuvre « dédaigné » de la coupole ou des inventions aussi nobles que la colonnade intérieure de Saint-Laurent démontraient que l'architecture était vraiment devenue « chose mentale ». La même disposition du portique en perspective acquiesce à Santo Spirito une tension encore plus forte, comme une équation plus savante. Le contrôle des moyens de la structure semble total : arc en plein cintre, supports de pierre grise se détachant sur le blanc des murs, aggrégation de cellules, perspective dominée... Il n'est pas étonnant que, pour les humanistes, les philosophes florentins, l'exemple-type, le « paradigme » de l'acte intellectuel, soit la création architecturale. Si Florence ne l'avait agacé avec « ses œuvres d'art brisées sur vous comme des pistolets », Valéry, demi-italien, aurait pu prendre Brunelleschi pour modèle au lieu d'Euphrates, et sa méditation nous aurait peut-être touchés davantage.

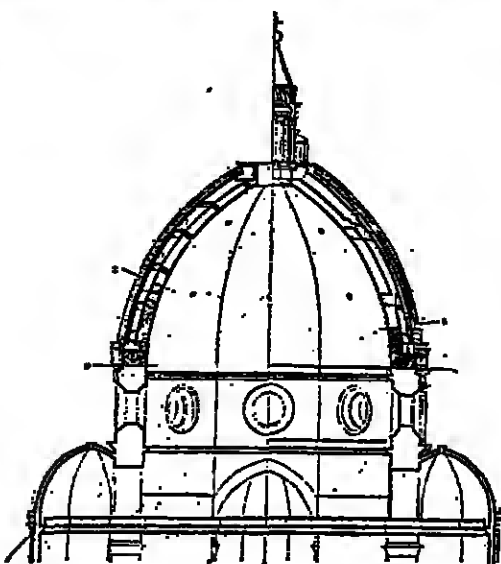
(1) Filippo Brunelleschi : l'uomo e l'artista, 200 documents présentés par Paola Benigni. Bibliothèque Laurentienne (jusqu'au 31 décembre).

(2) Brunelleschi scultore, catalogue par E. Michelini et A. Scuderi. Musée du Bargello (jusqu'au 31 octobre).

(3) Une salle de la technique est ouverte depuis le 24 juin au musée de l'Opera de Santa-Maria-de-la-Pieve.

(4) Disegni di fabbrica brunelleschiane. 55 dessins d'architecture des collections des Offices, présentés par A. Portant Tempesti, G. Marchini et G. Mirelli. Palais Médicis. La Vie d'Orto (du 15 octobre).

Le Comité du centenaire est présidé par le professeur G. Spadolini, assisté de G. De Angelis Ossati et L. Tassinari.



## internationale des antiquaires

### glissement et dernier ressac

par PIERRE GRANVILLE

le second n'a pas le clinquant du premier. La surprise estueuse du stand est d'y retrouver la cheminée, marbre et plaques de fonte, du défunt bureau directeur en robe rouge entouré de son bureau d'écritures à Florence. Au-delà de la belle tréteuse grise ne demeure qu'une façade. Ce complexe de tradition et de bel artisanat offre au regard un spectacle qui a de la tenue, et l'on y respire les vapeurs odorantes des jardins d'hiver de nos arrière-grand-mères.

Presque en vis-à-vis, De Carlo conserve l'unité d'un stand architecturé par une reviviscence de la haute époque : le mobilier y est d'une qualité exemplaire, tel ce meuble de sacristie ; les Primitifs y sont de la plus haute volée ; admirable Crucifixion par Agnolo Gaddi (vers 1370) où la Madone précède en robe rouge entouré de son bras le bas de la croix ; les bleus et les jaunes de la majolique chantent dans une vitrine, et des fonts baptismaux de marbre sculpté (Ravennat VI) s'imposent aussi bien par leur volume que par leur ciselure. Un siège à la Savonarole peut les contempler avec sévérité. Non moins remarquables, vus chez « Al Comunale », des fonts baptismaux en marbre calcaire à décor floral et animal provenant de Vénétie (XIV<sup>e</sup>), accompagnés de deux sculptures archaïques d'un puissant effet que la pierre rouge accentue : buste d'évêque et griffon.

#### Le mariage de raison

La pré-Renaissance et la Renaissance sont le ferment de la stanzza des Bellini. La sélection des œuvres y demeure au rang le plus élevé : fragment de prédelle par Parentino ; saint Jean-Baptiste en pierre grise ; Vierge en prière (bois polychrome rouge et bleu) d'une étonnante ciselure dans le geste, par un maître de l'école de Mantegna ; fragment de fresque piémontaise.

Chez Paolo Romano, c'est un autre climat que l'exposition a su créer avec un mobilier XIX<sup>e</sup> d'origines diverses : le mariage de raison est insinué entre un secrétaire autrichien à fronton (fin XIX<sup>e</sup>) et une grande table ovale florentine (vers 1840). L'unité d'un stand se réalise aussi par la spécialisation et la maîtrise des objets : ainsi la Galleria Barberini présente d'une part la majolique italienne et des bronzes sous forme de mortiers. Avec une fidélité sans faille, Robert Pinck invite le flâneur sur le chemin de la peinture flamande. Encore un stand heureux permettant d'apprécier une vision bien différenciée de celle de la peinture italienne, quoique nous y soyons introduits par ces peintures flamandes dits romantiques, venus chercher loin des brumes nordiques une lumière méridionale, qu'ils surent traduire à

leur manière. Dans l'ensemble proposé où le paysage animé domine, se détache le triptyque donné au maître des deux figures. Mais un paysage aux grands arbres, animé par des bergers jouant du pipeau, panneau peint par Paul Bril, ou bien le paysage montagneux par Momper, dévoré d'une lumière qui le transcende par l'imaginaire, relève aussi d'un même rêve spirituel. Si Théobald Michaux fait appel à des formules un peu répétées, Momper par contre, malgré le recours à un motif abondamment exploité, renouvelle un pouvoir d'évasion pour le spectateur par une scène de l'espace et des lointains : un tableau qui aère toute une salle.

Et puis, de-ci, de-là, d'une chambre à l'autre, en s'égarant ou en se retrouvant dans le labyrinthe, on beugnette ce que l'œil happe au passage comme une proie, qui un meuble, qui une peinture, qui l'objet insolite, comme toute la curiosité aigüe des curieux : de belle allure la paire de grands tritons en bois doré qu'un baroque génois (vers 1850) a déposés sur la table de Cézanne Lamyrou ; on retrouve décemment ces figures marines au sommet d'une paire de chaises en bronze doré Régence qu'une expositrice française de Boulogne-sur-Mer, Line Lemaire, perdus dans la foule transpirent, a placés sur le devant de son stand pour nous réchauffer de la flamme de ses volutes. C'est le modèle de Moreau (Versailles), mais non signé ; une table démontable en noyer, toute ajourée, à six pupitres de musiciens avec son coffre de voyage à laquelle manquent hélas ses laines de lumière pour nous éclairer sur le prix (Vendé, dix-huitième siècle) restituée minutieusement les plus beaux aïeux de Vividit, tandis qu'à ses côtés une paire de petites tables de nuit offrent à la main comme la caresse de ventres galbés (Antichità Ragazzi) ; le regard est en déroute devant un immense tableau de bataille anonyme où Autrichiens et Turcs s'entre-tuent dans des perspectives curieusement multiples (Guido Bartolozzi) ; le studio d'arte Massacini invite à la danse africaine avec de beaux masques anciens ; chez Tantiari Spada, une *Ménarve coquée*, un sein découvert, la lance à la main, perce froidement le regard du visiteur... donnée à Pignoni, peintre de cette école florentine du dix-septième siècle que le professeur Mina Gregori a su si bien mettre en lumière ; Martino Silvestri est toujours en quête de découvertes, et cette scène biblique à quatre personnages donnée à Giuseppe Marullo (a. 1850) dérive un certain mystère et une intensité de sentiment incitant le spectateur à faire haïte ; tout comme le regard du

promeneur est capté à la vue de ce *Portrait de jeune garçon*, attribué à Ludovico Carracci (Galleria Barberini) ; les tables sont nombreuses de ce genre de femme plus séduisantes, qui vous invitent à la « pasta », voyez celle de Toscani (Umbertina del Guerra) ou celle, plus raffinée, de Vénétie (Boranga).

#### La bonne espérance

Le stand 54 reconstitue une chambre à coucher à l'andane, lit à baldaquin, prie-dieu, coffre et armoire dix-septième siècle et, dans un recoin obscur, l'exposit, Guido Nestri, a placé un curieux tableau de l'école de Giovanni da San Giovanni, auteur de fresques au musée de l'Argenti (Pallazzo Pitti) — scène illustrant allégoriquement un dicton populaire, « Sept femmes et un homme », où ce dernier est plus ou moins déshabillé par les sept jeunes mégères dont une brandit son pantalon rouge, une autre des ciseaux, une troisième est couchée à terre et plénière par une compagne, l'ensemble apparaissant comme une sorte de rixe échouée bordelaise. La peinture ne manque pas de piquant (vers 1630) ; piquants d'une autre manière, alertes et pris sur le vif, les dessins de Stefano della Bella dont il Gabetto delle Stampe présente toute une série, à la plume ou au lavis ; si le trait incisif de Callot, dont il subit l'influence dès sa jeunesse ne se retrouve pas chez lui d'égal à égal, il y a néanmoins chez cet artiste un sens allègre et vital qui fait de l'œuvre de ce voyageur européen un témoignage sur les événements, les mœurs, les types et les costumes du milieu du dix-septième siècle.

On pourrait continuer longtemps le cache-cache des chambres d'hôtel en enfilade du rez-de-chaussée au quatrième étage avec pour tout recours des flèches volant en tous sens. Encore une fois, on s'y perd, on s'y retrouve, on découvre, on abandonne et on repart. Va-t-on embarquer sur cette navicelle en pierre grise d'époque romaine (dixième siècle après J.-C.) que l'on passeur de la Galleria Barberini offre au voyageur pour traverser l'Arno ? Elle y sonnerait sans doute cette barque de pierre venue d'Ancone sur l'Adriatique et qui faisait jadis office de fontaine. On peut revenir en arrière avec la « bonne espérance » de trouver encore dans la Biennale nouvelle manière de quoi s'émerveiller de peu ou de satisfaire quelques folles. Mais, malgré tout, on a le cœur un peu serré de ne pouvoir saisir son cheval à l'un de ces anneaux fichés dans la pierre du Strozzi.

★ Jusqu'au 15 octobre 1977.

## NOTES PHOTOS

### Un pays rudimentaire



Le titre est beau : « Parce qu'ils sont mes amis ». Après ses reportages sur le Maroc, la France méridionale, les gens de la rue et les espaces verts de New-York, Tom Marotta est allé en Roumanie photographier les gens simples, les paysans, les potiers et les tisseurs, celles qui ont des flics noirs autour de la tête et des gros chaussons de laine. En voyant ses photos, on se dit que finalement tout est photographiable, que tous les visages sont intéressants, que tous les regards ont une histoire qui mérite d'être racontée. Tom Marotta est également peintre et journaliste : il informe ses sensations, son travail est une sorte de photo-reportage des changements économiques et sociaux survenus en Roumanie depuis la seconde guerre mondiale.

Les couleurs de vente de la FNAC ne sont pas un lieu idéal pour l'exposition photographique. Les tirages présentés ici sont petits et serrés les uns contre les autres, tassés. Les gens viennent là pour retirer leurs agrandissements, mémoires de vacances, de mariages, de fêtes et de vacances. Petits secrets, petites lubies. Ils sont tellement impatients qu'ils ouvrent les pochettes sur place, en cachant leurs photos des regards voisins. Celles de Tom Marotta ne sont pas si éloignées que ça de leurs, elles les concernent, mais ils n'ont pas envie de s'arrêter, de regarder.

★ Tom Marotta : FNAC - Châtelet ; jusqu'au 22 octobre.

### Animales de luxe

HANS FEURER est un photographe de mode. La mode passe de la sophistication rétro au naturel « gipsy », de l'hyper-chic au style « travailleur » (salopette de mécanicien avec la poche pour le marteau). La mode est au brillant et au plect, à l'acier, au paillété, au gadget sexuel froissant ou sado-maso. Le skat coïto la resille noire, le lip-gloss saigne sur la bouche des femmes, le flash électronique palpite les corps et la juque des décors de studio. On dirait que tous ces photographes de mode font une réaction assez violente au flou romantique hamiltonien.

Hans Feuer travaille pour les plus grands magazines : Vogue, Nova, Nineteen, Elle... On lui demande de photographier des pulls, des chaussettes, des coiffures, des vernis à ongles. Il est assisté d'une styliste, d'un coiffeur, d'un maquilleur. Quand il doit photographier un mannequin de bain, il a le privilège de ne pas le faire au bord de la piscine de Massy-Palaiseau, on lui donne un billet d'avion pour Bornéo. Comme ça, il peut faire de « belles images », faire flatter ses mannequins dans une eau azurée et sérieusement rêver les ménagères.

Les femmes d'Hans Feuer sont un peu les jumelles des « femmes blanches » d'Helmut Newton, autre photographe de mode : la bouche carnassière, le regard dur ou vapoureux, le corps machine de sexe. Le catalogue dit : « Elles sont toujours en mouvement, décontractées et naturelles, les filles d'Hans Feuer. » La plupart du temps, il les a fait poser derrière les barreaux d'une cage, superbes animales de luxe. Quand Jean-Louis David, coiffeur, lui a demandé une photo pour une publicité, Feuer a transplanti une pin-up sur un chantier, un marteau-piqueur à la main. Et la photo de son affiche montre un poing de femme, combatif, mais à peine sorti de la manipulation esthétique. Provocation, récupération, diront certains. Pour un magazine de mode, les photos d'Hans Feuer ont suffisamment de classe et d'irrespect. Certains photographes arrivent à dissocier leurs travaux alimentaires de leurs recherches personnelles. A ces pieds de nez sophistiqués, on aurait préféré un travail plus personnel, plus solitaire. H. G.

★ Hans Feuer : Galerie Nikon, 1, rue Jacob ; jusqu'au 23 octobre.

TOUR LE LONG DE LA...  
RUE VIGNON en ses vitrines  
30 PEINTRES LESŒUVRES  
du 4 au 31 octobre  
Métro : Madeleine et Saint-Georges

Sabine Harvet  
**HAYN**  
44, rue des Francs-Bourgeois  
1<sup>er</sup> au 15 octobre 1977

LE SOLEIL DANS LA TÊTE  
10, rue de Valenciennes (9)  
**JEAN COUY**  
Octobre 1977

SALON MEBIS  
17, place des Vosges (4<sup>e</sup>) 278-21-19  
**OGIER**  
— Flâner en Auvergne —  
jusqu'au 26 octobre  
T.L.J. de 14 à 19 h. Dim. compris

GALERIE DES ORSEVAUX  
77220 Jouy-sur-Martin - 404-02-88  
ŒUVRES sur PAPIER  
KERNAN - A. SAVIN  
M. DUMONT - E. PÉRIER  
T. CHATEL - J.-P. L'ESPÉRIT  
H. LE BOUTILLIER, etc.  
Ouv. les week-ends et fêt. L.-V.

5 octobre au 5 novembre  
**MICHEL BIOT**  
Galerie du Centre  
5, rue Pierre-et-Léon  
(angle 22, rue du Bonaparte)

GALERIE ARESTA  
67, r. de l'Arbre-Bec-1<sup>er</sup> - 280-10-04  
Michèle  
**VAN HOUT LE BEAU**  
Tapisseries - Lithographies  
Du 5 au 25 octobre  
Ouv. 10 h 30 à 19 h, mar. au sam.

**FLAVIO-SHIRO**  
Peintures récentes  
Eclairie L'VER DE RUEF  
53, rue Quincampoix, Paris-4<sup>e</sup>  
Ouv. de 14 à 19 h. du mar. au dim.  
Jusqu'au 23 octobre 77

**JARDINS PRIVÉS DE PARIS 1977**  
HOTEL DE SULLY  
28, rue Saint-Antoine - 75004 Paris  
T.L.J. (sauf mardi) de 10 à 18 h. 30  
et de 14 h. à 19 h.  
Du 4 octobre au 3 novembre

**JARDINS PRIVÉS DE PARIS 1977**  
T.L.J. (sauf mardi) de 10 h. à 18 h. 30  
et de 14 h. à 19 h.  
Du 4 octobre au 3 novembre

**GALERIE LA CAVE**  
7, rue de Ménilmontant (9<sup>e</sup>) - 283-40-06  
**SERGIO TELLES**  
peintures  
Du 4 au 27 octobre 1977



• Ambiance musicale : Orchestre, F.M.S. : prix moyen du repas. J... h. : ouvert jusqu'à... h.

VAISACIS AUX HAIES	27-24	Ouv. jour et nuit. Chaux, et marais, de 22 h. à 3 h. du mat. av. l'heure du souper. Spéc. des vins d'Alsace et MUYZIG, la Baie des Glaces.
14, rue Coquillière, 11		
RESTAURANT PIERRE, F/Dim. et		Maison de réputation, fondée de la rue Second Empire, Diderot Sup. 50. Et
Place Gallien, 3	OPÉ. 97-04	Se carte. Poiss. grill. et spéc. du Sud-Ouest, Part. Sancerre à 40 fr.
CHEZ MANIS,	548-99-42	Jusqu'à 2 heures du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités
10, rue de Valenciennes, 7	OPÉ. 77-04	de la cuisine de France. Spéc. des vins d'Alsace et MUYZIG, la Baie des
FLORA DANIEL,	KLX. 20-41	19 h. à 0 h. 30 sur son superbe jardin. Spéc. Danaises et Scandinaves.
142, Champe-Métayer, 8	KLX. 81-25	Musée d'œuvre d'and. Festival de Beaumont. Mignon de Rennes. Canard.
JOSEPH	KLX. 87-33	Pour vous permettre d'aller au théâtre, on sert à partir de 18 h 50.
10, rue de Chateaufort, 5		de la cuisine de France. Spéc. des vins d'Alsace et MUYZIG, la Baie des
AUB. de REQUINWIER	770-20-35	Jusqu'à 2 heures du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités
11, Imbourg Montmartre, 21	KLX. 21-13	de la cuisine de France. Spéc. des vins d'Alsace et MUYZIG, la Baie des

**L'EPICUREN F/sam. midi et dim.** Jusqu'à 22 h. 30, 3 salles intimes autour d'une fontaine fleurie.  
1, rue de Metz, 6°. 329-55-78. Cassoulet de l'Océan. Lotion Bréval. Salmis de canard aux olives.

## RIVE DROITE

Jouqu' à 4 h. De la grillade à 8 2° à ses grillades de 16 à 24 F. Son yub, ses salades, ses crêpes avec arros plette de dans, par benquet.

Jouq. 22 h. Cadre confortables. Poid gras maison, choux farci au arabe, cancois rouennais poivre, crepe.

Le nouveau restaurant marocain à Paris. Salles climatisées. Un cadre et une cuisine raffinée. Salons. Ouvert jusqu'à 23 h. 30.

MICHEL OLIVIER propose une formule Deux pour 25 F a.c. (23,75 F) la midi et le soir jusqu'à 1 h du matin, avec ambiance musicale.

Jouqu' à 1 h matin. Fermé dimanche. Ses huîtres et coquillages, crêpes, grillades.

**J. 1 h. msa. Spéc. du Bourgeois : Cassoulet aveyronn., Confit canard, farfouillis au roquefort. Ses poissons grillés.**

**MICHEL, OLIVIER** propose une formidable Bouff pour 25 F a.d.n. (28,75 s.c.) le midi et le soir jusqu'à 1 h 30 du matin. Vaste clientèle.

**Déjeuners et Dîners** dans un cadre de verdure. Kios de veau aux morilles. Fonde d'archaïsme trais landais. Grillades. F/Sam. et Dim.

**Jusqu'à 23 h. 30 dans le cadre festif d'un palais marocain :** Pastilla aux pigeons. Michouh. Ses tagines et brochettes. MENU 50 F.

**Restaurant panoramique. Spécialités. Carte à partir de 80 francs tout comp.**

**Le plus pittoresque brasserie de Paris.** Ouverte jusqu'à 8 heures du matin. Ses spécialités. Fois gras jour, 21.50 F.

Nouvelle direction. Déjeuner d'affaires. Dîner-Souper. Cadre : toilettes de maître. Son célèbre « BOUF BOGE » et ses vins de propriété.

Cuisine française. Plats de raffinement. Vins doux. Sells d'apogée au grand gala de la gastronomie.

Dans un cadre rustique et baroque Vincent VINAGROU vous propose des produits venant directement des fermes du Périgord.

Fête de canard 18. Brochette de morilles 13. Caspacho à 6. Sou grasse. Pâtisseries 15. Sells de gigot 23. Pavé de jambon 26. Salle climatisée.

J. 22 h. Entrées : Tourment fra décolorés 23. Salade forte gras 25. Cordon-rouge 27. Poulet sauté 29. Saumon 31. Sells 33 35 F.

J. 12 h 30. Nouveau cadre 1930 confortable et douillet : ses grillades à 14 à 22. Ses Potons et Plateau du Jour. PARFUMS proche.

Ses amuse-incomparable de chocolatiers. Son danc d'autres, ses apés. Gâteaux. On sert tout, même les hors-d'œuvre classés à exporter.

Jusqu'à 22 h. Entrées : coquages, Potons. MEDIT 70 F. boies + serv. conc. 100 F. Sells 120 F. Sells 120 F. Sells 120 F.

Jusqu'à 23 h. Patrons aux fourneaux, ses SPÉCIALITÉS. Hors-d'œuvre. Crustacés. Feuilletés de homard 48. Cagoulie charnante 26. Cadre Louis XVI.

F/DIN. souz. Landi. Nouvelle Ansbere Brédienne : ses Spécialités, ses spécialités, ses spécialités.

J. 22 h 30, change ambulant. Contraintes. LEBLOC et ses attract. Abonnement, mangé. Menu 60 F + serv. et boia. Spéc. Nabelembien.

Jacquy's 22 h. 30, cadre méditerranéen. Dîners aux chand. Se formule à 25 F ; Salade au rosbif; pavé de charolais, pom. alimettes. Sa carte.

MICHEL OLIVIER propose une formule-Bœuf pour 25 F étn (28,75 F net). Jacquy's 1 h 30 du mat. av. amb. mus. du petit terrasse d'été, salle clim.

MICHEL OLIVIER : 3 hors-d'œuvre, 3 plats et 20 F net (39,50 F net) Décor classé comme historique. Terrasse d'été. Salle climatée.

Jacquy's 22 h. 30, le grillade devient gastronomique. Le plat authentique des caïes islandaises pour dessert. Salle climatisée.

J. 2 h. mat. Auteur de l'âtre : DINER, Souper. MENU 75 F vsc. Carte. Présente cuisine française. Spec. R.D.C. Cit jacquy's l'ando.

Jacquy's 22 h. 30, 60 F Terrine de porc - Jacques Cuvet de Saint-Jacques. Ongles, escalates. Rosbif. M.O.C. Cit jacquy's l'ando.

Jacquy's 2 h. 2. Charente du Morvan. Ses plats chauds lfr renouvelés. Bœuf bourguignon 14. Potée du Morvan 18. Petit saisi 18. Pr. de mer

Revêtements (cimbels), Langouste grillée, Poulette mouseronna. Canard à la catalane maison. Saucisson, Hôllet Salmon, Coqueville Michel. Melard, Cuisine Michel Moisan. Souper sur chandeliers 90 à 200 F.

Dans sa nouvelle brasserie art déco et costumes alsaciens, vous serez servis : une des meilleures choucroutes de Paris et les Pou-

OLYMPIE	634-46-55	Jusqu'à 4 h. Jean VASSILIS présente son nouveau spectacle grec avec sa formation. Menuis grecs, avec spéc. 50 F. Cerve, en sus, et sa Carte.
ROYAL DE LA GRANGE-BATTELIERE	T.I.A.	
THEATRE DE MOSCOU	S.T. 75-13	Grand spect. de gloire classé : V. Novakij et les Chœurs Russes : Trigueine, 100 F. Cerve, en sus, et sa Carte.
A.-Boumays, P. (Etoile). S.T.	T.I.A.	
VILLA D'ESTE	S.T. 75-44	Et dans... M. et M. Lines et son Orch. Menuis grec. 50 F. et Carte. P.-J. Vail-land, J. Meyran, C. Wright, M. Flanck. Piazzi. L. Aubrey on Monday.
A.-Boumays, S.T.	T.I.A.	
FORTE DU BOIS	72-94-92	M. Bekier présente : Spect. « Non-Stop » animé par J.-P. DURAND.
Porte Maillot, 16°.	T.I.J.	Show de F. Dorlan. attr. : les Pechmanns, J. Davis. Menu 15 F. v.c.

COTTAGE LA METAIRIE de l'Oise L'Isle-Adam. Réa.	489-01-14	Changt de propriétaire. Cuisine personnalisée du chef Ch. Delahaye. Salon pour repas d'affaires et banquets. Fermé mercredi.
LE PARC à VILLENOMBLE rue Mareville.	736-18-21	10 minutes de Paris Porte de Bagnolet, Autoroute A-3. Une cuisine raffinée adaptée à vos repas d'affaires, mariages, réceptions.

**LA CLOSERIE DES LILAS**  
17, boulevard du Montparnasse  
75-27-50, 525-21-68  
Au piano Ivan Meyer.

**DESSIRIER**  
Tél. 01 - 754-74-14  
9, place Paraire (17<sup>e</sup>)  
LE SPECIALISTE DE L'HUITRE  
Poissons - Spécialité - Grillades

**LE MUNCHIE**  
27, r. de Solf. 6<sup>e</sup>  
653-62-56  
Chouchoute - Spécialités

**TERMINUS NORD**  
824-48-72  
Tel les jours  
si vous êtes  
passés par  
le Nord.

**JULIEN**  
Tous les soirs  
jusqu'à 1 h 30 (et dim.).  
14, rue du Fr-Saint-Denis (10<sup>e</sup>)  
77-13-04.

**LE PETIT ZINC**  
rue de Buci, 6<sup>e</sup>  
COZE, 73-34-34  
Bœuf, Poissons, Vins de pays.

**WEPLER**  
14, place Cligny  
525-33-59  
BOON BLANC RESTAURANT  
Pois de France - Poissons

**MERVEILLES DES MERS**  
CHARBLOT 1er  
124, boulevard de Choiseul (19<sup>e</sup>)  
ou dans d'autres - Poissons

**GUY**  
1, rue Mabilloy, 635-57-61  
Saint-Germain-des-Frères  
SOUPES BREBILLY  
Fajitas - Chimichas - Camarons

**LE PICHOT**  
83, rue P.-Chartron,  
33-33-34  
Spécialités campagnardes  
GRILLADES - FRUITS DE MER  
PÂTES/GRILLADES PÂTES/SAISIES

**FRANSTABE TABAC PIGALLE**  
Pl. Pigalle, 406-72-90. Chouchoute,  
Banc d'huîtres, Bières Löwenbrau

**LA TOUR D'ARGENT**  
4, place de la Bastille, 344-32-19  
Cadre élégant et confortable  
Midi et d'huîtres  
BANC D'HUITRES.

**CENTRE BRAUBOURG**  
Entrée principale rue Saint-Marc  
(257-12-53). Informations : 257-12-53.  
Séances : 13-14 heures.  
Sauf mardi, de 12 h. à 22 h.  
samedi et dimanche, de 10 h. à  
22 h. (entrées libres le dimanche).  
**CLARE OLDENBURG**, ballets  
contemporains. Jeudi, au 14 octobre  
8 h.30. Vendredi, au 15 octobre  
Jusqu'au 14 novembre.  
**ATELIER D'ADOLPHU 2**  
Christian Fessler, pastels. - Den  
Riviere, peintures sur toile, paysage.  
Du 2 octobre au 7 novembre.  
**QUELQUES PEINTRES AMER**  
**CAINS & FARES**. - Galeries contem  
poraines. Jusqu'au 24 octobre.

CAFES, BASTROIS ET COMPAGNIE. — Jusqu'au 19 octobre.  
ILLUSTRATION EUROPEENNE. — Jusqu'au 24 octobre.  
Forum.  
LE MUSEE SENTIMENTAL ET LA BOUTIQUE ABERRANTE, de Daniel Spoerri. — LE CROCRODROME. — Jusqu'au 31 décembre.

54-10. Sauf mardi, de 10 h. à 20 h.  
le mercredi, jusqu'à 22 h. Entrée  
5 F.; le samedi : 5 F. Jusqu'à  
2 janvier.

**COLLECTIONS DE LOUIS XI**  
Dessins, albums, manuscrits.  
Orangerie des Tuileries (073-99-48)  
Sauf mardi, de 10 h. à 20 h.;  
mercredi, jusqu'à 22 h. Entrée  
5 F.; le samedi : 5 F. (gratuits)

**PALESTRANA A WATERLOO.**  
Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti.  
Sauf dimanche et jours fériés, de  
11 h. à 17 h. Jusqu'au 31 octobre.  
**LA DISTUSE DE BONNE AVENTURE.**  
**TORRE DU CARAVAGE.**— Musée du  
Louvre, entrée porte Janvier (200  
39-26). Sauf mardi, de 9 h. à  
17 h. Entrée : 5 F. (gratuite le  
dimanche). Jusqu'au 24 octobre.  
**DIX ANS D'ACQUISITIONS**

**BIENNALE DE PARIS.** — Palais de Tokyo (Musée d'art moderne de la ville de Paris) (723-61-27). Samedi, de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre.

**GRANDS ET JEUNES D'AUJOUR  
D'HUL** — Grand Palais, avenue  
Winston — Churchill (330-33-75). De  
11 h. à 18 h. Entrée : 16 F. Jus-  
qu'à 18 octobre.

**LÉCONTE DE KISLÉ** — Bibliothé-

8 octobre.  
JARDINS FRIVES DE PARIS 1977  
— Caisse nationale des monuments  
historiques, 82, rue Saint-Antoine  
(277-59-30). Sauf mardi, de 10 h.  
à 12 h. Jusqu'au 3 novembre.  
— MUSIQUE D'ASIE. Instruments de  
la collection Kwak On. — Biblio-  
thèque musicale de l'Opéra (galerie d'  
rez-de-chaussée). Rue Scribe. Sauf

**FABRIS, BOUTIQUEUX D'HIVER.**  
Musée national des arts et traditions  
populaires, 8, route du Mahatma  
Gandhi (747-68-80). Saur mardi, di-  
10 h à 17 h. Entrée : 5 F.; le diman-  
che : 3 F. Jusqu'au 17 octobre.

**FEUX D'ARTIFICES ET ALUMI-  
NATIONS, sous le Premier Empire.**  
— Bibliothèque Marmottan, 19, rue  
Salomon-Reinach, à Boulogne-Bil-

**DIAGHS DU XV<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT.** Cent quatre-vingts photos de Denis Gheerbrant. — Palais de Tokyo, 13, avenue du Président.

bre.

**CENTRES CULTURELS**

**TENDANCES ACTUELLES.** — Centre culturel canadien, 3, rue de Constantine (551-25-73). Tous les jours de 9 à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 23 octobre.

**MAIERES ET BRONZES.** Centre culturel canadien (voir ci-dessus). Jardin de sculpture. Jusqu'en novembre.

**CENTRUM**. — Jusqu'au 13 octobre.  
Centre culturel suédois, 11, rue  
Payenne (72-87-50). Tous les jours,  
de 14 h. à 18 h.  
**PETER WEISS**, collages et dessins.  
— Centre culturel allemand, 17, ave-  
nue d'Iéna (72-51-21). Seul sam-  
di dim. de 10 h. à 30 h. Entrée  
libre. Jusqu'au 12 octobre.  
**EDGAR KNOOP** : Modèles d'espä-  
ces colorés. Collages didactiques.

sam. et dim., de 12 h. à 20 h. Jus-  
 qu'au 3 novembre.  
**DEUX ARTISTES DE LA X. BIEN-  
 NALE :** Paul Van DIJK, aquarelles ;  
 Pieter Mol, techniques variées. Jus-  
 qu'au 9 octobre. — Institut néerlan-  
 dais, 121, rue de Lille (705-35-89).  
 Saur lundi, de 13 h. à 19 h.  
**BATHODAT, BEZIE, CLOLUS,  
 LEVANT, ORLIER, SUEIRA-FOIG,  
 TZOLAKIS.** — Centre international

**TEXAS ARTISTS :** Terry Allen, Luis Jimenez, Bob Wade. -- Centre culturel américain, 3, rue du Dragon (222-22-70). Jusqu'au 29 octobre.

**LE SUD-EST CONTEMPORAIN.** Photographies et poésies. -- Centre culturel américain (voir ci-dessus). Jusqu'au 25 octobre.

**RAINER RUTHEBECK.** Quatre

**LE DISCOPHAGE**  
RESTAURANT CABARET **Brésilien**  
DINER } **60 F**  
SPECTACLE } V. et S. 70

11, pass. du Clos-Bruneau (31-33,  
r. des Ecoles) - DAN. 31-41 - F. D.

Galerie Stienne de Causans, 25, rue de Sains (326-54-48). Jusqu'au 22 octobre.

CLAUDE LEROUX. Galerie des Grands-Augustins, 18, rue des Grands-Augustins (323-35-85). Jusqu'au 18 novembre.

ROGER LIMOUSE. — Galerie Artcurial, 8, avenue Matignon (258-70-70). Jusqu'au 29 octobre.

**ENRIQUE MARIN.** Labyrintes. — L'Œuf du Beaubourg, 58, rue Rambuteau (837-74-86). Jusqu'au 23 octobre.

**FRANÇOISE MAZINGUE.** Peintures. — Artcurial, 9, avenue Matignon (359-29-62). Jusqu'au 29 octobre.

**JOHN MILLIARD.** — Galerie Durand-Dessert, 43, rue de Montmorency (227-63-60). Jusqu'au 13 octobre.

**JOHN MILLARD.** — Galerie Dumand-Dessert, 43, rue de Montmorency (227-63-60). Jusqu'au 13 octobre.

**GUILLERMO ROUX.** Aquarelles et fusains. — Galerie Jeanna Buchet, 53, rue de Seine (225-22-32). Jusqu'au 5 novembre.

**SAINT-CHAMUSCA.** — Galerie Principale, 12, rue de la Ferronnerie (233-18-11). Du 8 au 31 octobre.

**CLAUDE SERRIN.** — Galerie Jean-Pierre Lavignes, 15, rue Saint-Louis-en-Ville (633-56-02). Jusqu'au 31 octobre.

**TIEOUVLET.** Façades. — Galerie Krist-Raymond, 19, rue Guénégaud (329-32-37). Jusqu'au 18 octobre.

**HUGH WEISS.** *Œuvres sur papier.* — *Galerie la Dessin, 43, rue de Verneuil (261-12-55). Jusqu'au 30 octobre.*

**EN PROVINCE**

**AMIENS.** *Parcours de Banchilac.* — *Rétrospective. Maison de la culture. Jusqu'au 15 octobre.* — *Culture et révolution; l'Affiche cubaine contemporaine.* — *Maison de la*

**BEAUVAIS. Tapisseries modernes-**  
tapisseries anciennes : potat-contre-  
point. — Galerie nationale de la  
tapisserie, rue Saint-Pierre (448-  
29-32). Inauguration 3 avril 1978.

**BESANCON.** Photographes de Besançon (XIX-XX<sup>e</sup> siècle). .. Musée d'histoire, palais Granvelle. Jusqu'au 17 octobre.

**BORDEAUX.** Bordeaux 76/77. .. Galerie des Beaux-Arts, place du Colonel-Raynal (44-16-35). Jusqu'au 27 octobre.

**BREST.** Japon-Jocunde. .. Ecole des Beaux-Arts, 16, rue du Château.

Jusqu'au 15 octobre.  
CHAMBERY. Histoire des chemins  
de fer en Savoie. — Musée d'art et  
d'histoire (33-44-48). Salles des expo-  
sitions temporaires, place du Palais-  
de-Justice. Jusque fin novembre.  
CHATEAURoux. Quelques artistes  
de la Biennale de Paris : Olivier  
Mosset, Irène Laksina, etc. — Galerie  
l'Œil 2000, 71, rue Grande (23-15-14).  
Octobre.

**DIEPPE.** « Falaises », de Dorny. — Château-musée, jusqu'au 31 décembre.

**DOUAL.** L'usine. Travail. Architecture. — Exposition itinérante du Centre de création industrielle. Centre culturel, 1, rue de l'Université. Octobre.

**GENOËLE.** Architectures marginales aux U.S.A. Du 7 octobre au

27 novembre. Habitations provisoires  
NI Valter, Mioré, dessins. Jusqu'au  
30 octobre. Maison de la culture.  
MONTBELLIAUX. Virgil, -dessins,  
gravures, livres illustrés - Dietrich  
Mohr, sculptures. Maison des arts.  
Jusqu'au 23 octobre.  
NANTES. Pierrick Tual, sculptu-  
res, dessins et gravures. Musée des  
beaux-arts. Jusqu'au 24 octobre.

**NICE.** Art allemand contemporain. — Villa Arson, 29, avenue Stephen-Légaré (51-30-00).

**SAINT-REMY (DE-PROVENCE).** Cinq artistes et la terre. Galerie Noëlla Gest (92-00-73). Jusqu'au 31 octobre.

**STRASBOURG.** Subans et ses gravures. Collections des musées de Strasbourg. Château des Rohan. Jusqu'au 20 novembre.

**TOURS.** Le roi, la sculpture et la mort. Photographies des géants et des tombeaux de la basilique de Saint-Denis. Musée des beaux arts (65-68-73). Jusqu'au 30 octobre.

**CTIONS SPECTACLES -**  
 (pées) et 727.42.34  
 à 21 heures,  
 s et jours fériés)

27 sept. au 29 oct. 1977

SEN, POLI, RÈCALCATI,  
AQUE, VELICKOVIC, VOSS.

**GALERIE C**  
10 RUE DES BEAUX-ARTS  
75006 PARIS. 325.10.72

**DFTS**

**REVUE**  
**ENTIEREMENT**  
**NOUVELLE**

**JOCKEY**

127, bd du Montparnasse -  
326-48.93  
Pas comme les autres  
*on s'y amuse !...*

\_\_\_\_\_



# LUCERNAIRE

un nouveau lieu de rencontres

## 2 Théâtres

dirigés par : Laurent TERZIEFF  
Luce BERTHOMME

## 2 Cinémas

## 1 salle de Concert

dirigée par : Oidier William LEPAUW

## 1 salle de Danse

dirigée par : Félix BLASKA

## 1 galerie de Peinture

dirigée par : MAC'AVOY — LEENHART

galerie de photos - restaurant - disques - livres -  
posters - cassettes - journaux - stands d'artisanat  
de tous pays

13 SPECTACLES PAR JOUR-250 SPECTACLES PAR AN  
OUVERT DE MIDI A 2 H DU MATIN

**LA CARTE D'ABONNEMENT : 50 F VALABLE 1 AN**  
40 % de remise sur : toutes les pièces de théâtre - tous  
les concerts et les ballets  
20 % de remise sur tous les films  
20 % de remise au BROADWAY pour la technique relief:  
LA SPACIOVISION

Vous recevrez auparavant tous les programmes

Je désire devenir un ami du LUCERNAIRE

Nom.....

Prénom.....

Adresse.....

Règlement par chèque, mandat ou c.c.p. à adresser à :  
LUCERNAIRE FORUM  
53 rue Notre-Dame des Champs - 75006 PARIS

LA CLEF - GRANDS AUGUSTINS  
ENTREPOT - NEW YORKER



avec un film de 26 minutes



(sur New Yorker, version yiddish)

LA CLEF - LE LUCERNAIRE - JEAN-RENOIR



U.G.C. - MARBEUF - VENODME - STUDIO DES URSULINES

Une production INGMAR BERGMAN

SELECTION "FESTIVAL DE CANNES 1977"

## PARADIS D'ETE

de GUNNEL LINDBLOM

\* Le PARADIS D'ETE devient un enter... un film bouleversant, inoubliable et déchirant \*

\* Ce premier essai est un coup de maître ! \*

4FEMMES 4FILMS 4SUCCES

Chantal ANERMAN JETU IL ELLE 12<sup>ème</sup> mois 12h15

Marquerte DURAS INDIA SONG 3<sup>ème</sup> année 12h20

Agnès VARDA L'UNE CHANTE 30<sup>ème</sup> semaine 14h30

Nelly KAPLAN LA FIANCEE DU PIRATE 22 h

SALLES CLASSEES  
CINEMAS d'ART  
et d'ESSAI  
(A.E.C.A.E.)

ST. BERTRAND 29, rue Bertrand  
SUF. 64-66

THE KNACK

de Richard LESTER  
avec Oita TUSHINGHAM

LE VOYAGE

de Vittorio de SICA avec Sophia LOREN

ST. CUJAS 20, r. Cujas, 75005 Paris

Tél. : 033-69-22

A 14 H, 16 H, 17 H 50, 20 H et 21 H 50 :

CARRIE (v.o.)

de Brian de PALMA

STUD. ST-ANDRÉ-DES-ARTS 1

30, rue Saint-André-des-Arts - 326-48-18

A 12 HEURES ET 24 HEURES :

LA FIANCEE DU PIRATE

de Melly KAPLAN

A 14 H, 16 H, 18 H, 20 H et 22 H :

L'EMPIRE DES SENS

de Nagisa OSHIMA

STUD. ST-ANDRÉ-DES-ARTS 2

30, rue Saint-André-des-Arts - 326-48-18

A 12 HEURES ET 24 HEURES :

PIERROT LE FOU

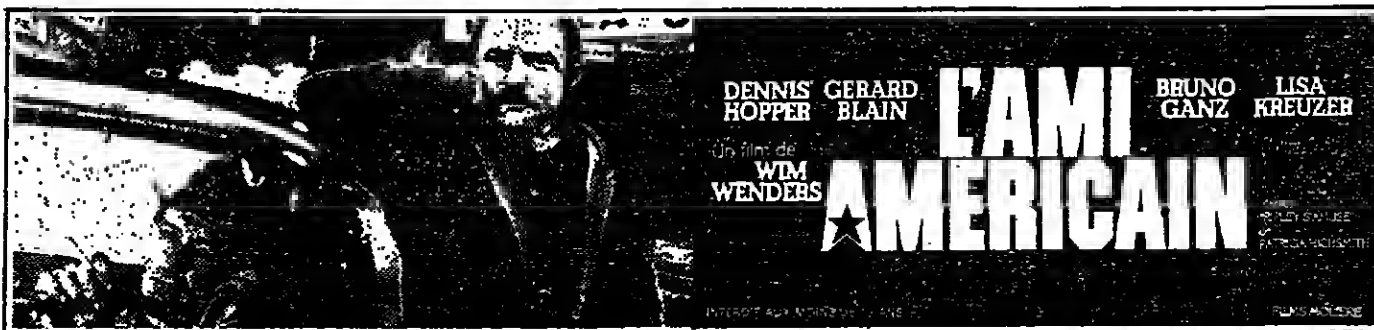
de Jean-Luc GODARD

A 14 H 05, 16 H 05, 18 H 05, 20 H 05  
ET 22 H 05 :

LE DIABLE PROBABLEMENT

de Robert BRESSON

En vo : ÉLYSÉES LINCOLN - QUINTETTE - 14 JUILLET PARNASSE - OLYMPIC ENTREPOT - GAUMONT  
RIVE GAUCHE — En vf : NATION-IMPÉRIAL PATHÉ - ALPHA Argenteuil



GAUMONT AMBASSADE  
MONT-PARNASSE PATHÉ  
CLUNY PALACE  
MULTICINÉ Champigny  
RANÇAIS Enghien - VÉLIZY 2 Vélizy

BALZAC ÉLYSÉES - GAUMONT RICHELIEU - BERLITZ - WEPLER PATHÉ  
STUDIO ST-GERMAIN - GAUMONT SUD - CAMBRONNE - GAUMONT GAMBETTA  
VICTOR HUGO - CINEVOG ST-LAZARE - GAUMONT BOSQUET  
PATHÉ Belle-Epine - GAUMONT Evry - TRICYCLE Asnières - STUDIO Parly 2  
CLUB Maisons-Alfort - FLANADES Sarcelles AVIATIC Le Bourget - ARIEL Rueil



Scénario de MICHEL AUDARD - CLAUDE ZIDI et MICHEL FABRE  
Réalisation CLAUDE ZIDI - Musique VUOLAH COOMAN - Directeur de la Production PIERRE GAUCHER - Producteur délégué BERNARD ARTHUR - Société de production Les Productions de la Clef

Publié par RIVÉ CHATEAU







85 9  
+ 518  
888  
1  
869

مكتبة المجلد

**GLORIA**

**LE GRAND SUCCES D'AUTANT-LARA**

★

Varie:

**Deux enfants s'aimaient d'amour tendre**

**la guerre les sépare**

★

**Ils se retrouveront**

**peut-être seront-ils unis un jour**



Cine:

### Les séances spéciales

18 h., 12 h. et 24 h.  
BEN ET BENEDICT (Fr.) :

BONNIE AND CLYDE (A. v.)  
La Cief. 24 (337-49-90), à 12 h.  
et 24 h.

DELAUNEY AND DUBOUTIER  
Olympic. 14<sup>e</sup>, à 13 h. et 24 h.  
(au Dim.).

A. A. S. S. S. DU PIRATE  
Le Seine. 56 (325-45-90), à  
Studio Sautel - André-  
des (338-45-10), à 12 h. et 24 h.

HAROLD ET MAUDS (A. v.)  
L'Espresso. 30, à 10 h. et  
24 h.

INDIA SONG (Fr.). Le S.  
à 12 h. 20 (sauf Dim.).

LES 12 ANS (A. v.)  
Le S. à 12 h. 15 (sauf Dim.).

JOUE ON FETE (Fr.). Théâ.  
cité internationale. 14<sup>e</sup>,  
à 12 h. et 24 h.

MASCULIN, FEMININ (Fr.).  
5<sup>e</sup>, à 12 h. et 24 h.

MURELI (Fr.). La Cief. 3<sup>e</sup>,  
à 24 h.

NORWICH HOME (Fr.).  
14<sup>e</sup>, à 15 h. et (sauf au Dim.)  
24 h.

LOVE (A. v.). Le Paris.  
(244-37-33), à 12 h. et 24 h.

PHANTOM OF THE THIRAD  
v.o.). L'Espresso. 30, à  
12 h. et 24 h.

PIREROTE LE POU (Fr.).  
Afr.-des-Arts. 3<sup>e</sup>, à 12 h.  
et 24 h.

ROMEO ET JULIETTE (A. v.)  
L'Espresso-Film. 3 (12-  
13), à 12 h. et 24 h.

LA SALAMANDRE (Suiss.).  
à 14<sup>e</sup>, à 16 h. et (sauf au Dim.)  
24 h.

RACHEL RACHEL (A. v.o.)  
Ambrosia. 11<sup>e</sup> (700-30-80),  
à 12 h. et 24 h.

**KASZDORF** (A. v.o.) : La Ch  
12 h. et 24 h.

**OMANICHE 9 OCTOBRE**

**FLAYEL**, 13 h. 45 : Orch. d  
Loewengath et Schola C  
Tallferre, Bach, Gluck,  
Fauré, Rameau) : 17 h.  
Szeryng (Beethoven, Tcha  
EGLESIE ST-LOUIS-DES-INV  
18 h. : G. Leisemann et J  
mant (Frescobaldi, Bach,  
Dupré).

**NOTES-DE-POISSIDOU**, 15 h.  
et 20 h. 30 : voir 15.

**EGLESIE ONS BILLETIES**,  
Quatuor Pro Arte de Par  
thorau).

**NOTES-DAMS-DE-PARIS**, 1.  
J. Ver Hamelt (Companin)  
- **LUCERNAIRE**, 19 h. : E. M  
X. Chabot et L. Collin  
(Brahms, Haydn, Foulenc  
thorau).

**CHATELET**, 18 h. 30 : Com  
lonne, dir. J.-S. Bureau  
berg, Glaz, Beethoven).

**LUNDI 10 OCTOBRE**

**LUCERNAIRE**, 19 h. : L. C  
E. McKenna et X. Chaba  
nant, Foulenc, Jolivet) ;  
voir 18.

**CENTRE POISSIDOU**, 15 h.,  
et 20 h. 30 : voir 15.

**FLAYEL**, 20 h. 30 : English  
Orchestra, dir. : E. Berger  
B.L. Gelber (Britten, Mon  
thorau).

**MARDI 11 OCTOBRE**

**FAISAS DES CONGRES** (738  
à 18 h. 30 : D. Bouriga, M  
Mann, C. Celoro (Weber,  
Faure, Dupan, Beethoven).

**LUCERNAIRE**, 19 h. : voir  
21 h. : voir 18.

**THEATRE DES CHAMPS-VE  
20 h. 30 : Malise Bordin av  
des concerts Lamoureux,  
J.-P. Jaoussiat (Berlio  
Borcher).**

**CENTRE CULTUREL SUEDOIS**  
87-540, 28 h. 30 : L. Rabes (G  
van, Stenhammar, Mankell  
Serlachius).

**FORTE O-LE SUISSE**, 11 h.  
Serbie, 21 h. : E. Radrigu  
premier places pour l'abonn  
vère).

**EGLESIE ST-STEVENIN**, 21 h.  
saut La Viole et L. L. La  
(Frank, Debussy).

**- OLYMPIE ENTREPO**

un film de  
**ANJA BRIEN**

MARIGNAN PATHÉ v.o. - ÉLYSÉES LINCOLN v.o. - HAUTEFEUILLE v.o. - QUARTIER LATIN v.o. - 14 JUILLET PARNASSE v.o. et v.f.  
14 JUILLET BASTILLE v.o. - GAUMONT RICHELIEU v.f. - SAINT-LAZARE PASQUIER v.f. - GAUMONT CONVENTION v.f.  
Périnergie VE - TRICYCLE Asnières - GAUMONT Evry - VÉLIZY II - FRANÇAIS Enghien - PARIS II - ARTEL Nogent - ARTEL Créteil

MARIGNAN PATHÉ v.o. - ÉLYSÉES LINCOLN v.o. - HAUTEFEUILLE v.o. - QUARTIER LATIN v.o. - 14 JUILLET PARNASSE v.o. et v.f.  
14 JUILLET BASTILLE v.o. - GAUMONT RICHELIEU v.f. - SAINT-LAZARE PASQUIER v.f. - GAUMONT CONVENTION v.f.  
Périnésie VF - TRICYCLE Asnières - GAUMONT Evry - VÉLIZY II - FRANÇAIS Enghien - PARIS II - ARTEL Montant - ARTEL Créteil



...and the



### Offrez-vous le Tour du Monde

La Flotta Lauro vous propose d'effectuer un fabuleux Tour du Monde. La croisière se déroulera à bord de l'Achille Lauro, navire prestigieux de 24000 t équipé pour la croisière un long cours : piscines, cinéma, bars, salons, night-club, salles de jeux, orchestre, gastronomie, animation, services médicaux. Nous avons prévu 28 escales et de très nombreuses excursions :

Gènes, Naples, Port-Saïd, Bombay, Colombo, Singapour, Bangkok, Hong-Kong, Kobe, Yokohama, Honolulu, San Francisco, Los Angeles, Acapulco, Caracàs, Guadeloupe, Barbados, Dakar, Madère, Barcelone, etc. Embarquement à Gènes le 7 janvier 1978, retour à Gènes ou Cannes le 5 avril 1978. Prix : de 32.400 F à 62.200 F.

**flotta lauro** Demandez notre brochure à votre agence de voyage ou à : **CIT** 5, bd des Capucines, 75002 Paris Tél. : 266.46.50

### Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.



Informez-vous chez  
**YSOPTIC**  
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS  
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants  
français et étrangers sur demande.

### SEDAX

3 bis Rue Scheffer  
75016 PARIS  
553 28 51  
Métro TROCADERO

### VOITURES CD.TT de 0 à 10000 km

TOUTES LES MARQUES  
RENAULT, PEUGEOT, CITROEN, SIMCA-CHRYSLER, et ETRANGERES.

- GRAND CHOIX DE COULEURS
- FAIBLE KILOMETRAGE
- FINITION EXPORTATION
- TOUTES POSSIBILITES DE CREDIT-LEASING

## SPORTS

### VOILE

#### LA COURSE AUTOUR DU MONDE

##### <Flyer> en tête à l'approche du Cap

Les deux voiliers en tête de la course autour du monde, le néerlandais *Flyer* et l'anglais *King's Legend*, devaient atteindre le Cap à très grande vitesse. Neptune (France) et *Gaïolises-II* (France) se trouvaient lundi soir à quelque 1100 milles de l'arrivée. Ils avaient rencontré, dans la dépression citée plus haut, les violents vents d'ouest qu'ils étaient venus chercher dans ces régions. Ils ont pu réaliser ainsi des moyennes élevées (240 milles en vingt-quatre heures pour l'un d'eux), mais ont aussi connu quelques difficultés. Un spinnaker a été mis en lambeaux et un tangon brisé à bord de *Gaïolises-II*. Quant à *Great Britain-II*, il est demeuré, sans doute à cause d'une fausse manœuvre, plus de trois minutes couché sur le vent au passage d'un violent orage. Il n'a toutefois pas eu à enregistrer de dégâts trop importants.

L'anglais *Concorde*, qui avait brisé son mât, et le français *Japy-Hermès*, qui avait dû déposer un équipier malade au Brésil, naviguent plus au nord, très en retard. *33-Export* (France) n'est plus, et il est difficile de le situer ; certains concurrents estiment toutefois que le bateau commandé par Alain Gabbay (le plus jeune skipper de la course : il est âgé de vingt-quatre ans) pourrait avoir rattrapé son retard et qu'une surprise n'est pas exclue dans l'ordre d'arrivée du second groupe.

Dans les jours précédant l'arrivée, une dépression venue du cap Horn, au sud-ouest, avait repoussé vers les côtes méridionales de l'Afrique l'anticyclone de l'hémisphère sud et ses zones de calme. *Treize-de-Rome* et *Adventure* (Grande-Bretagne), qui ont choisi la même route que *Flyer* et *King's Legend*, mais sont en retard sur eux, étaient pratiquement immobilisés, lundi, au centre même de l'anticyclone par 27 degrés sud et 5 degrés ouest.

Bien qu'ayant perdu l'espoir de

retrouver les bateaux de tête, ceux qui ont choisi la route plus à l'ouest se rapprochent néanmoins du Cap à très grande vitesse. Neptune (France) et *Gaïolises-II* (France) se trouvaient lundi soir à quelque 1100 milles de l'arrivée. Ils avaient rencontré, dans la dépression citée plus haut, les violents vents d'ouest qu'ils étaient venus chercher dans ces régions. Ils ont pu réaliser ainsi des moyennes élevées (240 milles en vingt-quatre heures pour l'un d'eux), mais ont aussi connu quelques difficultés. Un spinnaker a été mis en lambeaux et un tangon brisé à bord de *Gaïolises-II*. Quant à *Great Britain-II*, il est demeuré, sans doute à cause d'une fausse manœuvre, plus de trois minutes couché sur le vent au passage d'un violent orage. Il n'a toutefois pas eu à enregistrer de dégâts trop importants.

### ATHLÉTISME

#### Sept mille coureurs entre Paris et Versailles

On résonnait comme des vases brisés libéraux, ces cris poussés, samedi 1<sup>er</sup> octobre, sous la voûte d'un tunnel routier des quais de la Seine. Ailleurs, des imprécations répondaient à la fureur des klaxons. D'une à l'autre, quelque sept mille coureurs à pied, redécouvrant l'usage de leur voix et de leur corps, parvenaient à figer le flot des voitures en occupant la chaussée. Tant il s'agit de leur revanche prenne des formes incongrues ou agressives ? Pour participer à la deuxième course annuelle Paris-Versailles, une foule en suréquipement était descendue de cars venus de Gagny, de Suresnes, de Viroflay ou d'Etampes. Ils s'étaient arrêtés sur la place du Trocadéro comme au plus beau temps du T.N.T. Ce qui faisait de ces gamin de dix ans à peine, ces alertes vétérans, dont le plus âgé, M. Louis Charbonneau, court depuis plus d'un demi-siècle, ces femmes dévotement des travaux domestiques ? Les uns faisaient part de leur volonté de « sortir de la facilité quotidienne ». D'autres parlaient du « plaisir d'éprouver la chaleur du nombre ». D'autres encore jugeaient qu'ils ne cherchaient qu'à « dénouer leurs muscles ».

Des acteurs de théâtre, des pianistes, des médecins, mais aussi des plombiers, ils sont ainsi une des centaines de milliers de participants à la participation à Paris-Versailles, épreuve qui ne comptait encore que quatre mille deux cents engagés l'an dernier.

Dans la rude montée conduisant à l'observatoire de Meudon, l'interminable peloton s'effondrait un peu moins cette fois-ci. Réarmés, des concurrents arrivèrent plus de deux heures après Bernard Caraby, chronométré en cinquante-cinq minutes neuf secondes au terme des 16,5 kilomètres. Montant sur la balance apportée expressément par son épouse, l'un d'eux constata qu'il avait perdu un kilo et demi.

RAYMOND POINTU.

### TENNIS

#### CAUJOLLE ET HAILLET ÉLIMINÉS DU NATIONAL

Jean-François Caujolle et Jean-Louis Haillet, classés quatrième et sixième Français, ont été éliminés, mardi 4 octobre, en huitièmes de finale du National qui se dispute à Strasbourg. Leurs vainqueurs respectifs, Christophe Freys et Christophe Cassa, sont actuellement quinzisième et dix-neuvième au classement des joueurs français.

### SIMPLES MESSEURS

Huitièmes de finale  
Proly bat Beust, 6-2, 7-5, 6-1 ;  
Toussaint bat Courain, 6-2, 6-4, 4-6, 6-3 ;  
Cassa bat Haillet, 6-1, 6-3, 3-6, 2-6, 6-2 ;  
Freys bat Caujolle, 5-7, 6-3, 3-6, 7-5, 7-5 ;  
Jaufré bat Hagelauer, 6-2, 6-2, 6-1.

## Dans les 8 BHV,



jusqu'au 15 octobre.

# -15%

### SUR LE MOBILIER MEUBLES DE CUISINE, MEUBLES, SIÈGES,

Ex. : buffet bas en pin naturel brut  
100 x 84 x 40, 588 F 510\*

### EXPO-LITERIE- CHAMBRE

# -15%

Ex. : ensemble *Epéda Luxe* gris  
en 140 matelas, 1155 F 980\*  
sommier cuvette avec pieds 892 F 758\*

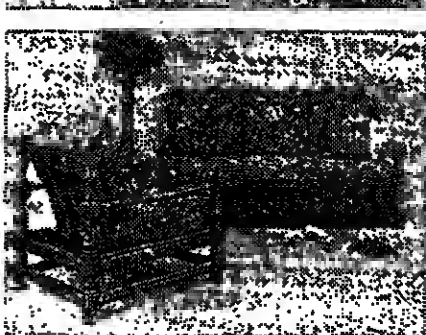
Quelques exemples de prix :

### MÉNAGE

Série de 4 casseroles émail décor  
Bali tous feux, 340 F 180\*  
Série de 5 casseroles émail décor  
Arizona ou Indiana tous feux, 490 F 95\*  
Friteuse Tefal avec  
thermomètre et filtre, 430 F 99\*

### FAÏENCE-ORFÈVRE

Service de verres 540, 49 pièces 566 F 340\*  
Service de verres 60 pièces  
Luminare réf. Lance, 282 F 150\*  
Service de table Glen Royat  
44 pièces, 290\*  
Ménagère 24 pièces "Club"  
acier inoxydable, 122 F 79\*  
Ménagère "Vieux Paris"  
acier inoxydable 18/10  
(49 pièces en émail), 599,80 F 400\*



### DES CENTAINES DE PRIX SPECIAUX DANS TOUS LES RAYONS.

15 % sur toutes les cassettes  
enregistrées\*\*  
20 % sur confection Homme\*  
(sauf jeans et pantalons)  
20 % sur l'achat de deux chemises  
homme\*\*\*  
20 % sur l'achat de deux pulls homme\*\*\*  
20 % sur l'achat de deux pulls femme\*\*

20 % sur l'achat d'un chemisier et d'un  
pantalon ou d'une jupe dame\*  
25 % sur l'achat de 3 collants dame\*\*\*  
25 % sur l'achat de 3 slips dame\*\*\*

Tapis de bains "Galaxie," 60 F 40\*

Lampe céramique avec  
abat-jour pagode, h. 65 cm, 338 F 250\*

### EXPO-CANAPÉS

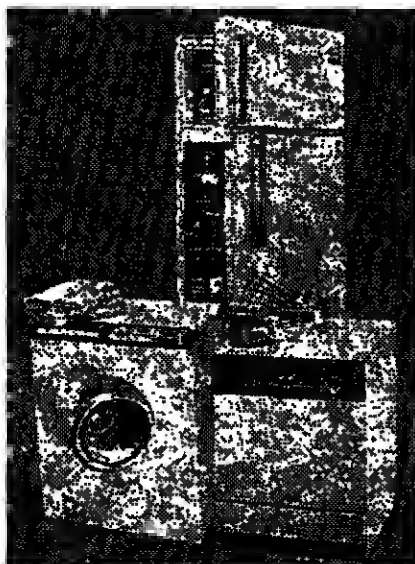
# -15%

sur tous les canapés  
et les fauteuils  
Ex. : convertible rustique Richelieu,  
couchage 140, 3280 F 2720\*

## CREDIT GRATUIT 9 MOIS

(à partir de 1000 F d'achat)

Après acceptation du dossier.  
SUR LE GROS  
ÉLECTROMÉNAGER :  
CUISON, LAVAGE,  
FROID,  
CONGÉLATION.



### HI-FI-TÉLÉ

Chaîne "Sanyo" comprenant :  
1 ampli tuner DCX 4000,  
1 platine tourne-disques TP 1020  
2 enceintes LS 900, 3350\*  
1 casque MD 806,

Téléviseur couleur 41 cm, 2950\*

Flash électronique Sumpack  
auto 24, 268 F 208\*

Jusqu'à épuisement des stocks.  
Non cumulable avec Franco-province et  
les opérations promotionnelles en cours.  
Les prix barrés sont ceux pratiqués  
antérieurement dans nos magasins.

\* Sauf aux BHV Flandre, Garges et Montlhéry.  
\*\* Sauf au BHV Créteil.  
\*\*\* Sauf aux BHV Garges et Montlhéry.



LES 8 BHV : RIVOLI - PARY 2  
MONTLHERY - GARGES - FLANDRE  
BELLE ÉPINE - ROSNY 2 - CRETEIL



85 9  
+ 518  
888  
1  
869

150 120 150

# Depuis 10 ans je construis sur la côte normande des appartements comme celui que vous souhaitez : consultez-moi

**Jacques Ribourel : un homme qui a construit ses résidences en pensant à vos vacances et à vos week-ends.**  
Que recherchons-nous après une semaine fatigante prise dans l'engrenage des grandes villes ? D'abord un peu d'évasion, être enfin libérés de tous soucis et goûter aux joies simples d'un repos bien mérité.

C'est pour vous, qui vous demandez chaque année où passer vos vacances et vos week-ends que Jacques Ribourel a construit ses appartements-vacances.

Qu'est-ce qu'un appartement-vacances Jacques Ribourel ? Tout simplement un appartement vraiment pensé en fonction de vos vacances, une résidence secondaire à 2 ou 3 heures de Paris à un prix particulièrement avantageux.

**Pour chacun de vos problèmes une solution Jacques Ribourel.**  
En week-end et en vacances, on aime profiter du soleil. Tous les appartements Jacques Ribourel sont bien orientés, avec loggias, balcons, pour mieux savourer le soleil.

En week-end et en vacances, on préfère laisser la voiture sur son parking. Toutes les résidences Jacques Ribourel sont proches des commerces, et bien desservies.

En week-end et en vacances, la femme a, elle aussi, droit au repos. Tous les appartements Jacques Ribourel sont d'un entretien facile et merveilleusement bien équipés ; ce qui est particulièrement appréciable pour un week-end rapide.

**Devenez propriétaire de l'appartement de vos rêves.**  
Enfin, un appartement bien à vous.

Finis les locations-surprises et les séjours en hôtel qui vous ruinent. Non seulement vous placez votre argent dans une station balnéaire en plein essor, mais vous vous constituez un capital et vous en profitez toute l'année.

Le plan de financement Jacques Ribourel est fait pour vous aider à accéder à la propriété. Vous payez d'abord 5 % à la réservation, puis 15 % à la signature des actes notariés et pour les 80 % restants, Jacques Ribourel peut vous obtenir un crédit bancaire personnalisé à long terme. Autre avantage non négligeable, avec seulement les 5 % versés pour la réservation, vous bloquez le prix de votre appartement en vous garantissant contre les hausses éventuelles.

**Sur le chemin de la plage, des appartements soignés et confortables.**  
Quand on est propriétaire d'un appartement Jacques Ribourel, on n'y vient pas seulement l'été, mais chaque week-end, même l'hiver. Alors, Jacques Ribourel construit des appartements dans lesquels on se sent vraiment bien.

Pour vous Madame, les cuisines sont livrées tout équipées, avec bloc évier en inox, plaques chauffantes, four électrique, réfrigérateur et même hotte aspirante (bien pratique pour faire griller les sardines de l'été).  
Quant aux salles de bains, elles comprennent évidemment baignoire et lavabo, le tout doté d'une robinetterie étincelante... et solide.

Enfin, chez Jacques Ribourel, on vous laisse aussi la possibilité de choisir les revêtements muraux et les moquettes assorties aux papiers peints.

Enfin, les appartements sont également pourvus d'une isolation thermique avec fenêtre en simple ou double vitrage suivant le type de chauffage. Précisons que les appartements Jacques Ribourel sont équipés, pour la plupart, du chauffage électrique intégré.

C'est tout cela, la qualité Jacques Ribourel : une finition rigoureuse qui ne laisse rien au hasard.

**Sur la côte normande, à 2 ou 3 heures de Paris, 7 programmes Jacques Ribourel.**

**La Deauvillaise à Deauville.**  
Tournés vers le soleil, juste devant la gare de Deauville, deux immeubles élégants de style normand. Des studios, 2 et 3 pièces de 26 à 80 m<sup>2</sup> de 140.000 francs à 430.000 francs.

**Les Hauts de Deauville.**  
Nichés au sommet d'une colline, les Hauts de Deauville sont des résidences de grand luxe construites en matériaux traditionnels. D'authentiques colombages en bois donnent aux façades tout le charme des vieilles fermes normandes. Quelques appartements de 2, 3 et 4 pièces sont encore disponibles. Un 2 pièces de 36,25 m<sup>2</sup> coûte 220.000 francs.

**Le Racing à Blonville.**  
A 4 km de Deauville, 6 petits immeubles bien conçus, tout près de la plage, du centre ville et des tennis (8 courts). Des 2 et 3 pièces de 30 à 46 m<sup>2</sup>. De 150.000 à 235.000 francs.

**Cap Cabourg à Cabourg.**  
Le paradis des enfants sur une plage de sable fin. Attention, la dernière tranche vient d'être mise en vente sur l'un des derniers emplacements disponibles en front de mer. Des 2, 3, 4 et 5 pièces de 37 à 93 m<sup>2</sup>. Un 2 pièces de 37,59 m<sup>2</sup> coûte 187.000 francs (parking en sous-sol compris).

**Bel Cabourg à Cabourg.**  
6 petits immeubles situés à 300 m de la mer pour se retrouver en famille et profiter de toutes les joies du sport : tennis, golf, équitation, voile, etc. Des studios et 3 pièces de 18 à 50 m<sup>2</sup>. De 94.000 à 245.000 francs (parking compris).

**Les Tennis à Courseulles-sur-Mer.**  
Des petits immeubles de 2 à 3 étages, tout proche de la mer et du grand port de plaisance de la côte normande. Des studios 2, 3, 4 et 5 pièces de 28 à 78 m<sup>2</sup>. Un 2 pièces de 33,25 m<sup>2</sup> coûte 115.000 francs.

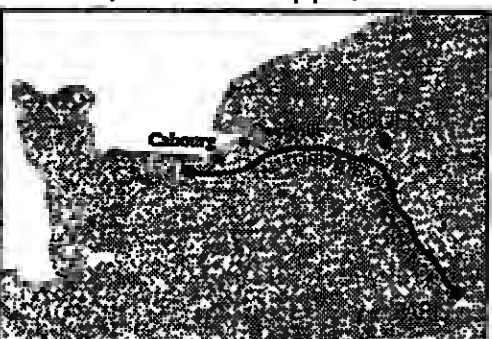
**La Courseulaise à Courseulles-sur-Mer.**  
Une résidence qui donne directement sur le port avec de larges loggias pour surveiller son bateau ou admirer celui des autres.

Des studios, 2 et 3 pièces de 27 à 72 m<sup>2</sup>. Un 3 pièces de 68 m<sup>2</sup> + 30 m<sup>2</sup> de terrasse coûte 280.000 francs (parking en sous-sol compris).

Si un de nos programmes vous a séduit, si vous voulez accéder à la propriété et vous constituer un capital, n'hésitez pas.

Découpez, remplissez et retournez dès aujourd'hui les bons ci-contre. Très rapidement, vous recevrez gratuitement et sans aucun engagement de votre part, une documentation complète et précise sur les programmes qui vous intéressent.

**Bureau de vente et de renseignements Paris :**  
Jacques Ribourel S.A.  
120 Champs Elysées 75008 Paris-Tél. : 256.00.90.  
**Bureau de vente sur tous les programmes (tous les jours de la semaine excepté le mardi)**



## JACQUES RIBOUREL

Je veux gagner votre confiance

**JE DESIRE UNE DOCUMENTATION SUR LA DEAUVILLAISE**  
Envoyez-moi gratuitement et sans engagement de ma part une documentation complète sur La Deauvillaise.  
Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
**Jacques Ribourel S.A.**  
120, Champs-Elysées, 75008 Paris.

**JE DESIRE UNE DOCUMENTATION SUR LES HAUTS DE DEAUVILLE**  
Envoyez-moi gratuitement et sans engagement de ma part une documentation complète sur Les Hauts de Deauville.  
Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
**Jacques Ribourel S.A.**  
120, Champs-Elysées, 75008 Paris.

**JE DESIRE UNE DOCUMENTATION SUR LE RACING**  
Envoyez-moi gratuitement et sans engagement de ma part une documentation complète sur Le Racing.  
Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
**Jacques Ribourel S.A.**  
120, Champs-Elysées, 75008 Paris.

**JE DESIRE UNE DOCUMENTATION SUR CAP CABOURG**  
Envoyez-moi gratuitement et sans engagement de ma part une documentation complète sur Cap Cabourg.  
Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
**Jacques Ribourel S.A.**  
120, Champs-Elysées, 75008 Paris.

**JE DESIRE UNE DOCUMENTATION SUR BEL CABOURG**  
Envoyez-moi gratuitement et sans engagement de ma part une documentation complète sur Bel Cabourg.  
Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
**Jacques Ribourel S.A.**  
120, Champs-Elysées, 75008 Paris.

**JE DESIRE UNE DOCUMENTATION SUR LES TENNIS**  
Envoyez-moi gratuitement et sans engagement de ma part une documentation complète sur Les Tennis.  
Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
**Jacques Ribourel S.A.**  
120, Champs-Elysées, 75008 Paris.

**JE DESIRE UNE DOCUMENTATION SUR LA COURSEULAISE**  
Envoyez-moi gratuitement et sans engagement de ma part une documentation complète sur La Courseulaise.  
Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
**Jacques Ribourel S.A.**  
120, Champs-Elysées, 75008 Paris.



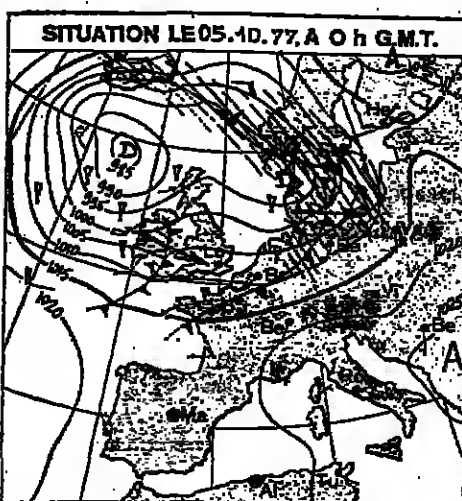
## Les conditions de la liberté d'information

150



# AUJOURD'HUI

## MÉTÉOROLOGIE

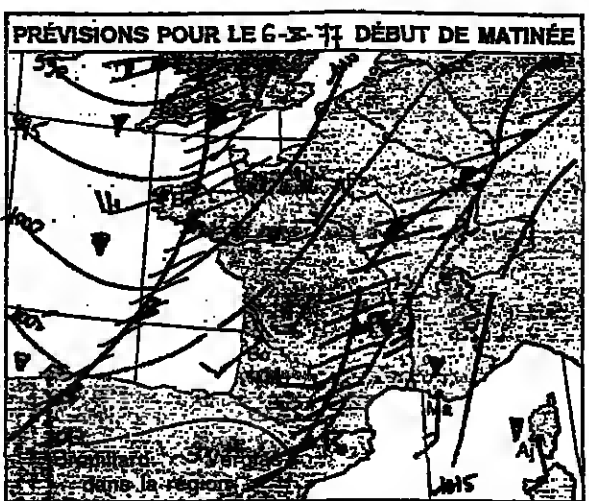


**SITUATION 05.10.77. A 0 h GMT.**

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 5 octobre à 9 heures et le jeudi 6 octobre à 24 heures :

Les basses pressions du nord de l'Atlantique se développent à travers le sud-ouest de l'Europe. Dirigées par ces basses pressions, des masses d'air humide venant de l'Atlantique et de la Méditerranée recouvrent l'ensemble de la France.

Jeudi 6 octobre, le temps sera modéré dans la plupart des régions, avec des pluies ou des averses fréquentes et souvent fortes. Des précipitations abondantes sont surtout à craindre sur le Pas-de-Calais, les Flandres et le sud des Alpes, où elles seront parfois accompagnées d'orages, tandis que les vents, assez forts, souffleront du sud ou du sud-est. D y aura



**PRÉVISIONS POUR LE 6 OCTOBRE DÉBUT DE MATINÉE**

toutefois quelques dépressions temporaires, qui seront principalement localisées sur le Centre et le Bassin parisien au début de journée, puis sur nos régions du Nord et du Nord-Ouest l'après-midi et le soir. Sur ces régions, les vents, assez forts et irréguliers, s'orienteront au secteur sud-ouest et le temps deviendra frais et instable. Ailleurs, les vents souffleront du sud et les températures baisseront un peu.

Mercredi 5 octobre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 011,5 millibars, soit 738,7 millibars de hauteur.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 4 au 5) : Ajaccio, 22 et 14 degrés ; Biarritz, 18 et 14 ; Bordeaux, 21 et 14 ; Brest, 18 et 11 ; Caen, 17 et 10 ; Cherbourg, 15 et 11 ; Clermont-Ferrand, 21 et 12 ; Dijon, 19 et 10 ; Grenoble, 22 et 8 ; Lille, 16 et 11 ; Lyon, 23 et 12 ; Marseille, 24 et 18 ; Nancy, 16 et 13 ; Nantes, 21 et 11 ; Nice, 21 et 14 ; Paris-Le Bourget, 17 et 8 ; Pau, 21 et 15 ; Perpignan, 20 et 17 ; Rennes, 19 et 8 ; Strasbourg, 17 et 11 ; Tours, 19 et 12 ; Toulouse, 23 et 15 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 25 et 15 degrés ; Amsterdam, 18 et 11 ; Athènes, 23 et 14 ; Berlin, 12 et 10 ; Bonn, 15 et 10 ; Bruxelles, 18 et 12 ; Casablanca, 24 et 20 ; Copenhague, 13 et 11 ; Copenhague, 12 et 12 ; Lisbonne, 25 et 14 ; Londres, 17 et 9 ; Madrid, 28 et 11 ; Moscou, 8 et 2 ; New-York, 17 et 23 ; Palma-de-Majorque, 25 et 15 ; Rome, 22 et 14 ; Stockholm, 8 et 3 ; Téhéran, 32 et 18.

## Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 5 octobre 1977 :

- UN ARRÊTÉ**
- Relatif à la consultation des archives du Conseil d'Etat.
- DES DECRETS**
- Fixant l'organisation et le fonctionnement de la commission de réforme visée à l'article L 61 du code du service national.
  - Portant publication de l'échange de lettres du 9 juin 1977 complémentaire à l'échange de lettres franco-britannique du 29 août 1976 concernant la création d'une assemblée représentative aux Nouvelles-Hébrides.

## P. T. T.

### LES TIMBRES DE L'UNITÉ

La présidente de la République a choisi, parmi les vingt-cinq propositions qui lui étaient faites, l'effigie des nouveaux timbres rouge à 1 F et vert à 0,50 F, qui seront mis en vente à partir du milieu de décembre et tirés à trois cents millions d'exemplaires par mois. Il s'agit du visage d'une Sabine gravé par M. Pierre Gaudy et extrait d'un tableau de David. Commentaire de l'effigie : « Ce choix a été inspiré par deux raisons. La première est que David est l'un des peintres préférés du président, à la fois pour son inspiration révolutionnaire et son classicisme. La deuxième est que les Sabines sont le symbole de l'unité : dans l'histoire de Rome, elles ont réconcilié, après les avoir séparées, les combattants romains et sabins, qui n'ont plus fait qu'un seul peuple. »

Les nouveaux timbres seront revêtus latéralement de barres phosphorescentes, ce qui facilitera le traitement automatique du courrier.

## SOCIÉTÉ

### UN CONGRÈS DE SPÉCIALISTES A PRAGUE

### Les pays de l'Est aux prises avec l'alcoolisme et la toxicomanie

Vienne. — Un congrès réunissant pour la première fois uniquement des spécialistes des problèmes de l'alcoolisme et de la toxicomanie des pays communistes est-européens a eu lieu mi-septembre à Prague. Quelque trois cents médecins et experts venus de Bulgarie, d'Allemagne de l'Est, de Hongrie, de Pologne, de Yougoslavie et d'U.R.S.S. ont participé à cette rencontre destinée à préparer le 32<sup>e</sup> congrès mondial sur l'alcoolisme prévu pour le mois de

septembre 1978 à Varsovie. Si la Tchécoslovaquie, en tant que pays organisateur, était représentée en force avec une délégation d'environ deux cents quarante membres, en revanche l'Union soviétique et la Bulgarie avaient envoyé chacune un seul délégué. L'absence de la Roumanie a été remarquée, ainsi que celle de l'Albanie. Des représentants du Conseil international contre l'alcoolisme et de l'Organisation mondiale de la santé étaient invités.

#### De notre correspondant

La censure souvent imposée à la presse des Etats communistes sur l'ampleur de l'alcoolisme et de la toxicomanie dans ces pays ne signifie pas pour autant qu'en leur lieu le problème soit nié et qu'on ne s'en préoccupe pas. L'existence, par exemple, en U.R.S.S. ou en Bulgarie (depuis janvier 1976 dans ce dernier

pays) un programme national contre l'alcoolisme. Des centres de désintoxication existent depuis déjà longtemps, dont certains peuvent être considérés, selon les spécialistes occidentaux, comme exemplaires. Le centre Apollinari de Prague, entre autres, créé il y a presque trente ans, a été acquis une grande renommée.

D'une manière générale, on estime en Occident que si les services de désintoxication alcoolique en Europe de l'Est sont assez bien développés en revanche, beaucoup de travail reste à faire dans le domaine de la prévention. Les autorités de ces pays, qui n'ont pas à tenir compte des intérêts de firmes privées ou de lobbies, ne manquent pourtant pas de moyens pour supprimer, par exemple, toutes sortes de publicités. En juillet 1976, le gouvernement hongrois a interdit la vente de boissons alcoolisées sur les lieux du travail. D'autres mesures visent à augmenter le nombre des restaurants dits « sans alcool » ou à abaisser le degré d'alcool de certaines boissons.

#### Mme GISCARD D'ESTAING S'ADRESSE AUX FEMMES

« Les femmes qui sont majoritaires en nombre et minoritaires en pouvoir ont ressenti, plus que les hommes, les changements de notre époque. A l'ère de la grise, le maintien énergétique, Mme Anne-Aymone Giscard d'Estaing insiste sur la nécessité de la « présence active et militante des femmes » au sein des associations qui sont les leurs.

C'était, mardi 4 octobre, sous les lambris du pavillon Dauphine, à Paris, où l'épouse du chef de l'Etat présidait, à l'initiative de Mme Paulette Laubie, président-directeur général de la firme Vincara, un déjeuner-débat organisé par les Chiffres Présence et promotion de la femme française. Devant les quelque deux cents adhérentes qui assistaient à cette rencontre, l'impératif catégorique du « militantisme » fut proclamé à maintes reprises, tandis que Mme Christiane Papon, de l'association gaulliste Femme-Avenir, prononçait, avec une tonque solennelle, une allocution ayant pour thème Les Françaises et la vie associative.

\* Présence et promotion de la femme française, 9, rue de Lema, 92000 Nanterre, tél. 781-95-21.

et-à pu noter, parallèlement aux mesures de prévention ou de désintoxication en milieu hospitalier normal, le durcissement, dans certains cas, des législations répressives (nouvelle loi anti-alcoolique en Slovaquie) et une certaine tendance à recourir au traitement forcé des alcooliques chroniques.

La Hongrie, où le problème est abordé assez ouvertement, offre à cet égard un bon exemple. Il existe dans ce pays, depuis plus de deux ans, des instituts thérapeutiques pour le travail, destinés aux alcooliques considérés comme dangereux. L'agence officielle hongroise M.T.I. note lors de l'ouverture du premier de ces établissements, près de Szeged, en janvier 1975 : « Cet institut se distingue d'établissements semblables par le fait que les patients ne sont pas seulement soignés par des médecins, des psychologues et des pédagogues, mais sont également surveillés par des gardiens. » L'affiliation dans une institution de ce genre peut être demandée par la famille, l'entreprise ou une organisation sociale et elle intervient après une décision de justice.

La cure dure de six mois à environ deux ans. Les malades reçoivent pour leur travail (agriculture, travaux manuels) un salaire dont une partie peut être versée directement à la famille sous forme, par exemple, d'allocations familiales. Le temps passé dans un tel institut est pris en compte pour le calcul de la retraite. Le taux de réussite, mesuré à l'absence de récurrence dans les trois ans qui suivent la sortie des malades, paraît assez faible. Il se situe autour de 20 %.

MANUEL LUCBERT.

## Circulation

### L'ALCOOL RESPONSABLE DE 38 % DES ACCIDENTS MORTELS

« Sur la route, petit verre, grand danger », tel est le thème de la campagne d'information qu'a lancée le 4 octobre : M. Christian Gerondau, secrétaire général du comité interministériel de la sécurité routière.

En France, le taux légal d'alcoolémie a été fixé par la loi du 9 juillet 1970 à 0,80 gramme d'alcool par litre de sang. Avec un tel taux, le risque d'accident mortel est multiplié par quatre, mais des études ont démontré qu'à partir de 0,50 gramme d'alcool dans le sang, le comportement des conducteurs était perturbé : diminution des réflexes, difficultés d'évaluation des distances, difficultés de concentration. L'alcool entraîne une baisse des capacités physiques et intellectuelles, un affaiblissement de la perception visuelle, une diminution de la résistance à la fatigue.

Une étude récemment réalisée dans l'ouest de la région parisienne a démontré que l'alcool était responsable de 38 % des accidents mortels. Une étude semblable est en cours au niveau national.

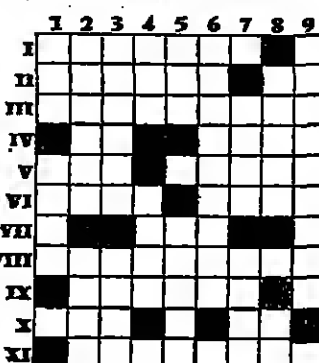
Cette campagne d'information fera l'objet de messages et de films à la télévision, ainsi que d'une information auprès des médecins.

#### PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé. Avez-vous l'âme d'un chef ? Demandez le nouveau guide gratuit numéro 668. Ecole Préparatoire d'Administration. Ecole privée fondée en 1873 soumise au contrôle pédagogique de l'Etat. 4, rue des Petits-Champs 75000 PARIS - CEDEX 02

## MOTS CROISÉS

### PROBLEME N° 1885



XI. Leur royaume n'est pas de ce monde.

#### VERTICALEMENT

- Opérait des changements à vue ; élément d'une comptabilité féroce et minutieuse.
- Faveurs ; Petit trou dans une nappe.
- Toujours prononcé par des intégristes ; Peu éclairé.
- Fossés ; Points dans le temps.
- Offre à certaines l'occasion de croquer la pomme ; Permet de percer.
- Se montre peu discret.
- Boîte ; Reduite de volume.
- Méprisables quand il est feux ; Entendu à Toulon.
- Ne mettez pas les pences.

Solution du problème n° 1884

#### Horizontalement

- Se fait le plus souvent sentir.
- Figure mythologique ; Est on ne peut plus personnel.
- N'hésitent pas à plaquer leur travail.
- Pierre Gaudy.
- Signe ; Vieux jogg.
- Une bonne partie de la messe ; Nombre.
- Un confrère de Sacy.
- Demolisse que l'on peut qualifier de légère.
- Mécontentes.
- Ne se prête pas aux longues confidences ; Abréviation.

GUY BROUTY.

## Foires et expositions

### Les salons français en octobre

- Jusqu'au 16 : Salon du mobilier et de la décoration. Paris (porte de Versailles).
- Jusqu'au 7 : Salon professionnel national des techniques anti-pollution (STAP). Alpeexpo à Grenoble (Isère). 9 h. à 18 h. Pas de nocturne. Une partie du salon est réservée aux professionnels, l'autre au public.
- Du 6 au 10 : Salon régional radio, T.V., hi-fi, Metz (Moselle).
- Du 6 au 16 : Salon du cycle et du motocycle, porte de Versailles, Paris. Les 8, 9, 15 et 16, ouverture à 9 h. ; les autres jours à 10 h. ; les 9, 10, 11, 13, 14 et 16, fermeture à 20 h. ; les autres jours à 22 h. Ouvert au public.
- Du 6 au 16 : Salon de la cavagne et de la résidence mobile. Le Bourget. 10 h. à 19 h. ; samedi et dimanche, de 9 h. à 20 h. Ouvert au public.
- Du 7 au 16 : Salon international des industries d'équipement (Equip-auto), porte de Versailles. 10 h. à 19 h. Pas de nocturne. Ouvert au public.
- Du 7 au 17 : Salon de la radio et de la télévision. Toulouse (Haute-Garonne).
- Du 12 au 17 : Salon des antiquités. Reims (Marne).
- Du 17 au 21 : Marché international pour la diffusion européenne de la sous-traitance (MIDEST). Strasbourg. De 9 h. à 18 h. ; vendredi jusqu'à 17 h. Pour les professionnels.
- Du 16 au 24 : Salon technique international de l'équipement de la gestion des boîtes, restaurants, cafés et collectivités (Equip'Hôtel). Porte de Versailles, de 9 h. à 19 heures ; le 17, jusqu'à 22 h. 20, pour les professionnels.
- Du 20 au 24 : Salon régional de l'automobile. Besançon (Doubs).
- Du 22 au 26 : Salon international du prêt-à-porter et section boutique, porte de Versailles.

### pieds longs et LARGES 38 au 50

Il existe un magasin à Paris où tous les hommes qui ont des difficultés à se chausser à cause de leur pointure (ou largeur) trouveront chaussure à leur pied. C'est le Palais de la Chaussure, 39, avenue de la République, Paris (11<sup>e</sup>), qui présente un choix unique, du 38 au 50, par demi-pointure de la 6<sup>e</sup> à la 11<sup>e</sup> largeur. N'hésitez pas à demander le catalogue. Tél. : 357-45-92.

A 17 km de PARIS  
bord AUTOROUTE SUD  
(première sortie)  
TERRAINS INDUSTRIELS  
Location bail emphytéotique  
(12,50 F le m2 par an)  
Tél. : 909-70-25

# PRIX EXCEPTIONNELS MADELIOS

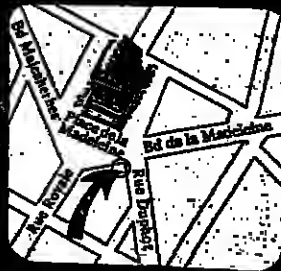
DU 3 AU 15 OCTOBRE

GOSTUME  
3 pièces pure laine  
700F

CHEMISE  
polyester mélangé  
55F

CRAVATE soie  
25F

CHAUSSURE  
semelle cuir  
185F





	La ligne	La ligne T.S.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	43,16
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

# ANNONCES CLASSEES

	Le m. en	T.C.
ANNONCES ENCAISSEES	24,00	27,43
OFFRES D'EMPLOIS	9,00	11,72
DEMANDES D'EMPLOIS	23,00	22,88
IMMOBILIER	23,00	22,88
AUTOMOBILES	23,00	22,88
AGENDA	23,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

## emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

J.I. Case  
A Tenneco Company



La société CASE FRANCE S.A., entreprise industrielle et commerciale, productrice de la tracto-pelle la plus vendue au monde, recherche son

### CONTROLEUR DE GESTION

Ses responsabilités :

- la mise en place et le contrôle des méthodes de gestion ;
- la comptabilité analytique et prévisionnelle ;
- l'élaboration d'analyses financières et économiques ;

Son profil :

- expérience approfondie dans fonction similaire (société importante) ;
- formation supérieure comptable et financière ;
- goût des contacts et de la méthodologie ;
- âge de 30 ans environ ; anglais courant.

La société offre :

- rémunération en fonction de l'expérience du candidat et de l'importance du poste ; facilités de logement ;
- travail au sein d'une équipe dynamique, dans une société en expansion ; bon encadrement ;
- implantation au sud de la Sologne, 2 heures de Paris.

Envoyez votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite, prétentions) en toute confiance au Directeur Financier  
Case France S.A.,  
10, rue Pierre-Sémard - 18103 Vierzon



Nous sommes un groupe d'Assurances privé solidement implanté sur le marché. Nous recherchons des

### INSPECTEURS REGIONAUX

pour nous aider à animer notre réseau dans les régions suivantes :  
ALSACE - RHONE-ALPES - PROVENCE

ANIMER ? C'EST A DIRE :

- rechercher les hommes et les former sur le plan administratif et commercial ;
- assurer la réalisation des objectifs de développement du C.A.

QUE DEMANDONS-NOUS ?

Des jeunes prêts à choisir une carrière, ayant le sens des contacts, le goût d'une vie active (ils circuleront beaucoup dans leur région), un niveau d'études supérieur, et si possible, une première expérience dans le domaine commercial.

QU'OFFRONS-NOUS ?

Vous serez cadres ; un régime de remboursement pour vos frais de déplacements ainsi qu'une voiture de fonction sont prévus. L'expérience de l'assurance n'est pas indispensable. Nous nous chargeons de votre formation par un programme de stages d'un an, à la fois dans nos services et sur le terrain.

Adressez C.V. manuscrit et photo en précisant la région qui vous intéresse s/réf. 9241 à AXIAL Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Petite Société Importation et distribution d'articles d'Extérieur-Orfèvrerie  
SITUÉE A LYON  
recherche pour succéder Directeur, puis prendre en charge ultérieurement la Direction

#### JEUNE COLLABORATEUR

ayant expérience 1 ou 2 ans gestion et commerciale  
Formation E.C. ou équivalent souhaitée ; Ecrire avec C.V. à M. HABIB, 30, bd Henri-IV, 75004 PARIS.

Organisme Public MARSEILLE recherche

#### ORGANISATEUR INFORMATIEN

responsable de son INFORMATION  
— Ingénieur Grande Ecole, OEA, CHAM ou maîtrise ;  
— Culture informatique solide et variée ;  
— Expérience de l'utilisation de bases de données.

Il participera à la conception de projets informatiques (2 à 3) pour lesquels il recrutera du personnel temporaire (3 à 4 personnes) dont il suivra les travaux. Il délivrera la configuration du matériel (actuellement un terminal bureau), il animera l'équipe permanente (3 personnes).

Ecrire lettre manuscrite, C.V. détaillé, prétentions et photo à : O.P.I., 343, bd Remain-Rolland, 13007 MARSEILLE.

LE MONDE DE L'EDUCATION

recherche pour son siège de Rouen

1 adjoint à la direction administrative

40 ans maximum - 60.000 ou + selon capacités

Formation ou expérience juridique, financière, gestion et relation personnel pour encadrer Services Achats, secrétariat, Documentation et Comptabilité Analytique. Succéder à Secrétaire Général.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions : S.P. 1021 76013 ROUEN Cedex

ORDONNANCEMENT LANCEMENT GESTION STOCKS

Pour une Société française moyenne d'excellent renom fabricant des composants, sous-ensembles et matériels de pointe, il réclame du Directeur des Fabrications et anime un service de 15 personnes. Il doit avoir plus de 30 ans, une formation en électronique et électrotechnique (B.T.S. par exemple), une expérience en fabrication. Il est actuellement responsable de l'ordonnancement-lancement et des stocks, et a de fréquentes liaisons avec l'Informaticien. Adressez votre dossier sous le numéro 120. G.M. RECHUTEMENT, 154, boulevard Malesherbes, 75017 PARIS.

CHEF COMPTABLE 80 000+

Sol de Contr. Mém., forte notoriété, pays de Loire (850 pers., 140 mil. CA - 60% export). Sous l'égide du C.A.P., son service (7 pers.) a la charge de l'ensemble des comptes ; bilans et CE mensuels, déca, fin. et etc. Solvance sans faille, comptabilité, trésorerie, journalisation, prévisions, règlementation etc., variées. Il faut avoir + de 30 ans, formation sup., une exp. confirmée (+ de 5 ans) dans le domaine, être familiarisé avec les codes informatiques. Angl. appliqué. Envoyer C.V. photo, avec référence « 244 » à : S.N.F.M.-PA - 100 Av. Charles de Gaulle - 92522 Neuilly Cédex.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIEES » de vouloir bien indiquer fidèlement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publicité » ou d'une agence.

## offres d'emploi

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL EUROPEEN

recherche dans le cadre du plan à moyen terme de sa direction  
ORGANISATION et INFORMATIQUE

### un chef de projet

chargé de développer un ensemble de systèmes de gestion pour les réseaux de ventes français et étrangers. Il animera l'équipe d'étude et de réalisation depuis la conception jusqu'à la mise en place finale.

Une formation supérieure (Ingénieur grandes écoles, HEC, ESSEC), une expérience en qualité d'analyste concepteur puis de chef de projet dans l'organisation des ventes et de l'information commerciale sont indispensables. De bonnes connaissances linguistiques (Anglais, Allemand) seraient appréciées.

### ingénieurs analystes

chargés de la réalisation d'applications dans le domaine commercial au sein d'équipes de projet, en liaison étroite avec les utilisateurs. Une expérience de 3 à 5 ans en informatique est nécessaire, si possible des applications commerciales en mode conversationnel.

Pour ces deux types de fonction, des déplacements sont à prévoir dans les établissements du Groupe.

Lieu de travail : Paris et Banlieue Ouest. Adressez C.V., photo, prétentions s/réf. 4623 à

31 Bd BONNE-NOUVELLE 75002 PARIS qui transmettra

#### ORGANISME SOCIAL

#### QUARTIER OPERA

Renforce la structure de son service informatique, 40 personnes  
L.B.M. - 138 - DOS/VS - 3700 DLI/1 et CICS et recherche

#### ADJOINT CHEF DE SERVICE

chargé plus particulièrement de l'exploitation et des systèmes expérimentés DOS/VS et DB/DC.

#### ANALYSTE CONCEPTEUR

responsable d'un petit groupe d'analystes programmeurs.

Expérience réalisations DB/DC nécessaires.

Pour ces deux postes, il est exigé une formation supérieure.

Adressez cur. vitas détaillées et prétentions à : M. BROSSARD, 3, rue Talbot, Paris (9°).

#### GROUPE DE CONSTRUCTION

#### LEADER DANS SON SECTEUR

recherche

#### DIRECTEUR TECHNIQUE

Ce responsable de très haut niveau a une formation de direction dans une société de premier plan d'ingénieur et assume actuellement des fonctions

QUALITES REQUISES :

- Connaissance du Bâtiment ;
- Tempérament de meneur d'hommes et de réalisateur ;
- Capacité d'intégration à une équipe de Direction générale jeune et dynamique.

La rémunération proposée sera en rapport avec l'importance du poste et les qualités demandées.

Adressez C.V. à Havas Conseil, 135, avenue Charles-de-Gaulle 92200 NEUILLY, qui transmettra (Réf. 100).

#### SOCIÉTÉ RÉGION PARISIENNE

#### SPECIALISÉE DANS LA LUBRIFICATION

recherche

#### INGÉNIEUR MÉCANICIEN AM et INSA

#### TECHNICO-COMMERCIAL

expérimenté, bilingue français-anglais pour exercer fonction responsable pour développer vente produits pétroliers.

#### INGÉNIEUR CHIMISTE

expérimenté pour animer équipe recherche appliquée dans laboratoire synthèse organique.

Ecrire au n° 7724 « Le Monde » Publicité, avec C.V. et photo, 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9°).



propose un poste d'

### Ingénieur technicien

en mesures physico-chimiques

pour visite clientèle Région Parisienne

Convientrait à jeune d'I.U.T. physico-chimique. Formation de dix mois environ à GRENOBLE.

Env. C.V. à ELECTROFACT, 11, rue J.-Bouchayer, 38100 GRENOBLE.

#### Importante Société Pétrolière

#### ELF - SEREPCA

#### DOUALA (Cameroun)

recherche

#### 2 CADRES COMPTABLES CAMEROUNAIS

diplôme min. exigé D.E.C.S. français ou équival. Expérience pratique satisfaisante en comptabilité générale et analytique dans importante société pétrolière de préférence.

CONDITIONS EXIGÉES :

- Français parlé et écrit couramment ;
- Bonne connaissance de l'anglais ;
- Age minimum 26 ans.

Recrutement immédiat à DOUALA.

Demande à adresser à : S.N.E.P. Département formation/information qui transmettra - 26, av. des Lilas - 69009 PAR.

#### LA MISSION LAÏQUE FRANÇAISE

recherche

#### UN PROFESSEUR AGRÉGÉ DE SCIENCES PHYSIQUES

POUR

#### LE GRAND LYCÉE DE BEYROUTH

UN PROFESSEUR AGRÉGÉ DE PHILOSOPHIE POUR

#### LE LYCÉE HAZI DE TÉHERAN

Tél. : 727-96-92 ou 727-30-26



recherche pour ses hôtes de passage aux Antilles

#### Animateurs

- Libérés des obligations militaires ;
- Célibataires ;
- Apâtés/sportives ;
- Parlant anglais.

Adressez lettre avec C.V. et prétentions à Monsieur DEBUYSER - PLM, 62, Champs-Élysées, 75008 PARIS.

#### GROUPE INTERNATIONAL SUISSE

ayant un important contact d'affaires dans le

#### NÉGOCE DES PRODUITS CHIMIQUES

recherche pour sa Filiale Française

#### DOMICILIÉE A LYON

#### CHEF DE DÉPARTEMENT

30 ans minimum, dynamique, expérimenté et capable si possible dans la profession.

#### ANGLAIS INDISPENSABLE

Rémunération sous forme de salaire et de bonus dont le total pourrait dépasser 100.000 F selon expérience et succès.

Ecrire N° 5367 - HAVAS LYON, 81, rue de la République, 69003 LYON.

#### Importante Câblerie

RÉGION NORD-EST, recherche

#### JEUNE INGÉNIEUR

1 à 2 ans d'expérience

POUR SON SERVICE FABRICATION

Formation ENSCM ou équivalent

Porte motivation pour le commandement en atelier indispensable.

Adressez C.V. et prétentions, N° 39236, CONTEXTE Publicité, 30, av. Opéra, Paris-1°, qui transmettra.

#### IMPORTANTE SOCIÉTÉ ELECTRONIQUAGÈRE

recherche pour USINE

#### de BASSE-NORMANDIE

#### UN ACHETEUR QUALIFIÉ

IL SERA RESPONSABLE :

- des approvisionnements ;
- du contrôle des stocks pour les produits concernés.

Il devra avoir de bonnes connaissances en matière de composants électroniques et électroniques et une certaine expérience de la gestion informatique.

Poste : Astérisé cadre.

Ecrire sous référence 1.503 à SPERAS, 12, rue Jean-Jaurès - 62801 PUTEAUX.

#### ANNONCES CLASSEES

TELEPHONEES

296-15-01

#### offres premier emploi

PREMIER EMPLOI

Groupe Diffusion Mobilier

C.A. 15.000.000 de F par mois

vous propose un

STAGE EXCEPTIONNEL

sur une formation

financière et commerciale.

Après 6 mois, garantie

d'emploi au poste de

CONSEILLER EN GESTION

DE PATRIMOINE

Ecrire à G.S.M. 75008 PARIS.

296-15-01



## offres d'emploi

Très important groupe de construction de maisons individuelles traditionnelles, leader de son secteur, recherche

## 1) UN DIRECTEUR RÉGIONAL

pour diriger son Agence de Paris-Île-de-France. Ce responsable de haut niveau disposera d'une large autonomie. Il devra posséder les qualités suivantes :

- Expérience commerciale du coup par coup.
- Meneur d'hommes et réalisateur.
- Sens de l'organisation.
- Gros travailleur, volonté d'aboutir.

## 2) UN DIRECTEUR TECHNIQUE RÉGIONAL

pour diriger son Agence de Paris-Île-de-France. Ce responsable de haut niveau disposera d'une large autonomie. Il devra posséder les qualités suivantes :

- Expérience du bâtiment sous coupe d'état.
- Meneur d'hommes et réalisateur.
- Sens de l'organisation du chantier.
- Gros travailleur, volonté d'aboutir.

La rémunération sera en rapport avec le poste occupé et l'expérience du candidat.

Pour ces deux postes, adresser curriculum vitae à : HAVAS CONSEIL (Salle de CHARENTAIS), 135, av. Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine, qui transmettra.

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ ELECTRONIQUE INDUSTRIELLE

Pris Gare Nord et Est recherche

## INGENIEUR

POSITION II

Ayant quelques années d'expérience en Analyse Informatique et application aux Microprocesseurs

Pour étude et développement de systèmes de Télécommunications

Téléphone 203-08-11

## SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE BATIMENT

recherche

## QUANTITY SURVEYOR

OU

## JEUNE INGÉNIEUR BATIMENT

Profil :

- bonne expérience des chantiers de bâtiments T.C.E. et si possible de la réhabilitation ;
- intérêt certain pour les études de coût ;
- connaissance des règlements français régissant les marchés publics et privés ;
- bonne aptitude à la rédaction des documents contractuels ;
- pratique de l'anglais.

Téléphone pour premier contact à :

ARUP INGENIERIE - 361-51-57, Malek GRUNBERG.

## SEL France

dans le cadre de son EXPANSION due au succès de sa gamme des Super Mini-ordinateurs SEL 32 recherche

## INSPECTEURS de MAINTENANCE

CONFIRMÉS

REGION PARISIENNE

- Connaissance de l'anglais exigée

Adressez C.V. ou téléphonez à :

M. J. P. LEROY

SYSTEMS ENGINEERING LABORATOIRES SA

29, rue de Noy - 78870 BAILLY

tél. 460.96.75

## Recherches pour

## PAYS DE L'EST

## INGÉNIEURS

spécialistes fours pétroliers

## MOYEN-ORIENT

## MAGASINIERS

confirmés, pétrole

particulièrement bilingues anglais

## POUR PARIS

## E1 - E2

Industrie pétrolière

## POUR PROCHE PROVINCE

## AGENTS TECHNIQUES

confirmés, 3<sup>e</sup> échelon, S.T.A. mécanique

Téléphone M. LOUAT - 500-03-04

Recherches CADRE

10 ans d'expérience, ayant l'habitude de diriger du personnel, connaissances techniques approfondies. Adressez C.V. ou téléphonez à :

J.P. P. rue de l'Arcade, Paris 1<sup>er</sup>, qui transmettra.

CENTRE DE RECHERCHES

banlieue Sud-Ouest

Recherches CADRE

10 ans d'expérience, ayant l'habitude de diriger du personnel, connaissances techniques approfondies. Adressez C.V. ou téléphonez à :

J.P. P. rue de l'Arcade, Paris 1<sup>er</sup>, qui transmettra.

CENTRE DE RECHERCHES

banlieue Sud-Ouest

Recherches CADRE

10 ans d'expérience, ayant l'habitude de diriger du personnel, connaissances techniques approfondies. Adressez C.V. ou téléphonez à :

J.P. P. rue de l'Arcade, Paris 1<sup>er</sup>, qui transmettra.

CENTRE DE RECHERCHES

banlieue Sud-Ouest

Recherches CADRE

10 ans d'expérience, ayant l'habitude de diriger du personnel, connaissances techniques approfondies. Adressez C.V. ou téléphonez à :

J.P. P. rue de l'Arcade, Paris 1<sup>er</sup>, qui transmettra.

## offres d'emploi

## senna informatique

L'une des unités de SEMA, société de conseil, d'études et d'ingénierie, recherche pour développer ses activités en Mini-informatique des ingénieurs diplômés de grandes écoles (X, Télécom, Sup. Afric., Eec., Ensis) pour les postes suivants :

## chefs de projets

ayant de 4 à 5 ans d'expérience pratique dans l'un au moins des domaines précités ci-dessous,

## ingénieurs informaticiens

ayant 2 à 3 ans d'expérience pratique de la réalisation de logiciels temps réel sur mini-ordinateurs,

pour concevoir et réaliser des systèmes informatiques dans les domaines suivants :

- réseaux de transmission de données,
- asservissements échantillonnés, filtrages numériques,
- simulation en temps réel de systèmes opérationnels complexes.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs ayant le goût du travail en équipe, le sens des responsabilités, et disposés à effectuer des séjours en province ou à l'étranger. (Réf. 10157M)

Adressez votre CV, avec une courte lettre manuscrite, à :

J. Hefage, Senna-Selection :

92125 MONTROUGE - Centre Metra, 16-18, rue Barbès.

## senna selection

MontroUGE - Lille  
Monsieur - Lyon

## CHEF MAGASINIER

CONFIRMÉ

Minimum 25 ans, très bonnes références, personnalité affirmée pour responsabilité personnelle, magasin à stock et expédition, place stable.

Téléphone : 739-79-00.

SAFIRE 12, rue Martyr, 92-CLICHY (Paris 17<sup>e</sup>).

ORGANISME TOURISME SOCIA

recherche pour VILLAGES DE VACANCES

## DIRECTEURS

RESPONSABLE :

- Gestion,
- Animation,
- Restauration,
- Maintenance équipements,
- Personnel.

QUALITÉS REQUISES :

- Initiative,
- Organisation,
- Aise au commandement,
- Sens développé des contacts humains.

Expér. collective indispensable

Adr. C.V. + photo s/nr 2664 à

P. LICHOU S.A. BP 220

75002 PARIS, Cédex 02 qui transmettra

## ETABLISSEMENT PUBLIC

recherche d'urgence

## UN LICENCIÉ

EN

DROIT PRIVÉ

ayant 1 à 2 ans d'expérience professionnelle.

Sera chargé de l'élaboration de contrats et d'études juridiques.

Stabilité d'emploi.

Ecrire avec C.V. à n° 30.951,

CONTESSÉ PUBLIS.

20, av. de l'Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

Ecole cherche 1<sup>er</sup> classe de 1<sup>er</sup>

Professeur de mathématiques expérimenté. Livre 12 heures par semaine. - Tél. : 783-34-45

## SLIGOS - CPP

recherche

## 2 INGENIEURS COMMERCIAUX

## "PROGICIELS"

• Leur mission consiste à commercialiser, avec l'aide d'un support promotionnel très important, les 3 gammes de produits de SLIGOS-CPP (gestion, mesure et optimisation, techniques informatiques), auprès des Directeurs Informatiques des Grandes Entreprises et des Administrations.

• Ces 2 postes conviennent à :

- des Ingénieurs Commerciaux ayant 2 à 3 ans d'expérience dans la commercialisation de produits ou de services informatiques
- des Technico-Commerciaux ou Informaticiens expérimentés et motivés par une activité commerciale.

• Une formation complète sera assurée tant sur le plan de la connaissance des produits que sur celui des techniques commerciales.

Adressez lettre de candidature, C.V. et photo à SLIGOS-CPP - Réf. 304

Direction Commerciale - 91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

## PROGRAMME ANALYSTE

expérimenté, 15 ans d'expérience, maîtrise parfaite de l'anglais, maîtrise parfaite de l'anglais, maîtrise parfaite de l'anglais.

Importante Société de fabrication de matériel de télécommunications recherche pour son département de développement et de conception un ingénieur expérimenté en électronique.

Le candidat devra avoir une expérience en conception et en réalisation de circuits électroniques.

Adressez C.V. et photographies à :

30 771 CONTESSÉ PUBLIS.

20, av. de l'Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

## PUPITREUR

IRIS 50 62

Téléphone 26-79-82

## offres d'emploi

## INSTRUMENTS S.A. s/2 L

Divulgué par ADAMIEL LACHARGY 15, avenue Jean-Jaurès 92011 IVRY, recherche

## INGÉNIEUR

DE PRODUCTION

Formation électronique, connaissances en GESTION DE PRODUCTION

Il assurera la responsabilité des ateliers de montage (mécanique et électronique). Expérience analogue de fabrication indispensable. Référence P. 1P

## INGÉNIEUR

CONTRÔLE QUALITÉ

Formation électronique, connaissances en INSTRUMENTATION.

Il prendra en charge l'ensemble des problèmes de Contrôle et de Qualité. Plusieurs années d'expérience. Référence P. 1C

## PRÉPARATEUR

DE FABRICATION

V2 - Monteur qualifié en électronique et S.M.T. Référence P. A.E.

## ACHETEUR

V2 - Connaissant bien le marché des composants et de la sous-traitance en électronique.

Envoyez C.V. détaillé, photo et références à :

Société d'Ingénierie Conseils recherche

## INGÉNIEUR CONFIRMÉ

en planification de projets. Ayant bonnes connaissances applications, méthodes PERT sur affilés complexes (type ingénierie ou nucléaire).

Env. C.V. détaillé avec références et photo sous réf. 1085 à P. LICHOU S.A. BP 220, 75002 PARIS CÉDEX 02 qui transmettra.

## ORGANISME FRANÇAIS

recherche

## UN INGÉNIEUR

FIABLISTE

de HAUT NIVEAU

Ayant plusieurs années d'expérience dans la mise en œuvre concrète d'ateliers de fiabilité dans la réalisation de projets industriels.

Age souhaité 30 ans minimum

Lieu de travail : BANLIEUE SUD

Env. C.V. et photo n° 30.338

CONTESSÉ PUBLIS

20, av. de l'Opéra, Paris (1<sup>er</sup>)

Fabrique de MARQUINERIE

de une PARIS recherche

## HOMME ou FEMME

— Disponible de suite,

— Bonne présentation,

— Expérience Mode,

— Connaissance de la vente et de la fabrication.

— S'agit d'un cadre.

Env. n° 1 8125 M. Régis-Pressé

85 bis, rue Réaumur, PARIS 2<sup>e</sup>

ORGANISME TOURISME SOC.

VILLAGES DE VACANCES

## ECONOMES

Responsables :

- Achat des vivres,
- Établissement menus,
- Prime alimentaire,
- Services cuisine et salle,
- Gestion stocks.

QUALITÉS REQUISES :

- Initiative,
- Organisation,
- Sens commandement.

Expér. restauration indispensable.

— FRANCE

— GRÈCE (langues, langue grecque indispensable).

— TUNISIE (connaiss. langue arabe indispensable).

Adr. C.V. + photo s/nr 2664 à

P. LICHOU S.A. BP 220, 75002 PARIS CÉDEX 02 qui transmettra.

CLUBS IMMOBILIERS

CHATOU rech. NEGOCIATRICE

pour vente appart et plots.

Tél. pour R.V. : 783-34-45

## offres d'emploi

## REGION PARISIENNE

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL BIENS D'EQUIPEMENT ELECTROMECHANIQUE

recherche

## RESPONSABLE SERVICE ACHATS

Il aura pour responsabilités :

- la négociation des contrats avec les fournisseurs (forge, fonderie, électronique, machines-outils)
- la gestion du budget achats : environ 30 MNF (analyse de la valeur, réduction des coûts)
- l'animation de l'équipe d'acheteurs

Ce poste convient à ESSEC, ECL, AM... ayant expérience des achats (3 ans minimum) dans les domaines suivants : mécano-soudure, mécanique, électromécanique et ayant l'habitude des négociations et suivi de contrat.

Adressez C.V. et références sous référence 47M260

69 rue de Monceau 75008 Paris

Centre de Psychologie Appliquées

## secrétaires

Secrétaires de direction

## GROUPE INTERNATIONAL T.P.

Leader Européen dans un secteur d'activités recherche pour son

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL (92 - Levallois-Perret)

## secrétaire de direction

confirmée

• 5 ans minimum d'expérience professionnelle.

• Bonne pratique de la sténo et de la dactylographie.

• Très bonne connaissance de l'anglais lu et écrit (niveau licence)

Adressez C.V. détaillé, photo et prétentions s/réf. 5561 à :

P. LICHOU S.A. BP 220 - 75003 Paris Cédex 02 qui transmettra

## IMPORTANT ENTREPRISE

DE TRAVAUX PUBLICS recherche

pour sa Division Internationale

## UNE SECRÉTAIRE DE DIRECTION

BILINGUE (FRANÇAIS-ANGLAIS)

très expérimentée, la candidate recherchée aura si possible déjà exercé sa profession dans le domaine des travaux publics.

Bonnes connaissances de l'espagnol fortement appréciées.

Bernine ou 8 jours

Lieu de travail : proche banlieue Sud (Métro)

Adressez (photo), C.V., rémunération souhaitée sous réf. 4822 à L.T.P., 31, bd Boisse-Nouvelle, 75002 Paris, qui transmettra.

## TRES IMPORTANT

GROUPE INTERNATIONAL (PARIS-NORD) recherche pour son Président

## une secrétaire

de direction

Orfèvre bilingue ANGLAIS - FRANÇAIS (sténo dans les 2 langues).

Ce poste de haut niveau conviendrait à une personne pouvant justifier d'une expérience préalable dans des fonctions similaires.

Salaires élevés.

Ecrire avec C.V. détaillé et photo à n° 30.397

CONTESSÉ PUBLIS - 20, Avenue Opéra - 75004 PARIS CÉDEX 01, qui transmettra.

## La Direction Générale d'une importante Société

recherche

## SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Nous demandons :

- plusieurs années dans la fonction,
- Ordre et méthode,
- Travailleur et disponible,
- Sens de la qualité et de l'assistance,
- Allemand, souhaité.

Nous proposons un poste dans une entreprise en développement :

- d'initiative et d'activité,
- de participation.

Résidence à PAU (Pyrénées-Atlantiques).

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo récente sous n° 4822 à P.M.P., 85, rue de Provence, PARIS 9<sup>e</sup>, qui transmettra.

## SOCIÉTÉ IMPORTANTE

recherche à BAGNEUX (92) pour son DIRECTEUR DE MARKETING

## Secrétaire

de Direction



demandes d'emploi

# LE DIRECTEUR GENERAL

que vous recherchez...

• 48 ans ; formation supérieure et Business School  
 • gestionnaire dynamique de très haut niveau, il maîtrise parfaitement l'ensemble des problèmes économiques et financiers de l'entreprise. Rongé aux méthodes marketing, il place néanmoins les relations humaines en tête de ses préoccupations  
 • habitude aux négociations à l'échelon le plus élevé, il possède également une grande expérience des relations avec les partenaires sociaux, les syndicats, les organismes patronaux et l'Administration  
 • actuellement Directeur Général Adjoint d'une société industrielle de 2.000 personnes qui réalise un C.A. de 250 millions de francs, il désire assumer immédiatement la responsabilité totale d'une entreprise de dimension similaire.  
 Ecrire à N° 29067 CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

demandes d'emploi

Journaliste, port. connaissance secrétariat de rédaction, 30 ans d'expérience, cherche poste dans rédaction ou revue.  
 Ecr. n° 1725 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-7

SECRÉTAIRE PARLEMENTAIRE confirmée lic. droit, ch. étoile réf. 1<sup>er</sup> ordre. Tél. av. 9 h. ou apr. 19 h. ou 522-67-61

HOMME 30 ANS D.E.C.S. 7 ans exp. chef comptable, directeur administratif, dirigeant P.M.E., recherche situation OUISEILLE RAPIDEMENT. RÉGION INDIFFÉRENTE  
 Tél. : 982-32-43.  
 J.F. 18 ans, sérieux, ch. place STENOGRAPHE CORRESPONDANT Ecr. n° 4363 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-7

information divers

Pour être informé des emplois offerts en Amérique latine (Venezuela, Brésil, Argentine, Costa-Rica, etc.) aux cadres, ingénieurs et personnel qualifiés, demander la documentation gratuite sur la revue spécialisée A.L.E. (E.J.) B.P. 42249 Paris

Pour TROUVER SITUATION Conseil en carrière Comment chercher Ologistique d'orientation Etude grapho-morphologique Soins psychologique. Entretiens personnalisés ou par correspondance par un groupe de praticiens.  
 Inter. : 246-26-57 Association ICHU/PSYCHO 30, r. des Mathurins, 75008 Paris

capitaux ou proposit. com. Fabricant US de la meilleure production internationale de skateboards recherche en France un distributeur exclusif de skateboards et équipement de protection.  
 Si vous fournissez des skateboards de sport et des accessoires, nous en faisons un article de sport, veuillez prendre contact avec nous en précisant N° 70276 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris qui transmettra.

occasions PIANOS n°s 4300. Occas. 3500. Queues 4000. Local. Crd. Debut. 75 av. de Wagram, 75015 Paris. Tél. : 58-43-43

Retrouv. V. INOVICES et PIERRES DURES, CHINOIS et JAPONAIS. Ecr. n° 4363 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-7

EN SOLDE - Meubles et revêtements muraux 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> choix 50.000 m² sur stock. Tél. : 58-43-43

A vendre un BILLARD français très ancien. Piche 1975. Tél. : (151) 23-22-55

# automobiles

ALFA ROMEO Du 1<sup>er</sup> Octobre au 16 Octobre, présentation des modèles 78.

SFAM-France 23, bd de Courcelles, 75008 Paris. Tél. 292 02 50

5 à 7 C.V.

PART. A PART. COUPE FIAT 128 1300 S.L. année 73 Très bon état. Avec 2300 F. Tél. 620-78-54

Particulier vend R 5 TS, 1977, 21.500 km, état impeccable. Ecr. n° 4363 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-7

Vend R 5 TL 1977, bon état, vitesses blanches, 744, mercer, VEULIN 425-50-01, Paris bureau. Tél. : 58-43-43

Vend FIAT 128 C.L. 1977, excellent. 14.000 km, radio-cassette, 17.000 F. Tél. : 63-38-38

Vend FIAT 128 C.L. 1977, excellent. 14.000 km, radio-cassette, 17.000 F. Tél. : 63-38-38

8 à 11 C.V.

Collabor. Chrysler vend 1980 GT 15 avril 1977, gris métal, intérieur beige, 125.000 km, 1.000.000 F. Tél. : 58-43-43

divers

Mercedes-Benz 280 S.L.C. 1977, 18.000 km, état impeccable. Ecr. n° 4363 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-7

ROUS ROYCE SILVER SHADOW 77 13.000 km, toutes options + bar + radio. Faire proposition 751-25-41 - 750-54-41

Mercedes 280 S.E.B.A. 78 de direction Garantie totale et crédit possible. Tél. : 58-43-43

Vendues avec Garantie S.A.L.W. 30 50, 1974, bleu clair, mch., vitesses bleues D.J., boîte mécanique, tout cuir, 21.000 km, Morris 1300 GT 74, 14.000 km, intérieur marine, 36.000 km, Princess 1500 HL, neuve, mar. ron metal, vitesses chromées, cuir, 20.000 km, S.A. BRETAGNE, 270-15-15

les annonces classées du Monde sont reçues par téléphone du lundi au vendredi de 9 h. à 12 h. 30 - de 13 h. 30 à 18 h. au 296-15-01

# l'agenda du Monde

Agencement

Sur Paris et banlieue et Agencement de cuisines à vos mesures en stratifié. Etudes et devis gratuits. Agencement placard Kared. Placard moderne et rangement sur mesure. Agencement de bureau et 5 points, blindage du bureau, pose tringles à rideaux et divers. Tél. : 102-35-14

Artisans

Plomberie Express tous dépannages urgents sur devis gratuit. Serrurerie-Electricité en dépannages rapides et installations. Tél. : 371-59-43, 3 bis, rue de la Réunion, 75002

Arts

A vendre dessin GOERG - ARIESE - VALLAT - SAVIN - SEYSSAUD. Tél. : 232-70-52

Ateliers

VALENTIN MARCO Dessinateur Illustrateur de mode créatif pour le textile. Tél. : 553-67-37, le matin

Bibliographie

Edition illustrée MAO TSE-TOUNG illustrée par OALI. Tél. : 242-62-66, après 17 h.

Bijoux

Bijoux Anciens, Bagues Romantiques. Se choisissent chez GILLET, 19, rue d'Arcole, Paris-6. Téléphone : 633-00-62

Cours

TOUTES LANGUES tous niveaux, tous diplômes Particuliers et Entreprises Petits groupes et individuels LAETITIA - Ecole des Langues 1, Carrefour de l'Odéon (9) 633-37-45 - 633-99-43

Cours et leçons

PROFESSEUR AGREGÉ D'ANGLAIS donne cours tous niveaux. Tél. : 376-37-33

traductions

Demande M. 35 ans, germaniste, dipl. univers. ferrail trav. traductions Ecr. n° 7719 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-7

Décoration

ARCHITECTURES ET ARTS DES PALAIS MAROCAINS Chez vous, moins cher qu'une taphiserie. Sculptures - Fresques - Décorations sur papier - Pierre - Plafonds - Murs - Halles. Brochure en envoi à REGIE-PRESSE, n° 70001 M, 85 bis rue Réaumur, 75002 PARIS.

Garde d'enfants

J. F. ch. garde enfants matin, mardi, jeudi, vendredi. Tél. : 237-66-28

Graphologie

Cours graphologie pr débutants. Préparation examen S.F.O. Tél. : 674-18-22 et 674-58-24

Instruments

de musique ACHETE VIOLONS VIOLONCELLES ET NARPES. Tél. : 770-37-25

Jeux

Vends BILLARD FRANÇAIS 1<sup>er</sup> ordre, état. Tél. : 967-43-28, après 19 h.

Licence

ACHETE LIVRES « Club français du Livre », édité avant 1978. Ecr. à M. PHILIPPEAU, 52, rue Moncey, 69003 LYON.

Moquette

DISCOUNT 30 à 60 % sur 10.000 m² moquette toutes qualités. Téléphone : 757-19-19

Rencontres

MARIE GELY, conseil psychommatrimonial invite les célibataires à une conférence sur la sociologie et l'harmonie du couple animée par le docteur Georges TEBUL le mardi 12 octobre à 20 h. 30 (participation 10 F.). Inscriptions par téléphone : MARIE GELY, conseil psychommatrimonial, 95, rue Saint-Lazare, 75002 PARIS. Tél. : 280-09-18 et 280-35-40

Spécialités

régionales (vins) A. CHAPEAU, viticulteur à HUSSEAU, 3720 MONTLOUIS vit fera connaître sa production de blanc appellation contrôlée, sec, 11.200 F (tous droits). 1/2500, rouilleux, champagne, brut et 1/2500 (Exp. 12 ou 25 bpt.).

Vacances

Tourisme Loisirs A GOLFE-JUAN LOCATION vue sur mer, prot. contre, calme, coin, r. de jardin, 1 ch., sal., cuis., dch., w.c., chauff. cent., 25 F par jour et camp. T. (92) 63-76-54 ou scr. Marie Blet 436, chemin des Cist. Golfe-Juan, 0620 VALLAURIS.

Vélos

2 vélos compétition, cadres COLNAGUS, hauteur 52, 11.200 F (tous droits).

Agenda du Monde

Le mercredi et le vendredi nos lecteurs trouveront sous le titre des offres et des demandes diverses de particuliers (objets et meubles d'occasion, livres, instruments de musique, voitures, etc.) ainsi que des propositions d'entreprises de services (artisans, dépannage, interprètes, locations, etc.). Les annonces peuvent être adressées soit par courrier au journal, soit par téléphone au 296-15-01

# immobilier

# LE MONDE

# 12

# 13

# 14

# 15

# 16

# 17

# 18

# 19

# 20

# 21

# 22

# 23

# 24

# 25

# 26

# 27

# 28

# 29

# 30

# 31

# 32

# 33

# 34

# 35

# 36











## ÉQUIPEMENT

### CONSTRUCTION NAVALE

Livré dans quelques jours

#### LE PLUS GRAND MÉTHANIER FRANÇAIS

RESTERA SANS EMPLOI

(De notre correspondant.)

Dunkerque. — En l'espace d'une quinzaine de jours, les Chantiers de France-Dunkerque auront livré deux transporteurs de gaz qui seront mis à la chaîne, c'est-à-dire resteront sans emploi, comme les trois précédents. Ces trois méthaniers américains de 120 000 mètres cubes, du type 21 Paso, ont été pris en pension dans les fjords norvégiens.

Livré la semaine dernière, à l'armement anglais Bibby Line, le premier de 75 000 mètres cubes, le *Stiffordshire* restera désarmé à Glasgow. Le 10 octobre prochain, c'est le plus grand méthanier français, l'*Edouard-L.D.* (125 000 mètres cubes), armé par Louis Dreyfus, qui quittera les Chantiers de Dunkerque pour être cédé à Brest ou Saint-Nazaire. Livré au Havre et placé « sous cocon » aux îles d'Hyères.

Comme ses congénères américains, le méthanier français attendra que l'on soit techniquement prêt du côté algérien (Arzew) et du côté français (Montoir-de-Bretagne) à commencer le trafic de gaz naturel liquéfié. A l'inverse, les Belges vont devoir se livrer à une véritable course de vitesse pour que le terminal méthanier de Zeebrugge soit prêt avant le démarrage du même trafic de gaz liquéfié d'Algérie.

### PÊCHE

● Fusion de deux armements bordelais. — Deux armements bordelais, la pêche au large et les pêcheries de Bordeaux-Basens, viennent de fusionner. La nouvelle société s'appellera Société nouvelle de pêches maritimes. Cet armement bordelais a à sa disposition sept chalutiers porte-conteneurs ultra-modernes. Il emploie un effectif de près de cinq cents marins.

### URBANISME

## Vent de crise sur les tours de la Défense

L'Etablissement public d'aménagement de la Défense (EPAD) a réalisé à ce jour la moitié du programme qui lui avait été fixé en 1968. Après un budget 1977 marqué par un certain enlèvement (aucune opération d'urgence n'a été mise en chantier), l'année 1978 risque d'être plus difficile encore. La question des missions de l'EPAD et son avenir viennent d'être remis à l'ordre du jour par une réponse que le ministre de l'équipement vient de faire à M. Raymond Barbet, député communiste des Hauts-de-Seine.

Le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire a donné les précisions suivantes : les dépenses d'aménagement faites depuis l'origine ont atteint 2 476 millions de francs à la fin de 1975 (1) ; celles qui restent à engager pour mener l'opération à son terme ont été évaluées, en 1976, à 2 764 millions de francs. Actuellement, dans la zone dite A, qui fut la première à être aménagée, 97 % des terrains ont été acquis, et si 35 % des droits de construire ont été vendus pour ce qui concerne les logements, 54 % seulement des « droits de construire » portant sur les bureaux ont trouvé acquéreur.

C'est le « renversement de la conjoncture qui a freiné brutalement le développement de cette opération », précise le ministre, qui reconnaît que « le volume des recettes de l'établissement public se situe, pour 1977, à moins du cinquième de 1975 ». Pour faire face à cette situation, l'Etat a consenti à l'EPAD, en 1977, des autorisations et des crédits de prêts dont les volumes sont inférieurs aux volumes annuels antérieurs. Le redressement de l'aménagement de la Défense dépend moins des décisions gouvernementales de l'Etat que de la conjoncture.

L'aménagement de la Défense (Hauts-de-Seine) est dans une position critique. L'établissement public d'aménagement de la Défense, fondé en 1968, avait pour mission d'aménager un superlot de 750 hectares s'étendant notamment sur les communes de Puteaux, Cour-

bevoile (zone A) et Nanterre (zone B). Afin de rétablir une opération qui se révélait bientôt très onéreuse, il fut décidé en 1972 de doubler le programme de bureaux, qui passait alors de 800 000 à 1 600 000 mètres carrés. Aujourd'hui, 850 500 mètres carrés ont été construits, soit la moitié du programme. Une étude montre que 99 % du stock « ancien » (construit avant 1976) a trouvé acquéreur ou locataire.

En revanche, les 182 000 mètres carrés construits au cours des deux dernières années ne sont pas tous occupés : la tour Neptune est remplie à 40 % ; la tour Générale à 60 % ; la tour Mahatma est vide ; son propriétaire, l'Emir du Koweït, refuse qu'elle soit louée à plus de trois locaux. Dans la zone A, au total, 112 000 mètres carrés de bureaux sont vides. Si ce bilan de la commercialisation n'est pas totalement négatif, il n'en demeure pas moins qu'il indique plus directement les propriétaires des tours que les responsables de l'EPAD. L'établissement public vit, quant à lui, d'emprunts qui lui permettent d'acquiescer et d'aménager les terrains puis de « droits de construire » qu'il concède aux promoteurs.

Or, depuis 1974, l'EPAD n'a pas vendu de droits de construire et ne pourra plus encaisser à compter de 1978 les annuités de ceux qu'il a vendus antérieurement. D'où ses difficultés.

Le programme de logement de la zone A se poursuit sans accroc majeur. En effet, sur un projet initial de 9 500 appartements, 5 700 ont été réalisés, 390 d'entre eux seulement ne sont pas encore occupés.

Dans la zone B, les choses ne vont pas non plus toutes seules. Le programme initial des années 60 prévoyait que quatre écoles d'art s'y installeraient, ainsi que, sur 10 hectares, le musée du XX<sup>e</sup> siècle. Mais bien que les difficultés se succèdent, le musée du XX<sup>e</sup> siècle ne verra jamais le jour ici, puisqu'il est installé à Beaubourg. Une seule école d'art s'installera. Et si une première tranche des 6 000 logements que doit comporter l'opération est en chantier, 100 000 mètres carrés de bureaux (contre les 300 000 qu'évaluent demandés

les responsables de l'EPAD), en revanche, ont été autorisés par les pouvoirs publics. Les 70 000 mètres carrés de bureaux qui devaient, en plus de ce programme, permettre l'installation du ministère de l'éducation nationale ne seront jamais construits.

Dans la zone B le programme est loin d'être achevé. Quatorze hectares du parc (qui doit en compter vingt-cinq) sont ouverts au public, 693 logements et logements sociaux ont été livrés ainsi que 417 logements aidés et 200 logements non aidés, 1 367 appartements sont en cours de construction, 1 800 restent à construire. Mais aucun bureau n'a été livré.

#### Des solutions financières

Pour M. Pierre-Louis Filippi, directeur général de l'établissement public, le bilan de l'opération est, néanmoins positif : « Il est faux de dire, affirme M. Filippi, que la Défense est le royaume des tours et des bureaux. A terme, l'opération complète cent mille personnes actives et cent mille résidents. Nous avons, en outre, construit des logements industriels, des équipements publics et un parc de vingt-cinq hectares. » Pour M. Filippi, des solutions financières à la situation actuelle existent. « Nous n'avons reçu qu'une dotation de 30 millions de francs, affirme-t-il. Elle pourrait être relevée comme elle l'a été pour d'autres entreprises. De plus, l'Etat doit encore à l'EPAD diverses subventions (subventions pour la voirie, pour un C.E.S.). »

Ces remboursements seraient évidemment les bienvenus dans une période difficile. Mais ils ne suffiraient pas à donner un second souffle à la Défense. Au début de l'année 1977, l'établissement public a licencié quatre-vingt-quatre personnes. Que réserve 1978 ? En plus de la situation économique et immobilière, la véritable difficulté de la Défense n'est-elle pas l'allergie aux « tours » et au gigantisme que manifestent depuis quelques années les Français... et les pouvoirs publics.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

(1) A la fin de 1976, ce chiffre était porté à 2 783 millions.

## ÉCONOMIE

### MANUFACTURE : des départs volontaires et des mises en préretraite pour alléger les effectifs.

(De notre correspondant.)

Saint-Etienne. — Les dirigeants de l'intersyndicale de Manufacture ont rencontré le 4 octobre l'actuel P.D.G. M. Fontvieille, et deux autres administrateurs représentant la ville de Saint-Etienne, M. Vennin (P.S.) et Nicolas (P.C.), ainsi que M. Bouchaud, adjoint au P.D.G. des COOP (Société fédérale des coopératives de consommation), qui doit être élu samedi 8 octobre au conseil d'administration. Une nouvelle réunion entre les différentes parties est prévue afin de préciser les mesures sociales qui seront prises pour faciliter les départs volontaires (cent vingt-cinq personnes) et la mise en préretraite de salariés âgés de cinquante-six ans et huit mois (quarante-six personnes en 1977, quatre-vingts en 1978).

Il n'y aura pas de licenciements au sens propre du terme a réaffirmé M. Sansonnet, maire de Saint-Etienne (P.C.). « Il convient certes de procéder à des réorganisations, a-t-il déclaré mardi, et cela ne va pas sans problème, d'autant que la situation est particulièrement dégradée. C'est le nouveau P.D.G. qui aura la charge de cette réorganisation. » De son côté, la C.G.T. s'est adressée au premier ministre pour lui demander le « déblocage immédiat des subventions nécessaires à la survie de l'entreprise ».

### DEUX CHOCOLATERIES PASSENT SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER

Les fabriques suisses de chocolat Lindt et Sprüngli S.A. prennent une participation de 55 % dans le Consortium français de confiserie (183 millions de francs de chiffres d'affaires en 1976) jusqu'alors contrôlé par le groupe Perrier. Ce dernier, en conservant 35 % du capital, continuera à participer à la direction. La C.F.C. fabrique depuis 1934 des chocolats Lindt sous licence suisse et emploie environ cinq cents personnes.

Le groupe britannique Rowntree-Mackintosh vient, de son côté, de prendre le contrôle définitif de la chocolaterie Lanvin de Dijon. Plus de 60 % des actionnaires de cette firme ont répondu favorablement à l'offre publique d'achat de la chocolaterie Lanvin de Dijon. Les syndicats français et britanniques ont donné leur feu vert à l'opération.

● Un accord aux Charbonnages de France a été signé, le 4 octobre, par les fédérations C.F.T.C., F.O. et C.G.C., sur les salaires de 1977, comme le laissait prévoir le *Monde* du 4 octobre. Les syndicats signataires et la direction sont convenus d'une sorte de rappel de salaires, qui donne lieu à un versement de 285 francs pour un salaire de 3 000 francs et de 400 francs pour un salaire de 3 000 francs.

(PUBLI-CITE)

M. Henri GONDRÉ, administrateur judiciaire, a été désigné par ordonnance du 13 septembre 1977 avec mission de procéder aux formalités de publicité prévues par le décret du 20 juillet 1972.

A cet effet il informe MM. les mandataires de la Société A.G.E. (Assistance et Gestion des Ensembles), S.A.R.L. au capital de 23.846 F, dont le siège social est situé à Paris, 92-94, bd de Charonne, (20<sup>e</sup>), R.C. 742 572, gérant M. Jean-Pierre BOUVIRON, de la cessation de garantie de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Cette cessation de garantie a été faite à la demande de la Société A.G.E. qui a obtenu son admission à la Caisse de garantie de la F.N.A.I.M. à compter du 5 août 1977.

Les oppositions seront reçues par M. GONDRÉ pendant un délai de trois mois à compter de ce jour.

14, rue de Liège, Paris-9<sup>e</sup>.

### GUERRES ET CRISES 1914-1947

Ce livre fait partie de l'ensemble HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU MONDE, en six volumes sous la direction de Pierre LÉON.

En souscription jusqu'au 31 octobre 1977. Renseignez-vous chez votre libraire, ou à défaut chez A. Colin, 103, bd St-Michel, 75005 Paris - tél. : 329.12.19.

ARMAND COLIN

# Travail Temporaire: l'ère de la sécurité.

146 Entreprises\* de Travail Temporaire, représentant 893 bureaux en France et plus de la moitié du chiffre d'affaires de la profession, vous offrent désormais la garantie d'une Société de Caution Mutuelle: la SOCAMETT.

AFTEC - 01880 MEXIMIEUX  
ALLO CHAUFFEUR - 75010 PARIS  
ALLO SERVICE TEMPORAIRE  
75010 PARIS  
ALSACE SERVICES -  
67000 STRASBOURG  
APPEL SERVICES - 68200 MULHOUSE  
ARMOR MARINE  
75650 PETIT-COURONNE  
ATHENA - 75011 PARIS  
B.E.L.D.I. - 75001 PARIS  
BINO INTERIM - 44100 NANTES  
B.L.P.T.L. - 75010 PARIS  
BIS - 75008 PARIS  
BUREAU INTERIM PARISIEN (B.I.P.)  
75010 PARIS  
B.W. INTERIM - 75014 PARIS  
CANAL INTERIM  
69174 LA SÉNTEILLE  
CARLEC - 75001 PARIS  
CENTER - 75010 PARIS  
CENTRAL INDUSTRIE  
75011 PARIS  
CENTRAL INTERIM - 75002 PARIS  
CENTRALE TEMPORAIRE  
38000 GRENOBLE  
C.F.I. - 75009 PARIS  
CLOTADENNE D'INTERIM  
13600 LA CROIX  
CONTACT INDUSTRIE - 75010 PARIS  
CONTACT OFFICE - 75010 PARIS  
CONTI SERVICE - 13003 MARSEILLE  
C.R.I. (Centre Régional Interimaire)  
89008 LYON  
C.R.L.T. INTERIM - 92700 COLOMBES  
D.H.E. - 75001 PARIS  
DIJON SERVICES - 21000 DIJON  
ECCO - 69006 LYON  
ECLAIR COURRIER  
31073 TOULOUSE CEDEX  
EROM FRANCE - 72000 LE MANS  
EROM INTERIM - 75010 PARIS  
EUROPE INDUSTRIE - 75011 PARIS  
EUROPE INTERIM - 75008 PARIS

EUROPE SECRETARIAT  
75002 PARIS  
E.V.S. INTERIM  
93180 LIVRY-GARGAN  
FRANCE SERVICE - 69001 LYON  
FRANCE SUPPLÉANCE  
75002 PARIS  
FORMATION TECHNIQUE  
INDUSTRIELLE - 75009 PARIS  
F.P.S. - 21000 DIJON  
GAMA - 75009 PARIS  
GESTION 2000 - 75461 PARIS CEDEX  
GROUPE PARISIEN DE SERVICES  
75009 PARIS  
HOTEL SECRETARIAIRE  
75002 PARIS  
I.B.L. - 92000 NANTERRE  
I.B.V. - 94500 BOLLÉNE  
I.B.V. - 26000 VALENCE  
I.C.A.T. - 82800 PUTEAUX  
ILE DE FRANCE INFORMATIQUE  
75010 PARIS  
INFORMATIQUE INTERIM  
59000 LILLE  
INFRA SERVICES - 51100 REIMS  
INTER CORPORATION - 69002 LYON  
INTERCOMUS S.E. - 75001 PARIS  
INTER ENTREPRISE - 75010 PARIS  
INTEREXPRESS - 75008 PARIS  
INTERIM - 75008 PARIS  
INTERIMARE MEDICAL  
69000 LYON  
INTERIM CENTRE MARSEILLE  
13002 MARSEILLE  
INTERIM CENTRE PYRENEES  
84000 PAU  
INTERIM CENTRE ROUEN  
76000 ROUEN  
INTERIM CENTRE TOULON  
83100 TOULON  
INTERIM EXTENSION NORD  
95100 ARGENTEUIL  
INTERIM EXTENSION OUEST  
95400 APOUILLE

INTERIM NATION - 75012 PARIS  
INTERIM SUD-EST  
69200 VENISSIEUX  
INTERIM SUD-OUEST  
33000 BORDEAUX  
INTER-INFORMATIQUE  
(PACT) INTERIM - 75002 PARIS  
INTERIX - 75001 PARIS  
INTERIST - 92108 BOULOGNE  
INTERISUD - 26000 VALENCE  
INTERTRA (A.B.C. SERVICES - T.P.A.)  
75017 PARIS  
I.P.B. (IMMEDIAT POLY BUREAU),  
(POLY-INTERIM, PANSERVICE,  
OPERA-INTERIM, PER-INTER,  
PROVENCE SERVICE)  
75018 PARIS  
IVATEC - 75009 PARIS  
J.B.M. BUREAU MEDICAL  
75008 PARIS  
KELLY SERVICES - 75008 PARIS  
LABORIM - 75017 PARIS  
LATAC - 75009 PARIS  
LOCAMET - 63000 LENS  
LOCAMAIN - 93200 SAINT-DENIS  
75010 PARIS  
MAINPOWER FRANCE  
75009 PARIS  
MAXPLAN - 75012 PARIS  
M.B.I. FRANCE - 75002 PARIS  
MEDICAL INTERIM TECHNIC  
93300 SAINT-ISMIR

MINERVE - 75118 PARIS  
MINERVE ATLANTIC INTERIM  
44000 NANTES  
MINERVE NORMANDIE INTERIM  
76000 ROUEN  
M.T.S. SERVICES FRANCE  
75017 PARIS  
NOVASAM (J.V. SERVICES)  
75010 PARIS  
ODIS - 75002 PARIS  
OFFICE COMPTABLE INTERIMARE  
75010 PARIS  
OLYMPIC INTERIM  
67000 STRASBOURG  
ORGANIMA - 94150 RUNGIS  
PARIS-EST PERSONNEL - 75010 PARIS  
PAU SERVICES - 84000 PAU  
PHILORGA - 45000 ORLEANS  
PHINELEC INTERIM - 13015 MARSEILLE  
PLUS INTERIM - 75008 PARIS  
PRATIC SERVICES - 75009 PARIS  
PRESTA-FRANCE - 31000 TOULOUSE  
PRESTATION INDUSTRIELLE BUREAU  
75010 PARIS  
PREST OFFICE - 78000 VERSAILLES  
PROMOTION ET DISTRIBUTION  
PUBLICITAIRE - 75010 PARIS  
P.S.I. - 76100 ROUEN  
QUALITRA - 75008 PARIS  
R.A.S. - 69100 VILLEURBANNE  
REGIE INTERIM - 75002 PARIS  
REGIE INTERIM INDUSTRIE  
75002 PARIS  
REINFORC SERVICE (R.S.J.)  
75011 PARIS  
RHONE ALPES SERVICES  
38100 GRENOBLE  
RIVERHELLES - 75002 PARIS  
SATLEC - 75008 PARIS  
S.E.I. - 67000 STRASBOURG  
SECRETAN EXPRESS SERVICES  
94300 VINCENNES  
SECRETARIAT SERVICES  
31000 TOULOUSE

SECRETARIAT VOLANT  
75008 PARIS  
SECRETARIAT WORKS SERVICE  
(S.W.S.) - 31000 TOULOUSE  
SELECTION INTERIM SUPPLÉANCE  
75011 PARIS  
SEREP - 78410 AUBERGENVILLE  
S.E.T.T. - 06000 NICE  
S.E.T.T. - 75001 PARIS  
SIGMA T.L. - 67000 STRASBOURG  
SISOR - 75009 PARIS  
SOCIETE D'INTERIM INDUSTRIEL  
92300 LEVALLOIS-PERRET  
SOCIETE GENERALE DE SERVICES  
77000 MELUN  
SOCIETE GENERALE D'INTERIM  
92200 SAINT-DENIS  
SOCIETE LYONNAISE D'INTERIM  
69002 LYON  
SODEME - 93130 NOISY-LE-SEC  
SOGICA - 75004 PARIS  
SO. I.O. SER. - 57500 SAINT-AVOLD  
SOTRAM - 75008 PARIS  
S.P.M. - 69002 LYON  
S.P.M. INDUSTRIE - 69002 LYON  
STICMA - 75001 PARIS  
SUPPLY - 51100 REIMS  
TECH-FRANCE - 75017 PARIS  
TECHNIQUE et REGIE (T.E.R.)  
75010 PARIS  
TEPRA - 59000 LILLE  
TESP ENTREPRISE  
75008 PARIS  
TODEPA S.A. - 75010 PARIS  
T.R.O.L.S. - 13001 MARSEILLE  
TROYES SERVICE - 10000 TROYES  
UNIVERSAL SECRETARIAT  
75008 PARIS  
VERSAILLES SERVICES  
78000 VERSAILLES  
VOTRE BUREAU RANDSTAD  
75003 PARIS  
YVES TRUCHOT S.L.P.S.  
69003 LYON



Société de Caution Mutuelle des Entreprises de Travail Temporaire. Société coopérative de Caution Mutuelle à capital variable régie par la loi du 13 mars 1977 agréée par la Chambre Syndicale des Caisses Populaires sous le numéro F. 47. 87, rue Saint-Lazare - 75008 PARIS - Tél. : 285.72.37 (lignes groupées).

\* (liste au 1/09/77)



# ÉCONOMIE - SOCIAL

## CONJONCTURE

### DEVANT LES CHEFS D'ENTREPRISE Il faut poursuivre l'effort de discipline déclare M. Barre

S'adressant le mardi 4 octobre à quelque trois mille cinq cents dirigeants patronaux réunis au Palais des congrès à Paris, sous l'égide des chambres de commerce et d'industrie de Paris et de l'Ile-de-France, ainsi que de l'Union régionale patronale, M. Raymond Barre a clairement indiqué qu'il n'était pas question de relâcher l'effort de discipline entreprise pour redresser l'économie française (nos dernières éditions).

Dans ses réponses aux questions des chefs d'entreprise ainsi que dans la conclusion du débat, le premier ministre a insisté sur la continuité de sa politique :

« C'est de ne pas considérer les problèmes français qu'à travers l'échec de la monnaie. Nous ne sommes pas un peuple diminué en train d'attendre ce que donneront les bulletins de vote en mars 1978. Avec ce genre de raisonnement, nous aurions le résultat contraire de ce que nous espérons. Les Français que l'on rencontre sont soucieux de leur avenir à long terme. Ils ne veulent pas que leur pays se transforme en une nation de second ordre, de second rang. Il ne faut pas traiter le problème de l'emploi ou celui des finances et de l'économie en termes d'échec électoral. Ce raisonnement est stupide. La politique que nous avons engagée est une politique à long terme. Elle constitue pour l'emploi une innovation sociale. Tout le reste ne relève que d'illusions et de fantaisie. »

« La France a choisi de concentrer ses efforts en priorité sur ce que j'appellerai le front extérieur. »

« Croyez que, quand je dis que le front extérieur doit être notre priorité, ce n'est pas par ignorance des besoins sociaux ou par volonté de monétarisme. C'est parce que, si cette priorité n'était pas respectée, l'activité économique serait affectée, et finalement l'emploi. »

Le premier ministre a cependant réaffirmé qu'il n'entendait pas « rééquilibrer l'économie en ayant recours à la déflation. Le gouvernement continuera de faire

tout ce qui est en son pouvoir pour aider la France à une récession économique ».

M. Barre a estimé aussi nécessaire de continuer « l'effort général de modération des coûts de production. C'est ce qui a été fait cette année grâce aussi, il faut le souligner, aux salariés — en dehors des porteurs de pancartes et des états-majors. Vous devrez poursuivre cet effort de discipline. »

« L'effort actuel n'est pas seulement d'éviter à la France un système économique de régression, de diminution du pouvoir d'achat (allusion évidente au programme commun), mais de sortir de la crise. Je rentre de l'étranger, et ce qui m'a frappé, c'est le sentiment de sérieux que donne la France dans les milieux internationaux. Dans une crise la plus dure que le monde ait connue depuis trente ans, la France peut garder l'espoir. »

« Vous n'avez pas le droit d'être fatigués, vous n'avez pas le droit d'être découragés », a conclu M. Barre en s'adressant aux chefs d'entreprise.

● L'augmentation des prix en France a atteint, selon l'indice C.G.T., 1,6 % de juillet à septembre. Cette hausse incorpore l'augmentation du coût de la vie en août, qui n'avait pas été calculée. Par rapport à septembre 1976, selon l'indice C.G.T., la hausse du coût de la vie atteint 11,3 %.

DEJA DU TEMPS DE NOS GRANDS-PARENTS  
**la Rue de Provence**  
ETAIT LA RUE DE  
**L'ARGENTERIE**  
BIJOUX  
La tradition se perpétue...  
**Henri HERMANN**  
au n° 45  
VENTE, ACHAT - NEUF, OCCASION

## VITICULTURE

### Un « plan de sauvetage » est proposé au Conseil économique

Le rapport sur « l'avenir de la viticulture française » présenté par M. Louis Lang, ancien président du Centre national des jeunes agriculteurs, au Conseil économique et social est accueilli avec une vive attention par la politique agricole jusqu'à présent tant par le gou-

vernement français que par la Communauté économique européenne. « Les politiques viticoles passées n'ont-elles pas consisté à donner un calvaire à un maïs qui avait besoin d'un traitement en profondeur et de quelques interventions chirurgicales ? », écrit le rapporteur.

La crise viticole n'est pas conjoncturelle mais structurelle, explique-t-il dans une première partie. Le déséquilibre existant en France entre une demande de vins qui ne cesse de diminuer depuis 1960, et une offre qui, à l'inverse, compte tenu de la hausse des rendements, augmente rapidement, « fait déjà apparaître un excédent permanent et global de quelque 7 millions d'hectolitres. A partir de 1980, cet excédent structurel pourrait être de l'ordre de 11 millions d'hectolitres », note le rapport. L'excédent est à la fois quantitatif (de production est supérieure de 2 millions d'hectolitres à la consommation) et qualitatif, dans la mesure où la mauvaise qualité d'une partie de la récolte française entraîne l'importation obligatoire de 5 millions d'hectolitres de « vins médians ».

Or la politique menée jusqu'à présent — le recours à la distillation massive à des prix rémunérateurs et le blocage des prix notamment — a, en fait, encouragé les producteurs à pousser les rendements aux dépens de la qualité.

En outre, note le rapport, le plan de reconversion des vignobles arrêtés depuis 1975 n'aura pas d'effet immédiat. Alors que le septième plan prévoit la reconversion de 7 000 hectares par an, depuis deux ans 1 000 hectares seulement ont été reconvertis. Même si le rythme s'accroît, l'objectif ne sera pas atteint avant une vingtaine d'années. Or, compte tenu des échéances et notamment de l'ouverture probable de la Communauté européenne à l'Espagne ou à la Grèce — il faut anticiper rapidement un plan de sauvetage de la viticulture française pour que celle-ci soit remise à flot d'ici cinq ans », estime M. Lang.

L'ensemble du rapport repose sur une idée : améliorer la qualité le plus vite possible en ayant les efforts non sur les vignobles — trop lents à ré-

viser, — mais sur le second maillon de la chaîne : la vinification. Pour ce faire, il faut consacrer des sommes importantes à l'équipement des caves et adopter un ensemble de règlements — notamment pour la gestion des marchés — qui encourage la production de vins de qualité et pénalise les hauts rendements. Sur le premier point, le rapport estime à 2 milliards de francs en cinq ans l'effort d'investissement qui devra être réalisé au niveau de la transformation du raisin en vin. Cet effort devra être aidé par le gouvernement français (par des subventions) à hauteur de 750 millions (150 par an) et par les organismes communautaires pour 500 millions (100 par an).

Les règlements devraient être révisés afin de tenir compte de la qualité des vins calculée non plus seulement en fonction du degré par hectolitre, mais d'une grille de qualité incluant de nombreux éléments. Les principales mesures proposées concernent la gestion des marchés. Le rapport propose que les vins soient classés, dès la récolte, en trois catégories : les rendements supérieurs à 120 hectolitres à l'hectare, qui seraient obligatoirement retirés du marché ; les rendements compris entre 100 et 120 hectolitres à l'hectare, qui seraient considérés comme prioritaires en cas de distillation ; le reste, considéré comme « récolte normale », serait lui-même classé en quatre catégories selon leur qualité.

Les prix européens seraient alors modulés selon ces catégories. Après les vendanges, les vins seraient obligatoirement bloqués dans les chais pendant quatre mois, seules les quantités strictement nécessaires à la consommation — prises parmi les meilleurs vins — étant autorisées à être vendues. Pendant ses quatre mois, au cours desquels les importations seraient interdites, chaque Etat de la C.E.E. établirait un « bilan

prévisionnel », au vu duquel on déciderait de l'importance de la distillation nécessaire.

Ces distillations préventives concerneraient obligatoirement et en priorité les vins de trop fort rendement et ceux des qualités inférieures. Le rapport propose également dans cet esprit une série de mesures : restructuration des caves-coopératives, etc. — V. M.

## EMPLOI

### LICENCIEMENTS AU CREDOC

M. Jean Ripert, commissaire général au plan et président du CREDOC (Centre de recherches et pour l'étude et l'observation des conditions de vie), doit annoncer le 7 octobre, lors d'une réunion extraordinaire du comité d'entreprise, le licenciement collectif, pour raisons économiques, de dix-neuf personnes sur un effectif global de quatre-vingt-cinq.

Motif invoqué : un déficit latent depuis le début de l'année 1976 et présent en 1977 (officiellement : 1 million de francs sur un budget de 13 millions de francs).

Les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.N.T. de personnel, qui ont tenu une conférence de presse le 4 octobre, déclarent le déficit réel du CREDOC à 200 000 francs.

M. Delange, directeur du CREDOC, a démissionné de ses fonctions en septembre.

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

### MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE, DE LA MISE EN VALEUR DES TERRES ET DE L'ENVIRONNEMENT

#### WILAYA DE TLEMCEM - PROGRAMME SPÉCIAL

#### AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres est lancé pour les travaux d'aménagement et d'équipement de l'Extension du Périmètre Irrigable de MAGHNIA. Cet appel d'offres porte sur les lots suivants :

- Lot A : Construction du Barrage de SOUANI (115 Hm3).
- Lot B : Conduite maîtresse (20 km, diamètre 1250).
- Lot C : Station de pompage du Ket.
- Lot D : Réseau de collecte et de distribution.

Les Entreprises intéressées peuvent soumissionner pour un lot ou plusieurs. Les dossiers d'appel d'offres pourront être consultés ou retirés auprès de la Direction de l'Hydraulique, de la Mise en Valeur des Terres et de l'Environnement de la Wilaya de TLEMCEM, 49, boulevard Mohamed-V, TLEMCEM.

La date limite de remise des offres est fixée au 1<sup>er</sup> décembre 1977.

Les offres devront être présentées sous double enveloppe cachetée, l'enveloppe extérieure devra porter la mention : « Soumission Extension du Périmètre de MAGHNIA - A ne pas ouvrir ». Elles seront adressées à la Wilaya de TLEMCEM (Bureau des Marchés) TLEMCEM.

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours.



## Les mangeurs de profits? Supprimez-les grâce à l'informatique répartie.

Stocks excessifs. Retards d'échéances. Gestion défectueuse des commandes. Contrôles de production inadéquats. Cash flow insuffisant. Voilà les mangeurs de profit. Ils ne vous tuent pas sur le coup, mais à petit feu.

Pour les supprimer, faites appel à l'informatique répartie.

Placez les systèmes robustes et compacts de Digital Equipment aux points cruciaux de votre société. Ils sont conçus pour être utilisés même par un personnel non spécialisé. Dans les bureaux, entrepôts, usines. Au sein des services des banques et des compagnies d'assurances. Partout où une plus

grande efficacité est recherchée. Lorsqu'une nouvelle application se présente, pensez à un système Digital Equipment. Nous vous proposons des ordinateurs adaptés à chaque tâche : du micro-ordinateur PDP-11/03 au système de grande puissance DECsystem-10 ou 20.

L'informatique répartie est un concept souple qui permet d'envisager tout type de combinaison : systèmes autonomes ou reliés à des matériels comparables ou encore connectés à votre ordinateur central.

Quelle que soit la nature de votre société,

recourir à l'informatique répartie présente de nombreux avantages. Vous pourrez en bénéficier sans risque parce que vous y accédez pas à pas.

Premier pas : informez-vous. Digital Equipment est le pionnier de l'informatique répartie. Notre expérience est fondée sur plus de 90.000 installations à travers le monde.

Pour recevoir notre documentation, veuillez adresser votre carte de visite à : Jean-Daniel BAIN, Digital Equipment France, 18 rue Saarinen, 91225, 94528 Rungis Cedex. Tél. 687 23 33. Bruxelles (02) 733 96 50, Genève (022) 93 33 11.



**digital**

**Digital Equipment Corporation**

L'informatique répartie pour une gestion efficace.



## ÉCONOMIE - SOCIAL

### CONFLITS ET REVENDICATIONS

#### LICENCIEMENT D'UN CADRE QUI AVAIT CRITIQUÉ SON ENTREPRISE

(De notre correspondant.)

Marseille. — Les difficultés économiques de la Compagnie maritime d'expansion collective (Comex) ont entraîné le licenciement d'un cadre qui avait critiqué son entreprise.

Il s'agit de l'ex-directeur administratif de Comex Industries, spécialisé dans l'entretien et la maintenance des engins sous-marins et porte-parole de la C.G.C. M. Michel fait l'objet d'une enquête particulière de l'inspection du travail (le Monde a daté 2-3 octobre) ont fait une soixante-dixième victime.

A l'annonce de cette décision, le syndicat C.G.C. de la métallurgie des Bouches-du-Rhône a protesté, appelant les travailleurs des sociétés Comex à résister par tous les moyens légaux aux abus de pouvoir constamment pratiqués par leurs directions générales. Il a été fait toutes réserves sur la procédure suivie par celles-ci pour un licenciement collectif injustifié. La C.G.C. souligne que, dans ce groupe, les sociétés distantes telles que sont les cinq sociétés Comex sont dirigées par un patron de droit divin, aux procédés paternalistes.

● **Protestations contre les mesures sur les immigrés.** — De nouvelles protestations ont été enregistrées après l'annonce des récentes mesures gouvernementales concernant, notamment, l'immigration familiale. La Confédération syndicale des familles a protesté, le 29 septembre, dans un télégramme adressé au président de la République et dans une lettre à M. Christian Bonafant, ministre du travail, contre ces mesures. Les droits fondamentaux des familles, a déclaré le département évangélique français d'action apostolique, service de mission et de relations internationales de cinq Eglises protestantes, a publié le 2 octobre une motion dénonçant « une tendance démocratique qui encourage chez les Français la tentation xénophobe et raciste ».

### MONNAIES ET CHANGES

## Le Japon cède sur le yen

(Suite de la première page.)

Le premier ministre a précisé que la demande intérieure compensait pour 90 % dans la réalisation de l'objectif de croissance, qui reste fixé à 6,7 % : le budget supplémentaire de 1 milliard de dollars adopté le 3 septembre et de nouvelles mesures de stimulation étant, selon le premier ministre, les moyens de parvenir au but.

#### TOKYO PRÉCISE LES CONDITIONS AUXQUELLES IL ACCEPTERAIT DE RÉDUIRE SES EXPORTATIONS D'ACIER

Le gouvernement japonais a précisé, mardi 4 octobre, à quelles conditions il accepterait de négocier une réduction de ses exportations d'acier vers les États-Unis. Washington devrait, selon lui, donner l'assurance que les efforts conjoints des sociétés sidérurgiques japonaises pour diminuer leurs livraisons ne tomberont pas sous le coup de la loi antitrust américaine. Le gouvernement des États-Unis s'engageait en outre à obtenir d'U.S. Steel, le plus gros producteur d'acier américain, l'abandon de sa plainte en « dumping » déposée à l'encontre des sidérurgistes japonais. Washington devrait enfin promettre d'imposer aux pays européens une réduction similaire de leurs exportations vers les États-Unis.

● **Une banque de San-Francisco, le Wells Fargo Bank, a porté son taux de base de 7,25 % à 7,50 % le mardi 4 octobre.** Cette initiative, pense-t-on dans les milieux financiers, pourrait être suivie par l'ensemble des banques américaines qui pratiquent le taux de 7,25 %.

● **Le déficit commercial s'élevait à la fin du mois d'août à 70 milliards d'escudos (8,4 milliards de francs), soit pratiquement le double de ce qu'il était un an plus tôt.** Durant les huit premiers mois de l'année, le Portugal a importé pour 117 milliards d'escudos, contre 47,5 milliards en 1976.

● **Le fonds spécial de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a versé pour la première fois, une contribution de 20 000 000 de dollars (un peu moins de 100 millions de francs) à des projets économiques dans le tiers-monde par l'intermédiaire du programme de développement de l'ONU (P.N.U.D.).**

La presse japonaise n'en souligne pas moins que M. Fukuda a surtout fait des promesses sans contenu concret. Sceptiques quant à une relance suffisante de la demande intérieure, les observateurs estiment que les exportations continueront à « tirer » la croissance, comme elles l'ont fait depuis le début de l'année, l'excédent commercial pour l'année fiscale 1977 atteindra d'ailleurs de nouveaux sommets : 14 milliards de dollars, prévoit-on maintenant à Tokyo.

Un industriel japonais avait, il y a quelques années, comparé son pays à un pétrolier géant si lourd à mouvoir qu'il était difficile de lui faire changer de cap rapidement. Apparemment, le Japon a quelques difficultés à changer de cap si tant est que ce soit sa volonté profonde. En six mois, malgré des promesses répétées, il a enregistré un excédent record de sa balance commerciale (8,6 milliards de dollars), en grande partie au détriment de l'Europe et des États-Unis.

Le fameux consensus qu'on prête aux Japonais en toute occasion semble ébranlé sur la question des exportations. Un rapport publié le mois dernier par le Conseil pour la planification éco-

nomique, organisme privé qui regroupe une vingtaine des plus influents hommes d'affaires japonais, provoque de vifs débats au sein de l'établissement nippon. Pour M. Sakurada, président du groupe, et qui est également à la tête de la Fédération japonaise des employeurs, le récent accroissement des exportations japonaises n'est « ni nécessaire ni bénéfique à terme pour le Japon ».

M. Sakurada suggère que les industriels japonais limitent à 20 % la croissance de leur exportations — ce qui, au Japon, est un taux de croissance faible (les ventes d'automobiles à l'étranger, par exemple, se sont développées l'année dernière au rythme de 43 %). Même s'il ne s'agit que d'un ballon d'essai, ce rapport, par les débats qu'il suscite, pourrait conduire les Japonais à réfléchir. Les premières réactions, très critiques, aux suggestions de M. Sakurada témoignent que, apparemment, l'état d'esprit est toujours aussi « conquérant » en matière d'exportations. Les Japonais considèrent que le seul remède au déséquilibre de leurs échanges avec l'étranger est une augmentation de leurs importations. Il semble pourtant que cette solution soit à court terme difficilement réalisable.

PHILIPPE FONS.

### CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

**stege**

#### FORMATION DES CADRES SUPERIEURS GESTION-DIRECTION

DUREE : Session plein temps 23 jours.

OBJECTIFS : Pratiquer les techniques indispensables pour diriger l'entreprise. Se confronter à l'expérience des autres par les exigences du travail en groupe.

PROGRAMME : Les thèmes essentiels des 5 fonctions de direction sont approfondis grâce à un travail intensif entre les participants et les animateurs spécialisés, tous hommes d'entreprises : ressources humaines, marketing, production, finance, méthodes de direction.

Prochaines sessions : du 11/10 au 4/11, du 8/11 au 2/12

CENTRE PARISIEN DE MANAGEMENT

**stege**

INFORMATIONS : 79, Avenue de la République 75011 PARIS - Tél. : 355.39.08

## Une direction balbutiante ou résolue?



Résolue sûrement!

Vous devez être bien renseignés afin de pouvoir décider. Vous êtes informés sur votre personnel, vos clients, vos fournisseurs, sur la vie de vos produits, le niveau de vos stocks, l'état de vos finances et le résultat de votre stratégie de vente. Vous nous avez appris, à travers des milliers de contacts et d'installations, l'importance et le contenu des informations dont vous aviez besoin pour gérer efficacement et économiquement votre entreprise.

Notre «savoir faire» est à votre disposition à travers des systèmes de gestion et ordinateurs de bureau, dotés d'une bibliothèque de programmes parfaitement adaptés aux entreprises les plus diverses.

Traiter vos problèmes, nous pensons savoir le faire grâce aux 300.000 systèmes de gestion; 140.000 ordinateurs de bureau et mini-ordinateurs; 65.000 terminaux; 150.000 téletypewriters et systèmes de télécommunication installés par Olivetti dans le monde.

Olivetti A5

**A5/A6 VOTRE PROCHAIN SYSTEME DE GESTION**

**olivetti**

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
	+ Bas + Haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ U.S.	4,9330 4,9395	+ 70 + 95	+170 + 210	+ 210 + 300
£	4,3310 4,3350	+ 30 + 50	+ 100 145	+ 200 300
Yen (100)	1,3750 1,3790	+ 70 + 95	+ 180 + 215	+ 330 + 400
D.M.	2,1230 2,1290	+ 80 + 100	+ 220 + 280	+ 400 + 500
Fr. S.	1,9350 1,9385	+ 30 + 50	+ 170 + 200	+ 320 + 380
Fr. S. (100)	13,7120 13,7250	+ 220 + 280	+ 750 + 820	+ 1220 + 1300
£ (1 000)	2,6215 2,6245	+ 100 + 120	+ 280 + 350	+ 450 + 550
£ (1 000)	5,5480 5,5520	+ 300 + 350	+ 900 + 1100	+ 1600 + 2200
£ (1 000)	5,5970 5,6030	+ 120 + 150	+ 330 + 400	+ 530 + 600

### TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 1/2	3 3/4	4	4 1/4	4 1/2	4 3/4	5
D.M.	5 1/2	5 3/4	6	6 1/4	6 1/2	6 3/4	7
£	2 1/2	2 3/4	3	3 1/4	3 1/2	3 3/4	4
Fr. S.	1 1/2	1 3/4	2	2 1/4	2 1/2	2 3/4	3
Fr. S. (1 000)	12 1/2	12 3/4	13	13 1/4	13 1/2	13 3/4	14
£	6 1/4	6 3/4	7	7 1/4	7 1/2	7 3/4	8
Fr. francs	7 1/4	7 3/4	8	8 1/4	8 1/2	8 3/4	9

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

(PUBLIOTT)

### RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE  
ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES  
ENTREPRISE NATIONALE SONATRACH  
DIVISION HYDROCARBURES  
DIRECTION DES TRAVAUX PÉTROLIERS

#### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 005/77

Livraison d'une microcentrale électrique  
pour la base Rhourde-Mouss

La Direction des Travaux Pétroliers lance un appel d'offres concernant la livraison d'une microcentrale Diesel électrique qui sera installée dans le Sud Algérien (Sahara). Les entreprises intéressées pourront consulter ou retirer les documents au Département Surface - Base les Vergers - BIRKADEM (ALGER). Les plis doivent être adressés à Monsieur le Directeur des Travaux Pétroliers - 2, rue du Capitaine-Akzoug - HUSSEINDEY (ALGER), sous double enveloppe cachetée, à l'adresse ci-dessus indiquée, au plus tard le 30 octobre 1977. L'enveloppe extérieure devra comporter la mention suivante : « Appel d'offres international n° 005/77 » - « A. de pas privé ». Les offres qui ne seront pas conformes aux prescriptions ci-dessus seront rejetées.



## ÉCONOMIE - SOCIAL

### A L'ÉTRANGER

#### Rabat et Moscou signeraient prochainement un important contrat pour l'exploitation des phosphates

Rabat. — Fine rien ne paraît s'opposer à la prochaine signature d'un accord de coopération à long terme entre le Maroc et l'U.R.S.S. dans le domaine des phosphates. Des entretiens ont eu lieu récemment pour les ultimes mises au point du projet. La durée de l'accord serait de vingt-cinq à trente ans environ, le montant des investissements de l'ordre de 2 milliards de dollars. Il entrerait en vigueur en 1978.

Le Maroc dispose de plus de deux milliards de réserves mondiales connues de phosphates. Ses ressources à cet égard sont nettement supérieures à celles de l'U.R.S.S. Ce pays livre une partie de sa production à certains États satellites, ce qui limite d'autant ses possibilités d'utilisation propre. Pour accroître ses rendements, il doit recourir aux phosphates ou produits phosphatés finis ou semi-finis et ne peut plus couvrir ses besoins.

Ces considérations ont amené, dans un premier temps, Moscou et Rabat à envisager une coopération pour ouvrir et ériger un nouveau centre phosphaté à Ben-Guerir, à 70 kilomètres au nord de Marrakech. Le projet ne prit pas corps. Soucieux de ne pas diffuser son incertitude d'expansion, le Maroc s'engagea seul dans l'entreprise, et le centre d'exploitation de Ben-Guerir commença à produire dès le début de 1976.

Il fallut attendre 1974 pour que des conversations décisives s'engagent, pendant près de trois semaines, à Rabat, entre l'Office chérifien des phosphates (O.C.P.) et une délégation soviétique. Les deux parties, indiquant un commun intérêt à développer leur coopération dans le domaine de la production, de l'exportation, du traitement et du transport des phosphates marocains, ainsi que dans d'autres domaines annexes.

« Réaffirmé » signifiait que si le projet de Ben-Guerir n'avait pu aboutir, les partenaires n'en restaient pas moins convaincus qu'il était de leur mutuel intérêt de conclure un engagement. Il fut alors décidé que le gisement de phosphates de Mekala, situé à mi-chemin entre Marrakech et le port d'Essaouira (ex-Mogador) sur le littoral atlantique, serait mis en exploitation avec le concours de l'U.R.S.S.

Les techniciens soviétiques étudieront de façon détaillée les gisements dont les réserves, dans l'état actuel des connaissances géologiques, sont estimées à 3 ou 10 milliards de mètres cubes, équivalant à la mine et à l'infrastructure nécessaires à l'acheminement du minerai jusqu'à la côte, ainsi que les installations portuaires pour le stockage et l'exportation. L'ensemble de ces travaux serait entrepris dans les premiers mois de 1978 et s'étalerait sur huit ou dix années. La priorité ne jouerait en faveur du matériel soviétique que dans la mesure où il serait compétitif avec la gamme des travaux nécessaires. Les biens d'équipement pourront donc venir aussi d'autres pays — par exemple les États-Unis.

Le choix entre voie ferrée et convoyeur (cable roulant analogue à celui que les Espagnols ont mis en service de Bou-Craï à El-Aïoun au Sahara occidental) pour acheminer les phosphates jusqu'au port d'embarquement sera déterminé par les conclusions des études. Dans un cas comme dans l'autre, la distance parcourue sera voisine de 80 kilomètres environ. Autour des années 1974-1975, l'évaluation des investissements pour la totalité du projet atteignait 1 milliard de dollars. Aujourd'hui, l'inflation, le renchérissement général des biens d'équipement et un examen plus poussé conduisent à doubler cette somme.

L'U.R.S.S. financerait toute la partie en devises (celle qui est la zone de rattachement de celles-ci) nécessaires à l'acquisition des équipements. Un crédit à très long terme — vingt ans, semble-t-il — serait ouvert à cette fin. Il y aura des échéances étalées dans le temps avec un faible taux d'intérêt, 2,5 %, vraisemblablement. Dans plusieurs cas, l'aide financière soviétique au Maroc a été accordée à ce taux sans que les prêts aient été, il est vrai, consentis pour une durée aussi longue. L'exploitation du gisement de Mekala n'en relèverait pas moins de l'O.C.P. seul.

Développer et équilibrer les échanges

Le contrat entre le Maroc et l'U.R.S.S. prévoit d'autre part un échange de produits phosphatés marocains contre des produits soviétiques. Nullement liés à l'achèvement de l'équipement de la mine, de la voie ferrée (ou du convoyeur) et des installations portuaires, ces dispositions, exécutées durant une période de vingt-cinq à trente ans, pour servir d'appui à la signature de l'accord. Elles tendent à assurer l'équilibre des échanges entre les deux pays. Les achats du Maroc à l'U.R.S.S. comprendraient, entre autres, du pétrole, des matières premières, de l'armement, de la potasse, des engrais azotés et des bois de mine.

De notre correspondant

En contrepartie, le Maroc fournirait des phosphates, dont la quantité augmenterait progressivement pour atteindre 10 millions de tonnes vers 1990. Ce sera l'époque où, d'après ses prévisions, l'O.C.P. produira 35 millions de tonnes de phosphates chaque année.

Pour répondre aux vœux de son partenaire, le Maroc dispose de la production de quatre centres autonomes — Kouriga, Youssoufia, Ben-Guerir et Bou-Craï (1), — auxquels s'ajoutent le centre de Sidi-Hajja dans un proche avenir et, ensuite, celui de Mekala.

C'est en 1970 qu'a été créée la commission intergouvernementale permanente maroco-soviétique qui se réunit périodiquement pour tracer les voies d'une coopération technique et économique (voies culturelles) en harmonie avec les plans de développement du royaume. Cette procédure est utilisée par le Maroc avec d'autres pays, dont la France. La politique de non-alignement a permis, en effet, aux dirigeants marocains de se tenir à l'écart des conflits des blocs rivaux et d'être entendus aussi bien à Washington qu'à Moscou, à l'est comme à l'ouest, et d'en recevoir aide financière et technique.

La position géographique et stratégique du Maroc n'est probablement pas étrangère à l'atten-

tion que les grandes puissances lui portent — certaines en associant cette attention de conditions privilégiées d'assistance. « La coopération maroco-soviétique a toujours été donnée en exemple dans les pays africains », a écrit le roi Hassan II dans son livre Le Défi.

« Nous ne serons jamais d'accord idéologiquement avec l'U.R.S.S. », déclarait encore au mois d'avril Hassan II. Mais nous pouvons parfaitement collaborer. S'il en était besoin, le contrat de Mekala en constituerait la preuve.

LOUIS GRAVIER.



#### LE SÉNAT AMÉRICAIN S'OPPOSE AU PRÉSIDENT CARTER SUR LE CONTRÔLE DES PRIX DU GAZ NATUREL

(De notre correspondant.)

Washington. — Après une longue bataille de plus de deux semaines, le Sénat a rendu son verdict dans l'affaire de la libération des prix du gaz naturel. Par cinquante voix contre quarante-deux, la Chambre haute a rejeté la proposition d'une coalition de républicains et de démocrates des États pétroliers, qui soutenaient, contre l'avis de l'administration, que les prix du gaz fussent déterminés par la seule loi du marché. Ces prix seront libérés dans deux ans, après avoir grimpé, dès l'an prochain, à un palier intermédiaire de 2,48 dollars par 1 000 pieds cubes.

Le président, dans son programme énergétique d'avril, demandait le maintien indéfini du contrôle des prix et même son extension au gaz produit et consommé à l'intérieur d'un même État. Quant au prix officiel, M. Carter proposait de le faire monter de 1,35 dollars à 1,75 dollars par 1 000 pieds cubes. Comme l'a dit le sénateur Jackson, la décision du Sénat, si elle est appliquée, aura pour effet de faire payer 10 milliards de dollars de plus par an par le consommateur à partir de 1979.

Le président Carter est donc grave et l'on s'explique que le chef de la Maison Blanche ait qualifié d'« inacceptable » la décision de la Chambre haute. Il répliqua, d'ailleurs, à une « conférence » des deux Chambres de négocier un compromis. Le dernier mot n'est donc pas dit. En 1978, le Sénat s'était prononcé en faveur de la libération des prix du gaz, mais la mesure n'avait pu entrer en vigueur en raison de l'opposition de la Chambre des représentants. Le président et le lobbyisme des industries pétrolières expliquent pour une bonne part ce résultat, mais l'on se demande ici si des maladroites de l'administration n'y ont pas également contribué.

MICHEL TATU.

#### MONTEFIBRE (Italie) ENVISAGE DE LICENCIER SIX MILLE PERSONNES

(De notre correspondant.)

Rome. — La société Montefibre S.p.A., qui réunit en Italie toutes les activités de Montedison dans le domaine des fibres chimiques, envisage de licencier six mille personnes. Cette nouvelle, annoncée le mardi 4 octobre, a provoqué de vives réactions des syndicats, qui y voient une « hypothèse insupportable » et même une « attaque politique » dans une situation générale caractérisée par des symptômes croissants de récession.

Ces licenciements ont-ils été effectivement décidés ou font-ils partie d'un vaste marchandage avec le gouvernement ? Il est sûr, en tout cas, que Montefibre traverse de graves difficultés en Italie, après avoir dû notamment fermer l'usine de Saint-Nabert, qui appartenait à sa filiale française. Les pertes de Montefibre se sont élevées à 100 milliards de lires l'an dernier, soit 500 millions de francs.

#### Le gouvernement ouest-allemand incite les consommateurs à dépenser leur argent

De notre correspondant

Bonn. — C'est avec un optimisme modéré que le ministre ouest-allemand des finances, M. Apel, a présenté, mardi 4 octobre, au Bundestag, son projet de budget pour 1978. Selon lui, les mesures annoncées devraient fournir une « contribution » à la relance économique. Pour cela, une double stratégie est envisagée : augmenter les dépenses publiques et alléger le fardeau fiscal. L'un des objectifs essentiels est, bien entendu, de réduire le chômage. A cet égard, les dernières statistiques publiées le même jour laissent entrevoir une certaine amélioration, mais celle-ci est peut-être un peu plus apparente que réelle. Durant le mois de septembre, le nombre des demandeurs d'emploi a diminué de 32 000 pour tomber à 911 200, la proportion de chômage par rapport à la population active passant ainsi de 4,3 à 4,1 %. En revanche, le nombre de salariés ne travaillant qu'à temps

partiel s'est notablement accru. Il a augmenté de 33 100 pour atteindre 175 000, dont 43 000 dans le tertiaire et 18 000 dans le textile.

Le budget de 1978 prévoit un total de dépenses s'élevant à 198,6 milliards de marks, c'est-à-dire une augmentation de 10,1 %. L'appui de l'État au crédit passera de 30,7 à 27,5 milliards, ce qui, selon la Bundesbank, ne devrait pas avoir d'effet inflationniste. D'autre part, les allègements d'impôts actuellement prévus (10 milliards de 10 et 15 septembre) devront laisser 8 à 12 milliards de marks supplémentaires en circulation, ce qui aurait pour résultat de stimuler la consommation des ménages aussi bien que les investissements industriels.

Si le programme économique financier, qui vient d'être présenté au Bundestag, n'est rien de spectaculaire, il reflète toutefois une attitude psychologique assez nouvelle. Jusque-là, les ministres se devaient toujours de promettre la « consolidation des finances », c'est-à-dire la réduction des dettes de l'État. Cette fois-ci, M. Apel a, au contraire, présenté un accroissement de ces dettes comme raisonnable et nécessaire.

Plus nouveau encore : c'est le principe presque sacré-sacré de l'épargne qui est remis en cause. Le gouvernement exhorte désormais les citoyens à ne pas économiser le montant des allègements fiscaux dont ils vont bénéficier, mais à se montrer « bons consommateurs » en dépensant le plus possible.

JEAN WETZ.

#### En publicité les budgets moyens sont-ils actuellement efficaces ?

D'après une récente enquête, cette question semble être une des préoccupations majeures des chefs d'entreprises françaises. Les responsables se demandent s'il n'existe pas un seuil minimum de dépenses en dessous duquel tout effort est gaspillé. A cette interrogation, nous répondons par des exemples précis, choisis parmi les clients actuels de la MEP.



Philippe ARROU  
Directeur de la MEP.  
Une méthode particulière.

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

##### SOCIÉTÉ DES BAINS DE MER

##### COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE

Lors de l'assemblée générale ordinaire annuelle, tenue à Mont-Carlo, le 30 septembre 1977, le prince Louis de Polignac, président du conseil d'administration, a soumis à l'approbation des actionnaires les comptes de l'exercice clos le 31 mars 1977.

Le bilan rétrospectif par les recettes de l'ensemble des secteurs de la société, 287 000 000 contre 180 000 000 pour l'exercice antérieur, a conduit à un total d'exploitation, hors réalisations d'actif, de 23 121 000 F, contre un résultat net, négatif, de 4 329 000 F l'année précédente.

Compte tenu, d'une part, de plus-values sur réalisations d'actif de 43 510 000 F, d'autre part, d'amortissements normaux et exceptionnels de 23 475 000 F et de provisions hors exploitation de 40 825 000 F, le bénéfice net de l'exercice s'élève à 532 000 F contre une perte de 605 000 F au 31 mars 1976.

L'assemblée générale a approuvé la distribution de l'intérêt statutaire de 0,25 F et d'un dividende de 2 F par action de valeur nominale de 5 F. Il est rappelé que l'intérêt statutaire de 0,25 F a pu être versé l'exercice précédent.

Le paiement de l'intérêt statutaire et du dividende sera effectué à partir du lundi 7 novembre 1977, par le service des titres de la société.

L'ensemble des résolutions a été adopté par l'assemblée à l'unanimité.

Dans un but d'actualisation et en accord avec les objectifs poursuivis par la S.B.M., l'assemblée extraordinaire a approuvé la mise à jour et la modification des statuts.

##### COMPAGNIE OPTORG

La situation prévisionnelle du bilan arrêté au 30 juin 1977 fait ressortir pour le premier semestre de 1977 un bénéfice de 14 713 826,50 F en progression de 21,4 % sur celui du premier semestre de 1976, qui s'élevait à 12 076 808,51 F. Ce résultat s'explique après impôt sur les sociétés par le fait que l'ensemble des bénéfices a été réparti par les filiales de la compagnie au titre de leur exercice clos en 1976. Celui du deuxième semestre sera donc, comme chaque année, moins important : le bénéfice de l'exercice 1977 devrait cependant traduire une nouvelle progression satisfaisante par rapport à celui de 1976.

## QUAND ON NE BOIRA PLUS POUR FAIRE VIRIL ILYAURA MOINS D'ALCOOLQUES.

« Bois, si tu es un homme ». L'imbécile défi est chaque jour mille fois lancé et mille fois relevé. Et, c'est ainsi qu'on devient un homme. Alcoolique.

Les esclaves de la cigarette et souvent ceux de la seringue ne naissent pas autrement.

Ce ne serait pas très difficile de proposer d'autres valeurs. Et de les faire admettre. A condition de n'être ni moralisateur, ni édifiant, ni ennuyeux.

A force de bon sens. De raison. D'humour aussi.

A force de communication maîtrisée. C'est notre métier.

Pour un objectif clair : servir. C'est notre raison d'être.

ELEUTHERA

Agence de communication d'intérêt général  
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY-S/Seine - Tél. 747.11.77

#### BARÈME DES BRILLANTS

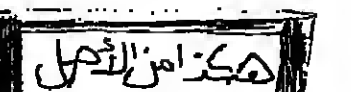
COULEUR	BLANC BRILLANT	BLANC TRAVÉ	BLANC TRAVÉ	BLANC TRAVÉ
POURTE	V.S.	Lég. travé	V.S.	Lég. travé
1 carat : 8 g 20	12.200 F	10.700 F	3.300 F	2.800 F
2 carats : le carat	21.200	18.200	11.200	9.200
3 carats : le carat	25.200	21.200	12.200	10.200
4 carats : le carat	30.200	25.200	13.200	11.200
5 carats : le carat	35.200	29.200	15.200	13.200

De barème dont nous à titre indicatif, NIM. Godechot et Pauliet se tiennent à votre disposition pour vous renseigner d'une façon plus précise sur les cas que vous voudrez bien leur soumettre.

#### GODECHOT & PAULIET

34, AVENUE RAYMOND-FORMIGÉ  
PARIS, 14e

ACHATS - VENTES - EXPERTISES - CONSEILS  
BANKING - TOC - MÉTRO - VICTOR - RICO - Tous les jours, sauf dimanche





# LES MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS 4 OCTOBRE

### Redressement

L'indice qui avait baissé de 1,5 point à 1.518,50, a retrouvé son niveau de 1.519,50. Les valeurs ont été soutenues par les actions de la Bourse de Paris, les valeurs étrangères ont été soutenues par les actions de la Bourse de New York. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été soutenues par les actions de la Bourse de New York. Les valeurs de la Bourse de Paris ont été soutenues par les actions de la Bourse de New York.

## LONDRES

### Le repli annoncé au cours des deux dernières séances précédentes a été rapidement effacé par la reprise d'un mouvement de hausse des valeurs étrangères.

Le repli annoncé au cours des deux dernières séances précédentes a été rapidement effacé par la reprise d'un mouvement de hausse des valeurs étrangères.

Le repli annoncé au cours des deux dernières séances précédentes a été rapidement effacé par la reprise d'un mouvement de hausse des valeurs étrangères.

Le repli annoncé au cours des deux dernières séances précédentes a été rapidement effacé par la reprise d'un mouvement de hausse des valeurs étrangères.

Le repli annoncé au cours des deux dernières séances précédentes a été rapidement effacé par la reprise d'un mouvement de hausse des valeurs étrangères.

Le repli annoncé au cours des deux dernières séances précédentes a été rapidement effacé par la reprise d'un mouvement de hausse des valeurs étrangères.

Le repli annoncé au cours des deux dernières séances précédentes a été rapidement effacé par la reprise d'un mouvement de hausse des valeurs étrangères.

Le repli annoncé au cours des deux dernières séances précédentes a été rapidement effacé par la reprise d'un mouvement de hausse des valeurs étrangères.

Le repli annoncé au cours des deux dernières séances précédentes a été rapidement effacé par la reprise d'un mouvement de hausse des valeurs étrangères.

Le repli annoncé au cours des deux dernières séances précédentes a été rapidement effacé par la reprise d'un mouvement de hausse des valeurs étrangères.

Le repli annoncé au cours des deux dernières séances précédentes a été rapidement effacé par la reprise d'un mouvement de hausse des valeurs étrangères.

Le repli annoncé au cours des deux dernières séances précédentes a été rapidement effacé par la reprise d'un mouvement de hausse des valeurs étrangères.

Le repli annoncé au cours des deux dernières séances précédentes a été rapidement effacé par la reprise d'un mouvement de hausse des valeurs étrangères.

## NEW-YORK

### Brusque réaction

Après trois séances consécutives de hausses, les cours se sont brusquement repliés mardi à Wall Street.

Après trois séances consécutives de hausses, les cours se sont brusquement repliés mardi à Wall Street.

Après trois séances consécutives de hausses, les cours se sont brusquement repliés mardi à Wall Street.

Après trois séances consécutives de hausses, les cours se sont brusquement repliés mardi à Wall Street.

Après trois séances consécutives de hausses, les cours se sont brusquement repliés mardi à Wall Street.

Après trois séances consécutives de hausses, les cours se sont brusquement repliés mardi à Wall Street.

Après trois séances consécutives de hausses, les cours se sont brusquement repliés mardi à Wall Street.

Après trois séances consécutives de hausses, les cours se sont brusquement repliés mardi à Wall Street.

Après trois séances consécutives de hausses, les cours se sont brusquement repliés mardi à Wall Street.

Après trois séances consécutives de hausses, les cours se sont brusquement repliés mardi à Wall Street.

Après trois séances consécutives de hausses, les cours se sont brusquement repliés mardi à Wall Street.

Après trois séances consécutives de hausses, les cours se sont brusquement repliés mardi à Wall Street.

## VALEURS

### Cours précédents

### Dernier cours

### VALEURS

### Cours précédents

### Dernier cours

### VALEURS

### Cours précédents

### Dernier cours

### VALEURS

### Cours précédents

### Dernier cours

### VALEURS

### Cours précédents

### Dernier cours

### VALEURS

### Cours précédents

### Dernier cours

### VALEURS

### Cours précédents

### Dernier cours

### VALEURS

### Cours précédents

### Dernier cours

### VALEURS

### Cours précédents

### Dernier cours

### VALEURS

### Cours précédents

### Dernier cours

### VALEURS

### Cours précédents

### Dernier cours

### VALEURS

### Cours précédents

### Dernier cours

### VALEURS

### Cours précédents

### Dernier cours

### VALEURS

### Cours précédents

### Dernier cours

### VALEURS

### Cours précédents

### Dernier cours

### VALEURS

### Cours précédents

### Dernier cours

### VALEURS

### Cours précédents

### Dernier cours

### VALEURS

### Cours précédents

### Dernier cours

### VALEURS

### Cours précédents

### Dernier cours

### VALEURS

### Cours précédents

### Dernier cours

### VALEURS

### Cours précédents

### Dernier cours

### VALEURS

### Cours précédents

### Dernier cours

### VALEURS

### Cours précédents

### Dernier cours

### VALEURS

### Cours précédents

### Dernier cours

### VALEURS

### Cours précédents

### Dernier cours

### VALEURS

### Cours précédents

### Dernier cours

### VALEURS

### Cours précédents

### Dernier cours

### VALEURS

### Cours précédents

### Dernier cours

### VALEURS

### Cours précédents

### Dernier cours

### VALEURS

### Cours précédents

### Dernier cours



